CAL ROOM
L LIBRARY
OF MICH.
e Année.
AUG 18 1924
N° 15. 1er Août 1924.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
ésident Coolidge. .	*Les Études classiques en Amérique.*	481
fred Dumaine . . .	*M. Gustave Schlumberger, historien byzantiniste.* .	490
ith Wharton . . .	*La Semence de la Foi.*	513
arles Schmidt. . .	*Notre Politique économique en Alsace et sur le Rhin.*	551
dré Beaunier . . .	*Les Folies amoureuses.* — III	570
de la Rochefoucauld.	*Un Homme d'Église et d'État au* XVIIe *siècle* (fin).	610
lpérine-Kaminsky.	*Le 14 Décembre 1825.*	627
A.-F. Legendre . .	*Le grand problème du Pacifique et la Paix future.*	654
les Decamps . . .	Questions financières : *Réparations et Transferts.*	677
bert Flament . . .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris.*	692
dré Chaumeix. . .	La Politique : *La Conférence de Londres.*	707

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

La *Revue de Paris* publiera prochainement

Le général Flahault et le coup d'État de 1851

par Lord KERRY

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

La grande catastrophe qu'a été la guerre mondiale, et dont les conséquences dépassent en étendue et en gravité toutes les prévisions, a multiplié le découragement et le scepticisme, et amené nombre d'esprits à mettre en question les principes mêmes et l'orientation de la civilisation contemporaine. L'éminent historien **Guglielmo Ferrero**, dont on connaît le goût pour les synthèses suggestives et volontiers paradoxales, montre, dans son **Discours aux Sourds**, que les cent années qui vont de la bataille de Waterloo à la bataille de la Marne forment une époque fabuleuse, où, grâce à des circonstances exceptionnelles, les dures lois communes de l'humanité furent suspendues. Nous rentrons maintenant dans le cours normal de l'histoire, dans « l'Eternel Passé », hérissé d'épreuves bien connues. Bien plus, ces épreuves vont se trouver multipliées par les « progrès » économiques et politiques de notre civilisation : le machinisme, qui devait nous libérer des servitudes naturelles, nous asservit à sa loi de production et de consommation forcenée et grossissante : nous sommes les victimes de « l'esclave maître ». Dans le domaine intellectuel, la recherche simultanée de biens inconciliables, « la puissance et la perfection », fatigue notre esprit et ne lui donne qu'anarchie et confusion. En politique, nous croyons être les premières générations humaines enfin libres, mais jamais tyran d'autrefois n'aurait imaginé d'opprimer ses sujets aussi intolérablement que le fait l'État moderne. La grande industrie nous a donné les biens de la terre en abondance; mais pour nous forcer à les consommer, elle a brisé l'ancien idéal de vie rigide; elle a multiplié nos besoins plus vite encore que ses produits, et, somme toute, ne nous a offert qu'un mirage. De là, et depuis 1914, cette maladie nouvelle, cette « monstrueuse hydropisie de l'argent » qui sévit sur le monde occidental. Confusion, contradiction, tel est le grand mal de l'esprit moderne, qui le fait rêver tour à tour de socialisme, de communisme et de fascisme. L'insomnie du monde a commencé : les systèmes s'affrontent; l'Occident conquérant et l'Orient qui se réveille sont face à face. Le monde est un corps unique animé d'âmes discordantes et ennemies. Allons-nous voir l'unité du monde, ou voir une dislocation semblable à celle du IIIe siècle?

M. Ferrero n'entrevoit comme remède aux maux de l'Occident qu'une stabilisation des mœurs et de l'idéal de vie, un changement d'idéal, — en somme une sorte de renaissance ascétique. Cette régénération du monde moderne, beaucoup l'attendent de l'Orient. Spirites et théosophes, depuis longtemps, prévoient dans l'Inde l'apparition d'une ère nouvelle. Les écrits de Rabindranath Tagore traduits dans toutes les langues européennes, ceux d'Okakura Kakuzo, ont affirmé en face du matérialisme américano-européen « les idéaux de l'Orient ». Si l'on s'attendait à trouver dans le livre de M. **René Guénon, Orient et Occident**, quelques précisions sur la nature et l'étendue d'un mouvement si intéressant, on risquerait d'être fort déçu. Un réquisitoire abstrait et d'ailleurs fort vif contre Descartes, Kant, Bergson, et William James, et Durckheim, contre le scientisme, la Renaissance et la Réforme, oppose à ces manifestations débiles de l'intellectualité occidentale moderne, la habile métaphysique, la civilisation traditionnelle et hiérarchisée de l'Orient, que l'Europe ne réalisa faiblement qu'au Moyen âge. Mais quel est cet Orient centre de perfection, c'est ce que M. Guénon nous dit assez mal, très vaguement, et seulement vers la fin de son livre. Il élimine le Japon, trop occidentalisé, et l'Islam, civilisation intermédiaire; de la Chine il ne parle guère; il semble, d'après lui, que les seuls Orientaux « qui comptent vraiment », soient les Hindous brahmanistes, chez qui pourtant M. Lothrop Stoddard a vu tant et de si nombreux changements. Ce sont eux qui nous enseignent le retour à notre propre tradition religieuse et politique, la défiance du libre examen et de toutes les « superstitions » modernes.

Or des travaux récents cherchent à établir qu'à l'origine de la révolution économique d'où est sortie la civilisation moderne se trouve un ferment oriental. Dans un gros livre hardi, touffu, bourré de faits, le professeur **Werner Sombart**, frappé de certains phénomènes, comme la rapide décadence de l'Espagne, le rapide essor de la Hollande au XVIIe siècle, met en évidence les liens de cause à effet qui unissent **les Juifs et la vie économique moderne**. La diffusion et les déplacements à travers l'Europe et le Nouveau Monde de groupes juifs ont suscité cette évolution tout autant que les conquêtes techniques et les grandes découvertes. Après une introduction sur la méthode qu'il a suivie, l'auteur dégage la part des Juifs dans le déplacement du centre de gravité économique à partir du XIXe siècle, dans l'essor du commerce international, dans la fondation de l'économie coloniale, dans la fondation de l'État, dans la commercialisation de la vie économique par le papier valeur, la lettre de change, etc., et enfin dans la formation d'une mentalité capitaliste. Dans une seconde partie, il recherche les causes des singulières aptitudes des juifs pour le capitalisme : ce seraient à la fois la dispersion de ce peuple, fixé partout et partout étranger, et aussi les caractères fondamentaux de sa religion. Enfin, dans une troisième partie qui ne l'a pas satisfait, il traite de la question de la spécificité de la nature juive, confronte et réfute les « théoriciens des races » et les « théoriciens du milieu », et termine par un large tableau du sort du peuple juif. On goûtera ce vaste exposé d'une information si étendue et d'une objectivité si parfaite, qui fait entrer dans le domaine de la science un sujet qui semblait réservé aux pamphlétaires antisémistes et aux propagandistes sionistes.

Signalons, à propos de la question juive, l'autobiographie extrêmement curieuse du docteur Jacob Fromer : **Du ghetto à la culture moderne.**

L'ouvrage de M. **Delacroix**, professeur à la Sorbonne, sur **le Langage et la pensée** s'appuie sur les travaux de la linguistique contemporaine, sur l'observation des enfants, sur l'analyse du mécanisme verbal chez les adultes, et sur l'étude des troubles du langage. Après les nombreux travaux des spécialistes parus ces dernières années, la place est ouverte à des études d'ensemble. Ce livre veut être un travail de synthèse, en même temps qu'il s'efforce d'ajouter aux analyses classiques du fonctionnement verbal.

M. **Henderson**, professeur de chimie biologique à l'Université Harvard, dans l'**Ordre de la nature**, reprend l'étude de la théorie de l'adaptation, qui n'avait reçu encore, depuis Lamarck, aucun fondement scientifique solide.

Le docteur **A. Hesnard** détermine la **Relativité de la conscience de soi**, s'inspirant et à la fois de Bergson et de Freud, précise la valeur et en même temps l'insuffisance des méthodes introspectives. L'inconscient, débordant de toute part l'activité consciente, circonscrit pour la science la psychologie dans le domaine de la biologie.

Erratum : L'**Histoire de Russie** qui a été signalée dans la chronique bibliographique du numéro du 1er juin 1924 est de M. **Marc Semenoff.**

J. P.

LES ÉTUDES CLASSIQUES EN AMÉRIQUE[1]

Si nous sommes aujourd'hui réunis, c'est pour défendre l'une de nos richesses essentielles; c'est pour assurer la marche du progrès vers l'avenir en poursuivant l'étude de son développement dans le passé; c'est pour proclamer notre adhésion à cet idéal dont est animée la civilisation qui domine en ce monde. Nous sommes ici parce que nous croyons que la pensée seule est maîtresse des choses et parce que nous tenons pour certain que, seule, la connaissance du vrai peut nous ouvrir les voies de la liberté.

L'humanité s'est toujours plu à reconnaître, parmi les écrivains, des classiques. Il en sera toujours ainsi. Ce n'est là qu'une manière de dire que l'homme n'a jamais cessé ni ne cessera jamais de poursuivre un idéal. Mais quel doit être

1. La *Revue de Paris*, qui a publié sur les études gréco-latines un article de Lord Crewe, ambassadeur d'Angleterre à Paris, et un article de M. Henri Bergson, de l'Académie française, est heureuse de faire connaître à ses lecteurs l'opinion de M. Calvin Coolidge, Président des États-Unis. C'est à l'Université de Pensylvanie, que M. Coolidge, alors vice-président, a prononcé les paroles que nous reproduisons. La traduction de ce discours a été faite par la princesse Edmond de Polignac qui a bien voulu obtenir pour la *Revue de Paris* l'autorisation de le publier. La princesse Edmond de Polignac, qui s'est toujours vivement intéressée à la culture classique, a fondé à l'Université de Paris une bourse de voyage pour permettre à des étudiants ayant fait preuve de savoir et de goût de voyager quatre mois sur le territoire de l'Hellade. Dans son récent article sur *les Bienfaiteurs de l'Université de Paris* (*Revue de Paris*, du 15 mars 1924), M. Paul Appell, doyen de la Faculté des Lettres, a signalé l'intérêt de cette fondation.

cet idéal? Quels sont les livres où il se trouve défini? C'est tout le problème.

Depuis des siècles, on entend par littérature classique celle que nous devons aux Grecs et aux Latins, et il serait presque inutile de démontrer que la société occidentale ne pourrait que diminuer sa culture si elle cherchait ailleurs son véritable domaine.

Sans cette littérature classique, la science du langage, le commentaire des lettres, l'intelligence de l'histoire, la connaissance des origines de la philosophie et de la loi ne pourraient exister. Quant aux sciences naturelles, elles ont été si bien formées par des esprits nourris de l'antiquité que, sans éducation semblable, il n'est pas possible de comprendre parfaitement les termes mêmes de leur vocabulaire.

Le but de l'éducation, qui s'est bien élargie depuis cinquante ans, est de permettre à l'âme une plus profonde compréhension de la vie. C'est un problème qu'on ne peut considérer en songeant seulement à l'individu; il le faut discuter en fonction de la société.

La question n'est pas de savoir ce qu'on doit enseigner à quelques hommes. L'exemple de quelques individus est sans portée générale. Certains grands hommes n'ont été pourvus que d'une culture médiocre et, malgré une grande culture, d'autres sont demeurés médiocres. Mais un peuple n'a jamais été grand, sans posséder une grande culture.

Ce qui nous intéresse actuellement, c'est donc de rechercher la forme d'éducation la plus utile au bien public, les notions fondamentales qu'il convient d'inculquer aux jeunes Américains, ce qui est nécessaire à la société pour qu'elle parvienne à une plus large intelligence de la vie.

Notre époque porte la marque de la science et du commerce. Son premier objet semble être de chercher à dépasser ses limites physiques, et de merveilleuses découvertes ont permis à la race humaine de dominer les éléments par des moyens qui, hier encore, étaient inconnus. C'est dans ce sens que le monde paraît avant tout demander un progrès et il existe, semble-t-il, une manière d'impatience irritée contre les efforts qui, à première vue, ne semblent pas répondre à cette exigence.

De là sont nées les écoles professionnelles et ce courant général de sympathie pour tout ce qui se rapporte à l'éducation technique. On a posé le principe que tout enseignement doit pouvoir sur-le-champ se traduire en activité scientifique et commerciale.

Certes, le monde actuel est dominé par la science et le commerce. Sans ces deux puissances, des territoires immenses seraient immédiatement dépeuplés aussi bien par la famine que par la maladie. Grâce à elles, et d'une manière inusitée jusqu'à nos jours et qui se développe sans cesse, se répandent le confort et la prospérité.

Il serait vain de nier ces avantages, qui nous sont devenus indispensables; il faut au contraire les reconnaître et hautement les louer, à condition de les situer, non point dans l'absolu, mais dans le relatif, car ils n'ont point jailli spontanément. Il convient de voir en eux le produit d'une culture antérieure plusieurs fois séculaire, d'une science qui était valable, encore qu'elle supposât, par exemple, que la terre était plate, d'une civilisation dont la puissance était incomparable pour le développement des forces du cœur et de l'esprit.

La science et le commerce ont leur siècle : c'est le nôtre. Aucune raison ne peut nous inciter à souhaiter qu'il en soit autrement, et la sagesse ne serait pas de détruire ces éléments, mais de les utiliser, de les diriger. Nous ne devons pas les subir en esclaves; les forces matérielles ne doivent pas dominer les forces morales et la vie doit trouver sa règle dans la recherche de la justice et non pas des poursuites utilitaires.

Il n'est pas de problème qui puisse être résolu sans l'étude du passé. La civilisation moderne a ses racines chez les Grecs et les Romains, mais ces peuples ne constituaient pas un monde nouveau; eux aussi ils étaient les héritiers d'une civilisation; ils l'avaient raffermie, élargie, rendue plus intense, refaite selon leur esprit; et leur culture avait pris ainsi une forme précise et personnelle alimentée des meilleurs fruits du passé dans le monde romain des Césars.

Victime de Rome d'abord, des Barbares ensuite, l'énorme Empire s'écroule. Dès lors, la science et la culture sombrent

et pour près de mille ans; elles émergent enfin avec la Renaissance, renaissance presque entièrement due à l'influence de l'Église chrétienne, nouvel essor de la civilisation grecque et romaine qui se joint aux révélations de la Religion. C'est là que naît la culture de l'Europe occidentale et de l'Amérique.

Ne perdons pas de vue le point de départ; c'est essentiel. Quelle que soit la perfection de l'édifice, sa solidité dépend des fondations. Dans la renaissance des lettres, la philosophie grecque a joué un rôle important et c'est sous l'impulsion des deux grandes méthodes : induction, déduction, expérience, raison, que l'esprit humain a pu établir de fermes connaissances.

Les vaines imaginations des scolastiques sont balayées; elles s'évanouissent; la pensée est plus libre et pose, par ces méthodes les bases des recherches scientifiques modernes. C'est à elles que nous devons notre système d'enseignement et nous retrouvons leur lumière sur toutes les routes de notre existence : dans les affaires, dans l'éducation, dans la religion. Qui douterait de leur pouvoir et de la nécessité de les maintenir? Mais là n'est pas tout le problème.

Il est impossible qu'une société rompe avec le passé, car elle est constituée par l'ensemble de toutes les expériences acquises. Pouvons-nous faire abstraction des courants qui ont précédé la déclaration de l'Indépendance américaine? Pourrons-nous réussir, si nous prétendons ignorer l'histoire des temps qui ont précédé ce grand événement? Le développement d'une société est un épanouissement graduel. La culture est le produit d'un effort continu. L'éducation de la race n'est jamais terminée; il faut la recommencer pour chaque individu et la poursuivre du commencement à la fin de la vie. Aucune société ne peut déclarer qu'elle a atteint à la culture et qu'elle peut se reposer. Il lui est seulement permis de dire qu'elle a assimilé les méthodes, les procédés par lesquels on peut atteindre à la culture, et qu'elle peut continuer à appliquer ces principes.

La biologie nous enseigne que l'individu passe par de nombreuses phases avant de parvenir à l'état présent de son évolution. Toutes les théories d'éducation nous montrent que le

cerveau des hommes se développe de la même manière et qu'il s'élève en suivant les étapes diverses qui ont marqué notre ascension depuis la sauvagerie primitive jusqu'à la civilisation la plus élevée. Ce fait nous ordonne impérieusement de poursuivre l'étude des Grecs et d'en faire la base de notre enseignement, puisque c'est par ce moyen que nous sommes parvenus au présent état de notre développement.

Cela signifie-t-il que tout homme doit être un humaniste? Non, certes. Pour traverser l'Océan est-il nécessaire à chacun d'avoir l'expérience d'un navigateur? L'ouvrier qui travaille à quelque ample édifice doit-il être un docte architecte? Non, sans doute. Cependant, si la rive est atteinte, si la maison est belle et confortable, on le doit aux méthodes qui reposent sur des principes et sur des idées bien définies.

Les principes et les idées desquels nous dépendons, non seulement pour le maintien de la culture, mais encore, à mon avis, pour la sauvegarde et le développement de la science, nous viennent des études classiques. Voilà pourquoi les sciences et les études professionnelles atteignent à leur apogée lorsqu'elles s'appuient sur la culture de l'antiquité.

Le plus grave reproche qu'on puisse adresser, peut-être, à l'enseignement de notre époque, c'est qu'il est superficiel. Un homme d'affaires de la génération précédente qui avait connu le succès sans avoir bénéficié d'une éducation classique envoyait son fils à l'Université pour faire ses humanités. Si l'enfant, à son retour, ne pouvait immédiatement prendre la direction des affaires, le père concluait que l'éducation classique n'était que vanité. Mais, avant de se prononcer sur un tel problème, il conviendrait de savoir si le jeune homme avait vraiment reçu cette éducation, ou s'il s'était contenté d'études incomplètes : car la connaissance superficielle des classiques est pareille à toute autre connaissance superficielle; c'est vainement qu'on espérerait y puiser l'habitude d'une pensée correcte et logique qui est la marque même de l'esprit discipliné.

Sans doute une étude superficielle des humanités est d'une valeur moins immédiate qu'une étude superficielle des techniques ou des affaires. L'un des avantages d'une éducation classique dans nos Universités, c'est précisément que les études ne restent guère superficielles. Un autre avantage

que présente cet enseignement, c'est qu'il ne se cantonne pas dans la minute présente, c'est qu'il ne donne pas toute sa pensée aux problèmes de l'heure; et il ne conviendrait pas que l'on oubliât que c'est cette culture qui a produit les gloires du siècle d'Élisabeth, ses philosophes, ses artistes, ses explorateurs, ses soldats, ses hommes d'État et d'Église.

L'enseignement a pout but principal d'instituer un idéal, son principal devoir est de former le caractère qui est la résultante de l'éducation et de l'hérédité. Ce n'est point à dire qu'il faille exclure de l'éducation ce qui se rapporte à la vie pratique, mais seulement y ajouter ce qui est nécessaire, c'est-à-dire la méthode classique, et non point seulement parce qu'elle a toujours accompagné l'évolution de notre culture, mais parce que le commerce du grec et du latin est incomparable comme méthode de discipline; il requiert, dans l'intensité d'un effort et d'une application qui se prolongent, toutes nos facultés d'observation, de persévérance et de raisonnement; le succès en de tels travaux exige le contrôle de nous-mêmes, le contrôle de notre intelligence, contrôle qui est la base d'un caractère.

On répète volontiers que le grec et le latin sont des langues mortes. Peut-être certains langages ont-ils disparu. Je n'en connais aucun. Des mots, des formes, et dans tous les idiomes, tombent en désuétude, chez nous, comme ailleurs; mais le grec et le latin ne sont pas morts. Les langues romanes sont un latin modifié et notre propre langage est rempli de mots dérivés du grec et du latin, d'où ils tirent un sens très vivant. Cela est si vrai que, dans une large mesure, on ne peut démêler le sens d'un grand nombre de mots usuels ni du langage scientifique et littéraire, dans sa presque totalité, si l'on ignore le grec et le latin; il en est de même si l'on veut comprendre les beautés de notre littérature, si riche de locutions classiques.

Ce qui presse le plus à l'heure présente, ce n'est pas de résoudre nos problèmes économiques, mais bien d'établir et de soutenir les influences intellectuelles et morales qui gouvernent notre vie pratique. Comment légitimerons-nous les modalités du Gouvernement de notre République? Où chercherons-nous des exemples à notre patriotisme? Vers qui nous tournerons-nous pour que se poursuivent les sacrifices qui ont assuré l'avènement de notre civilisation? Le présent ne peut

répondre à nos appels. Tournons-nous vers le passé. Il n'y a pas de plus grandes images de l'héroïsme que Léonidas aux Thermopyles ou Horatius au Pont Sublicius.

A travers toute la littérature grecque et romaine passe un grand souffle de patriotisme, aussi bien dans les méditations des philosophes que dans les discours des hommes d'État ou dans les proclamations aux Armées.

Le monde vient de reconnaître la force et la justice de la cause démocratique, mais ce n'est pas un idéal nouveau. Un grand nombre de peuples l'ont entrevu à travers les siècles, et précisément parce que les hommes savent que cet idéal s'est trouvé partiellement réalisé en Grèce et à Rome, ils ont pensé qu'il pourrait s'épanouir en Europe et en Amérique. La démocratie moderne, c'est dans Athènes et dans Sparte qu'il faut chercher ses origines et vous ne pourrez l'expliquer et la défendre qu'en rappelant ces grands exemples, en faisant revivre les principes qui soutenaient les gouvernements athénien et spartiate.

L'histoire de ces deux puissances nous dit éloquemment que leurs progrès furent le fruit de la fidélité des citoyens à leur idéal; elle nous montre aussi, avec une éloquence plus puissante encore, la ruine et la détresse qui accablent le peuple dès qu'il se détourne des principes. Il n'y a pas de route plus sûre vers la décadence et le malheur que la prospérité si elle n'est pas appuyée sur la rigueur des caractères.

Est-il besoin d'évoquer la dette de la littérature moderne à l'égard des grandes œuvres grecques et latines? Le Nouveau Testament lui-même fut rédigé en grec; et il serait inconcevable que l'enseignement littéraire pût négliger les auteurs classiques, quand on pense que c'est dans leur prose que se trouve le mieux exprimées toutes les nuances de la pensée et que la musique et la raison, qui sont les harmonieux éléments de la poésie, aussi bien que l'éloquence, n'ont jamais été plus magnifiques que chez les Anciens. Tournons nos regards vers eux : ce sont des écrivains et des orateurs qui ont manié de grandes idées, ce sont encore de grands hommes d'action. La gloire qui environne les hauts faits des Grecs sous Thémistocle, l'admiration pour les héros de Salamine, l'orgueil qui soutient la retraite glorieuse des Dix-Mille, ce n'est pas le

souvenir des jours humiliés de Philippe et d'Alexandre qui pourrait les abolir.

Que si nous nous tournons vers Rome nous sommes émerveillés de sa grandeur, nous sommes frappés d'étonnement à la pensée que l'univers n'a jamais bénéficié d'une paix aussi solide que la « *pax romana* » qui tenait sous ses lois tout ce qui existait alors du monde occidental, en un temps où les difficultés de transport rendaient facile la défense des cités, et l'attaque presque impraticable.

Les Romains ont donné au monde le premier grand exemple de l'ordre et d'un état heureux de liberté sous l'égide de la loi.

Leur histoire nous montre en eux l'un des plus puissants parmi les peuples, sous la conduite de grands chefs, s'efforçant d'unifier le monde civilisé, et préparant l'avènement de la Chrétienté. Ils ont connu une des gloires les plus considérables qu'ait conquise une nation vigoureuse et aussi une des plus grandioses tragédies, dans leur décadence.

La culture grecque et romaine appartient au passé; on ne saurait la faire renaître; essayer de la copier serait inutile, mais il en faut continuer l'étude pour donner plus de solidité à notre enseignement. Nous ne désirons pas être des Grecs; nous n'aspirons pas à être des Romains : avant tout et par-dessus tout, nous voulons être des Américains, et ce but nous n'y atteindrons qu'en poursuivant les traditions qui nous ont faits ce que nous sommes. Nous nous nourrissons de la pensée des hommes qui ont posé les bases de nos institutions. L'enseignement qui les a formés, c'est l'enseignement qui doit nous former à notre tour. Le souci d'améliorer notre bien-être matériel ne doit pas nous faire oublier qu'il est indispensable que nous améliorions notre bien-être spirituel. Enseigner les sciences ne suffit pas, la grande affaire est d'apprendre comment nous devons utiliser notre science.

Nous croyons en notre République, à la liberté, à l'ordre soumis à la loi, à l'avenir de la littérature et des arts; nous croyons en la juste autorité du Gouvernement organisé; nous croyons au patriotisme. Ces croyances, il les faut soutenir et fortifier; sans elles, gain et profit sont éphé-

mères, mais il ne les faut pas servir avec la pensée du gain et du profit; on ne les rencontrera pas dans un enseignement seulement soucieux des affaires, encore que sans elles, commerce ni affaires ne puissent exister. Ces croyances sont les sommets de la vie, et c'est par les classiques qu'elles nous sont révélées; elles doivent être maintenues et ne le seront que par l'étude des humanités. Lorsque nous nous éloignons de ces principes, nous nous écartons du chemin de la sécurité et du progrès. Tous les Américains, certes, ne peuvent recevoir une éducation classique, mais loin de diminuer cette chance, il la faut augmenter, car cette culture, si chaque Américain n'en a pas joui, l'Amérique, elle, en a bénéficié. Nos chefs nous ont conduits suivant cet idéal et dans cet idéal nous avons foi encore.

Nous avons connu et nous connaîtrons des époques de troubles et d'épreuves pour l'âme de notre République. Des jours naîtront où, malgré de puissants efforts, nos avantages seront médiocres; on a demandé au peuple et on lui demandera de grands sacrifices pour la Patrie. Si les Américains ne continuent pas à vivre pour autre chose que pour l'heure présente, à être animés par le désir de gains qui ne sont pas tous de l'ordre matériel, ces appels, comment y pourront-ils répondre? Comme certains peuples, ils seront contraints de s'abaisser devant une nation animée d'une plus grande force morale.

Ce n'est pas un instant qui crée la volonté d'endurance, elle résulte d'un long entraînement. Cette volonté jusqu'ici fut la nôtre; elle nous a rendus prospères; nous lui devons des œuvres grandes et belles. Notre enseignement doit maintenir en nous cette force magnifique qui est la gardienne de notre idéal. Elle est née de l'esprit des œuvres classiques de la Grèce et de Rome. Ceux qui croient aux arts, à la littérature, à la science de l'Amérique auront à cœur de les cultiver, en cultivant l'enseignement qui les a produits.

CALVIN COOLIDGE
Président des États-Unis.

M. GUSTAVE SCHLUMBERGER

HISTORIEN BYZANTINISTE

Imaginez ce que fut l'épreuve de la guerre pour des érudits déjà vieux et spécialisés depuis leur jeunesse dans des études à cercle restreint, quand, secoués soudain par le grondement du canon et le tumulte des troupes en marche, la réalité brutale leur apparut d'un seul coup. Combien alors ont dressé leur tête effarée par-dessus les in-folio, se demandant tristement à quoi serviraient désormais leurs grimoires. Ne devaient-ils pas penser d'eux-mêmes avec désolation ce que le laquais du P. Griffet disait de son maître : « Croyez-moi, cet homme n'est pas ce qu'on le suppose. Hors sa science, il ne sait rien. »

Heureusement l'archéologue-historien qu'est M. Gustave Schlumberger ne risque pas d'être confondu avec ces savants désemparés qu'a surpris la loupe à la main devant un palimpseste l'effondrement de l'Europe. Ses voyages fréquents et lointains, l'ampleur et la variété de sa culture, ses relations cosmopolites et plus encore son patriotisme sans cesse en alerte d'irréductible Alsacien avaient fait de lui un des Français les mieux avertis du péril toujours menaçant. Dès longtemps, nul ne vibrait plus passionnément à chaque événement qui mettait en danger la dignité ou la sécurité de notre pays.

A la différence aussi de nombre de ses confrères en contact seulement avec les habitués de la Sorbonne et de l'Institut, il compte parmi les rédacteurs le plus amicalement accueillis dans nos revues, au *Journal des Débats*, voire au *Gaulois*.

Sa tour d'ivoire comporte beaucoup de sorties, ayant accès dans tous les salons; il ne tenait donc qu'à lui d'introduire le médiévisme oriental dans les actualités, de le faire adopter par la mode au même titre qu'une nouveauté scientifique ou qu'une hypothèse de psychologue. Il a condescendu seulement à présenter des fragments de ses travaux, des parcelles de ses trouvailles accommodés de manière à éveiller la curiosité des moins préparés à ces lectures, fût-ce même celle de clubmen ou de femmes pas trop frivoles. A la façon de ces collectionneurs enthousiastes qui attirent des visiteurs devant leurs vitrines et leur en commentent avec joie les richesses, M. Schlumberger, comme publiciste, s'entend à choisir dans ses trésors ce qui agréera à l'humeur et à la sensibilité de chacun : d'émouvants récits de guerre, de chasse et d'amour, des faits d'armes héroïques, des cortèges éblouissants déroulés dans des palais de rêve et parmi des sanctuaires tout de porphyre et d'or. Les personnages qu'il évoque dans ces splendeurs disparues et dans ces grandes batailles tout à fait oubliées lui sont si familiers qu'il ne peut soupçonner que nous ne les connaissions pas. Tout naturellement, il écrit : « Pour qui fouille les chroniqueurs byzantins du milieu du xe siècle, son nom revient à chaque page... » Chacun devine, n'est-ce pas? que c'est celui de Seïf Eddaulêh, prince d'Alep, le plus célèbre des souverains arabes de la dynastie des Hamdanides.

En supposant ses lecteurs aussi savants que lui, M. Schlumberger les flatte grandement; il achève de les conquérir par la bonhomie charmante de ses confidences sur ses bonnes fortunes de chercheur, sur les délices de ses découvertes. Qu'un marchand du Caire lui envoie quelques petites pièces agglomérées ensemble par la rouille, « j'eus fort à faire, raconte-t-il, pour les détacher les unes des autres et pour retrouver sous le vert-de-gris lamentable la fine effigie de Jean de Brienne, le grand héros chrétien ». C'est que ces menues monnaies de billon si minces, si fragiles, qu'il manie avec tant de soins minutieux, ne sont rien de moins que des deniers frappés à Damiette, en 1219, pendant le peu de mois où l'illustre cité passa au pouvoir des croisés! Cette autre pièce de cuivre, bien qumble, informe et barbare, pensez qu'elle porte le profil de

Baudoin de Flandres, et du temps où ce frère de Godefroi de Bouillon régnait sur Edesse, en Mésopotamie, l'actuelle Ourfa! « Toute l'histoire heurtée de cette époque est contenue dans ce simple rapprochement des plus antiques contrées du monde avec les noms sonores de la chevalerie franque et le langage des Grecs de la Constantinople médiévale. » Comment ne pas sympathiser de tout cœur avec un aussi ardent amour pour les vieilles médailles, avec une passion si sincère pour les séries monétaires de dynasties abolies?

Quand il entreprit de réconforter, selon ses ressources, l'âme de son pays envahi et ravagé, ses sentiments de patriote l'ont guidé pour extraire, de ses chères histoires byzantines d'il y a mille ans, celles qui correspondaient aux péripéties de notre terrible lutte. Il en a tiré et merveilleusement remis à neuf une infinité de tableaux si nets de dessin, si francs de couleurs que le lecteur les oppose et les compare de lui-même aux scènes et aux drames du temps présent. Les enseignements s'en dégagent sans avoir été imposés. C'est ainsi qu'une collaboration assidue à nos périodiques durant les quatre années de guerre l'a maintenu, quoique d'une classe laissée en repos, dans les rangs des bons serviteurs de la patrie. Il s'est associé intimement aux angoisses des heures sombres, à l'exaltation des jours de triomphe, en remémorant les vicissitudes pareilles qu'a subies jadis « la ville gardée de Dieu ».

Cette contribution à la littérature de guerre est réunie en deux volumes, *Récits de Byzance et des Croisades*, édités l'un dès 1916, l'autre plus récemment. En tête du second de ces volumes, l'auteur remarque qu'il en a rassemblé les feuilles en un moment « où, malgré la victoire française magnifique, les inquiétudes sont demeurées très vives. Ces pages sont toutes encore d'actualité. Elles constituent probablement, ajoute-t-il, mon œuvre dernière. L'âge et ma vue très fatiguée m'interdisent les longs labeurs... ». A ces prévisions mélancoliques espérons que sera opposé un démenti. Toutefois, si vraiment la tâche de l'historien est terminée pour celui qui l'a vaillamment accomplie, prenons-en occasion pour considérer et admirer l'ensemble de ces travaux poursuivis un demi-siècle avec la ferveur d'un apostolat.

La pensée qui inspirait cet essai, d'autres l'ont eue depuis

et s'apprêtent à y donner une forme infiniment flatteuse et touchante. Un recueil de travaux signés des plus beaux noms de la science historique et de l'érudition françaises, sous le titre de *Mélanges Gustave Schlumberger*, sera publié par souscription, cette année, et offert en hommage au nom des plus doctes à leur maître et confrère vénéré.

***

Peu de vocations aussi nettement déterminées que la sienne. La force en fut encore accrue par les résistances à surmonter. Car, docile aux injonctions paternelles, il dut, au début de sa vie, se préparer à devenir médecin. D'après ses succès aux concours de l'externat et de l'internat, on l'aurait cru avide d'amasser des titres à la confiance d'une future clientèle. Pas du tout. Aussitôt les diplômes obtenus avec les mentions les plus élogieuses, il déclara son invincible répugnance pour les malades et l'art de les guérir. Ses soins, ses veilles, sa sollicitude, il entendait les consacrer uniquement à la numismatique; elle seule l'attirait, le séduisait. Déjà, pour elle, il avait dû faire en secret des infidélités à la pathologie, si l'on en juge par sa première publication savante, en 1874, bien rapprochée de celle qui marquait la fin de ses travaux médicaux.

Pour pénétrer dans le domaine qu'il devait achever d'explorer et sur lequel il est arrivé à exercer une souveraineté incontestée, il lui a plu de choisir la porte étroite, de s'astreindre d'abord aux besognes sans éclat du numismate et du sigillographe. Avant d'être promu historien, il a voulu mériter ses grades un à un, — semblable en cela à ces soldats de Bonaparte qui ne bénéficièrent de l'apanage de duchés et de principautés en Italie et en Allemagne, qu'après en avoir préparé la conquête comme obscurs combattants dans quelque demi-brigade. De même que le leur, son avancement fut rapide : en moins de dix ans il devint, de l'aveu de ses émules, « le représentant français le plus autorisé des études byzantines ».

D'où naquit la si exclusive passion qui, dès ses premières enquêtes, l'attira vers les chroniques confuses et un peu rebutantes, semble-t-il, de l'empire d'Orient? Est-ce seulement

d'un sentiment de justice réparatrice pour une époque délaissée? Chez cet Alsacien dépouillé de sa patrie d'origine, ne serait-ce pas plus encore l'ambition de restituer à la France un domaine historique glorieusement découvert par elle et que l'insouciance lui avait laissé perdre? Deux conjectures qui se rejoignent et finissent par se confondre. En effet, quel stimulant, pour l'enthousiasme d'un néophyte, que l'exemple du prodigieux Ducange qui, seul, au XVIIe siècle, s'acharne sur les documents presque indéchiffrables amoncelés par les mémorialistes du Bas-Empire et en devine le secret! Dix siècles d'histoire sortent, grâce à ces intuitions géniales, des ténèbres de l'ignorance et de l'oubli. Mais à peine cet ancêtre a-t-il dissipé l'obscurité, qu'elle s'épaissit de nouveau et se referme. C'est un méfait du siècle suivant d'avoir méconnu la valeur d'une telle exhumation.

Dans l'Empire grec, Montesquieu ne voulait voir qu'une des formes de la décadence romaine et, dans son histoire, qu'un « tissu de révoltes, de séditions et de perfidies ». Son mépris d'aristocrate se fondait sur ce que « la fortune ayant pris des empereurs dans toutes les conditions, il n'y avait pas de naissance si basse ni de mérite si mince qui pût ôter l'espérance ». Aux yeux de Voltaire, ces annales étaient « horribles et dégoûtantes ». Le discrédit fut si profond que cent cinquante ans s'écoulèrent avant que, dépossédée des découvertes de Ducange par de savants continuateurs allemands et italiens, la France sentît enfin le tort que lui infligeait sa négligence.

Ce n'est qu'en 1870 qu'une œuvre maîtresse commença de secouer cette torpeur. En prenant pour sujet de thèse le règne de *Constantin Porphyrogénète*, Alfred Rambaud traça un tableau lumineux de l'empire de Byzance au Xe siècle. Mais pas plus que de l'originalité de son travail, il ne s'enorgueillit du succès. Aurait-il mal évalué ou sous-estimé la fertilité des champs d'investigation qu'il rendait à la culture? Au lieu de se glorifier de son initiative, il n'y persista pas et s'enfonça dans les brumes de l'histoire de Russie.

C'est ce chemin incertain et qui venait d'être seulement débroussaillé que M. Schlumberger résolut bravement d'allonger et d'élargir. Déjà, il avait mené à bien, de 1878 à 1884, d'importants travaux sur la *numismatique de l'Orient*

latin et la *sigillographie de l'Empire byzantin.* « Au contact journalier de ces débris magnifiques d'un monde évanoui, une âme d'historien s'était éveillée en lui », a dit M. Charles Diehl. Il se proposa donc, sur les traces de Rambaud, d'opposer au prince à l'humeur pacifique qu'avait été Constantin Porphyrogénète l'usurpateur guerroyeur qui finit par occuper le trône, *Nicéphore Phocas.* Différent en tout du précédent, en celui-ci s'accuse le type fortement marqué de ces étranges *basileis* d'Orient, moitié rois, moitié papes. Avec les deux monographies reliées l'une à l'autre, on possédera, pensa-t-il, un résumé de l'existence militaire, sociale et politique à Constantinople vers l'an 960.

A ce programme déjà vaste l'œuvre a répondu parfaitement. Mais où et comment s'arrêter dans un pareil travail de pénétration? Son livre achevé en 1890, aussitôt il se sentit happé dans l'engrenage des événements ultérieurs; ce volume n'était plus à ses yeux que le premier d'une suite nécessaire, une simple introduction à la révélation totale d'un siècle entier d'histoire. Et quelle période que celle où son intrépidité le lançait, la plus ténébreuse du moyen âge oriental! « Dans la nuit noire, sur une table noire, une fourmi noire, c'est la Byzance du xe siècle », a-t-on pu dire en usant d'un proverbe arabe. Telle est la tâche redoutable, sur laquelle sans relâche, pendant près de vingt ans, il a concentré sa puissance de reconstructeur. Aucune difficulté ne l'a rebuté; d'avance il les avait mesurées, il les a toutes affrontées. Combien il avait droit au témoignage qu'il s'est accordé en toute simplicité quand il eut terminé cette étonnante *Épopée byzantine* [1].

J'ai dépouillé des centaines de volumes et de mémoires pour y chercher parfois un renseignement de trois lignes, scrupuleusement étudié toutes les sources en tant de langues diverses, interrogé les manuscrits, les miniatures, les inscriptions, les monnaies, les sceaux, les débris d'architecture, parcouru les vies des Saints et les rares pièces de vers contemporains. Ce minutieux travail de mosaïque m'a coûté un mal infini, des milliers et des milliers d'heures d'un travail dont ne se douteront guère ceux qui me feront l'honneur de me lire... Vers la fin, cet effort de vingt années était presque au-

1. Publiée comme suite à *Nicéphore Phocas* en 3 volumes grand in-4°, de 1896 à 1905, avec une illustration tellement abondante qu'elle constitue un véritable répertoire de l'art et de l'archéologie de Byzance à la plus belle époque.

dessus de mes forces physiques. Je ne me sens plus assez vaillant pour publier un volume complémentaire sur l'art et l'archéologie.

Ne croirait-on pas entendre un des preux harassés de l'empereur Charles, dans la *Légende des Siècles*, s'excusant après tant d'exploits de ne pouvoir plus tenter de conquérir Narbonne?

> Voilà longtemps que j'ai pour unique destin
> De m'endormir fort tard pour m'éveiller matin.

Qu'on se rassure. La lassitude pour M. Schlumberger fut de courte durée. Beaucoup d'autres importants et savants ouvrages sont venus s'ajouter, pour notre profit, à celui qui lui semblait avoir épuisé sa vigueur.

***

Sans chercher, parmi ces héros de mérite divers, lequel a droit à notre prédilection, et, puisqu'il faut n'en choisir qu'un dans le grand nombre, pourquoi ne pas s'arrêter au premier nommé, à Nicéphore Phocas? D'après ce que nous en apprend son biographe, c'est le seul dans la vie de qui paraît avoir prédominé l'influence féminine, circonstance qui lui aura valu, hors de l'Académie des Inscriptions, de spéciales sympathies et vraiment justifiées; car il y a plaisir à se figurer un personnage de ce temps-là autrement que dans une pose hiératique, en vêtements d'apparat, désespérément pareil à tous ceux dont l'art des mosaïstes nous a transmis l'effigie monotone.

Qu'était donc cet homme en qui, par une heureuse exception, se laisse deviner une âme passionnée? Un simple chef de troupes, d'une piété quasi ascétique, se partageant, jusqu'à l'âge déjà avancé où il s'éprit de l'impératrice, entre les devoirs de sa vie spirituelle et ceux de ses commandements militaires. Depuis la mort prématurée de sa femme et de son fils, il s'astreignait à une existence austère, s'interdisait la viande, s'imposait la continence, couchait sur la dure enveloppe d'un grossier cilice. Sauf quelques massacres qu'il n'empêcha pas en Crète, il se distinguait par une habituelle mansuétude, très contraire à l'horrible brutalité de son temps. Malgré sa dévotion et ses grandes libéralités aux monastères, son souci

du bien public lui attira la haine du clergé et des ordres religieux, parce qu'il refréna leur cupidité.

Quand ses talents militaires le poussèrent au premier rang, l'empire grec menacé sur toutes ses frontières voyait son prestige fort entamé, jusqu'à devoir payer tribut aux Arabes de Sicile. Par de victorieuses expéditions, Nicéphore réconforta les Byzantins déprimés. La conquête de la Crète lui valut le titre bizarre et si envié de *domestique* ou généralissime de toutes les forces des provinces asiatiques et orientales. D'éclatants succès en Cilicie et en Syrie (961-963) ajoutèrent encore à sa gloire : on le surnommait « le marteau des Sarrasins ». Jusque-là c'est un irréprochable soldat.

Romain, le monarque pour le compte de qui il guerroyait avec tant de vaillance, se révélait insouciant, faible de caractère, épris de plaisirs. Avant d'occuper le trône, il s'était laissé capter par une fille très jeune, avide de grandeurs et pressée de se dégager de ses crapuleuses origines. Elle avait changé son nom d'Anastazo, appellation à l'usage de ses premiers galants, en celui de Théophano. Mais troquer le cabaret paternel contre le gynécée impérial ne suffisait pas à ses convoitises. A peine mariée, elle excitait Romain, qui n'était encore qu'héritier présomptif, à faire disparaître son père Constantin; les chroniqueurs contemporains accusent le fils, et surtout la bru, d'avoir participé au brusque trépas du *basileus*. Ce qui est tout à fait certain, c'est qu'elle obtint de Romain II qu'il reléguât sa propre mère et ses cinq sœurs dans des couvents. Elle restait ainsi seule maîtresse du palais, mais pas encore de l'empire, dont l'eunuque Joseph Bringas retenait le gouvernement. Où trouver le complice énergique qui la débarrasserait de ce dernier adversaire? C'est alors que Nicéphore dut lui paraître l'homme indispensable. Est-il besoin d'admettre qu'elle en devint amoureuse, qu'elle ait été séduite par son prestige de triomphateur? Et lui, ce moine guerrier, plus que quinquagénaire, avait-il assez approché la *basilissa* pour s'en éprendre? S'ils eurent des entretiens secrets et complotèrent contre le premier ministre et l'empereur, peut-être bien l'ambition plus que l'amour les mit-elle d'accord.

Tout d'ailleurs n'est que conjectures et hypothèses dans ces romans entre amants impériaux à Byzance. Les plus

experts en matières sentimentales ne sauraient sur quoi fonder leurs suppositions. En Orient, chrétienne ou musulmane, la femme, presque toujours, est invisible, strictement recluse dans le gynécée ou le harem. Quand, très rarement, se laissait voir l'impératrice, les foules prosternées n'apercevaient qu'une éblouissante idole. Engainée de pesants brocarts, surchargée de pierreries, mitrée de perles et de diamants, que gardait-elle de féminin, de sensuellement attirant dans son immobilité écrasée d'étoffes et de bijoux, cette captive d'un extravagant cérémonial? Jamais le formalisme, les prescriptions rituelles, la singerie d'un culte, la caricature d'une adoration n'ont autant séparé une femme du reste des humains. C'est même pourquoi sans doute une Théodora, tirée d'un bouge par un caprice d'*autocrator*, se montrait si ardente à y retourner.

Il semble que Théophano se soit servie de sa rare beauté surtout au profit de sa politique. Quoiqu'elle accouchât d'un quatrième enfant quand expira son débile époux, un nouveau soupçon de crime pesa sur elle. Qu'elle l'eût ou non préparé, son veuvage comblait ses vœux, ses deux fils, encore au berceau, Basile et Constantin, se trouvant associés comme empereurs sous la régence d'une mère de vingt ans. Mais le conflit subsistait avec l'eunuque Bringas obstiné à conserver l'autorité dont le défunt *basileus* l'avait investi. « Le trône, en somme, paraissait presque vide, et cette place déserte attendait l'heureux soldat. » Aussi l'armée que commandait Nicéphore en Asie acclamait-elle déjà son général. Il tentait, quant à lui, de se soustraire à ce suprême honneur ou de ne l'accepter que pour exercer la tutelle jusqu'à la majorité des deux petits empereurs. Était-ce un honnête et pieux scrupule ou seulement duplicité d'Oriental? Et dans quelle mesure était-il de connivence avec Théophano? A chacun d'interpréter suivant son imagination la conduite de Nicéphore. L'historien réussit encore à reconstituer quelques-uns de ses gestes; mais pour lui comme pour les autres acteurs de ces sombres drames, les replis compliqués de l'âme demeurent impénétrés.

Celui des lieutenants de Nicéphore qui le décida à se laisser proclamer fut Jean Tzimiscès, le même qui, six ans plus tard, devait le faire assassiner pour lui ravir sa femme et sa couronne.

Comme dans un drame shakesparien, les incidents se multiplient et s'enchevêtrent avec de prodigieuses complications que seule pouvait démêler la patiente sagacité de M. Schlumberger. Impossible de résumer ici tant de criminelles intrigues qui ballottèrent Nicéphore du summum des grandeurs jusqu'au fond des disgrâces les plus cruelles.

Le voilà donc chaussé des célèbres bottines de pourpre aux aigles d'or brodés, indices de la toute-puissance. Dans la succession de Romain II, il obtient, sans qu'on devine ce qu'il convoitait le plus, le sceptre et la main de la jeune veuve, mais au prix d'un curieux conflit entre l'amour et l'ambition. Le jour du mariage, en pleine solennité, le patriarche Polyeucte interdit tout à coup au nouvel empereur l'entrée de l'iconostase, pénitence qu'imposait l'Église à ceux qui contractaient de secondes noces. Le courage du prélat s'opposant à celui qui venait d'être sacré *Kosmocrator* (maître du monde) et *Isapostole* (l'égal des apôtres) s'inspirait moins du respect de la loi religieuse que d'une haine profonde contre Théophano. Car, ce premier obstacle écarté par un moyen quelconque, surgit un chapelain qui rappelle que Nicéphore est parrain d'un ou plusieurs enfants de l'impératrice, affinité spirituelle d'une importance supérieure encore à celle des liens du sang. Pour la deuxième fois, Polyeucte se dresse devant les époux et donne le choix au souverain atterré, de répudier sa femme ou de s'abstenir désormais et à jamais de la communion. C'est mettre aux prises la dévotion et les passions ambitieuses et amoureuses de Nicéphore, également ardentes. Devant cette alternative désolante faisant suite à une affreuse humiliation, il réprime son trouble et garde le silence. « Un *basileus* plus sceptique et moins maître de lui eût peut-être fait saisir le patriarche et brûler vif ce gêneur insupportable », insinue M. Schlumberger que ces résistances exaspèrent. Cependant, au moment où va être lancée l'excommunication majeure : « Je choisis Théophano », fait dire enfin l'empereur. Vraisemblablement, s'il a pris son temps, c'était afin de parer le coup. Car une assemblée des plus hauts dignitaires ecclésiastiques imagine, séance tenante, un subterfuge pour l'absoudre et reconnaître la validité de l'union.

Abrégeant les joies de ce mariage si péniblement conclu, il repartit en guerre contre son acharné adversaire, l'émir Seïf Eddauleh, à qui il prit d'assaut son opulente et magnifique capitale, Alep. « Jamais armée byzantine n'avait encore conquis pareille métropole arabe, enlevé pareil butin. » Lisez, au début des nouveaux *Récits de Byzance et des croisades*, les pages consacrées au luxe invraisemblable dont s'entourait l'émir pour se reposer de la fréquence et de la sauvagerie de ses expéditions. Combien sont mesquins les raffinements de notre civilisation auprès des merveilles de cette barbarie!

Ce beau succès militaire marque le zénith de la glorieuse ascension de Nicéphore. Dans le cours rapide des événements ultérieurs, la fortune se détourne de lui plus vite encore qu'elle ne lui était venue en aide. Rentré à Byzance, obligé d'écraser la nation d'impôts et de combattre les menées envahissantes du clergé, il connut l'amertume de l'impopularité. Ses troupes partout refoulées, la nation entière excitée par les moines, les Grecs en vinrent à lui reprocher ses victoires qui avaient provoqué tant d'adversaires et accru la misère publique.

Puisque le malheur l'accablait, Théophano, conséquente avec elle-même, se devait de l'abandonner; sans se mettre en frais d'invention, elle le traita tout comme son précédent époux. Son choix déjà fait portait sur Jean Tzimiscès, devenu un brillant chef des armées, alors en exil et plein de rancune contre celui qu'il avait tant aidé à atteindre au pouvoir suprême. Théophano obtint de Nicéphore qu'il fût rappelé à Byzance sous ce prétexte d'une ironie féroce que, veuf, il cherchait à se remarier. Une conspiration fut promptement ourdie; les assassins, conduits par Théophano en personne à travers le palais tout neuf de Boucoleon, assaillirent Nicéphore dans son sommeil et jetèrent son cadavre dans le jardin.

Faut-il qu'ait été puissante la séduction de cette Théophano pour qu'à mille ans de distance, M. Schlumberger, lui aussi, en subisse encore le charme et réclame pour elle les circonstances atténuantes, si ce n'est même l'acquittement. « Nicéphore n'était pas seulement odieux à son peuple et à ses anciens compagnons d'armes; il l'était devenu à sa femme. C'était du

reste bien naturel : comment s'étonner que cette créature jeune, belle, passionnée, parfaitement corrompue, avide de jouissances, se soit rapidement détachée d'un homme beaucoup plus âgé qu'elle, laid de visage, presque difforme, de mœurs simples, de vie austère, sans élégance, uniquement occupé des choses de la guerre? » Le destin fut moins indulgent à la *basilissa* que son historien : c'est un soulagement de l'apprendre. Après l'odieux guet-apens, chassée par son amant et complice de la veille, qui refusa de l'épouser, elle traîna à travers les monastères une existence lamentable. C'était encore l'acharné patriarche Polyeucte qui n'avait consenti à couronner Tzimiscès que s'il éloignait Théophano, l'instigatrice du crime. Ne devient-il pas admirable, ce pontife, par sa ténacité à poursuivre les coupables? On n'ose pourtant se prononcer, tant il y a de mystère dans une conscience byzantine.

Dernière singularité de ces extraordinaires événements : les deux tout petits souverains légitimes, si fragiles et menacés dans ces bouleversements homicides, non seulement s'en tirèrent sains et saufs, mais succédèrent quand ils en eurent l'âge à Tzimiscès et régnèrent comme empereurs jumelés, l'un pendant soixante-cinq ans et l'autre pendant soixante-deux. L'aîné, Basile II, le *Bulgarochtone* ou tueur de Bulgares, a laissé un renom formidable. Son histoire presque exclusivement guerrière remplit une grande partie de l'ouvrage; mais M. Schlumberger s'excuse en la contant « avec une verve érudite et un enthousiasme communicatif » de ce que l'élément féminin y fasse entièrement défaut. C'est ensuite la Porphyrogénète Zoé qui détint le pouvoir pendant trente-deux ans, concurremment avec sa sœur Théodora, au nom de trois époux successifs et d'un fils adoptif. Sur le récit des aventures terribles ou étranges de cette souveraine, se termine l'*Epopée byzantine*, « quatre forts volumes de huit cents pages chacun pour cent années d'histoire (959-1057)... Peut-être trouvera-t-on que c'est beaucoup pour un siècle, même s'il fut grand, remarque M. Charles Diehl; mais il faut convenir aussi que, grâce à ce minutieux détail, Byzance s'évoque à nos yeux en un prestigieux tableau, avec toutes les splendeurs de son luxe, tout l'éclat de sa civilisation et que cet amour profond, passionné qu'elle inspire... a plus d'une fois réussi à

nous donner la sensation palpitante et comme la vision de la réalité [1] ». L'éloge se continue et s'amplifie; il se renouvellera, après quelques années, avec plus d'éclat encore, quand l'œuvre de M. Schlumberger s'élèvera sur ses complètes et solides assises comme le bastion central des études byzantines.

Le succès fut grand parmi les amis de l'histoire à qui s'ouvrait le moyen âge oriental. Les félicitations affluèrent : mais aucune plus inattendue que l'hommage d'un homme qui s'était toujours interdit l'admiration. Pamphlétaire de profession et furibond par tempérament, Léon Bloy, tout de suite, se déclara « empoigné ». Son enthousiasme refoula ses habituelles invectives et déborda en quatre savoureux articles de la *Nouvelle Revue* [2]. « Schlumberger est un historien *amoureux*; c'est décidément ce que l'on peut dire de plus fort. » L'abondance et la précision des trouvailles l'émerveillent; toujours truculent et irrespectueux, il s'ébahit « de la constance d'Apache de Schlumberger et de sa sagacité de vieux Mohican couché sur la piste... Un dernier mot pour me faire pardonner mes impertinences. Tout le monde est de l'Institut. Seul Gustave Schlumberger est auteur de *l'Épopée byzantine* ». Devant le portrait de Théophano, il avoue tout rondement « qu'il ne peut se défendre d'un goût très vif pour cette drôlesse d'une beauté souveraine, d'une basse extraction et profondément vicieuse ». Mais surtout le régal délicieux pour sa férocité cérébrale, ce sont ces vengeances atroces, ces monstrueuses débauches, ces massacres de populations entières anéanties dans les supplices, pendues, empalées, emmurées, toutes les passions et tous les vices surexcités par la virulence asiatique à un degré que l'Europe ne saurait égaler. Le récit de ces tueries effroyables, Léon Bloy se vantait de ne s'en être rassasié que par quatre lectures coup sur coup des 2 500 pages de l'*Épopée*!

Ce n'est pourtant pas pour l'avoir emporté par des raffinements de cruauté sur les chrétiens d'Occident que doivent être jugés ceux d'Orient. Envers leur culture, leur tâche

1. Voir *Études byzantines*.
2. Réunis en une brochure.

bienfaisante et les services rendus à la civilisation, on se libérait à trop bon compte d'une très grosse dette de reconnaissance en les vouant au dédain et à l'oubli. Cette persistante iniquité, par bonheur, est réparée. N'était-elle pas flagrante quand on voulait ignorer ou méconnaître que Byzance, pendant des siècles, nous a préservés, comme une digue inlassablement exhaussée, d'être submergés par le flot des plus sauvages envahisseurs? »

On a été impitoyable pour ses vices, sans faire attention à toutes les vertus qu'il lui a fallu pour survivre mille ans à l'empire romain d'Occident (c'est Rambaud qui l'a dit dans un très éloquent plaidoyer).

... Elle a empêché les races scythiques de s'emparer de la moitié de l'Europe; elle a aussi empêché cette moitié de l'Europe de devenir une Scythie par l'ignorance... Que nous resterait-il de l'héritage gréco-romain, s'il ne s'était trouvé, contre les trois invasions germanique, arabe, slavo-turque, une imprenable forteresse où les historiens, les philosophes, les savants, les poètes, les orateurs du monde antique ont trouvé un asile?... Les Byzantins ont été les bibliothécaires du genre humain; sans le savoir, c'est en versant leur sang sur tous les champs de bataille de l'Orient que ces légionnaires byzantins si méprisés ont conservé Platon [1].

Malgré ces nobles et irréfutables arguments, essayait-on d'une réhabilitation, on avait presque à s'en excuser. M. Schlumberger fit donc preuve d'un robuste courage, lorsqu'il s'éprit de ces siècles décriés.

Ce n'en est pas moins un comble de disgrâce pour Byzance et une marque de sa débilité, que tout s'en soit évanoui ou transformé. On demeure malgré tout défavorablement impressionné par un si complet anéantissement.

A Rome, a écrit Eugène-Melchior de Vogué, le monde antique reparaît sous chaque coup de pioche, après quinze siècles de bouleversements. On a beau fouiller Stamboul, elle ne rend rien de la splendide Byzance [2].

Et quels médiocres et indignes successeurs aux artistes sublimes qui firent Athènes immortelle, que ces grammairiens, ces scholiastes, ces rhéteurs d'une race abâtardie, anémiée et bientôt avilie! C'est pourtant d'après ces témoignages de peu

1. Alfred Rambaud. *Constantin VII Porphyrogénète* (préface).
2. *Regards historiques.*

de véracité et à l'aide de documents fragmentaires, bulles, sceaux de plomb effacés, aplatis, cassés, où se laissent péniblement déchiffrer le nom et le titre d'innombrables fonctionnaires de la monarchie, qu'ont été reconstituées, à force de rigoureuse critique, les grandes lignes de cette histoire encore un peu conjecturale.

La part de gloire de M. Schlumberger est d'en avoir écrit les chapitres principaux. Pour ceux qui restent à composer, les indispensables matériaux ont été par ses soins assemblés et préparés. De nouvelles générations s'en aideront pour déterminer, dans cette mixture grecque et asiatique que fut l'âme du Bas-Empire, l'apport de chaque race. Le champ des hypothèses n'a ni clôtures, ni limites. Aux successeurs des actuels byzantinistes qui le parcourront, un devoir s'imposera, celui de la plus déférente et admirative gratitude pour les savants qui leur auront si largement frayé les voies.

A l'égard de cet empire grec qu'il avait tant contribué à réintroduire dans l'histoire, restait pour M. Schlumberger un ultime devoir à remplir : en raconter la fin. Dans les annales de la ville qui allait cesser d'être « gardée de Dieu », la page dernière en est aussi la plus glorieuse. Mais l'an 1453, c'est « la date auguste qui clôt le moyen âge et marque le début des temps modernes », point extrême jusqu'où l'irréductible médiéviste devait hésiter à s'avancer. Toutefois, attentif aux commotions contemporaines, il s'émut des conséquences des guerres balkaniques pour l'antique héritage de Constantin. Après la longue suprématie des Turcs en Orient, « la résurrection de la race hellénique magnifiquement inaugurée dans la première moitié du siècle dernier, si brillamment parachevée en celui-ci (c'est la ferveur d'un ardent philhellène qui s'exprime), n'allait-elle pas recevoir la consécration suprême? » L'heure n'était-elle pas proche où la croix reprendrait à Sainte-Sophie la place dont l'avait dépossédée le croissant?

Dès 1913, il avait noté quelques particularités du mémorable événement. Sa copieuse documentation et sa connaissance familière des localités lui rendaient la tâche facile. Il sentit le moment venu de s'en acquitter entièrement et publia un ouvrage définitif sur le *Siège, la prise et le sac de*

Constantinople par les Turcs : chronique pour ainsi dire journalière de cette résistance héroïque d'après les dépositions les plus précises. Les narrations des Vénitiens, des Grecs, des Byzantins purs confrontées avec les ouvrages des historiens turcs et slavons permettront au lecteur, espérait-il, de « suivre presque heure par heure, pendant les deux mois du siège, les péripéties angoissantes de ce drame extraordinaire ».

Ce n'était pas s'en exagérer la haute valeur; ce beau livre, paru en mai 1914, reçut tout de suite l'accueil qu'il méritait. Mais trois mois plus tard, personne en Europe n'avait plus le temps ni le goût de penser au triomphe du jeune Mahomet II, au trépas émouvant du dernier empereur de Byzance. Et cependant que de curieux et même utiles rapprochements avec les événements de nos jours! N'est-ce pas de l'histoire d'hier que celle du canon gigantesque, de la bombarde monstre dont un rénégat, Orban, d'origine hongroise ou valaque, augmenta l'artillerie déjà redoutable du Sultan? Terrible engin, peut-être le plus gros qu'on ait fabriqué avant les *Berthas* de 1918 et qui reçut le surnom significatif de *la Basilique*, c'est-à-dire la Royale. A la différence des canons allemands braqués sur Paris, ceux des Turcs attestèrent aussitôt leur puissance. Constantinople, jusque-là réputée imprenable, est la première cité qui succomba uniquement par l'effet de cette force militaire naissante.

Toute la sympathie et la compassion du narrateur vont, n'en doutez pas, aux Byzantins assiégés, qui soutinrent pendant cinquante-quatre jours, avant de succomber, les assauts forcenés des Ottomans. Toutefois, il met en relief avec une vigueur singulière l'énergie du jeune sultan. Succédant à l'âge de vingt-deux ans à son père Murad, l'unique et secret souci qui hanta aussitôt sa pensée fut d'achever la destruction de l'Empire grec par la prise de la capitale. Sans scrupule sur le choix des moyens, astucieux ou criminels suivant les circonstances, il réussit à amener devant la ville impériale la plus énorme armée qu'on eût jamais rassemblée. Ce n'est que sous la pression de cet effort frénétique que s'effondrèrent finalement les remparts de Constantinople. Tout est à lire dans le récit de cet immense désastre.

***

Un patriotisme aussi frémissant que celui de M. Schlumberger ne pouvait continuer de se satisfaire avec des comparaisons et des analogies entre son temps et celui où l'avait cloîtré sa vocation. Nul n'est plus cocardier que cet érudit. Son culte pour Napoléon et pour le drapeau aux trois couleurs, victorieusement promené par toute l'Europe, s'exaltait avec l'âge. Le moment vint où il ne put se contenir et rompit la rigide uniformité de sa carrière. Déjà, dans son zèle pieux, il avait dressé la liste des soldats du grand empereur qui vivaient encore à la fin du siècle dernier [1]. Le plus résistant de ces grognards n'est mort qu'en 1898, à l'âge de cent quatre ans. Ce ne serait même pas le doyen des vieux de la vieille, si l'on accorde créance à la légende d'un certain Nicolas Savin, fixé à Saratow après la campagne de Russie et qui passait pour avoir atteint cent vingt-six ans [2].

Chance inespérée pour un chaleureux ami de la vieille garde que d'être mis en possession des *Lettres du commandant Coudreux*, écrites de 1804 à 1815 et d'un *Journal de route du capitaine Robinaux* (de 1803 à 1832) [3], deux modestes officiers consignant chaque jour et très naïvement leurs impressions au contact des événements prodigieux dont ils sont d'humbles et utiles acteurs. Braves sans jactance et comme par simple probité professionnelle, ils faisaient la guerre parce que c'est une des conséquences de leur métier, mais ne se cachaient pas d'y préférer la paix. De ce qu'un couvreur se risque, si la besogne y oblige, sur les toits les plus en pente, il n'en souhaitera pas moins travailler plus près du sol. L'un regrette souvent le commerce des cuirs qu'il abandonna par un coup de tête; l'autre, la culture de son champ à laquelle l'arracha la conscription. Mais tous deux accomplissent de merveilleux exploits quand les circonstances l'exigent, n'en tirent nullement vanité et ne songent pas à protester contre la parci-

1. Une brochure in-8°, 1905.

2. Ce cas extraordinaire de longévité est attesté par L. Castillon dans une brochure éditée à Saint-Pétersbourg (1895). Savin, né en 1768, a vécu jusqu'à 1894.

3. Deux volumes in-16, 1908.

monie des récompenses; dignes et vénérables ancêtres de nos poilus devant qui, leurs chefs le proclamaient, il n'y a qu'à se mettre à genoux.

Tout autre est un troisième héros dont M. Schlumberger exhuma et publia aussi les mémoires, le *commandant Maurice Persat* (1806 à 1844). Celui-ci fut le plus effréné batailleur qui ait cherché aux quatre coins du monde, pendant plus de trente ans, l'occasion de donner des coups de sabre ou de lance pour n'importe quelle cause, sans souci du drapeau. Fanatique de Napoléon, devant qui il avait transpercé un cosaque sur le front des bataillons ennemis, il ne signait même les billets doux les plus intimes que « Maurice Persat, décoré par l'Empereur ». Mais ne prenez pas ce pourfendeur pour le modèle des paladins. Partout, sa fougue et son exécrable caractère lui font multiplier les pires incartades. On s'exténue à suivre dans ses incohérentes entreprises cet aventurier. Où qu'il passe, c'est à la façon d'un cyclone, irrésistible et saccageur. Sont-ce des titres à l'estime, cette fureur toujours au paroxysme, ces injures absurdement prodiguées aux ministres, aux généraux, aux partis politiques, malgré la très grande indulgence dont il ne cesse de bénéficier? Et celle de M. Schlumberger ne paraît-elle pas excessive, quand il qualifie ce fier à bras de « condottiere moderne au cœur aussi imprudent que généreux »? Le vif plaisir qu'il a pris à reconstituer et commenter cet étourdissant *curriculum vitæ*, nombre de lecteurs en ont joui avec ce curieux volume. Tout de même, se battre à tort et à travers et prodiguer les invectives autant que les coups, ne suffit pas à faire un héros. C'est galvauder la bravoure que l'employer si mal.

De ce goût de M. Schlumberger pour l'intrépidité même désordonnée, un autre encore, et du bon temps des croisades, avait largement profité, lequel d'ailleurs inspira à son historiographe le plus attrayant et le plus répandu de ses ouvrages. La vie de Renaud de Châtillon est remplie d'autant d'exploits que de méfaits. Prenons-en le récit surtout comme un hommage à la vaillance française. En ce prince d'Antioche, puis de Karak et des terres d'outre-Jourdain, l'auteur a vu un symbole et trouvé un prétexte à honorer « ces hauts barons francs de Terre Sainte campés au XIIe siècle sur la fron-

tière du monde sarrasin et du monde latin... qui eussent figuré au rang des demi-dieux, s'ils avaient vécu dans l'antiquité ».

Qui, plus que l'historien de Byzance, devait subir la magie des vieux noms de chez nous fantastiquement accolés à ceux de seigneuries bibliques ou mythologiques, des Lusignan, comtes de Paphos, des La Roche, ducs d'Athènes et de Thèbes, des Saint-Gilles, comtes de Tripoli? Souvenirs de la France féodale en Orient qui enchantent l'imagination et l'ensorcellent à la manière d'une légendaire Mélissinde pour qui l'on meurt à vouloir l'atteindre.

Dès 1877, M. Schlumberger avait tâté son sujet par un travail sur les principautés franques du Levant. Vingt ans plus tard, quoique se faisant encore scrupule de lacunes dans son information, il céda pourtant à la fascination qu'exerçait sur lui l'étrangeté inquiétante de Renaud de Châtillon. De plus abondants documents en auraient-ils montré la moralité sous un aspect plus avantageux? Tel qu'il est dépeint, il ne se recommande, avouons-le, que par une infatigable audace et la recherche passionnée de combats dont l'issue lui fut souvent cruellement contraire.

Ses seigneuries, ce n'est pourtant qu'à des mariages qu'il les dut; le premier aussi flatteur que brillant. Constance, veuve à vingt-deux ans de Raymond de Poitiers et mère de trois enfants, avait obstinément refusé toute nouvelle union. Elle céda soudain en faveur de Renaud de Châtillon, simple cadet du Gâtinais venu en Orient à la suite du roi Louis VII. Cette alliance inespérée lui confère le titre et la puissance de prince d'Antioche (1153). Sept ans plus tard, il tombe aux mains d'un émir, lieutenant du sultan d'Alep, qui le garde en captivité pendant seize années. Une lourde rançon payée, sa principauté perdue avec sa femme, le renom de sa valeur n'en restait pas moins si intact que, sous la menace formidable des armes de Saladin, les grands chefs chrétiens estimèrent Renaud seul apte à défendre la baronnie la plus en danger, celle de Karak et Montréal, dont le seigneur venait de décéder. Incontinent, on décida qu'il devait épouser la veuve (1177), ce qui l'appelait à défendre deux fameux châteaux dans la Transjordanie. Combinaison matrimoniale

et militaire d'un usage si fréquent que presque toutes les jeunes femmes de la croisade, reines ou princesses, avant d'atteindre la trentaine, en étaient à leur deuxième ou troisième, voire à leur quatrième époux. Si la veuve à remarier et les barons francs l'avaient cru assagi et converti à la prudence par l'âge et les méditations de la prison, il les détrompa vite. Comme pour se dégourdir d'une si longue inaction, le nouveau prince de Karak ou Krak se lança dans les incursions, les *razzias*, les attaques de convois au détriment des marchands de Damas, arma une flottille dans la mer Rouge en vue de piller les villes saintes, et s'empara de la grande caravane de la Mecque, capturant du même coup une sœur du Sultan.

Dans sa rage contre les Sarrasins et sa fureur de dévastation, Renaud faisait nargue des trêves solennellement conclues et des remontrances de son suzerain, le roi de Jérusalem. Aussi Saladin, outré de tant d'insultes, jura-t-il de tuer de sa main ce forcené. Après la défaite de Tibériade ou Hittin, où furent écrasées toutes les armées chrétiennes d'Orient, le Sultan put tenir enfin son serment, son implacable adversaire lui étant amené captif, nu et mourant de soif. « Combien de fois as-tu violé ta parole? » lui cria-t-il.

« Mais telle est en vérité la coutume des puissants, répondit l'insolent vaincu, et je n'ai fait que suivre le sentier foulé. » Transpercé de coups de sabre, la tête tranchée, son corps fut livré aux chiens.

« Immense, effroyable désastre, épouvantable destruction de toute cette chevalerie chrétienne! Il ne se sauva qu'un nombre infime de Francs. Trente mille périrent; trente mille furent faits prisonniers, le roi Guy, tous les princes de la Terre Sainte... » Ce qui périt aussi, c'est, avec la monarchie franque en Palestine, la totalité des établissements latins deux fois séculaires d'Orient, « cette merveilleuse floraison de seigneuries féodales où sur les vieux noms de l'Écriture Sainte se greffaient les titres et les dignités chevaleresques de l'Occident ».

Très vite, cette aristocratie militaire et ecclésiastique s'était accommodée avec la population indigène qu'elle contenait et gouvernait, mais dont la civilisation plus raffinée

que la sienne l'avait séduite. A l'ardent enthousiasme religieux de la conquête s'était substitué chez la plupart des seigneurs latins un esprit de tolérance et de transaction politique par quoi se consolidait leur pouvoir dans le pays. En même temps ils s'enrichissaient en ouvrant leurs nouveaux domaines aux comptoirs des villes marchandes d'Italie.

La rudesse guerroyante et rapace de Renaud de Châtillon ne comprit rien aux habiletés et aux avantages de cette évolution. Arabes, Kurdes et Arméniens n'étaient pour lui que des infidèles à pourfendre et à piller : il s'acharna à foncer dessus, aussi brutal et sans plus de scrupules qu'un soudard. Auprès de la figure d'un Jean de Brienne, d'un Boémond d'Antioche ou du gracieux et chevaleresque roi Baudoin de Jérusalem, successeur de David et de Salomon, le masque de Renaud apparaît bien grossier, comme celui d'un homme d'armes qui ne croyait qu'à la force de sa lance, à la soudaineté de ses attaques, à la terreur répandue par sa férocité.

Est-ce trop le charger que lui imputer, sans que M. Schlumberger se soit prononcé, une très lourde responsabilité dans l'anéantissement de la domination franque? Du temps qu'il était encore prince d'Antioche, mécontent de l'empereur grec Manuel Comnène pour le compte de qui il s'était attaqué à un dynaste d'Arménie, il se dédommagea d'avoir été mal payé en dévastant atrocement la florissante île de Chypre. Peu après, le *basileus* vint en personne s'emparer de la Cilicie et traita avec modération ses adversaires; mais sa rigueur se tourna contre Renaud. Celui-ci, dans sa propre ville d'Antioche, lorsque Manuel y entra triomphalement, dut courir sans armes, à pied, auprès du cheval de l'empereur, tenant l'étrier ou les courroies de la selle; puis après s'être traîné par terre, il obtint d'être admis parmi les vassaux de l'empire, « honte que jamais chevalier franc n'avait subie de la part d'un *basileus* byzantin ». Au dire d'un chroniqueur, cette humiliation rendit les Latins méprisables dans toute l'Asie.

Voilà un grief déjà grave. Le second est accablant. Car c'est pour tirer vengeance des manques de foi et des injurieuses expéditions de Renaud que Saladin, conciliant jusqu'alors, décida d'en finir avec les Francs de Terre-Sainte.

Vainement le nouveau roi de Jérusalem, Guy de Lusignan, avait tenté de calmer son tumultueux vassal. Le sire de Karak, enorgueilli d'avoir repoussé deux fois les attaques des Sarrasins contre ses châteaux, fut intraitable. Mais, cette fois, le Sultan assembla des forces immenses. Devant une aussi effrayante entrée en campagne, le roi se vit obligé de convoquer le ban et l'arrière-ban du saint royaume, de réunir, lui aussi, « une armée telle qu'il n'en avait encore jamais existé aux pays chrétiens d'outre-mer », moins nombreuse toutefois que celle de l'ennemi. Les conflits dans le commandement et l'infernale chaleur de l'été syrien aggravant cette infériorité numérique, l'écrasement des Francs, nous l'avons dit, fut complet et définitif. Pour l'homme de guerre qu'était Renaud de Châtillon, il y eut sans doute satisfaction à provoquer ce choc sans pareil; il en mourut pourtant, comme Samson, écrasé sous les débris du Temple dont il avait causé l'effondrement.

« Ce chevalier sans peur, sinon sans reproche, la plus éclatante personnification du courage aventureux aux pays de Terre Sainte », ainsi le juge son indulgent biographe; soit, mais que n'a-t-il ajouté : peut-être aussi le plus funeste ravageur des intérêts chrétiens et français en Orient?

***

Ce ne sont pas quelques figures détachées d'une vaste composition historique qui permettraient d'en apprécier l'ensemble; pas plus que pour un grand tableau, le calque léger d'un petit nombre de personnages. Au surplus avant de se risquer à parler de l'historien de Byzance, quelles énormes lectures préparatoires pour prétendre à un semblant de compétence! « Il y a plus affaire à interpréter les interprétations qu'à interpréter les choses, et plus de livres sur les livres que sur autre subject; nous ne faisons que nous entregloser. » Montaigne, il y a trois cent trente ans, s'inquiétait de ce danger grandissant; c'est aujourd'hui une catastrophe. En stricte honnêteté on ne s'accorderait pas d'écrire dix lignes sans avoir approfondi cent volumes. Et pour suivre même de très loin M. Schlumberger, on serait écrasé sous

le poids de ceux qu'il y aurait à remuer. Un seul coup d'œil sur la bibliographie de ses travaux remplirait d'effroi : si elle n'est pas reproduite ici, c'est que, outre qu'elle est fort longue, elle paraîtrait un peu rébarbative à tous autres qu'aux gens de la « partie ». Il s'y trouve des douzaines de notices, opuscules et catalogues sur les monuments numismatiques et sphragistiques du moyen âge, sur les sceaux et bulles des empereurs latins de Constantinople, sur ceux d'autres fonctionnaires impériaux aux titres ignorés, etc... L'intérêt serait plus éveillé sûrement par l'histoire des Iles des Princes, ou celle de ces routiers catalans qui, sous le nom d'Almugavares, se répandirent en Asie, ou encore par le récit de la prise de Saint-Jean-d'Acre, dont, en l'an 1291, s'empara l'armée du Soudan d'Égypte, et surtout par les étonnantes campagnes du roi Amaury de Jérusalem contre le Soudan du Caire.

Il faut renoncer, faute de place, à en parler, et surtout s'excuser d'avoir osé émettre une opinion sur des travaux poursuivis, pendant cinquante ans, avec tant de vibrant enthousiasme, de probité scrupuleuse, et de talent toujours grandissant au service de la plus solide érudition. L'effort pour atteindre et fixer la fuyante vérité historique a été immense. Ce cas était aussi prévu par Montaigne; il en a dit que la curiosité est un des fléaux de notre âme, parce qu'elle défend de rien laisser irrésolu ou indécis. La vaillance de M. Schlumberger à endurer ce fléau a été admirée et proclamée, dès 1884, par ceux qu'il regardait encore modestement comme ses maîtres, quand déjà ils l'admettaient parmi eux à l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres.

Les honneurs, l'estime du monde savant, la faveur sympathique du public n'ont fait que développer sa conscience de méticuleux investigateur, son angoisse de n'avoir pas épuisé toutes les sources. L'âge non plus n'a pas refroidi l'historien fidèlement *amoureux*, toujours épris de la même tendresse pour cette Byzance médiévale, dont plus qu'aucun autre il a ressenti et fait aimer la troublante séduction.

ALFRED DUMAINE

LA SEMENCE DE LA FOI

I

Par une journée de juin, l'aveuglant soleil d'Afrique pesait sur la ville marocaine d'Eloued. Debout sur le seuil d'un café arabe, un jeune Américain, habillé comme les hommes du pays, écoutait les réflexions qu'échangeaient les clients écroulés en tas somnolents sur la banquette basse entourant la pièce.

Le caftan brun du jeune homme s'était fané à l'usure, mais le vêtement blanc qui le recouvrait était d'une extrême propreté, ainsi que le turban enroulé autour du fez déteint.

Ce n'était pas par curiosité qu'il prêtait une oreille attentive au placide échange d'obscénités qu'était la conversation de ses voisins; depuis tant d'années qu'il vivait avec les Arabes, les propos obscènes avaient cessé de l'étonner. Mais il n'avait jamais tout à fait surmonté ce mélange d'attrait et de dégoût avec lequel il les écoutait, ni perdu l'espoir que, parmi les bavards des cafés, il s'en trouverait un jour un qui serait sensible à la révélation d'un idéal plus élevé. Chez lui, dans son lointain pays, les femmes graves qu'il avait connues parlaient avec ferveur d'avoir dans la vie « une Idée, un But ». Il était sûr qu'un jour, tel signe de relèvement apparaîtrait chez un des causeurs du café, et alors...

Puis, et à cette heure, que faire dans tout Eloued, sinon rester là et écouter ?

Le bazar commençait à se peupler. Parcourant du regard le

passage voûté qui menait au café maure, le jeune Américain observait la foule grossissante des acheteurs et des flâneurs. Le gros marchand dont la boutique faisait face à l'entrée du passage venait justement de descendre de sa mule, tandis que son négrillon enlevait la barre de fer de l'échoppe tapissée de babouches brodées où allait trôner son maître. Le jeune homme au caftan râpé, regardant le marchand se hisser jusqu'à ses coussins et s'y effondrer, se demandait pour la millième fois, à quoi pouvait penser ce gros homme tout le long du jour dans sa niche obscure et étouffante, et ce qu'il pouvait bien faire quand il n'y était plus... Si longtemps qu'on demeurât dans ce pays de mystère, rien ne semblait vous rapprocher du moment où l'on découvrirait ce que pense, ce que fait l'infidèle, quand l'œil du chrétien n'est plus sur lui.

Soudain, un remous se fit dans la foule. Toutes les têtes se tournèrent à la fois dans la même direction, tous les chameaux inclinèrent leurs faces renfrognées, et étirèrent leurs cous dans un même mouvement, comme sous l'orage. Un sifflement perçant envahissait le bazar, se répercutant sous les longues voûtes blanches et sous les auvents de roseaux. L'Américain sentit battre son cœur.

« On dirait une sirène d'auto! » pensa-t-il.

Une sirène d'auto! C'était comme le rire d'un Djinn dans un cimetière profané! Un auto à Eloued! Il y en avait bien un, on le savait, dans le palais du Sultan. Un ministre étranger l'avait offert, voici trois ans, au nom de son souverain; la machine, suivant les racontars, était tout en aluminium, tout en platine ou tout en argent. Mais ses différentes pièces n'avaient jamais été ajustées; la carrosserie avait longtemps servi à l'élevage des vers à soie — une expérience plutôt malheureuse — et les lampes à acétylène, dans les grandes occasions, ornaient les jardins du Pacha. Quant à la trompe, elle avait été envoyée en présent, avec une panoplie d'armes, au Caïd des Montagnes Rouges; mais comme la poire de caoutchouc avait été perdue en route, ce n'était sûrement pas la visite du Caïd qu'annonçaient en ce moment ces appels discordants.

— Hallo! vieux copain! Comment ça va ? — cria une voix sonore. La foule effarée s'écarta et un jeune homme en cache-

poussière de toile et casquette d'auto, se glissant sous les cous entretordus des chameaux étonnés, s'avança avec un air d'autorité et frappa sur l'épaule du rêveur debout devant le café.

— Harry Spink! — fit celui-ci dans un murmure d'étonnement. En même temps il jeta un coup d'œil par-dessus son épaule, et ses lèvres prudentes firent un petit : « *Chut!* »

— Ah çà! Pour qui me prenez-vous? — demanda le nouveau venu gaiement. — Mais, du reste, pourquoi diable me faites-vous des « *chut* » ? Vous ne supposez pas que, dans le bazar, personne vous prenne pour un indigène, voyons ? Avez-vous jamais regardé votre menton ? Et cette pomme d'Adam qui court le long de votre cou comme une bille sur un tableau de billard ? Voyons, Willard Bent...

Le jeune étranger costumé en arabe rougit vivement, déconcerté, non pas de ces allusions à son physique, mais du doute exprimé sur l'efficacité de son déguisement.

— Je vous assure, Harry, que je recueille ainsi beaucoup de... d'informations utiles...

— Allons donc! — dit Harry Spink gaiement. — Vous croyez encore à tout ça, vrai ? Voyons! Pouvez-vous me dire seulement à quoi ça mène ?

Willard Bent passa sa main sous le bras de son ami et l'entraîna à travers le café vers une pièce vide du fond. Ils s'accroupirent sur les nattes et échangèrent un regard grave.

— Et vous, est-ce que vous avez perdu la foi, Harry Spink ? — demanda Willard Bent.

— Je n'en ai plus besoin; je voyage pour le caoutchouc maintenant, — fit l'autre.

— Mon Dieu... Alors, cet auto, c'est à vous ?

— Je vous crois.

Il y eut un long silence, pendant lequel Bent demeura la tête penchée, le regard fixé sur le sol, sa pomme d'Adam se livrant à la plus active gymnastique. A la fin, il leva les yeux sur le visage rouge et camus de son compagnon.

— Quand avez-vous perdu la foi ? — demanda-t-il.

L'autre lui jeta un regard gouailleur.

— Eh bien, pour tout vous dire, je crois que c'est la faute du caoutchouc.

Willard Bent se leva et lui tendit la main.

— Adieu... Il faut que je rentre... Si je puis vous être utile, vous savez où me trouver.

— M'être utile ? Dites donc, mon vieux, qu'est-ce qui vous prend ? Est-ce que vous êtes en train de me semer ?

Bent demeurait silencieux, et Harry Spink continua :

— Je ne vous trouve pas très logique, mon cher... Je croyais que c'était justement pour convertir les infidèles que vous restiez ici.

Bent souria tristement.

— Ce n'est pas la peine de chercher à convertir un renégat.

— Ah! bon; je suis un renégat, moi. Soit. Et les autres, à la Mission ? Comment vont-ils ? Dites, si on demandait du thé ? On le prendrait ici, et on causerait.

Bent hésita; enfin il se leva, releva une portière en nattes, et parla au patron. Tout de suite un garçon scrofuleux aux yeux de gazelle apporta un plateau de cuivre chargé de verres et de pipes de « kif ». Il dévisagea gravement l'étranger et son cache-poussière de toile, puis se glissa derrière la portière.

— Évidemment, — commença Bent, — bien des gens savent que je suis un missionnaire de l'église Baptiste...

— Non ? — dit Spink, gouailleur.

— Mais, dans la foule du bazar, on ne me remarque pas, et j'entends des choses...

— Bon sang! je vous crois!

— Je veux dire des choses qui peuvent nous servir. Vous savez quelle est l'idée de Mr. Blandhorn ?

Une nuance de compassion respectueuse voila chez le voyageur en caoutchouc l'impudence du regard.

— Le vieux est toujours là ?

— Mais oui. Jamais il ne quittera Eloued.

— Et sa femme ?

La voix de Bent, naturellement basse, se fit plus basse encore.

— Elle est morte il y a un an, — dit-il. — C'est le climat; le docteur les avait bien avertis, mais Mr. Blandhorn sentait que le devoir le retenait ici.

— Et elle n'a pas voulu partir sans lui ?

— Oh! elle aussi sentait que son devoir la retenait, sa mission auprès des femmes arabes.

Spink réfléchissait.

— Depuis combien d'années êtes-vous ici, Willard ?

— Il y aura dix ans en juillet prochain, — répondit l'autre, comme s'il avait si souvent additionné les semaines et les mois que la réponse fût toujours prête sur ses lèvres.

— Et le vieux ?

— Vingt-cinq ans au mois d'avril dernier. Même, avant la mort de Mrs. Blandhorn nous avions projeté de célébrer cet anniversaire; les fidèles devaient offrir un souvenir au pasteur; mais, à cause de la mort de sa femme, Mr. Blandhorn a préféré que la somme fût consacrée à notre dispensaire.

— Je comprends. Et combien était-ce ? — demanda Spink ironiquement.

— Oh! bien peu de chose à vos yeux, sans doute. Cinquante pesetas environ.

— Deux pesetas par an! C'est encore une chance que la société des missions s'occupe de vous!

Willard Bent soutint fermement le regard de son ami.

— Nous ne sommes pas ici pour faire des bénéfices, — dit-il avec dignité.

— Ça c'est vrai. — (Spink rougit légèrement). — Au fond, ce que je voulais dire, c'est... Voyons, Willard, nous sommes de vieux amis, même si j'ai « mal tourné »; car je pense bien que c'est ainsi que vous le prenez ? J'ai travaillé avec vous près d'un an, et je me demande toujours avec une sorte d'anxiété : *A quoi tout ça rime-t-il ?*

— A quoi ça rime ?...

— Mais oui. Je veux dire : où sont vos résultats ? Supposons que vous pêchiez à la ligne : eh bien, si vous jetiez éternellement votre hameçon dans le même coin de la rivière, et que jamais le moindre poisson n'y ait mordu, allons! de deux choses l'une : ou vous vous en iriez, ou vous conteriez des blagues. N'est-ce pas ?

Bent fit un signe d'assentiment, mais sans répondre. Spink posa son verre et se mit à allumer sa longue pipe mince.

— Dites donc, c'est comme au bon vieux temps, ce cocktail, hein ?

Bent, les sourcils froncés, continuait à contempler son verre encore plein. Puis il avala d'un trait la fade décoction et se tournant vers son compagnon :

— Pour rien au monde je ne vous conterais des blagues, — murmura-t-il.

— Alors ?

— Eh bien, je... j'attends... j'attends encore...

— Vous attendez ?

— Oui. L'Écriture Sainte ne dit-elle pas que le vent souffle où il veut ? Si saint Paul avait compté le nombre de ses convertis... à Corinthe par exemple! Pour moi — il jeta au commis-voyageur un long regard chargé de passion — pour moi la grande affaire, c'est d'être soi-même un saint Paul.

Harry Spink ne parut pas très impressionné.

— Tout ça, c'est des mots, — dit-il. — J'ai entendu tout cela quand j'étais ici autrefois. Voyons : combien au tableau? Combien de convertis ? Voilà ce que je voudrais savoir.

— C'est difficile à préciser.

— Je vois. C'est comme l'Irlandais qui n'arrivait pas à compter ses cochons, parce qu'un d'eux courait trop vite. Ce sont toujours les mêmes convertis que vous montrez.

Les deux jeunes gens restèrent silencieux, Spink tirant des bouffées de sa pipe, Willard Bent assis, la tête penchée, les yeux obstinément fixés sur la terre battue. Finalement Spink se leva en tapant sur l'épaule du missionnaire.

— Dites-moi, si nous allions faire un tour dans votre Corinthe ? Demain il faudra que je m'occupe de mes affaires; mais d'abord j'aimerais bien revoir les vieux coins.

Willard Bent se leva. Il se sentait étonnamment fatigué, et comme vieilli, et il se demandait avec anxiété ce qu'il devait faire. S'il refusait d'accompagner Harry Spink — un camarade, un ami d'autrefois — il aurait l'air de se dérober à ses questions...

Les deux amis sortirent ensemble...

II

Le bazar était en ébullition. Il semblait impossible que deux personnes de plus pussent pénétrer dans ce pêle-mêle

où grouillaient mendiants, pèlerins, jongleurs, esclaves, marchands d'eau, colporteurs de dattes et de sucreries. Les indigènes guêtrés de cuir, venus de la campagne, portaient des grappes de poulets la tête en bas, des Juifs en caftan noir et en turban crasseux se glissaient à travers la cohue, et des enfants scrofuleux escaladaient les comptoirs pour remplir leurs paniers et leurs jarres. Mais, à chaque instant, au son du *Balek!* arabe, la foule se divisait et s'aplatissait le long des boutiques. Alors passait soit une file d'ânes chargés d'eau ou de roseaux, soit une ligne de chameaux à l'odeur musquée, balançant leur cou comme un point d'interrogation horizontal; ou bien un gros homme perché sur une mule sellée de rose, et suivi d'esclaves et de clients, traversait l'étroit passage; le seul péril pour les piétons était l'échange des vermines réciproques.

Les deux jeunes gens ayant dû reculer pour faire place à un de ces cortèges, Willard Bent leva la tête et regarda son ami en souriant.

— Voilà le spectacle auquel Mr. Blandhorn nous recommande de penser sans cesse; c'est une de ses comparaisons favorites.

— Quoi donc ? — demanda Harry Spink, qui suivait d'un regard attentif les mouvements d'une jeune juive dont le visage découvert et la coiffure brillante se détachaient sur le groupe terne des femmes arabes ensevelies dans leurs voiles.

La voix de Willard prit instinctivement le roulement oratoire.

— Mais la façon dont cette foule compacte, si distraite, si affairée, est imperceptiblement pénétrée...

— Pénétrée par une file d'ânes! — ricana Spink. — En effet. Mais rappelez-vous que les ânes savent ruer, mon vieux!

Le missionnaire rougit et ses doux yeux gris se voilèrent. Encore une fois, comme toujours, la casuistique de Spink avait eu raison de lui. L'interprétation des paraboles n'avait jamais été le fort de Willard. Mr. Blandhorn, au contraire, avait la manière; ses paraboles se tenaient merveilleusement; celles de son disciple s'écroulaient rien qu'à les regarder.

Qu'était-ce donc qui, toujours, avait manqué à Willard ? Un sentiment désolé de son indignité l'accabla, et en même

temps se leva en lui la vision découragée des mois et des années passés à lutter contre la chaleur, la poussière, les mouches, la saleté, le mal; les longues années solitaires de sa jeunesse qui ne reviendraient jamais. C'était la vision qu'il redoutait entre toutes; il s'en détourna aussitôt, et essaya de s'oublier lui-même en observant son ami.

— Sapristi! Le *vacuum-cleaner* n'a pas passé par là depuis ma dernière visite! — fit observer Mr. Spink, en glissant sur un tas d'ordures devant l'étal d'un boucher. — Passons dans un autre souk; il y a trop de mouches ici!

Ils s'engagèrent dans une ruelle que striaient comme un grillage les ombres noires d'un toit de roseaux; c'était le quartier des selliers. Une foule encore plus dense s'agitait parmi les échoppes encombrées, tapissées de cuirs coloriés et d'étoffes chatoyantes.

— Dites donc, une idée : si on importait aux États-Unis un peu de tout ce clinquant pour la fête du 4 juillet? — dit Spink, amusé devant le brillant spectacle. Au même instant, un jeune Arabe vêtu d'un caftan vert amande lui toucha furtivement le bras.

La figure de Willard s'éclaira.

— Ah! c'est le petit Ahmed! Vous vous le rappelez? Le fils du porteur d'eau. Mrs. Blandhorn a sauvé la vie de sa mère quand il est né. C'est un de nos convertis; il vient toujours à nos offices. Tu vois, Ahmed, c'est ton vieil ami Mr. Spink!

Ahmed, levant de longs cils frisés, posa ses yeux séraphiques sur le visage de son vieil ami.

— Moi me souviens...

— Mais comment donc! Je crois bien, le gosse, qu'on s'en souvient! — répondit le commis-voyageur.

Willard Bent posa une main fraternelle sur l'épaule du petit Arabe. C'était vraiment providentiel qu'Ahmed se fût trouvé là juste à ce moment; il n'avait pas paru à la Mission depuis nombre de semaines, et le jeune missionnaire vit dans cette rencontre un reproche à ses doutes.

— Tu vas venir ce soir à la prière, n'est-ce pas, Ahmed ? — dit-il, comme si Ahmed n'y manquait jamais. — Mr. Spink y sera.

— Oui, mossieu, — dit Ahmed avec onction.

Il échappa aux mains de Willard et, prenant de flanc le commis-voyageur, aborda ce dernier de l'autre côté.

— Toi voir les danses des garçons de Sousse ? Descendre chez les vieilles juives au Bab-el-Souk ? — fit-il d'un souffle angélique.

Willard vit le visage déjà rouge de son compagnon s'empourprer de colère.

— Veux-tu te sauver, petite vermine... petit saligaud... M'entends-tu ?

Ahmed fit la grimace, oscilla sur lui-même et disparut, englouti dans la foule.

Sans rien dire, les jeunes gens poursuivaient leur route.

III

Sur la place du marché les amis se séparèrent. Après quelque hésitation, Willard Bent avait demandé à Harry Spink de venir le soir même à la Mission.

— Vous feriez mieux de venir souper, nous causerions tranquillement ensuite; Mr. Blandhorn voudra vous voir, — suggéra-t-il; et Mr. Spink accepta avec empressement. La prière avait lieu avant le souper. Willard aurait bien voulu demander à son ami de s'y joindre, mais il n'osa pas. Harry Spink n'avait été chez eux qu'une espèce de frère laïque, et l'autre se dit qu'il avait peut-être perdu l'habitude du respect de ces cérémonies. S'il scandalisait Mr. Blandhorn, ce serait trop pénible. Mais, en réalité, ce n'était là qu'un prétexte que Willard avait trouvé. La raison véritable de son hésitation, ce qu'il avait surtout redouté, c'était qu'à la prière il ne vînt personne.

Autrefois il n'eût jamais eu cette crainte; du vivant de Mrs. Blandhorn on pouvait toujours compter sur un petit troupeau. Mrs. Blandhorn avait étudié la médecine à l'université de Ann-Arbor, dans le Michigan; elle avait fait de nombreuses guérisons qui lui avaient valu dans Eloued une véritable renommée. De son temps, le dispensaire était toujours assiégé par des femmes à l'œil inquiet, qui sortaient

de leurs haillons des enfants ridés et séchés comme des figues. A un certain moment Mr. Blandhorn avait même voulu demander à la Société des Misssions d'envoyer une jeune missionnaire de renfort; mais, pour des raisons que Willard Bent n'avait jamais bien éclaircies, Mrs. Blandhorn — petite femme décidée, aux lèvres minces — s'y était énergiquement opposée, en déclarant que leur servante juive, la vieille Myriam, suffisait amplement à la seconder.

Mr. Blandhorn avait cédé, comme toujours — comme il avait aussi cédé le jour où sa femme, dans un accès de fureur, pâle et muette, avait banni son filleul, le petit Ahmed (celui à qui elle avait sauvé la vie), en lui interdisant de reparaître jamais sauf à la prière, et accompagné de son père. Mrs. Blandhorn, petite, silencieuse, passionnée, avait toujours eu le dernier mot dans les différends qui, de temps à autre, se produisaient à la Mission. Après la mort de Mrs. Blandhorn le jeune homme avait même soupçonné, sous le chagrin si véhément et si sincère de son supérieur, un sentiment inavoué de soulagement. Mr. Blandhorn avait humé l'odeur de la liberté, et en avait été, sur le moment, quelque peu grisé. Mais pas pour longtemps.

C'était elle qui avait dirigé, inspiré, organisé toute l'œuvre de son mari, avait donné à leur effort commun une apparence de vitalité destinée à frapper l'indifférence musulmane. Après sa mort les fidèles peu à peu s'étaient détachés de la Mission : il était évident qu'ils venaient beaucoup plus pour les pilules de Mrs. Blandhorn que pour les exhortations de son mari. Aucun des deux missionnaires n'en avait fait l'aveu à l'autre, mais, pour Willard tout au moins, cet aveu ressortait de toutes les hésitations et de toutes les réticences de leurs longues causeries.

La mort de Mrs. Blandhorn avait beaucoup changé la vie du jeune homme. Son supérieur en était venu à avoir un touchant besoin de lui. Leurs conversations autrefois limitées aux questions religieuses descendaient maintenant des sommets de la doctrine au plus humble problème domestique : celui d'amener la négligente Myriam à tenir sa cuisine plus propre et à paresser moins de temps sur les terrasses... Bent sentait que M. Blandhorn ne pouvait se passer de lui; il en

était même venu à se dire que, s'il s'absentait pour un jour, un malheur pourrait arriver à la Mission.

« Je suis content que Spink vienne le voir; cela lui fera du bien de causer avec quelqu'un du dehors », pensait Willard, tout en souhaitant que Spink (bon garçon au fond) ne troublât pas Mr. Blandhorn par quelqu'une de ses boutades déconcertantes.

Au bout d'un labyrinthe de ruelles, à la pointe extrême du quartier juif, s'élevait un mur de terre glaise, tout cuit et craquelé par le soleil et portant cette inscription : « Mission Évangélique Américaine ». Au-dessous de l'inscription une porte s'ouvrait sur une cour : une vieille femme coiffée d'un foulard bariolé, assise sous un figuier, broyait quelque chose dans un mortier.

Elle leva les yeux et, se redressant, effleura de ses lèvres le manteau de Bent. Sur sa figure, flétrie comme une nèfle séchée, se lisait la sagesse des vieilles races : sûrement Mrs. Blandhorn ne s'était pas trompée en accordant sa confiance à Myriam.

Au fond de la cour, une maison étroite. Bent grimpa l'escalier qui menait au bureau de Mr. Blandhorn. C'était une petite pièce : sur les planches d'une bibliothèque rustique traînaient quelques livres écornés. Dans un coin, la table à écrire de Mr. Blandhorn, dans un autre, son matelas couvert d'un tapis décoloré. Près de l'unique fenêtre se trouvait la machine à coudre de Mrs. Blandhorn, dont personne n'avait soulevé le couvercle depuis sa mort.

Mr. Blandhorn était assis dans la chaise à bascule dont s'était toujours servi sa femme. Ses larges mains, aux veines saillantes, étreignaient les bras du fauteuil, sa tête s'appuyait sur un coussin fané, attaché au dossier par un lacet de soulier. Sa bouche était légèrement entr'ouverte, et une respiration profonde, qui parfois se changeait en sifflement, s'échappait avec un rythme régulier de ses narines finement découpées. Même surpris ainsi, en plein sommeil, il était beau à voir; il apparut magnifique lorsque au bruit de l'arrivée de Bent il ouvrit les yeux et se leva de son siège. Il avait ôté son turban et jeté un mouchoir sur sa tête, rasée à l'arabe. Sa longue barbe blanche était jaunie par le tabac

autour des lèvres; ses sourcils, d'un noir de jais, étaient arqués et mobiles. Ils surmontaient des yeux gris qui versaient un doux rayonnement; le sourire de sa bouche était doux. Sa barbe en cachait la faiblesse. Mais ses sourcils sans cesse mouvants donnaient au front un air majestueux et menaçant qui rappelait toujours au disciple la figure de Moïse sur le Sinaï.

Mr. Blandhorn secoua quelques grains de tabac de sa blanche djellabah, et porta son regard grave sur Willard Bent.

— La chaleur est accablante, — dit-il, comme pour s'excuser. Il remit son turban et demanda : — Est-ce que tout est prêt en bas ?

Bent assura que oui et ils descendirent dans la longue pièce nue où l'on se rassemblait pour la prière. Elle avait aussi servi de dispensaire du temps de Mrs. Blandhorn; une armoire remplie de fioles et de pansements portait encore cette inscription : « Venez à moi, vous tous qui travaillez et qui êtes fatigués. »

Myriam avait laissé là son mortier et s'occupait à ranger les brochures et les petites feuilles en langue arabe éparses sur le divan. A une extrémité de la pièce se dressait une table couverte d'une nappe blanche; une Bible était posée dessus; à gauche, une sorte de lutrin d'où Mr. Blandhorn parlait à son troupeau. Ayoub, un nègre muet et grisonnant, était accroupi sur le seuil. Dix ans plus tôt, Bent à son arrivée à Eloued l'avait déjà trouvé à la même place et dans la même attitude. Ayoub passait pour un esclave échappé du Soudan; on le montrait aux visiteurs comme le premier converti de la Mission. Sans se soucier de l'entrée des deux hommes il continua à contempler d'un œil indifférent la cour cuite de soleil et coupée en deux par l'ombre du figuier.

Mr. Blandhorn, ayant jeté sur la salle vide le même regard avec lequel il eût embrassé toute une assemblée attentive, se plaça devant le lutrin, mit ses lunettes, et feuilleta les pages de son livre de prières. Puis il s'agenouilla, et, courbant la tête, il pria tout bas. Ses dévotions terminées, il se leva et s'assit dans un fauteuil canné vis-à-vis du lutrin. Willard Bent s'assit en face de lui. M. Blandhorn se rejeta contre le

dossier de son fauteuil, respirant lourdement et passant son mouchoir sur son front. De temps en temps il tirait sa montre, et disait de sa voix solennelle : « La chaleur est accablante... »

Myriam était retournée sous son figuier et le bruit de son pilon se mêlait au bourdonnement des mouches contre les vitres. Parfois les imprécations d'un muletier ou le chant rythmé d'un porteur d'eau rompaient le silence; d'une terrasse voisine arriva un bruit ressemblant à une querelle de chats — c'étaient des femmes qui criaient. Puis, la chaleur du jour mit sur toutes choses son silence de plomb.

Mr. Blandhorn ouvrit la bouche et dormit. Willard Bent le regardait et songeait au passé du vieillard avec un mélange d'étonnement et d'admiration. Que n'avait-il pas vu ? Quels secrets n'étaient pas cachés dans son cœur ? Rien que par sa ténacité il avait acquis aux yeux du jeune homme une sorte de sainteté visible. Il avait résisté vingt-cinq ans! Vingt-cinq ans d'Eloued! Il avait connu le vieux Sultan fou et tyrannique; il avait vu, après la défaite des rebelles, la longue file des prisonniers chancelants sous un soleil torride, leurs poignets rivés l'un à l'autre, et traînant entre eux les cadavres putréfiés des compagnons morts sur la route. Il avait vu le grand massacre, quand les rivières étaient rouges de sang français; alors les Blandhorn avaient caché la femme et l'enfant d'un officier français dans l'égout infesté de rats sous la cour. Il avait connu le vol, le meurtre, l'intrigue, et tout le sombre maléfice de l'Afrique : et il restait aussi serein, aussi confiant, aussi candide que le jour où il avait pour la première fois mis le pied sur ce sol maudit. Ce jour-là, il s'était dit à lui-même (comme il l'avait souvent raconté à Willard) : « Je marcherai sur le lion et la vipère; j'écraserai sous mon pied le lionceau et le dragon. »

Willard Bent haïssait l'Afrique, mais elle l'effrayait et le fascinait à la fois. Et tandis qu'il observait le magnifique vieillard endormi en face de lui, si énigmatique, si puéril et si faible (Mrs. Blandhorn ne lui avait laissé aucun doute sur ce point!), le disciple s'émerveillait de la puissance de la Foi, qui avait armé son maître d'une force enfantine contre d'aussi obscurs et multiples périls.

Soudain, une ombre s'abattit en travers de la porte d'entrée,

et Bent, arraché à son rêve, vit Harry Spink qui passait sur la pointe des pieds devant l'imperturbable Ayoub. Le commis-voyageur s'arrêta et son regard étonné alla d'un missionnaire à l'autre.

— Les prières sont-elles finies ? — demanda-t-il. — J'espérais arriver à temps.

Il parlait sérieusement et même avec respect; il comprenait visiblement que toute plaisanterie serait déplacée. Mais Bent soupçonnait une malice sous son étonnement, persuadé qu'il était venu pour compter les assistants.

Mr. Blandhorn, réveillé, se dressa lourdement.

— Harry Spink! Vous ici, parmi nous? Est-ce possible?

— Mais oui, monsieur, moi-même! Willard ne vous a donc pas prévenu? Je parie qu'il a honte de moi!

Spink serra en riant la main de Mr. Blandhorn et son regard fit le tour de la chambre vide.

— Je ne suis ici que pour un jour ou deux, pour des affaires, — continua-t-il. — Willard vous expliquera. Mais j'étais venu pour l'office, comme dans le vieux temps. Je regrette que la prière soit déjà finie.

Le missionnaire le regarda avec une grave candeur.

— Ce n'est pas fini, cela n'est pas encore commencé. Cette chaleur accablante aura sans doute découragé nos fidèles.

— Ah, oui, je vois, — fit Spink.

— Mais, — continua Mr. Blandhorn avec majesté, — maintenant que deux ou trois d'entre nous sommes réunis en Son Nom, il n'y a plus de raisons pour attendre. Myriam! Ayoub!

Il prit sa place derrière le lutrin et commença :

« Dieu tout-puissant et miséricordieux... »

IV

La nuit était étouffante. Après le départ de Spink, Willard Bent s'était déshabillé et couché sur son lit de camp; mais les moustiques faisaient autant de bruit que des fauves, et le tenaient éveillé depuis qu'il était couché.

« Dans tout pays occidental, songeait-il, cette température annoncerait l'orage et le rafraîchissement. » Ici, cela veut dire la même chaleur pour des mois et des mois.

Et, avec envie, il pensait à Spink, qui, dans deux ou trois jours, son « affaire » conclue, serait en mer, filant vers le nord.

Bent avait peine à comprendre son propre état d'esprit. Il avait craint que les propos de Harry Spink ne troublassent Mr. Blandhorn, et, au lieu de cela, c'était lui, Willard, qui était troublé. De vieilles appréhensions, d'anciens doutes assoupis, s'étaient réveillés sous le regard ironique du commis-voyageur. Ce n'était pas tant Spink lui-même qui était cause de cet émoi; Bent avait brusquement senti tout le problème de sa vie posé et jugé par un tiers. Il savait qu'à Eloued on ne s'occupait guère des missionnaires. Les autorités françaises bienveillantes, le Pacha tolérant, le Consul américain à Mogador, les avaient toujours soutenus dans leurs difficultés. Mais, néanmoins, tout était comme si les missionnaires n'existaient pas. Ils n'avaient pas modifié les idées d'un seul être dans la grande ville bourdonnante. Si, ce soir, ils pliaient bagage et s'en allaient, pas un conteur d'histoires sur la place n'interromprait son récit, pas une affaire de moins ne se conclurait au bazar. Ayoub continuerait de sommeiller sur le pas de sa porte, et Myriam de mener sa vie secrète sur les terrasses...

L'accès desdites terrasses était, bien entendu, défendu aux missionnaires, comme à tous les hommes dans les villes musulmanes. Mais la maison de Mr. Blandhorn était adossée aux remparts, et sa chambre donnait par un passage sur une petite plate-forme surplombant la cour d'un caravansérail. Là, on pouvait monter sans crime, et Willard se demanda s'il n'y trouverait pas un peu de fraîcheur.

Quelqu'un frappa à sa porte. Mr. Blandhorn, en caftan et turban, entra, abritant une petite lampe de la main.

— Mon cher Willard, pouvez-vous dormir?

— Non, monsieur.

Le jeune homme sauta de son lit.

— Moi non plus. La chaleur est vraiment... Peut-être trouverons-nous un peu de soulagement sur la terrasse.

Bent le suivit, et Mr. Blandhorn, ayant éteint sa lampe, s'en fut dehors. Il tira un bout de natte tout au bord du parapet, et les deux hommes s'assirent côte à côte.

Il n'y avait pas de lune. Sous le ciel plein d'étoiles la ville

se découpait en grandes masses bleuâtres. De temps en temps l'air immobile était traversé d'une vibration errante. Sous le parapet de la terrasse on distinguait la cour du caravansérail, et les ballots et les paquetages entassés parmi les masses confuses des chameaux endormis. Le scintillement des étoiles tirait de l'ombre la forme d'une auge remplie d'eau et la transperçait de longs rayons d'argent. Au loin se profilaient les murailles crénelées de la ville: au-dessus d'elles, un palmier s'élevait comme un arbre de bronze.

— Afrique!... — soupira Mr. Blandhorn.

Willard Bent frissonna à cet écho secret de ses propres pensées.

— Oui. Toujours l'Afrique...

— Eh, oui, — dit le vieillard.

Un bruit d'instruments à cordes, qu'accompagnait le mugissement d'un tambour de faïence, s'exaspérait dans la nuit. C'était un de ces bruits dont on sent qu'ils ont duré des heures avant qu'on les ait remarqués, et qu'ils vont continuer indéfiniment sans variante, sans trêve, sans arrêt, comme la chaleur, comme la sécheresse. Cela aussi, c'est l'Afrique...

Willard manqua un moustique sur sa joue.

— C'est fête ce soir chez le marchand de laine, m'a dit Myriam, — reprit Mr. Blandhorn.

Vraiment, cette nuit, les pensées des deux hommes se rencontraient sans avoir besoin de paroles. Willard Bent se rendait compte que pour eux deux cette phrase fortuite avait évoqué tous les détails de la scène : les marchands obèses en grappes blanches sur leurs coussins; les négresses allant et venant avec des plateaux chargés de sucreries; le champagne clandestin; les hurlements des horribles chanteuses; la danse des sveltes garçons en jupons hiératiques, le petit Ahmed peut-être parmi eux.

— Je viens de descendre dans la cour. Ayoub a disparu, — continua Mr. Blandhorn.

— Naturellement. Quand j'ai entendu dire dans le bazar que cette caravane nègre était arrivée du Sud, j'étais sûr d'avance qu'il nous filerait dans les doigts.

Mr. Blandhorn baissa la voix.

— Willard, avez-vous des raisons de croire... qu'Ayoub se joint à leurs rites?

— Myriam a toujours dit qu'il était un Hamatcha, monsieur. Voyez les balafres et les cicatrices bizarres dont il est couvert... c'est une secte beaucoup plus sanguinaire que les Aïssaouas.

Par-dessus la pulsation haletante des instruments, une lamentation humaine s'élevait, cadencée, acharnée, terrible, venue de très loin, portée sur les airs. Puis la mélodie se tut et la plainte avec elle.

— Des environs du champ des potiers... c'est là que campe la caravane, — murmura Willard.

Le vieillard ne répondit pas. Il était assis, la tête penchée, ses mains veinées crispées sur ses genoux. Son disciple crut deviner qu'il murmurait des fragments de l'Écriture. A la fin il dit :

— Willard, mon fils, tout cela est de notre faute.

— Notre faute? Quoi donc? Ayoub?...

— Ayoub est un pauvre être ignorant, à peine plus qu'un animal. Même lorsqu'il a témoigné pour le Christ je ne suis pas bien sûr que la Parole l'eût pénétré. Ce n'est pas à lui que je pensais. Je faisais allusion à ce que Harry Spink a dit ce soir... Cela m'a empêché de dormir.

— Moi aussi, monsieur.

— Harry Spink est un homme attaché à l'esprit de ce monde, mais ce n'est pas un mauvais homme. Il a fait acte de courage quand il nous a quittés parce qu'il ne se sentait pas la vocation. Mais nous l'avions, Willard, vous et moi; et lorsqu'un homme comme Spink nous pose une question comme celle qu'il nous a posée ce soir, nous devrions pouvoir y répondre, nous ne devrions pas éprouver le désir de l'éviter.

— Vous voulez dire quand il nous a demandé : *Qu'y a-t-il pour Jésus dans tout cela?*

— La phrase est irrespectueuse, mais elle avait un sens qui m'a frappé. Il voulait dire, si j'ai bien compris : « Qu'est-ce que le Christ a gagné aux longues années que vous avez passées ici? » C'est bien ainsi que vous l'avez entendu, n'est-ce pas?

— Oui, il m'a dit dans le bazar : *Combien marquez-vous au tableau?*

Mr. Blandhorn poussa un profond soupir. Pendant quelques

minutes Willard le crut endormi; mais il releva la tête et, étendant sa main, il la posa sur le bras de son disciple.

— Le Seigneur choisit ses messagers comme il lui plaît : j'ai attendu cette heure longtemps. — Le jeune homme sentit son bras fortement serré. — Willard, vous m'avez été d'un grand secours pendant toutes ces années; mais cela n'est rien. Ce qui importe seul, c'est ce que vous êtes vis-à-vis du Christ, et la seule manière de le proclamer en ce moment, c'est de me dire la vérité exacte, telle que vous la sentez.

Willard eut la même sensation que si, du haut d'un édifice très élevé, il était tombé dans la cage de l'ascenseur jusqu'au fond de la cave. Il dégagea son bras, et toussota; mais il ne répondit pas. Mr. Blandhorn poursuivit :

— Willard, voici le jour où il nous faut rendre nos comptes, *mes* comptes. Qu'ai-je fait de mes vingt-cinq années d'Afrique? Je pouvais me leurrer plus ou moins du vivant de ma femme : je ne le peux plus maintenant.

Il ajouta, après un instant :

— Dieu soit loué, *Elle* n'a jamais douté.

Le jeune homme se souvint avec un frisson intérieur de quelques confidences échappées à Mrs. Blandhorn.

— Sans doute c'est cela, le mariage, — songea-t-il; — une espèce de brouillard, comme tout le reste...

Tout haut, il demanda :

— Alors, pourquoi est-ce que *vous*, vous douteriez?

— Parce que mes yeux ont été ouverts.

— Par Harry Spink? — fit le disciple avec une légère ironie.

Le vieillard leva la main.

— De la bouche des petits enfants... — murmura-t-il. — Mais ce n'est pas Harry Spink qui a déclanché le doute en moi; il a simplement délié ma langue, Il a été l'humble instrument qui m'a contraint d'exiger de vous la vérité.

De nouveau, Bent sentit son cœur glisser comme au fond d'un puits; il ne trouva aucune parole, et Mr. Blandhorn poursuivit :

— La vérité, toute la vérité, Willard Bent, la voilà : nous avons échoué, j'ai échoué. Nous n'avons pas atteint les âmes de ces gens. Un sentiment intéressé nous en amenait seul quelques-uns; admettons même que je sois injuste pour

ceux-là; quand il y aurait en eux comme une aspiration confuse vers la lumière, en est-il un seul dont nous ayons vraiment ouvert les yeux?

Willard Bent se tut. Il remontait le cours si long des années vécues à Eloued; il eût voulu voir surgir des profondeurs de sa mémoire un fait qui lui eût permis de dire : Oui, nous avons touché tel cœur.

— Vous ne répondez rien, mon pauvre ami. Peut-être avez-vous été plus clairvoyant que moi. Peut-être avez-vous compris depuis longtemps que nous ne gagnons pas notre salaire.

— Jamais je n'ai pensé cela de vous, monsieur!

— Ni de vous-même? Car nous n'avons fait qu'un, ou du moins je l'ai cru, dans tous nos espoirs comme dans tous nos efforts. Êtes-vous satisfait, vous, de ce que vous avez obtenu?

Willard vit le piège, mais un mouvement de sincérité l'empêcha de s'y dérober.

— Non, monsieur : Dieu en est témoin...

— La voilà donc, votre réponse! Nous avons échoué : l'Afrique nous a vaincus. Je n'ai jamais hésité, vous le savez, Willard, à regarder la vérité en face, — ajouta le vieillard qui, si longtemps, avait vécu de rêves; — et maintenant que cette vérité est entrée en moi, si douloureuse qu'elle soit, c'est elle qui doit m'inspirer. Il faut que je mette mes actes d'accord avec cette découverte.

Il poussa un long soupir, comme oppressé par le poids de sa résolution, et garda le silence, éventant son visage avec un coin de ses draperies blanches.

— Et là aussi, là aussi il me faut votre aide, Willard, — reprit-il; et sa main, de nouveau, pesa sur le bras du jeune homme. — Je vais vous dire les conclusions auxquelles je suis arrivé, et vous me répondrez, comme vous répondriez à votre Créateur.

— Oui, monsieur.

Le vieillard baissa la voix.

— C'est notre tiédeur qui est cause de tout, Willard, rien que notre tiédeur. Nous n'avons pas témoigné pour le Christ comme ses saints et ses martyrs pour Lui. Qu'avons-nous fait pour fixer l'attention de ces gens? Pour les convaincre

de notre zèle? Pour les accabler du poids irrésistible de la vérité? Répondez-moi : sur votre âme et conscience qu'avons-nous fait?

Willard restait songeur :

— Mais les saints, les martyrs, ont été persécutés, monsieur.

— *Persécutés?* Vous venez de prononcer le mot que j'attendais! Mais ici, — continua Willard, — on n'a envie de persécuter personne. Les Arabes ne montrent aucun fanatisme, à moins qu'on n'insulte leur religion.

La main de Mr. Blandhorn resserra son étreinte.

— Insulter la religion des païens! Mais les saints crachaient dessus, Willard! Ils envahissaient les temples et renversaient les idoles. Ils disaient aux païens : Détournez vos visages de toutes vos abominations! Comme saint Paul ils ont lutté contre les bêtes féroces à Ephèse. Comment se nomme l'Église ici-bas? L'Église Militante! Vous et moi nous sommes les soldats de la Croix.

Le missionnaire s'était levé et s'appuyait au parapet, son bras droit levé comme s'il parlait du haut d'une chaire. La musique s'était tue chez le marchand de laine, mais, de temps à autre, dans le silence nocturne, l'écho de quelque hurlement rituel s'élevait du Champ des potiers.

Willard était toujours assis, la tête renversée contre le rebord de la terrasse. Comme il suivait du regard le geste du missionnaire et sa main levée, d'où la fine laine blanche retombait comme la manche d'un surplis, les yeux du jeune homme furent attirés vers une autre figure blanche qui se balançait, petite et lointaine, au-dessus de leurs têtes. C'était un Muezzin penché sur son balcon aérien, et qui lançait son cri à la ville bleuâtre étendue sous la clarté diffuse des étoiles : « *Allah seul est grand!* »

Mr. Blandhorn à son tour vit la forme blanche, et la regarda fixement, les bras levés, immobile.

— Seul le Christ est grand, seul le Christ crucifié! — clama-t-il soudain en arabe, avec toute la force de ses larges poumons.

La forme lointaine resta silencieuse, et Willard crut voir qu'elle se penchait et regardait dans leur direction; mais l'instant d'après elle s'était portée à l'autre coin de

la terrasse aérienne, et de nouveau le cri tomba sur les toits endormis : « Allah! Allah! — Seul Allah est grand!... »

— Le Christ, le Christ, seul le Christ crucifié! — rugit Mr. Blandhorn, exalté de colère et menaçant du poing la marionnette lointaine.

De nouveau la marionnette se tut et scruta l'horizon; puis elle s'éloigna et disparut à l'angle du minaret.

Le missionnaire, toujours menaçant, le bras levé, le visage à peine visible dans la nuit étoilée, semblait aux yeux de Willard plus grand encore, et plein de majesté. Mais tout à coup le vieillard abaissa le bras et plongea sa tête dans ses mains. Willard s'agenouilla, cachant aussi son visage, et les deux hommes prièrent côte à côte, en silence, tandis que des coins plus éloignés du minaret, de plus en plus faible, l'appel infidèle tombait encore.

Lorsque Willard eut terminé sa prière, il leva les yeux et vit frissonner les vêtements du vieillard, comme si un souffle d'air y passait. La nuit était parfaitement calme et le disciple s'aperçut que c'était Mr. Blandhorn lui-même qui tremblait.

— Il tremble, il tremble de tous ses membres. Il a peur de quelque chose. De quoi a-t-il peur? — et il entendit en lui-même la réponse : *Il a peur de ce qu'il a résolu de faire.*

V

Deux jours plus tard, Willard Bent, assis à l'ombre d'un tombeau en ruines en dehors de la Porte des Sépulcres, regardait le torrent de la foule s'écouler vers Eloued. C'était la veille de la fête du saint local : Sidi Oman, qui dormait dans un coin de la grande Mosquée, sous les tuiles vertes d'une coupole; Sidi Oman était tenu en grande révérence par les gens du pays, dont beaucoup appartenaient à la puissante confrérie qui porte son nom.

De ce lieu, le missionnaire contemplait la porte fortifiée et l'étendue irrégulière du champ des potiers, avec ses fours archaïques construits dans les vallonnements du terrain, à l'ombre des oliviers tordus. Au delà de la piste suivie par les pèlerins s'étendait un espace ensoleillé parsemé de pierres tombales penchées, où trafiquaient des revendeurs, où d'hum-

bles caravanes campaient dans un terrain vague plein de déchets et de branches de dattiers dépouillées. Un nuage de poussière, tombant et se relevant sans cesse, cachait ces détails sordides aux yeux de Bent, qui en gardait pourtant la vision intérieure.

« Nulle part dans Eloued, pensa-t-il avec un frisson, les mouches ne sont aussi grasses et aussi bleues que là, derrière cette porte. »

Mais son esprit était ailleurs, complètement absorbé par ce qui s'était passé ces deux derniers jours, et par ce qui pouvait encore advenir.

« Dire, songeait-il, qu'après dix ans je ne le connais pas réellement! Moi, ouvrier dans les champs du Seigneur! Cela prouve le peu que je vaux! »

Ses pensées étaient tristes; une anxiété l'opprimait. Jamais, depuis qu'il avait rencontré Mr. Blandhorn, il n'avait réfléchi aussi profondément à l'énigme de son maître. De ce qu'il savait du passé de son supérieur, il essayait de déduire ce que Mr. Blandhorn pouvait bien méditer; mais rien, à sa connaissance, dans toute l'histoire passée du vieillard, ne ressemblait à la scène nocturne sur la terrasse de la Mission.

Cette scène avait déjà eu sa répercussion. Le lendemain matin Willard, errant comme d'habitude à travers le bazar, avait rencontré un fonctionnaire français qui, très courtoisement, l'avait pris à part pour le prévenir que des bruits étranges couraient au sujet de Mr. Blandhorn. Il espérait que celui-ci pourrait les démentir... Comme c'était contraire à toutes les habitudes de Mr. Blandhorn d'offenser la population indigène ou d'insulter à sa religion, l'administration espérait que...

Étonné du silence de Willard, et visiblement ennuyé d'être obligé d'insister, le fonctionnaire était devenu plus grave. Il avait demandé au jeune homme ce qui s'était vraiment passé, et, sur la réponse de Willard, il l'avait chargé de parler sérieusement à son supérieur, de l'avertir au besoin que, sous aucun prétexte, le Gouvernement ne tolérerait la répétition d'un pareil incident.

— Mais c'est sans doute un effet des jours brûlants que nous avons eus, — ajouta-t-il en souriant, et Willard ne l'avait pas contredit.

Il était honteux maintenant de sa lâcheté; et pourtant, était-il bien sûr que ce qui s'était passé n'était pas un effet de la chaleur? Un homme lourd et sanguin comme Mr. Blandhorn supportait mal la longue épreuve des étés africains. « Ou bien, peut-être la mort de sa femme », avait-il murmuré au fonctionnaire bienveillant; celui-ci, à cette suggestion, avait souri, comme soulagé.

Maintenant, assis sur la hauteur, son regard embrassant la ville énigmatique, Willard se demandait encore ce qu'il savait réellement de son maître. Mr. Blandhorn était venu à Eloued tout jeune, très pauvre, sans autre ressource que la maigre pitance accordée à ses représentants par la Société des Missions. Pour se faire bien venir de la population (c'était sa propre expression), et aussi pour gagner quelques pesetas, il s'était établi charpentier dans un bazar, d'abord dans le souk des ferronneries, puis dans celui des menuisiers. Il n'avait pas acquis grande habileté dans le métier; ses grandes mains expressives étaient faites pour les gestes de la chaire, non pour manier le rabot ou le ciseau; mais il avait glané un peu d'arabe (et Willard s'étonnait que ce fût si peu), il avait fait beaucoup de connaissances, et, du moins il le croyait, quelques conversions. En tout cas, personne, à aucun moment, n'avait jamais paru lui vouloir le moindre mal; pendant les massacres, sa maison avait été respectée et même les insurgés avaient fermé les yeux sur l'aide qu'il avait courageusement prêtée aux Français.

Oui, il avait certainement été courageux. Il y avait en lui, en dépit de sa faiblesse et de ses hésitations, un héroïsme moral qui, peut-être, attendait seulement l'heure de se révéler. Mais jusqu'ici il avait toujours posé en principe que le missionnaire devait gagner les cœurs à force de bonté, de tolérance, et par l'exemple d'une vie sans reproche.

Étaient-ce réellement les troublantes questions de Harry Spink qui avaient ébranlé en lui cette conviction, ou bien le sentiment d'impuissance qui, si souvent, pesait sur son disciple? Où était-ce simplement la vocation, le signe que leur heure était enfin venue?

Frissonnant un peu malgré la chaleur, Willard se remit en marche et descendit vers la ville. Un désir l'avait saisi de

savoir ce que ruminait Mr. Blandhorn; pour éviter la foule, il regagna la Mission par des ruelles détournées. Il s'arrêta au tournant d'une rue pour jeter un coup d'œil dans une cour qu'emplissait un murmure d'eau. Plus loin, une arcade se détachait sur des profondeurs d'ombre où brillaient quelques lumières. Des hommes, habillés de blanc, tous orientés du même côté, étaient accroupis sur les dalles; et chaque fois qu'ils penchaient leurs corps en avant, on voyait la plante de leurs pieds, encore humide des ablutions récentes. Willard rencontra le coup d'œil hostile d'un mendiant sur le seuil, et passa rapidement devant la vision défendue.

Il trouva Mr. Blandhorn dans le parloir de la Mission, en train de bander la tête d'Ayoub.

— Je fais cela très mal, — fit le missionnaire, une épingle de sûreté entre les dents. — Hélas, mes mains ne sont pas celles de l'Absente!

— Qu'est-ce qu'il s'est fait? — grogna Willard; et, au-dessus de la tête bandée, les sourcils expressifs de Mr. Blandhorn répondirent.

Il y avait une tache sombre sur le dos de la chemise usée d'Ayoub, et une autre sur l'écharpe bleue enroulée autour de sa tête.

— Peuh!... on dirait un chat échappé d'un combat de gouttières, — murmura le jeune homme.

Ayoub rajusta son écharpe par-dessus ses pansements, regagna lourdement la porte d'entrée, s'assit à terre sur ses jambes croisées, et se remit en contemplation devant le figuier.

Les deux missionnaires se regardèrent à travers la pièce déserte. « A quoi bon, monsieur? » allait dire Willard; mais il se tut et alla se jeter sur le divan. Il ne devait pas y avoir d'office cet après-midi-là, et les deux hommes restèrent silencieux, les yeux fixés sur la nuque d'Ayoub. Une odeur de désinfectants flottait dans l'air pesant...

— Où est Myriam? — demanda Willard, pour dire quelque chose.

— Je crois qu'elle devait aller à une cérémonie quelconque... une affaire de famille...

— Une circoncision, je suppose?

Mr. Blandhorn ne répondit pas, et Willard regretta d'avoir

fait cette allusion à une cérémonie non chrétienne. C'était encore une fois souligner leur échec.

Il glissa un regard inquiet vers Mr. Blandhorn, se demandant si le moment était venu de lui transmettre l'avertissement du fonctionnaire français. Il avait attendu, espérant vaguement que ce ne serait plus nécessaire. Le vieillard paraissait si calme, si bien lui-même; peut-être serait-il plus sage de laisser tomber le sujet. Peut-être avait-il déjà oublié la scène de la terrasse; ou bien pensait-il avoir suffisamment témoigné pour le Christ en lançant son cri au Muezzin. Pourtant, de la réalité de ce calme, Willard n'était pas complètement convaincu; il se rappelait le tremblement qui avait secoué Mr. Blandhorn après le défi au Muezzin et il était sûr que ce n'était pas le frisson d'une peur rétrospective.

— Notre ami Spink est venu me voir, — dit soudain Mr. Blandhorn; — il est arrivé presque comme vous veniez de sortir.

— Ah! je regrette de l'avoir manqué. Ne l'ayant pas vu hier, je le croyais parti.

— Non; il part demain matin pour Mogador. — Mr. Blandhorn s'arrêta, fixant toujours distraitement la nuque d'Ayoub; puis il ajouta : — Je lui ai demandé de vous emmener.

— De m'emmener? Harry Spink? Dans son automobile?... — haleta Willard, et déjà l'émotion secouait son cœur.

— Oui; cette course vous fera plaisir. Il y a longtemps que vous n'avez bougé d'ici et vous avez l'air un peu déprimé.

— Vous êtes très bon d'y avoir pensé, monsieur. Harry Spink aussi; mais je ne tiens pas à cette course.

Mr. Blandhorn, se tournant un peu, examina le jeune homme entre ses paupières mi-closes.

— J'ai une affaire à vous confier pour le consul américain à Mogador, — dit-il avec une certaine sévérité. — Je ne pense pas que vous y voyiez d'obstacle.

— Oh! dans ce cas-là, certainement pas. — Il y eut un nouveau silence.

— Pourriez-vous me dire... me donner une idée... de quelle sorte d'affaire il s'agit, monsieur? — reprit Willard Bent,

Ce fut au tour de Mr. Blandhorn de paraître gêné. Il toussa, passa sa main une ou deux fois sur sa barbe, et, de nouveau, attacha son regard sur le dos inexpressif et immobile d'Ayoub,

— Je désire envoyer une lettre au consul.

— Une lettre? Si ce n'est qu'une lettre, Spink ne peut-il s'en charger?

— Sans doute. Je pourrais du reste aussi bien envoyer ma lettre par la poste. J'avais cru, — ajouta Mr. Blandhorn, les sourcils menaçants, — que si je vous demandais de la porter vous comprendriez que je dois avoir mes raisons...

— Oh! en ce cas, monsieur, j'irai naturellement. — Willard hésita, puis, d'un seul élan : — J'ai vu le lieutenant Lourdenay, hier, dans le bazar, — fit-il.

Il raconta rapidement sa conversation avec le fonctionnaire. Quand il eut achevé son récit, Mr. Blandhorn médita longtemps en silence. Puis il demanda, d'une voix calme :

— Et qu'avez-vous répondu, Willard?

— Je... je lui ai promis que je vous rendrais compte de ce qu'il m'a dit.

— Rien de plus?

— Rien.

— Très bien. Nous reparlerons de tout ceci plus à fond, quand vous reviendrez de Mogador. N'oubliez pas que Mr. Spink viendra vous prendre demain avant le lever du soleil. Je lui ai conseillé de partir d'aussi bonne heure que possible, à cause de la fête de Sidi Oman. C'est un jour où il ne fait pas bon pour les étrangers de se montrer par les rues.

VI

A quatre heures moins un quart, le matin de la fête de Sidi Oman, Willard Bent attendait à l'entrée de la Mission.

Il avait pris congé de Mr. Blandhorn le soir précédent, et avait descendu, pieds nus, le sombre escalier, son baluchon sous le bras, juste au moment où le ciel commençait de blanchir autour de l'étoile du matin.

L'air était plein de cette fraîcheur trompeuse qu'absorbe le premier rayon du soleil africain, et un calme illusoire planait sur la ville qu'allait si vite enflammer la frénésie religieuse.

Ayoub dormait, recroquevillé comme un chien de garde sur le seuil, et là-haut sur la terrasse, la vieille Myriam reposait sans doute encore sur sa natte.

Quel jour pour une fugue à travers le désert, dans la robuste voiturette de Harry Spink! Et après les longues heures de chaleur, de poussière, d'éblouissement, quel délice d'apercevoir au crépuscule les fraîches vagues de l'Atlantique, la descente du soleil dans les eaux, et la brusque apparition des étoiles... Étourdi par cette vision, Willard demeurait les yeux clos, adossé au montant de la porte.

Un appel étouffé le rappela à lui et il se précipita vers l'auto qui grondait et trépidait au tournant de la rue. Le commis-voyageur fit à son ami un signe amical, et la voiture commença à serpenter prudemment entre des bêtes endormies et des monceaux confus d'humanité, jusqu'au moment où elle atteignit la porte de la ville. Dans les terrains vagues au delà des remparts le peuple des caravanes s'agitait déjà, et à travers les palmiers nains, des bandes de pèlerins descendaient des collines, sous l'ombre de leurs bannières éclatantes.

Le soleil se leva et l'air devint d'une transparence lumineuse qui fit paraître les objets les plus éloignés étonnamment proches et vivants, comme les cailloux qu'on voit à travers une eau claire. Sur une colline une petite tombe en forme de turban semblait polie comme un ivoire; et à l'angle d'un des murs de la ville, un minaret couvert en tuiles avait l'air d'un bibelot de turquoise.

Eloued vu ainsi, au soleil levant, quelle vision mensongère!

— Il y a quelque chose qui cloche, — dit subitement Harry Spink. Il bloqua son frein et s'arrêta dans l'ombre d'un chêne-liège rabougri. Les jeunes gens mirent pied à terre, et Willard, s'adossant à l'arbre, regarda de loin les murailles dorées d'Eloued. Ils étaient à cinq kilomètres environ de la ville : tout autour d'eux, le désert. Spink avait plongé sa tête dans le capot, resserré des écrous, versé de l'huile, donné des coups de marteau; finalement, il s'essuya les mains avec un chiffon graisseux et s'écria : — C'était bien ce que je pensais. Allons, en route!

Willard ne bougea pas.

— Allons, mon vieux, dépêchez-vous. Ça va bien à présent. Ce n'était que le carburateur.

Willard fouillait dans ses draperies; il finit par en sortir la lettre de Mr. Blandhorn.

— Voulez-vous vous charger de remettre ceci au consul, demain, à Mogador?

Spink laissa tomber son chiffon et le dévisagea.

— Comment ? Vous me lâchez ?... Le diable m'emporte si je sais ce qui vous prend, Willard!

— Je ne vous accompagnerai pas. Je n'en ai jamais eu l'intention.

Les jeunes gens échangèrent un long regard.

— Je ne puis abandonner Mr. Blandhorn un jour d'effervescence comme celui-ci, — marmotta Willard, à travers ses lèvres sèches.

Spink haussa les épaules et murmura :

— Bizarre!

— Qu'est-ce qui est bizarre ?

— Mr. Blandhorn m'a dit la même chose en parlant de *vous*. Il désirait vous éloigner d'Eloued à cause de ce qui pouvait se passer aujourd'hui. Il m'a dit que vous étiez troublé par des scrupules religieux, que vous risquiez de commettre quelque imprudence, de vous créer des ennuis à tous deux...

— Ah! — soupira Willard.

— Et en effet, je vous en crois assez capable... Vous n'avez pas l'air tout à fait d'aplomb.

Willard rit.

— Allons, voyons, mon vieux, venez! — supplia son ami.

— Je regrette; je ne puis. Je suis venu jusqu'ici pour qu'il ne se doute de rien; mais il faut que je m'en retourne, Évidemment, ce qu'il vous a dit n'est qu'une plaisanterie. mais il faut que je sois près de lui aujourd'hui; c'est lui qui pourrait avoir des ennuis.

Spink posa sur le visage de son compagnon un regard à la fois amical et moqueur.

— Eh bien, soit; mais enfin *pourquoi ?* Puisqu'il n'a pas besoin de vous ? Puis, brusquement : — Dites donc, qu'y a-t-il de vrai dans cette histoire du vieux insultant un marabout dans une mosquée, l'avant-dernière nuit ? Elle a couru tout le bazar...

Willard se sentit pâlir.

— Ce n'était pas un marabout, c'était... où avez-vous entendu parler de cela ? — balbutia-t-il.

— Mais partout, comme on entend toutes les histoires dans ce pays-ci!

— Eh bien, non, ce n'est pas vrai. — Willard sortit son baluchon de l'auto, et le mit sous son bras. — Je le regrette, Harry, mais il faut que je retourne là-bas.

— Eh quoi ? La vocation, hein ? — Le rire ironique mourut sur les lèvres de Spink, et il tendit sa main. — Eh bien, moi aussi, je le regrette.

Il tourna la manivelle, se glissa sur son siège, et cria par-dessus son épaule :

— A quoi bon, puisqu'il n'a pas besoin de vous ?

Déjà Willard était sur le chemin du retour. Après avoir peiné une demi-heure à travers les sables, il gagna l'ombre d'un puits abandonné et s'assit pour réfléchir. Deux alternatives s'offraient à lui. Son premier mouvement le portait à aller droit à la Mission et à se présenter à Mr. Blandhorn. D'après ce que Spink lui avait dit, il était sûr que le vieux missionnaire avait eu, en l'éloignant, une intention arrêtée; et ce que Spink lui avait dit semblait bien confirmer cette appréhension. Si Mr. Blandhorn avait insisté sur ce voyage à Mogador, ce n'était pas qu'il craignît une imprudence de la part du jeune homme, mais bien plutôt pour se libérer de l'influence calmante de ce dernier. Mais quelle manifestation méditait donc le vieillard, dans laquelle il eût craint d'engager son disciple ? Et si vraiment il était résolu à quelque acte téméraire, le retour inopiné de Willard n'allait-il pas l'exaspérer dans sa résolution, et en hâter l'accomplissement?

L'autre démarche qui s'offrait à l'esprit du jeune homme était de s'adresser secrètement à l'Administration française, et de s'y ouvrir de ses craintes. Son esprit pondéré l'inclinait à ce parti. L'écho des dernières paroles de Spink : « A quoi bon ? » emplissait encore ses oreilles : ces paroles étaient l'expression de son propre doute intérieur. Oui... à quoi bon? Si sa mort volontaire eût pu amener à la lumière une seule de ces âmes enténébrées, c'eût été différent. Mais quel autre effet produirait le sacrifice sinon le réveil de cette envie du sang endormie dans l'âme africaine ?

Willard était oppressé par une autre pensée, toujours

latente sous ses doutes. Ils s'entretenaient souvent, Mr. Blandhorn et lui, de l'ignorance des pauvres païens arabes (c'est ainsi qu'ils appelaient les Arabes)! Mais n'étaient-ils pas eux-mêmes ignorants de tout ce qui concernait ces païens ? Que savaient-ils, au juste, de ces populations indigènes, de leurs antécédents ethniques, des origines de leurs croyances et de leurs superstitions, du sens de leurs coutumes, de leurs passions, de leurs défiances ? Ce problème semblait n'avoir jamais troublé Mr. Blandhorn; mais il avait pesé sur Willard depuis ses rencontres avec un paisible ethnologiste français qui étudiait les tribus du Moyen Atlas. Pour avoir causé deux ou trois fois avec ce voyageur, pour l'avoir seulement écouté, Willard avait mesuré l'étendue de sa propre ignorance. Il aurait aimé emprunter des livres, étudier; mais il savait peu de français, d'allemand point, et il sentait confusément qu'il n'avait pas en lui un terrain assez préparé pour que des notions d'une nouveauté aussi troublante puissent y pousser leurs racines. Et puis la chaleur pesait sur lui... le petit semblant de ses devoirs de missionnaire lui faisait illusion... et il s'éloignait de plus en plus des grands rêves...

Quant à Mr. Blandhorn, il ne lisait jamais rien sauf la Bible et un volume de ses propres sermons (que ses ouailles avaient fait imprimer par souscription, au moment de son départ pour le Maroc) ou bien encore, à l'occasion, un vieux numéro du *Journal des Missions,* qui arrivait à Eloued, à des intervalles très éloignés, en grosses liasses moisies. A ce régime, aucun doute ne s'insinuait en lui, et Willard, ignorant lui-même, sentait l'inutilité de lutter contre une ignorance tellement plus profonde et plus épaisse que la sienne. Ainsi son esprit, cherchant une issue, semblait toujours se heurter contre le même : *A quoi bon ?*

. . . . . .

Willard regagna la ville et, se glissant à travers la foule, se dirigea vers la Mission. Il était maintenant décidé à aller à l'Administration française; mais il voulait d'abord tâcher de savoir par les serviteurs ce que faisait Mr. Blandhorn, et dans quel état d'esprit il semblait être...

La porte de la Mission était verrouillée, mais Willard n'en fut pas surpris; c'était une précaution habituelle, les jours

de fête. Cependant, en général, on ne fermait pas aussi tôt. Il sonna, impatient de voir la vieille figure de Myriam dans l'ouverture de la porte; elle ne parut pas, et il marmotta à son adresse quelques vagues malédictions.

— Ayoub! Ayoub! — cria-t-il alors, en secouant la porte. Aucune réponse ne vint; sans doute Ayoub aussi était sorti. Encore une fois Willard tira la sonnette, puis il frappa les trois coups prolongés qui signalaient les « cas d'urgence » : sommation qui faisait toujours lever Mr. Blandhorn. Personne ne parut.

De nouveau, il secoua, frappa, se pendit à la sonnette, jusqu'à ce que dans un dernier tintement elle rendît l'âme... Tout fut en vain. La maison était vide; Mr. Blandhorn était évidemment absent comme les autres.

Déconcerté, le jeune homme fit demi-tour et s'en alla lentement à travers le dédale de ruelles limoneuses qui s'étendait derrière la Mission. Il poussa la porte d'une cabane de boue. Un chien décharné, sommeillant sur le seuil, leva vers lui un regard familier et le laissa passer. C'était la maison du père d'Ahmed, le porteur d'eau, et Willard savait qu'elle serait déserte à cette heure.

. . . . . .

Quelques minutes plus tard émergeait de la cabane un jeune Américain en redingote noire, de coupe vaguement cléricale. Un chapeau de feutre à grands bords abritait son visage aux joues enfiévrées, et la pomme d'Adam faisait des bonds rapides le long de sa gorge contractée.

Dans le bazar résonnait déjà cette rumeur profonde des jours de fête qui ressemble au bruit du vent dans les palmiers. Le jeune homme au costume clérical dévisagé au passage par des centaines de longs yeux arabes, se glissa le long des ruelles cachées derrière les souks, et faisant un circuit à travers ces voies tortueuses, il gagna enfin les environs de la grande Mosquée. Son cœur battait la charge contre sa redingote noire, et à travers le bourdonnement de son cerveau grondait avec insistance la vieille interrogation : *A quoi bon?*

Soudain, près de la fontaine placée en face d'une porte de la grande Mosquée, il aperçut un homme habillé comme lui.

Leurs regards se croisèrent par-dessus la foule, et Willard se fraya un chemin jusqu'à Mr. Blandhorn.

— Monsieur, pourquoi avez-vous... pourquoi êtes-vous ici ? Et dans ce costume! Je suis revenu... je n'ai pas pu m'en empêcher... — Il balbutiait des mots sans suite.

Il s'attendait à une violente réprimande, mais le vieux missionnaire ne lui répondit que par un sourire triste.

— C'est bien de votre part, Willard, je comprends. C'est très bien. — Il regardait en souriant la redingote noire du jeune homme. — Nous avons eu la même pensée, encore une fois, et à la même heure. — Il se tut et attira Willard sous la voûte d'une construction en ruines derrière la fontaine. Là, il s'écria brusquement :

— Mais tout cela ne sert à rien! A rien!

Le sang empourpra le front du jeune homme.

— Ah! vous aussi, vous le sentez ?

Mr. Blandhorn continua, lui serrant le bras :

— Je me suis promené à travers la ville, dans ce costume, depuis votre départ; je me suis tenu aux portes des Médersas; j'ai été jusqu'au seuil même de la Mosquée; je me suis appuyé au mur du sanctuaire de Sidi Oman; une fois seulement la police m'a mis en garde. Alors j'ai fait semblant de m'en aller... mais je suis revenu... je me suis risqué plus près encore, sur le seuil même de la Mosquée, et les Arabes m'ont vu... et personne ne m'a touché! Je suis trop inoffensif... *je n'existe même pas pour eux!*

Sa voix se brisa, et sous les sourcils orageux et les vieilles paupières, Willard vit couler des larmes.

Le jeune homme rassembla son courage.

— Mais, monsieur, vous touchez la cause même de notre inutilité. Nous ne comprenons pas plus ces gens qu'ils ne nous comprennent; ils le sentent, et tout ce que nous ferons pour confesser le Christ sera vain.

Mr. Blandhorn le dévisagea sévèrement.

— Jeune homme, aucun chrétien n'a le droit de prononcer de telles paroles.

Willard ne releva pas le blâme.

— Rentrez à la Mission, monsieur, rentrez... cela ne sert à rien de rester ici, — dit-il.

— J'avais bien prévu que vous me donneriez ce conseil; c'est pour cela que je vous avais envoyé à Mogador. Et puisque je ne m'étais pas trompé, — s'écria Mr. Blandhorn, se tournant vers lui avec violence, — puisque vous désapprouvez ma démarche, pourquoi m'avez-vous désobéi ? Pourquoi êtes-vous revenu ?

Willard le regardait avec des yeux nouveaux. En quittant ses draperies arabes le vieillard semblait avoir perdu toute sa majesté. Comme il paraissait petit et lourd et faible dans ces mesquins vêtements d'Européen! La redingote, bridée sur l'estomac, faisait des plis lâches aux épaules, les pantalons étriqués révélaient des jambes grasses et légèrement cagneuses. Cette perte subite du prestige physique de son maître semblait au disciple étrangement émouvante; du missionnaire il ne restait plus rien. Ce n'était qu'un pauvre homme exalté.

— Allons, rentrez, monsieur, je vous en supplie! — insistait le jeune homme. — Vous voyez bien qu'*ils* ne remarquent même pas ce que nous faisons... vous le voyez bien...

— Ah! — s'écria Mr. Blandhorn en s'élançant soudain droit devant lui.

La rumeur de la foule était devenue une sorte de chant rugissant. Par-dessus les milliers de têtes mouvantes pressées dans les moindres recoins des ruelles menant à la Mosquée, un pressentiment courait, mystérieuse attente de quelque chose de nouveau, d'invisible, mais déjà imminent. Puis, avec l'étrange élasticité orientale, la foule immense se divisa, et un flot nouveau de piétons la traversa, précédé par des cavaliers aux draperies rituelles. Des bannières suspendues au-dessus des têtes semblaient portées et gonflées par les cris de bouches innombrables. Le Pacha d'Eloued venait prier sur la tombe de Sidi Oman.

Dans ce flot, Mr. Blandhorn plongea et disparut, tandis que Willard, à l'abri sous la voûte pendant une minute sans fin, entendait encore l'éternel « A quoi bon? » bourdonner à ses oreilles.

Une main toucha sa manche et une voix fêlée répéta :

— Pas la peine, Maître. — C'était la vieille Myriam, qui s'accrochait à lui, le visage épouvanté, et tirait une souple djellabah de sous son voile des jours de fête. — Je vous ai

vu... le père d'Ahmed m'a dit que vous aviez été chez lui... (Comme tout se savait dans ces bazars!) Tenez, mettez vite la djellabah, et sauvez-vous. Ils ne vous feront pas de mal.

— Oh! mais si, ils me feront du mal, il faut qu'ils m'en fassent! Je le veux! — cria Willard d'une voix inconnue de lui-même. Il repoussa la main de la vieille femme, et, piétinant la djellabah, il fonça à travers la foule à l'endroit même où son maître avait disparu.

Oui, *il le fallait*, c'était désormais nécessaire, c'était la fin des doutes, des hésitations, des conjectures! La vue du vieillard, faible, pesant, sans défense, si ignorant et si convaincu, disparaissant tout seul dans cette fournaise ardente de fanatisme, avait tout balayé dans l'esprit du disciple. Une seule passion l'entraînait : celle du dévouement.

Qu'il pût au moins donner sa vie pour son ami! S'il n'y avait aucune autre raison pour faire ce qu'il allait faire, il y avait celle-là, et c'était assez.

La foule le laissa passer, indifférente, semblait-il. Il approchait des portes de la Mosquée, plus près, toujours plus près, jouant des coudes à travers une mêlée d'êtres humains si dense qu'il recevait au visage leur haleine brûlante, et sentait sur ses lèvres sèches le goût de rance de leurs corps, de plus en plus près. Enfin un suprême effort de son corps, à lui, si mince — une cage de côtes où battait un cœur effréné! — le jeta au seuil de la Mosquée. Là, appuyé au chambranle, Mr. Blandhorn, la tête rejetée en arrière, les bras croisés sur sa poitrine, défiait obstinément la foule des infidèles.

Quand Willard le rejoignit, leurs regards se croisèrent, et le vieillard, dont les yeux jetaient des éclairs sous leurs sourcils de prophète, murmura à travers ses lèvres serrées :

— L'heure est arrivée! L'heure est arrivée!

Pour Willard, c'était le signal de le suivre, il ne savait où, ni pourquoi; à ce moment il n'éprouvait même pas le désir de savoir.

Mr. Blandhorn, sans attendre de réponse, virant sur lui-même, le corps replié dans un élan aveugle, se précipita dans la grande cour de la Mosquée. Willard le suivit, hors d'haleine, les yeux aveuglés par l'éclat des faïences et le jaillissement éblouissant des fontaines.

La cour était presque vide. Ceux qui étaient venus prier avaient écourté leurs dévotions pour se joindre au cortège du Pacha : celui-ci longeait les murs de la Mosquée pour atteindre le sanctuaire de Sidi Oman. Un instant, Willard se sentit comme détaché de lui-même, et en même temps il crut reconnaître les lieux où il se trouvait. Une ou deux fois, de la terrasse d'une Médersa voisine, où l'avait mené un jour l'architecte du gouvernement, il avait jeté un regard furtif sur l'intérieur du sanctuaire défendu, et il devinait que la forme noire qui, là-bas, courait toujours sur le miroitement des dalles humides, se dirigeait vers la salle où les étudiants venaient entendre commenter le Coran.

Et même alors, malgré l'intuition d'un danger énorme suspendu sur leurs têtes, il avait comme le sentiment qu'après tout, on les laisserait faire; que tout l'effort de volonté monté de son cœur tumultueux à son esprit lucide pourrait bien aboutir à quelque pitoyable reddition dans les bureaux de l'Administration française.

— Ils nous traiteront comme des enfants qu'on va fouetter! — gémit-il.

Cependant Mr. Blandhorn avait gagné la salle des étudiants et s'était engouffré sous l'ombre noire de ses arcades. Il surgit de nouveau dans l'éclat du soleil, serrant contre sa poitrine un grand Coran.

— Ah! — pensa Willard. — *Voici l'heure!*

Il se trouva aux côtés du missionnaire, si près qu'ils ne devaient former qu'une seule tache noire contre la vibration des faïences brûlantes. Mr. Blandhorn éleva le livre et parla.

— Le Dieu que vous adorez dans votre ignorance, c'est lui que je vous révèle... — cria-t-il dans un arabe haletant.

Un sourd murmure s'éleva parmi les figures enturbannées, sous les arcades de la Mosquée. Les visages sombres s'étaient encore assombris; les yeux brillaient comme des agates, les dents luisaient entre des lèvres hargneuses; mais la foule demeurait immobile et sur la réserve, visiblement retenue par le bras menaçant et puissant de l'administration française.

— Celui que je vous annonce est le Christ crucifié, — cria Mr. Blandhorn.

Un vieillard se détacha du groupe, s'avança sur le pavé

de faïence, et posa sa main sur le bras du missionnaire. Willard reconnut le Cadi de la Mosquée.

— Il faut me rendre ce livre, — dit gravement le Cadi à Mr. Blandhorn, et quitter cette cour immédiatement, sans quoi...

Il étendait la main pour prendre le Coran; mais Mr. Blandhorn, dans un éclair, le repoussa. Avec une élasticité imprévue dans ce corps si lourd, roulant et bondissant à travers la cour, parmi les spectateurs stupéfaits, il atteignit la porte qui ouvrait, derrière la Mosquée, sur la place du Marché. Ce grand carré ennuagé de poussière était presque désert. Mr. Blandhorn s'y élança, serrant toujours le Coran contre lui, Willard haletant sur ses talons, et la foule les suivant, menaçante, mais pourtant contenue encore.

Au milieu de la place vide, Mr. Blandhorn s'arrêta, regarda tout autour de lui, éleva le Coran bien haut au-dessus de sa tête. Willard, rigide à côté de lui, eut obliquement conscience du geste, et aussi que l'espace demeuré libre autour d'eux se réduisait rapidement sous la poussée montante du peuple, accourant par toutes les ruelles. Ce n'étaient plus, autant qu'il pouvait voir, les visages graves et courroucés de la Mosquée; c'étaient des masques fanatiques de pèlerins, de mendiants, de « saints » errants et faiseurs de miracles, et les sombres faces des tribus des montagnes, ignorantes de toute croyance, mais ardentes à manifester, en toute occasion, contre l'étranger détesté.

Au loin, dans la foule, oscillant comme un bouchon sur la mer houleuse des turbans, Willard perçut le visage rond et brun d'un officier indigène qui se frayait désespérément un chemin jusqu'à eux. Par instants le visage se rapprochait; puis un remous dans le courant le rejetait de nouveau en arrière.

Willard sentit la main de Mr. Blandhorn sur son bras.

— Vous êtes avec moi?

— Oui.

La voix du vieillard faiblit et se brisa.

— Dites un mot... pour me donner de la force... je ne trouve rien, Willard..., — murmura-t-il.

Willard se sentait le cerveau vide; mais dans ce vide, sou-

dain, une phrase se détacha en lettres de feu; il se tourna vers son maître et lui dit : — *Annoncez aux païens le règne du Seigneur...*

— Ah!... — Mr. Blandhorn, avec un soupir d'angoisse, se redressa de toute sa hauteur et jeta le Coran à ses pieds, dans le crottin et la poussière.

— Je vous l'annonce à tous... le règne du Seigneur crucifié qui triomphera de votre dieu! — hurla-t-il; et se tournant vers Willard, farouchement : — Et maintenant, crachez sur le Livre!

Un moment stupéfait, le jeune homme hésita; puis il vit le vieux missionnaire reculer d'un pas, et, délibérément, cracher sur les feuillets sacrés.

— Ceci... est affreux... — pensa le disciple; mais, aspirant la dernière goutte de salive de sa gorge desséchée, il se baissa et cracha à son tour.

— Et maintenant, piétinez le Livre, piétinez le Livre! — ordonna Mr. Blandhorn. Les bras étendus, il se détachait sur le ciel enflammé, noir, immense comme un crucifié. Son pied s'abattit sur le Livre souillé.

Willard, saisi par cette frénésie contagieuse, tomba sur ses genoux, déchira les pages et les éparpilla, flétries et maculées, dans la poussière.

— Crachez! Crachez! Piétinez! Piétinez! Seigneur Jésus! Je vois les cieux qui s'ouvrent!... — criait le vieux missionnaire d'une voix perçante, et couvrant ses yeux de ses mains. Mais ce qu'il put dire ensuite se perdit pour le disciple dans le rugissement de plus en plus féroce de la foule qui se refermait sur eux.

Dans le lointain, Willard aperçut encore la tête vacillante de l'officier indigène, puis le visage épouvanté du lieutenant Lourdenay. Mais, l'instant d'après, lui-même fermait les yeux : il ne voulait plus voir... Mr. Blandhorn était tombé sur ses genoux, et Willard l'entendit crier : « Sadie! Sadie! ». C'était le nom de Mrs. Blandhorn.

Puis le jeune homme, à son tour, fut jeté à terre et ne sentit plus sur lui que ténèbres.

Il percevait seulement le martèlement de coups répétés, et à la fin une seule sensation d'indicible souffrance. Il se

rappela le martyre de saint Étienne, et songea : « Voici qu'ils vont nous lapider »; et il se débattit, essayant de se relever pour rejoindre Mr. Blandhorn...

. . . . . .

... Et maintenant la place du Marché semblait vide; la foule des assaillants avait-elle été formée des démons du désert, de ces fugaces esprits du mal qui dansent dans la chaleur de midi? Voici que le crépuscule semblait les avoir dispersés... Willard leva les yeux. Au-dessus du mur, il vit une étoile sereine, et, du haut d'un minaret, il entendit tomber le cri du Muezzin : *Allah! Allah! Allah seul est grand!*

Willard ferma les yeux et, dans sa grande faiblesse, les larmes ruisselèrent sous ses paupières. Une main les essuya. De nouveau, il regarda, et penché sur lui il vit le visage de Harry Spink.

Il crut qu'il le voyait en rêve; il lui sourit, et le rêve lui renvoya son sourire.

— Où suis-je? se demandait Willard; et le rêve répondit :

— A l'hôpital, satané garçon! Je suis revenu trop tard...

— Vous êtes revenu?...

— Naturellement. Et c'est une chance! J'avais bien remarqué ce matin que vous n'étiez pas dans votre assiette.

Longtemps Willard demeura immobile. La conscience des événements lui revenait lentement, et il lui fallait les reconnaître, un par un, comme un enfant à moitié endormi.

Enfin il questionna :

— Mr. Blandhorn?

Spink courba la tête, et sa voix était grave dans la pénombre.

— C'en a été fait de lui... en un moment. Il devait avoir le cœur faible. Je ne crois pas qu'il ait souffert; et s'il a souffert, c'est avec joie. Je puis le dire, car j'ai vu son visage avant qu'ils ne l'ensevelissent... Allons, restez tranquille, vous, et demain je vous sors d'ici, — commanda-t-il, éventant avec une moustiquaire la tête inclinée de Willard.

EDITH WHARTON

(Traduit par MARIE-LOUYSE DES GARETS.)

LA FRANCE A-T-ELLE EU, AU XIXe SIÈCLE, UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN ALSACE ET SUR LE RHIN ?[1]

Au cours d'une lecture que j'ai faite, il y a un an, j'ai essayé de démontrer que la Bavière et le Wurtemberg ne s'étaient résignés à l'union économique avec la Prusse, en 1833, qu'après avoir tenté d'obtenir avec la France une union commerciale que refusa notre Conseil de Commerce, organe des industriels et des commerçants protégés par les douanes. Un publiciste, connu par l'ardeur de ses passions et l'âpreté de ses polémiques, a cru pouvoir en conclure que le meilleur artisan de l'unité allemande fut ainsi Louis-Philippe coupable d'une véritable trahison. Comme je lui objectais que la responsabilité de cette « erreur » n'incombait pas au gouvernement de Juillet, mais aux « grands bourgeois » qui bénéficiaient depuis cinquante ans du protectionnisme, il revint à la charge et déclara que ni Louis XIV ni Napoléon n'auraient ainsi sacrifié les intérêts généraux de la France aux conclusions égoïstes des industriels et des commerçants. C'était vraiment mal connaître notre histoire économique, c'était oublier que le protectionnisme n'a rien à voir avec les régimes politiques et que Louis-Philippe a continué un système qu'il avait trouvé tout-puissant à son

1. Les éléments de cette lecture à l'Académie des sciences morales (séance du 12 avril 1924) sont empruntés à des documents sur le Zollverein récemment versés aux Archives nationales; la lecture antérieure (du 24 février 1923) a paru dans la *Revue rhénane* (avril-mai 1923) sous ce titre : *Un projet d'union économique de la France et de l'Allemagne du Sud.* Voir, d'autre part, dans cette même Revue (déc. 1923 et janvier 1924), des documents complémentaires sur l'*union douanière franco-allemande.*

avènement, que la Restauration avait reçu de Napoléon, lequel l'avait pris à la Convention qui, elle-même, ne l'avait certes pas inventé!

Dans quelle mesure cette conception étroitement protectionniste a-t-elle pesé, de 1815 à 1870, sur notre politique en Alsace et sur le Rhin, c'est ce que je voudrais dégager aujourd'hui. Peut-être cette courte étude rétrospective aura-t-elle un intérêt actuel en faisant mieux comprendre les vœux exprimés par les Alsaciens depuis le jour où leur vie économique, comme leur vie politique, est devenue, à nouveau, française.

Ces vœux, je tiens à le dire dès à présent, sont identiques, aujourd'hui, à ceux qu'exprimaient leurs ancêtres depuis le début du XVIIIe siècle : ils demandent, depuis lors, une politique libérale, largement libérale. C'est que cette politique répond sans doute à la situation même de l'Alsace, région de passage avant d'être province frontière, région arrosée par un fleuve qui unit deux grands peuples plutôt qu'il ne les sépare, région d'aboutissement naturel des ports maritimes de ce même fleuve. Ne pas s'en rendre compte aujourd'hui, c'est oublier l'histoire même de la vie économique de l'Alsace.

***

Depuis sa réunion à la France jusqu'à la Révolution, l'Alsace fut une province privilégiée et constitua un domaine économique à part. Laissée hors de la ligne des douanes des Cinq grosses Fermes, considérée comme province « d'étranger effectif », elle continua à commercer plus ou moins librement, suivant les moments, avec l'Allemagne. Surtout elle garda son transit de Hollande en Suisse, qui lui était si précieux, et que Colbert lui avait maintenu par un Arrêt du 20 février 1683. C'est pour favoriser ce même commerce de passage que Vergennes avait autorisé les Fermiers généraux à faire un abonnement avec les voituriers transitant de Francfort à Bâle par l'Alsace. Strasbourg fut le centre de la vie économique alsacienne, le point d'arrivée des bateaux qui remontaient le Rhin, le point de départ des voitures qui trans-

portaient, vers Bâle, les denrées débarquées dans les magasins de la ville. Avant les traités de Westphalie, les bateliers de Strasbourg avaient le privilège exclusif de la navigation rhénane entre Spire et Strasbourg. Avec le temps, Strasbourg dut, à la fois, partager avec l'Électeur de Mayence et lutter contre la concurrence de la rive droite où le gouvernement de Bade voulait faire de Kehl un port rival de celui de Strasbourg. Malgré toutes les entraves mises à son développement — jalousie de la rive droite et tracasseries de la Ferme générale — Strasbourg voyait passer la majeure partie des denrées que l'Allemagne du Nord, la Hollande, l'Angleterre même envoyaient dans la France du Sud, en Suisse, en Italie.

Au croisement des routes d'Amsterdam, de Cologne, de Francfort, de Mayence vers Bâle et vers Lyon, de Paris vers Augsbourg et vers Vienne, Strasbourg faisait un commerce considérable. Mais, à plusieurs reprises, le Magistrat craignit de voir le privilège de la ville supprimé par le pouvoir central. Une revue de propagande dirigée contre la France et qui se publie à Berlin essaie de faire regretter aux Alsaciens le régime allemand en leur révélant les inconvénients du régime actuel. Les rédacteurs de ces « Voix du Pays » ne se contentent pas de signaler les moindres bévues de notre administration, ils vont même chercher, dans le passé, les documents qui tendraient à prouver qu'en Alsace il y a toujours eu un esprit d'opposition et même, quelquefois, un sentiment de révolte. Récemment ils ont découvert une lettre que le maire de Strasbourg écrivait, en 1710, au maire d'Amsterdam pour lui demander, au cas où des négociations de paix seraient entamées, d'insister auprès des négociateurs pour que l'Alsace devînt un état-barrière contre la France. Il assurait que le transit d'Alsace était menacé et que le commerce avec la Suisse et la Hollande n'était plus possible.

Les craintes du maire de Strasbourg ne se réalisèrent pas, car les Alsaciens, à la veille de la Révolution, ceux de Strasbourg et ceux de Colmar, demandaient, d'un accord unanime, le maintien de leur province dans ses limites douanières. Ils tenaient donc à leurs privilèges, ces privilèges auxquels

M. de Trudaine n'avait pas osé toucher quand il avait préparé une réforme des douanes : c'était une affaire importante pour l'Alsace que le passage de 10 à 12 000 chariots attelés de 6 à 8 chevaux et qui, de Bâle à Strasbourg, enrichissaient les villages.

La Révolution, qui, de l'aveu des autorités allemandes dans leurs rapports secrets de la guerre, unit politiquement l'Alsace à la France, faillit être néfaste à sa vie économique : en transportant les douanes aux frontières, l'Assemblée Constituante enlevait à l'Alsace son privilège de province « étrangère ». En même temps elle supprimait le transit. Les Alsaciens acceptèrent les douanes au Rhin, mais ils envoyèrent des députés à Paris pour demander le maintien du transit. Ils l'obtinrent en 1792, mais, dès l'année suivante, soit pour les punir de leur modérantisme, soit, ce qui est plus vraisemblable, pour enrayer une excessive contrebande, la Convention l'interdit à nouveau. Le commerce d'échange Hollande-Suisse passa sur la rive droite et Strasbourg devint une ville frontière après avoir été le point central de la plaine du Rhin supérieur. L'Alsace vécut des années de crise. Il y eut de grandes pertes individuelles causées par la guerre; il se produisit, en revanche, un enrichissement dû à la vente des biens nationaux et à la contrebande. C'est avec la Révolution que commence à se constituer à Strasbourg une classe de nouveaux riches dont les rapports de la police consulaire et impériale donnent les noms et dont quelques-uns jouèrent, pendant la Restauration et sous la monarchie de Juillet, un rôle politique important.

C'est seulement après la réunion définitive de la rive gauche du Rhin que l'Alsace retrouva le commerce de transit en même temps qu'elle bénéficia du blocus continental : le commerce français, privé des mers, passa par Strasbourg. A partir de 1802 les soieries de Lyon, les vins de Bordeaux, les fruits du midi, les articles de Paris, les vins de Champagne sortirent par Strasbourg vers l'Allemagne, les pays du Nord, la Russie. En même temps, à l'importation, les denrées coloniales, le café, le sucre, le tabac, le coton arrivaient de Brême, de Hambourg, d'Amsterdam, de Trieste, par le Rhin ou par la Forêt Noire. Il y eut un

moment où les balles de coton venaient de Salonique, traversaient les Balkans et étaient charriées à Strasbourg. Jusqu'en 1811, c'est-à-dire jusqu'à la grande crise économique qui sévit pendant les dernières années de l'Empire, on peut dire que le tiers du commerce français passait par la capitale de l'Alsace et par le Rhin que la Révolution avait libéré de ses entraves. « Pendant l'Empire, à mesure que la guerre s'éloignait, la guerre était une source de profits pour l'Alsace. Les conquêtes à l'Est, le blocus des mers, firent des pays rhénans le centre de l'Europe continentale; l'antagonisme de la domination continentale et de l'empire des mers — phénomène qui tend à se reproduire périodiquement dans l'histoire de l'Europe — accrut en des proportions inouïes le transit terrestre de l'Alsace. »

On se demande quelquefois pourquoi l'esprit particulariste s'est réveillé en Alsace après la chute de Napoléon. Il s'est réveillé parce que le Rhin est devenu, de nouveau, dès 1814, la frontière de la France, parce que Strasbourg est retombé au rang de ville frontière et a cessé, pour plusieurs années, d'être ville de passage, parce que l'Alsace, dès la paix, a été privée du transit qui faisait sa fortune.

Que désirent les Chambres de commerce de Strasbourg, de Metz et même de Sarrebruck au moment où le directeur général du commerce fait, en juillet 1814, une vaste enquête sur les vœux du commerce français? L'accord est parfait : Strasbourg demande que l'on maintienne à l'Alsace le commerce d'échange qui, de temps immémorial, a réuni la Hollande, Francfort et la Suisse. Metz demande que les objets manufacturés à l'étranger, en particulier toute la métallurgie du duché de Berg, que nous venons de perdre, puisse passer par la France pour être embarquée à Bordeaux ou à Nantes. Sarrebruck, ville d'étape sur les routes de Paris à Mayence et d'Anvers et de Liége à Strasbourg, demande un entrepôt et le transit pour que le commerce du Brabant puisse continuer à se faire, vers la Suisse, par la rive gauche du Rhin. Les bateliers de Strasbourg s'inquiètent et demandent le retour à leurs anciens privilèges; le traité qui vient de proclamer la liberté absolue du Rhin leur fait craindre d'être privés de leur trafic et de voir triompher la concurrence de la rive droite.

Les autres places de commerce de la France, les ports surtout, demandent au contraire la protection : le pays est inondé de marchandises anglaises entrées à la faveur de la subite suppression des droits, et voilà le combat engagé, qui va durer jusqu'en 1860, entre les départements alsaciens libéraux et le reste de la France qui demande le maintien du régime prohibitif napoléonien.

Dès 1816, les tarifs de douanes donnent satisfaction à la majorité. Un protectionnisme sévère est organisé en faveur des maîtres de forges, de l'industrie textile, des paysans, des ports de mer. Le Havre est défendu contre la concurrence d'Anvers par la surtaxe d'entrepôt qui empêche l'arrivée en Alsace, par la voie du Rhin, des denrées coloniales, en particulier du coton. Les départements agricoles de l'Ouest sont protégés, par le tarif de 1822, qui empêche l'arrivée des bestiaux étrangers et sacrifie les intérêts des départements de l'Est, importateurs de bétail allemand, ce qui fera dire plus tard à un député alsacien : « Soyons français en Normandie, et soyons français en Alsace, les uns pour les autres, les uns avec les autres, en nous faisant mutuellement les concessions que réclament la justice et l'égalité. »

Au moins l'Alsace obtiendra-t-elle de nouveau le transit qui a fait sa richesse? Une première fois, en 1818, il est proposé par le gouvernement — car il faut reconnaître que les Ministres furent parfois plus libéraux que la Chambre — mais il est refusé. La discussion fut longue et passionnée. Les députés des ports défendaient le commerce maritime, craignaient la concurrence de l'Alsace, assuraient que l'activité bien connue des Strasbourgeois ne se contenterait pas d'un simple transit mais bien vite accaparerait tout le commerce entre l'Angleterre, la Hollande et la Suisse, en constituant des sociétés où entreraient des capitaux anglais et hollandais. Ils redoutaient — peut-être avec quelque raison — le développement de la contrebande. « Les intérêts de nos ports seraient compromis le jour où la frontière du Nord serait ouverte aux denrées coloniales, car ce serait mettre de notre propre mouvement Anvers en rivalité avec nos places maritimes. »

Actuellement Kehl est un village sans établissements, sans

opulents comptoirs, répondaient les partisans du transit. Si vous refusez le transit, les capitaux strasbourgeois passeront le Rhin et Kehl deviendra digne d'envie. Au temps du blocus continental, les routes, autrefois rivales des nôtres, étaient françaises, mais maintenant la France est resserrée, la rive droite du Rhin est devenue concurrente de la rive gauche, la France ne pourrait rester insensible à cette lutte des deux rives. Au reste, *la navigation des grands fleuves est une annexe à la marine.*

Les députés alsaciens défendaient leur cause avec dignité devant les représentants des ports qui criaient misère. L'Alsace elle aussi avait souffert; elle avait connu l'invasion, l'occupation par les armées alliées; elle avait perdu le bénéfice du roulage par terre et ses bateliers, rejetés de la rive droite, ne pouvaient plus assurer les transports de Mayence à Strasbourg. A une faible majorité le projet du gouvernement fut rejeté, mais, l'année suivante, le Ministre revint à la charge et cette fois le transit fut accordé. On limita cependant l'entrepôt au strict nécessaire, tant restait grande la crainte de voir s'établir, à Strasbourg, un marché où les Suisses seraient venus faire leurs achats et qui aurait pu diminuer l'importance du Havre, port d'importation pour la Suisse française; tant on craignait aussi de favoriser la navigation hollandaise au détriment de la navigation française.

***

A partir de cette même année 1819, un élément nouveau et dont l'importance ira, d'année en année, s'accroissant et s'amplifiant, intervient dans les questions économiques et donne plus de force aux arguments libéraux des Alsaciens. Cet élément c'est l'évolution de l'Allemagne vers l'union douanière. Les petits états de l'Allemagne morcelée se groupent d'abord en unions restreintes, puis en grandes associations. Ce mouvement progressif vers l'unification va-t-il se produire sans que la France en éprouve quelque contrecoup? L'Alsace, voisine des États allemands qui s'associent, va s'efforcer d'avertir les Ministres et les Chambres

de la gravité de cette évolution dont elle a tout de suite compris l'importance dans le présent et pour l'avenir, dont elle voit les effets immédiats — sur la navigation du Rhin par exemple — avant que Paris ait pu se rendre compte de la révolution que le Zollverein prépare dans les rapports entre les États de l'Europe occidentale.

Désormais, la politique économique de la France, dans l'Est et sur le Rhin, est conditionnée par trois éléments différents et divergents : les tarifs douaniers que la majorité de la Chambre entend ne pas modifier, attachée qu'elle est, malgré une opposition croissante, au protectionnisme; — le Zollverein qui se développe et avec lequel l'Alsace voudrait que l'on négociât des accords; — la navigation du Rhin que l'union douanière allemande accapare de plus en plus. Toutes les discussions se ramènent en somme à ces trois questions et jusqu'aux traités de 1860 la lutte est continuelle entre l'Est libéral et le reste du pays, qui ne veut rien sacrifier du système qui enrichit une minorité, mais prépare peut-être, pour l'avenir, de graves mécomptes en face d'une Allemagne unifiée.

Il serait trop long de rappeler ici toutes les occasions où les doctrines furent en présence et s'affrontèrent. Je me contenterai de donner quelques exemples qui feront apparaître un conflit dont on ne connaît pas encore la gravité et dont il faudrait bien, un jour, étudier, dans le détail, l'évolution et les conséquences.

A la fin de la Restauration et au début de la Monarchie de Juillet, les États allemands du Sud, Bavière et Wurtemberg, avant de regarder vers la Prusse, regardèrent vers la France et j'ai démontré qu'une politique moins étroite, de notre part, aurait empêché l'union douanière de ces États avec la Prusse. Au même moment le chargé d'affaires de Nassau souhaitait que les États de l'Allemagne non encore associés — Hesse, Saxe, Nassau, Francfort — s'appuyassent sur la France et sur les Pays-Bas pour contrebalancer l'influence croissante de la Prusse sur le Rhin.

Les Alsaciens, qui suivaient avec anxiété le mouvement unitaire allemand, espérèrent, après la révolution de Juillet, qu'un régime, soutenu par les industriels plus que par les

agriculteurs, ne se désintéresserait pas de ce qui se passait au delà du Rhin. Lors d'une enquête que le ministre de l'Intérieur fit, en 1831, sur l'état de l'industrie et du commerce, — car une crise grave avait suivi les journées de Juillet, — la Chambre de commerce de Strasbourg dressa une sorte de « cahier de doléances » et demanda tout ce qui pouvait développer la vie économique en Alsace : un port franc à Strasbourg, l'assimilation de Strasbourg et de la navigation française sur le Rhin au régime des ports de mer en matière de douanes, un transit sans aucune entrave ni restriction, des négociations avec les États voisins pour arriver à diminuer les droits d'entrée, — « nous savons ce qu'a fait de mal le tarif de 1822 sur les bestiaux », — une révision générale, dans le sens de la diminution, du tarif des douanes. « Voilà quinze ans que la France continue à vivre sur un système faux. » Le préfet appuyait les réclamations des Strasbourgeois : le port franc attirera les exportations d'Allemagne vers la Suisse, l'Amérique, l'Espagne; Kehl est dans l'aisance, la batellerie alsacienne se meurt.

Plus tard, revenant à la charge, il assurait le Ministre que Paris jugeait mal les choses. Il faut envoyer des gens *sur place*. On verra la ruine de Strasbourg, le développement croissant de Kehl et Freystedt dans le grand-duché de Bade.

La Chambre de commerce de Metz souhaitait que l'on décidât une bonne fois ou la guerre ou la paix, que la France adoptât un régime libéral et renonçât à un système qui n'avait jusqu'alors favorisé que les forges. Elle ajoutait : « Que le gouvernement fasse des traités de commerce avec l'étranger lesquels, en préparant pour l'avenir une entière liberté dans les relations des peuples entre eux, mettront enfin un terme à cette fatale guerre de douanes qui nous afflige depuis trop longtemps et qui fait que des provinces limitrophes, qui ont besoin d'échanger respectivement leurs produits, sont aussi étrangères l'une à l'autre que si elles étaient séparées par un espace immense. »

Le Haut-Rhin se plaignait du système prohibitif « qui n'est plus en harmonie avec la situation actuelle de l'industrie et qui ne peut désormais que la paralyser ». Le préfet demandait des traités de commerce et les négociants de Mulhouse,

reconnaissant eux-mêmes que l'industrie textile était *majeure*, souhaitaient que la France entrât dans la voie du libéralisme économique.

On imagine l'état d'esprit des députés partisans de ce libéralisme économique, et en particulier des députés alsaciens, quand l'occasion leur était donnée, soit par la discussion du budget des Affaires étrangères, soit par celle des tarifs douaniers, de traduire l'opinion de l'Alsace et de dire ce qu'ils craignaient pour l'avenir en constatant le développement du Zollverein.

Dès 1822, quand la Chambre eut à examiner le tarif qui devait empêcher l'entrée du bétail étranger et nous valut aussitôt des représailles allemandes, un député qui n'était pas Alsacien, mais qui connaissait l'Allemagne, Bignon, avait averti la Chambre : « Tout le monde sait qu'il existe à Darmstadt une commission composée de députés des divers États de l'Allemagne méridionale dont le but est de s'entendre sur un système uniforme de douanes. Au lieu de nous constituer en état de guerre avec ce petit congrès commercial, ne serait-il pas au contraire d'une bonne politique de nous le rendre favorable en nous préservant de cette hauteur que l'on prend quelquefois pour de la dignité et qui gâte les affaires au lieu d'en faciliter l'arrangement... Il est bientôt temps que notre politique cesse d'être *une politique du lendemain.* » L'avertissement fut inutile et la Chambre continua à observer le Zollverein comme elle aurait observé un phénomène naturel et lointain, remettant au lendemain le souci de ses conséquences ou attendant qu'il eût pris forme pour entamer des négociations.

En 1832, le Ministre du commerce prussien se félicitait de penser que notre gouvernement allait entrer dans la voie des négociations et il espérait un accord commercial. Rien ne fut conclu.

L'année suivante, le député du Bas-Rhin Coulmann critiquait le système prohibitif « établi sur une armée permanente et qui durera autant que les armées permanentes ».

En 1834, le même Alsacien interpellait le Ministre des Affaires étrangères sur l'attitude de la Diète de Francfort qui jugulait les petits États d'Allemagne : « Ce qui doit

surtout fixer l'attention du cabinet français, disait-il, c'est le traité de douanes qu'a fait la Prusse. Il est de l'intérêt de notre gouvernement d'empêcher cette sorte de confédération de douanes d'embrasser toute l'Allemagne. Rien ne semble avoir été essayé à cet égard. Vous voyez que les petits États de l'Allemagne, qui avaient des relations libres avec nous dans leurs intérêts, passent dans la grande confédération prussienne et que bientôt ce sera avec cette confédération toute puissante que le gouvernement français aura à régler les tarifs qui nous touchent si vivement. »

En 1835, lors de la discussion du budget des Affaires étrangères, les députés d'Alsace avertirent, à nouveau le Ministre du danger allemand. Lejoindre, député de Wissembourg, annonça que Bade, Nassau et Francfort allaient s'unir à la Prusse : « Ainsi se trouvera consommée cette grande œuvre de la politique prussienne qui, nous ne pouvons en disconvenir, est la suite nécessaire et la juste représaille du système de prohibition qui régit encore le tarif de nos douanes », et il demandait un traité de commerce avec l'Association allemande. Golbéry et Schaumbourg, Alsaciens eux aussi, étaient d'accord pour avertir le Ministre que plusieurs États allemands hésitaient encore à entrer dans l'union prussienne. Bignon, qui avait vu clair en 1822, revint à la charge en 1835. « Quel est l'intérêt politique de la France particulièrement à l'égard de la Confédération germanique? C'est d'empêcher l'établissement, en Allemagne, de l'unité prussienne dans le Nord et de l'unité autrichienne dans le Midi, c'est d'empêcher le système qui consiste à considérer l'Allemagne comme divisée en deux parties réunies sous le protectorat, l'une de la Prusse, l'autre de l'Autriche; et nous, qui devons être protecteurs naturels des États secondaires, nous manquerions tout à fait à notre mission en laissant s'établir un pareil système. »

Le Ministre des Affaires étrangères, M. de Broglie, déclara que l'État français ne pouvait ni ne devait s'agréger aux associations allemandes nées du traité de Vienne, mais qu'il pouvait essayer de faire des avantages commerciaux à certaines puissances. Il l'avait tenté mais les Chambres ne l'avaient pas voulu. A plusieurs reprises le gouvernement

aurait souhaité des diminutions de droits; les Chambres ne les avaient pas acceptées. Il fallait attendre que le Zollverein fût complet et essayer, alors, d'entamer des négociations. On ne pouvait pas plus nettement reconnaître que les ministres successifs du commerce avaient vu l'importance du Zollverein et en avaient compris le danger, mais que les Chambres, résolues à maintenir, malgré tous les avertissements, un protectionnisme intangible, avaient empêché toute négociation. L'Exécutif, informé par les représentants de la France en Allemagne, avait eu l'intention d'agir. Le Législatif, prisonnier de son système et de ses intérêts immédiats, avait préféré attendre et pratiquer une politique « du lendemain ».

L'année suivante, même avertissement : Schaumbourg demande au ministre, le 3 avril 1836, où en est l'engagement pris par M. de Broglie d'entamer des négociations avec l'Allemagne. Pendant que l'on hésite, les départements de la frontière servent de champ de bataille à une guerre de tarifs. De Golbéry, député du Bas-Rhin, signale que le Mecklembourg n'est pas encore dans l'Union douanière, ni le Hanovre, ni le Holstein, ni les villes hanséatiques. Il faut entamer des négociations avec ces États. Depuis que le député Lejoindre a interpellé, au mois de mai 1835, Bade a adhéré au Zollverein, mais, à ce moment-là encore, il y avait, dans la Chambre badoise, de l'opposition à l'union avec la Prusse. Il revint sur l'idée exprimée par les Allemands eux-mêmes en 1829 : l'Allemagne du Sud constitutionnelle a intérêt à se dérober à l'hégémonie prussienne, car la prédominance commerciale entraînera la prédominance politique. « Dans l'état actuel de la politique européenne il semblait que la France dût porter son influence sur l'Allemagne au plus haut degré, qu'elle dût se mettre à la tête des États constitutionnels contre la puissance absolue au profit de la liberté. Nous avons abandonné cette position. *Je crois qu'il pèse une immense responsabilité sur ceux qui n'ont pas su comprendre combien elle était belle, combien elle pouvait importer à la France au point de vue commercial et au point de vue politique* ».

Les protectionnistes avaient une réponse facile : la France ne peut faire obstacle à l'unité de l'Allemagne, cette unité

d'ailleurs « est une digue qui nous défend contre certaines ambitions du nord ». Le Ministre du commerce, Passy, promit vaguement que le gouvernement suivrait avec intérêt le développement du Zollverein.

On écrirait un volume si l'on voulait dire par le menu avec quelle absence de méthode la France « suivit le développement du Zollverein » : désirs de négociations de la part du Ministre du Commerce et de son collègue des Affaires étrangères suivant que ce dernier est ou n'est pas partisan de l'entente avec l'Angleterre, tendances libérales, retours en arrière, tarifs subitement augmentés (1841), auxquels répondent aussitôt des représailles allemandes (1842), toute cette diplomatie incertaine, hésitante et où l'on devine les entraves mises par les intérêts particuliers, les départements de l'Est, voisins de l'Allemagne, la suivaient, d'abord en silence, la jugeaient sans indulgence et finirent par en dire le danger.

En 1842, la Chambre de commerce de Strasbourg écrivait au ministre, en apprenant que le congrès de Stuttgart préparait des mesures contre nous : Strasbourg a souffert plus que toute autre cité de la diminution des relations avec l'Allemagne; « Strasbourg aimait à se persuader que le gouvernement ne pouvait fermer les yeux sur une question aussi grave, qu'il était bien informé par ses agents de l'étranger et qu'il se préparait, au moment où l'union serait constituée, à entamer des négociations avec elle et à lui offrir des concessions en échange de celles que l'union accorderait à la France. C'est dans cette espérance que notre ville a gardé le silence jusqu'ici et que, malgré les torts que causaient à nos relations avec l'Allemagne les accessions de la Bavière et du Wurtemberg, en 1833, des duchés de Nassau et de Bade, en 1835, elle a attendu avec résignation les effets d'une intervention du gouvernement français... Le moment est arrivé de négocier, les peuples ont besoin de se rapprocher, la France ne voudra pas rester dans l'isolement. »

A Paris on se rassurait facilement : à vrai dire une union douanière avec l'Allemagne serait avantageuse, car l'Allemagne est moins développée que la France; mais cette union n'est pas possible, car on y verrait une reprise des idées napo-

léoniennes de guerre contre l'Angleterre. Au reste l'association allemande n'est pas un mal puisqu'elle soustrait à l'influence anglaise la moitié de l'Europe centrale et que « si d'une part les esprits y sont animés d'une sorte de défiance vis-à-vis de nous, ils ont, d'autre part, comme un parti pris d'affranchissement et d'indépendance industrielle et commerciale à l'égard de l'Angleterre élevé jusqu'aux proportions d'un sentiment de patriotisme ».

Cependant, peu à peu, la conviction se faisait dans les bureaux du ministère du Commerce — et elle était très réelle à la veille de la révolution de 1848 — qu'il y avait urgence à nous rapprocher du Zollverein, que l'intérêt constitutionnel devait prévaloir, que l'unité commerciale était la forme la plus pacifique du blocus continental : « En résumé — écrivait le Ministre du Commerce à son collègue des Affaires étrangères le 30 octobre 1847 — à quelque point de vue qu'on examine la question de nos rapports avec le Zollverein elle peut être ramenée pour nous à ces termes bien simples : avons-nous intérêt à ce que le grand fait commercial qui a groupé sur notre frontière une portion notable de l'Europe en une puissante association, poursuive et achève, dans un esprit d'insolidarité, de réaction, d'hostilité même contre nous, les conséquences économiques qu'il est appelé à produire? Ne vaut-il pas mieux nous prémunir contre les mesures qui nous menacent ou nous ont déjà atteints, en nous associant, dès à présent, à celles dont le résultat, loin de nous être dommageable, doit au contraire trouver un point d'appui naturel dans notre politique générale? Tout ce qui tend par exemple à favoriser la création des marines secondaires, leur accroissement, leur solidarité, leur unité nationale, n'a-t-il pas spécialement ce caractère? Le jour où la création d'un pavillon fédéral ferait prendre date à l'avènement maritime du Zollverein, la force des choses n'aurait-elle pas donné un allié naturel au pavillon français et un complément de puissance navale à la France? La formation même d'un grand marché national en Allemagne, son indépendance industrielle et commerciale ne peuvent-elles pas, à un autre point de vue non moins important, être regardées comme la forme la meilleure aussi bien que

la plus pacifique du blocus continental et l'une des garanties les plus efficaces de la solidarité, sous ce rapport, des intérêts du continent? »

Le Ministre des Affaires étrangères — c'était Guizot — se refusa à examiner l'idée même d'un traité que les Chambres accueilleraient mal. Il fallait ajourner tout projet d'union commerciale avec l'Allemagne.

Chaque révolution politique était une occasion pour l'Alsace d'espérer et de demander un régime libéral : elle l'avait demandé en vain en 1814, elle l'avait demandé en vain en 1830, elle le demanda en mars 1848 à propos des cotons nécessaires aux manufactures de Mulhouse.

Révélateur de l'incohérence — voulue — de nos lois douanières, l'incident doit être rapporté : la loi fondamentale d'avril 1816 n'autorisait l'entrée des produits d'outre-mer que par les ports d'entrepôt. Mulhouse ne pouvait recevoir ses cotons que par le Havre et du Havre par roulage. On avait protégé les ports et notre marine. Mais à la suite d'une convention, conclue avec les États-Unis en 1822, les cotons n'arrivaient plus que par navires américains. La protection se limitait donc aux ports. Strasbourg et Mulhouse, craignant le chômage de 40 000 ouvriers, demandèrent, en mars 1848, à recevoir leurs cotons par le Rhin. Le traité signé avec la Hollande en 1840 permettait, en principe, aux marchandises venues des entrepôts de Hollande par bateaux français ou néerlandais d'entrer en France par Strasbourg. En fait, depuis 1840, pas une balle de coton n'était arrivée par le Rhin. « On eût dit, écrivait Strasbourg, que le traité avait été dicté par les représentants du Havre et accordé comme un simulacre de concession aux départements de l'Est lésés dans leurs droits. » Placé dans l'alternative de provoquer une crise au Havre ou de faire chômer 40 000 ouvriers en Alsace, le Gouvernement provisoire prit, comme il arrive souvent, une mesure moyenne. Il accorda l'entrée par le Rhin, mais le droit qu'il imposa était calculé de manière à favoriser encore le Havre. Par bateau français remontant le Rhin 100 kilos de coton payaient 33 francs, par le Havre ils n'en payaient que 22. Avec véhémence, mais sans succès, Strasbourg protesta au nom de la suppression

des privilèges, demanda la justice égale pour tous et se plaignit, une fois de plus, de voir la navigation fluviale sacrifiée à la navigation maritime.

En même temps qu'elle réclamait du coton pour les filatures, la capitale de l'Alsace exposait l'état misérable de la navigation du Rhin et du transit par la rive gauche. Les bateliers du Zollverein avaient été affranchis par la Prusse de tout droit pour les marchandises de l'union douanière; le pavillon français ne pouvait plus paraître sur le Rhin. D'autre part, le chemin de fer de la rive droite, construit le premier, enlevait à la rive gauche tout trafic. Le Commissaire de la République dans le Bas-Rhin appuyait les revendications de l'Alsace : « Enfants de la même patrie, les Français de l'Est et du Nord sont séparés, par une barrière infranchissable, des pays voisins avec lesquels ils pourraient se procurer à meilleur prix les matières premières de leur industrie. Les départements du Rhin ont été particulièrement maltraités, la batellerie est ruinée, l'importation du bétail allemand est prohibée et les Alsaciens, qui ne verront jamais un bœuf normand dans leurs abattoirs, paient la viande plus cher pour assurer aux produits de la Normandie l'approvisionnement de la Capitale. Ces inégalités sont profondément choquantes et si l'ancienne Alsace, dans son dévouement à la patrie commune, les a supportées avec résignation, elle a salué avec d'autant plus d'enthousiasme l'avènement d'une ère politique qui mentirait à sa devise si elle n'y mettait fin aussitôt que les circonstances le permettront... » Les intérêts opposés à ceux de l'Alsace libérale ne permirent pas de « mettre fin à ces inégalités choquantes », tant il est vrai que les « devises » politiques peuvent n'exercer aucune influence sur les systèmes économiques...

S'ils s'inquiétaient de l'union douanière allemande, s'ils s'étonnaient de l'insouciance du gouvernement, les Alsaciens s'alarmaient aussi d'une conséquence directe du Zollverein : la diminution croissante du tonnage de la batellerie alsacienne sur le Rhin. Depuis la réunion de la Hollande jusqu'à 1814, le Rhin avait été fleuve français. A partir de 1815 six États riverains s'étaient partagé la navigation — France,

Prusse, Pays-Bas, Bavière, Hesse, Nassau. — Le principe de la liberté de la navigation était maintenu dans le texte des traités, mais annulé de fait; au fur et à mesure que les États allemands s'agrégeaient à l'union prussienne, l'influence de la Prusse devenait prépondérante et le moment vint où les exemptions de droits accordées par la Prusse au Zollverein firent à la batellerie française une redoutable concurrence. On peut se demander si notre gouvernement ne se désintéressa pas de la navigation rhénane. En 1825, au moment où se créait la navigation à vapeur sur le Rhin, les villes commerçantes des bords du fleuve voulurent entrer en communication avec la France par une voie navigable. La Chambre de commerce de Cologne souhaitait l'achèvement prochain du canal du Rhône au Rhin, demandait une voie navigable vers Paris et une communication directe avec le Havre, plus accessible que les ports hollandais que des droits élevés rendaient inabordables. Notre Ministre à Berlin estimait qu'un système de transit bien calculé serait tout à notre avantage. En 1829, la *Gazette d'Augsbourg* se plaignait de voir la France négliger volontairement la navigation rhénane pour favoriser le transit du Havre et de Nantes vers Bâle, Mulhouse et Genève. Les denrées coloniales coûtaient plus cher dans l'Est que si elles arrivaient par le Rhin. Toutes ces suggestions restaient sans réponse.

Avec la même insistance que la Chambre de commerce, les bateliers de Strasbourg se plaignaient. Ils rappelaient leur ancienne gloire, la gloire des pontonniers de la Bérézina, et demandaient au gouvernement de venir au secours de la batellerie alsacienne réduite au chômage par le Zollverein, par la concurrence du chemin de fer de la rive droite, par le mauvais état des chemins de halage non entretenus, en 1847, malgré les promesses faites depuis 1815!

Pendant ce temps le Rhin devenait de plus en plus un fleuve allemand et nous n'y prenions pas garde.

Si notre politique se désintéressait du Rhin, à plus forte raison n'avait-elle pas souci d'encourager les projets que des hommes audacieux formèrent, sous la Restauration et sous Louis-Philippe, quand ils voulurent unir le Rhin au Danube. Les plans furent étudiés, des Compagnies furent constituées,

mais on ne passa pas à l'exécution. Dans une pétition qu'il adressait, en 1838, au président de la Chambre, l'ingénieur Molineau, créateur de la Compagnie du canal de jonction du Rhin au Danube, écrivait : « Aujourd'hui que la paix est dans le vœu de tous les peuples, l'alliance des intérêts matériels peut seule maintenir l'équilibre politique de l'Europe, et la France ne doit pas rester plus longtemps isolée quand il lui serait facile d'attirer dans le cercle de ses intérêts des populations qui ne demandent qu'à revenir vers nous. » Il connaissait l'Allemagne, il avait suivi attentivement le développement du Zollverein, il savait à quel point les droits de douanes et les moyens de communication se conditionnent et doivent être coordonnés.

Pour entreprendre et achever le réseau de canaux, — canal du Rhône au Rhin, de la Marne au Rhin, des houillères de la Sarre, — il fallut l'initiative locale, l'aide des capitalistes strasbourgeois et d'un syndicat mulhousien; il fallut même l'appoint de capitaux allemands, comme ceux que fournirent les Bethmann de Francfort, pour stimuler le pouvoir central en lui faisant des avances de fonds.

Des discussions parlementaires résumées ici, des déceptions alsaciennes énumérées, il semble bien que se dégage cette idée générale que la France n'a pas eu, après 1815, de politique économique en Alsace et sur le Rhin. Malgré les avertissements incessants des Alsaciens, les Chambres n'ont pas voulu se rendre compte de l'importance du Zollverein, ont laissé passer à plusieurs reprises l'occasion qui s'offrait de créer, avec les États constitutionnels de l'Allemagne, une union douanière qui aurait fait contrepoids à l'union prussienne et n'ont pas compris l'importance croissante de la navigation rhénane.

Après 1870, l'Alsace a participé au grand développement économique de l'Allemagne, mais on commettrait une erreur si l'on croyait que le gouvernement de l'Empire fit, pour le Reichsland, tout ce qu'il aurait pu faire, tout ce qu'il dit maintenant qu'il a fait. La navigation rhénane, en particulier, fut monopolisée par la Prusse et par Bade et les grandes Sociétés prussiennes et badoises profitèrent du port

de Strasbourg tout en mettant des entraves à la délivrance de patentes aux bateliers alsaciens. Une revue de la Suisse alémanique a démontré, pendant la guerre, que l'Alsace n'avait pas été favorisée par l'Allemagne de 1870 à 1914.

Ce que la France n'a pas su faire au XIXe siècle, ce que l'Allemagne n'a pas voulu faire — sans doute pour ne pas mécontenter les intérêts allemands — il faut maintenant le réaliser. Strasbourg, point terminus de la navigation rhénane, relié à des bassins houillers, lieu de transit naturel entre le Nord et le Sud, placé au débouché de canaux de pénétration vers la France, Strasbourg doit être assimilé à un grand port de mer et Anvers doit devenir son avant-port. Sans aller jusqu'aux privilèges du XVIIIe siècle, sans faire de l'Alsace une province « d'étranger effectif », il faut se souvenir que, depuis plus de cent ans, l'Alsace demande une politique libérale qui fasse des départements alsaciens une région de passage, une région de liaison entre France et Allemagne. Pour cela il faut renoncer à une politique de protectionnisme étroit, à ce système que Benjamin Constant, en 1829, stigmatisait avec âpreté : *l'inégalité inique que l'on a établie entre les frontières de terre et les ports de mer.*

En 1916, un savant dont on ne regrettera jamais assez la perte, Vidal de la Blache, écrivait ces mots : « Les rapports de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale, — deux parties d'autant plus intéressées à se rapprocher qu'elles se complètent, — sont l'enjeu de la guerre actuelle. » Dans l'évolution de l'Europe occidentale, le rôle de l'Alsace peut être considérable. Il faut prévoir dès maintenant sa place dans la région rhénane, région de fer et de charbon, région de grandes villes échelonnées le long d'un fleuve qui doit être international et vraiment libre.

Quelle sera cette place? Oubliera-t-on de nouveau, comme on l'a fait au XIXe siècle, que, si la France de l'Est est notre frontière au levant, elle est aussi le commencement de l'Ouest de l'Europe centrale, qu'elle est le pays de passage entre la mer du Nord et la Méditerranée et la zone de communication — économique autant qu'intellectuelle — entre la France et l'Allemagne.

CHARLES SCHMIDT

LES FOLIES AMOUREUSES[1]

IV

Laffrey, qui veut bien qu'on appelle sa bien-aimée Jeanine ou Olga et qu'on plaisante à ce propos, est-il moins amoureux? Pas du tout! Seulement, depuis son duel et sa prouesse de blesser Emmanuele, de le blesser très peu, tout juste comme il se l'était promis, Laffrey s'amuse le mieux du monde en ce bas monde. Orgueil? C'est trop dire; et, pour faire tant de cas d'un tel incident, il faudrait un sot. Mais si intelligent qu'on soit, dans la jeunesse, on éprouve, d'un succès physique, une allégresse, également physique, la plus simple et, partant, la moins trompeuse qu'il y ait à ressentir. C'est l'assurance d'une force et d'une adresse qui vous seront d'un bon usage, c'est de l'entrain, quoi qu'il arrive, et le corps souple, même si l'âme a des ennuis.

Depuis deux jours, Laffrey n'a qu'un désir, de rencontrer les deux princesses, de les aborder, et causant avec elles, d'obtenir leur pardon. Se flatte-t-il de les avoir offensées, quand il a montré si peu d'empressement à les voir et à profiter de la visite qu'elles faisaient à madame Tausend? Oui! La comédie qu'elles ont jouée de se plaire auprès de ce petit Emmanuele est le signe de leur dépit. Quant à leur rancune, il saura l'effacer. D'ailleurs, il ne se doute pas qu'elles soient au courant de son duel et de la victoire qu'il y a remportée : sa victoire n'est pas un argument de fatuité pour elles, mais pour lui.

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 juillet.

Voilà comme il déambule aux alentours de leur hôtel, comptant qu'elles sortiront, qu'il feindra d'être là par hasard : elles lui accorderont bien la permission de les accompagner, sur les planches ou ailleurs, un bout de chemin. Le premier jour, il fut bredouille. Il les attendit, les guetta, le lendemain, quelque temps et, ne les voyant pas, craignit qu'elles n'eussent quitté le pays, sans dire adieu à personne. Pourquoi? Mais à cause de ce dépit qu'elles ont pu avoir de son attitude lointaine, s'il ne leur est pas indifférent : sait-on ce qui se passe, dans ces jolies têtes de femmes?

Sait-on ce qui se passe, dans une tête d'homme, dès le moment que l'amour s'y évertue? L'intelligent Laffrey tombe en fatuité.

Si elles sont parties, mieux vaut le savoir, et promptement. Laffrey se résout d'entrer à l'hôtel et d'interroger le portier. Si elles sont chez elles, eh! bien, c'est trop de timidité : Laffrey les priera de le recevoir.

Il entrait; Jeanine sortait.

— Je venais vous présenter mes hommages, princesse.

Jeanine, d'un hochement de tête, dit bonjour; et ne dit-elle pas : « Eh! bien, c'est fait; je les ai reçus vos hommages. Et adieu »? Mais Laffrey n'entend pas de cette oreille; il a trop de vivacité au cœur pour écouter ce qu'on ne dit pas. Il insiste :

— Et mademoiselle Olga?

— Elle est fatiguée; elle reste dans sa chambre.

— Mais vous sortiez?

— Oui.

Elle est guindée. Elle est fâchée, probablement. Et c'est la brouille, si Laffrey ne s'en tire avec habileté. Son habileté fut de rire, à tout hasard.

— Où alliez-vous? — demande-t-il, et riant alors de son effronterie.

— Nulle part; je fais un tour avant dîner.

— Je vous accompagne?

— Volontiers.

Elle le dit avec un air d'une indifférence parfaite, comme si elle avait pensé qu'à refuser l'offre du galant elle lui donnait trop d'importance.

Il n'est pas attentif à l'air de Jeanine, et profite de sa chance. Double chance, de l'avoir rencontrée, puis de l'avoir rencontrée seule. C'était son rêve de causer, fût-ce avec l'une ou avec l'autre, avec Jeanine ou Olga et de savoir s'il aimait l'une ou l'autre. Il le saura.

— Où allons-nous?

— Mais nulle part! Un petit tour de cinq minutes.

— Pour gagner de l'appétit? Je connais une jolie promenade, jusqu'à l'étang de Saint-Victour. Seulement, il faut un quart d'heure.

— Allons!

— Ou vingt minutes pour aller; autant pour revenir.

— Allons! — dit Jeanine; elle s'égaye.

— Je ne vous ai pas vue, l'autre jour...

— Mais si! Vous m'avez saluée, très aimablement.

« Ça lui suffit? » songe Laffrey; mais ce n'est pas ce qu'il va dire!

— Je tenais compagnie à monsieur Dunois, qui est triste...

— Monsieur Dunois? La gaieté même!

Laffrey se lance à épiloguer sur les dehors d'une gaieté, souvent le masque d'un chagrin. L'on ne saurait se fier à un visage des sentiments qu'il avoue et de ceux qu'il dissimule. Ainsi, Dunois...

— Et vous, princesse, je ne sais pas si vous êtes gaie...

— Mais je le suis, n'en doutez pas, et la femme la moins secrète qu'il y ait.

— Je n'en suis pas sûr.

— A votre aise.

Dans le moment qu'elle le dit, Jeanine ment, qui n'a de soin que de cacher le plaisir que lui fait Laffrey en lui prouvant un intérêt si curieux, en la jugeant une femme qui a de l'âme. Pourquoi mentir? Par le pudique sentiment qui fait que l'on garde sur son corps une robe, sur son cœur un mensonge. Il y a aussi que, Jeanine, pour autant que M. de Laffrey lui paraît l'un des hommes de qui l'amour lui serait agréable sans doute, l'amour ne la tente pas, dont elle a un mauvais souvenir. Enfin, c'est peu de chose, mais gracieuse : elle a quelque scrupule aussi de laisser M. de Laffrey lui faire la cour en l'absence d'Olga, qui en aurait tant de peine!...

Laffrey s'aperçoit de ce qu'elle a de rêverie dans la pensée : bonne disposition, pour l'attendrir!

— Vous savez que je pars dans quatre jours...

— Vraiment? Nous resterons davantage.

Elle ne paraît avoir aucune tristesse de son prochain départ. Elle accepte facilement qu'il s'en aille. Elle ne lui en témoigne aucun regret. S'attendait-il qu'elle eût tant de chagrin? Non. Voire, il consentirait, comme à un trait d'honnête hypocrisie, — décence des femmes, leur défense! — qu'elle dissimulât son véritable déplaisir, en dissimulât finement l'excès et, par simple gentillesse, en montrât cependant quelque chose. Elle n'y pense pas. Laffrey l'observe et ne voit pas qu'elle fasse nul effort pour ne sembler nullement touchée de cette nouvelle. Peut-être ne l'est-elle pas? Alors, Laffrey l'accuse d'insensibilité : c'est possible. Mais il l'accuse de trahison. A-t-il un gage de quelque amour, ne fût-ce que d'une amitié, qu'elle eût éprouvée pour lui et qui l'autorise, Laffrey, à juger qu'elle le trahisse? Tout simplement, il se souvient de jolies remarques, et le signe d'une gracieuse intelligence, qu'elle lui a dites, à la promenade, touchant l'église de Falaise, analogue à un château des bords de la Loire, et touchant l'église de Saint-Pierre-sur-Dives, où elle a senti le passé plus vivant que les jours présents. Tout simplement, il l'aime; et, comme on aime, on veut être aimé.

Il insiste :

— Ah! vous prolongerez votre séjour?

Sans lui? Après son départ, ce pays ne leur sera pas un désert?

— Oui; ce pays nous plaît.

Sans lui? Ce pays continuera d'exister, à leurs yeux, sans lui?

— J'aurai de la peine à m'en aller! — dit-il.

— Restez.

Elle ne le chasse pas; elle n'a seulement pas l'attention de le chasser. Chef-d'œuvre d'une indifférence parfaite : elle consent qu'il reste à Menneville!

— Vous ne m'y engagez guère.

— Mais si! Je ne doute pas que madame Tausend ne soit heureuse de vous garder longtemps.

Madame Tausend? Il s'agit bien de cette bonne femme!

— Et vous?

— Mais je serai charmée que vous restiez; Olga aussi.

Laffrey se moque de madame Tausend, et puis d'Olga aussi. De qui donc est-il occupé? De la seule Jeanine; de cette petite créature, méchante, qui prend son plaisir à le taquiner, à le tourmenter! Si elle ne s'en aperçoit pas, elle y met de la mauvaise volonté. Laffrey décide qu'elle s'en apercevra. Seulement, c'est risqué : Laffrey se demande si, au premier mot d'une clarté bien évidente, elle ne va pas tourner les talons, lui faire la nique et se débarrasser de lui par l'une de ces railleries où les femmes ont le triomphe de leur cruauté.

Cruelle, Jeanine? Laffrey divertit son impatience à l'imaginer cruelle, à s'excuser d'être timide par une obligation de prudence, de sorte qu'il évite le remords de niaiserie par l'orgueil de l'habileté.

Vous aimez une jeune femme. Si vous l'aimez, et non pas vous, l'anodine raison vous commanderait le sacrifice de vous-même et de votre fatuité. Il n'en va pas si logiquement. C'est ce que notait assez bien Dunois, quand il indiquait à mademoiselle de Conches une certaine parité, malgré les différences et la contrariété essentielle, de l'amour et de l'amour-propre. Laffrey serait mieux avisé d'être moins habile, et n'est habile que par un soin de fatuité.

Il est déçu. Il se croyait aimé de Jeanine. Or, il avait peu de motifs de le croire; il n'a guère plus de motifs de ne plus le croire. Mais il obéit, sans le savoir, aux caprices de son émoi, et puis aux volontés de Jeanine. Est-ce que Jeanine a ses volontés bien certaines? Tout au plus a-t-elle résolu de cacher toute espèce de sentiment dont Laffrey pût abuser. Elle se garde; et, si elle le fait avec tant d'exactitude un peu sévère, Laffrey s'en réjouirait sans folie, comme d'un aveu bien gênant, mais d'un aveu pourtant du péril où elle se sent auprès de lui, parce qu'il est fort, elle assez faible. Ainsi leur causerie, que tous deux fabriquent avec malice, n'aboutit qu'à un jeu sans portée aucune, où ils s'amusent néanmoins.

Leur amusement tourne à une gaieté de l'esprit, mêlée de

quelque dépit, que réveille Laffrey du plaisir que lui donne la compagnie de cette jolie femme. Il serait plus content s'il renonçait à son idée conquérante, à son projet de placer les mots victorieux. Par instants, peu s'en faut qu'il ne vienne à cette sagesse d'une simplicité bien aimable. Mais, quoi! retrouvera-t-il bientôt, retrouvera-t-il jamais l'occasion de causer avec Jeanine seule, si commodément, pour savoir d'elle si elle voudrait l'aimer, au cas où il l'aimerait? N'est-il pas sûr de l'aimer? Il feint de n'en être pas sûr, quand il croit y perdre sa peine.

Enfin Jeanine et Laffrey, par des chemins, par des sentiers qui les obligent à marcher l'un derrière l'autre, qui les séparent, qui leur donnent aussi les éléments d'un bavardage le moins périlleux, arrivent à l'étang de Saint-Victour le but, non pas l'objet, de leur promenade.

— Nous y voici. Voyez-vous l'eau à travers les broussailles?

— Oui. C'est charmant.

— J'étais bien certain que vous aimeriez ce paysage.

Et c'est, quand on aime, un délice, de sentir un pareil émoi vous naître au cœur et à l'esprit devant un paysage ou une idée. Laffrey, qui a suscité cette aubaine, s'en félicite et n'ose pas s'en féliciter tout haut, crainte que Jeanine, un peu farouche, ne s'évade loin de leur commune pensée.

Dans un bel entourage d'arbres, en pleine campagne, et non loin de Menneville débauchée, ce doux étang de Saint-Victour a l'air d'une rêverie égarée là, confinée là, et si bien abritée qu'elle y a retrouvé le calme et le loisir.

— C'est un endroit — dit Jeanine — où le temps ne bouge pas.

Laffrey reçoit ce peu de mots comme un présent que lui fait Jeanine. Et ce ne sont pas des mots extraordinaires; ils ne valent que par leur exacte justesse et valent surtout d'être dits par elle, dans un moment où elle oublie toute polémique et laisse fleurir en elle sa pensée.

Il y a du silence. Il y a une fraîcheur qui vient de l'eau, qui vient de la solitude et qui vient peut-être du silence; une fraîcheur où Jeanine reconnaît le souvenir de l'eau qu'elle buvait, dans sa timbale d'argent, là-bas, auprès

d'Angers, quand elle était jeune fille. Et il y a les arbres, des peupliers, des ormes et des saules, qui ont à la surface et, l'on dirait, dans la profondeur de l'eau, leur image renversée. L'image est plus nette, plus finement dessinée, de couleur plus vive que la réalité. Jeanine dit, parlant à Laffrey comme si elle parlait à elle-même, sur un ton le plus simple et quasi naïf :

— Jamais je n'ai compris comme à présent pourquoi l'on appelle réfléchir, une méditation pareille à celle de l'eau où naît une image de la réalité : nous laissons la réalité se réfléchir en nous; elle garde sa couleur et se teinte aussi de la nôtre.

Laffrey l'écoute et n'ose rien dire; elle lui demande, avec douceur :

— N'est-ce pas?

Il est ému de l'attention qu'elle veut bien avouer qu'elle lui prête. Il croit qu'elle l'invite au même sentiment qui l'a touchée. Tout bonnement, un peu de gêne lui est venue de s'apercevoir qu'elle pensait tout haut pour elle seule, et feint de causer avec ce compagnon que le hasard lui donne.

S'il ne veillait à lui-même et ne craignait une riposte de Jeanine un peu vive, Laffrey se récrierait sur la merveille des mots qu'elle arrange autour de ses idées. Il attend qu'elle dise encore autre chose, afin de s'en délecter. Il n'essaye pas d'en faire autant. Il a perdu le goût d'avoir de l'esprit, de le montrer. Il est, auprès de Jeanine, à l'état d'un enfant à qui l'on révèle de singulières vérités. Comme il renonce à toute fatuité, c'est alors qu'il aime Jeanine, ayant aboli au profit de l'amour les soucis de l'amour-propre.

Elle se tait; il n'est pas sûr de ne pas aimer le silence de Jeanine autant que ses paroles, croyant qu'elle a, dans le silence, toutes ses paroles. Il la regarde; et il lui trouve, aux yeux, la même couleur sombre et, sans doute, profonde qu'à l'eau de l'étang qui médite ses alentours. Elle a, ordinairement, un regard de gaieté vive et, comme il vient de lui trouver ce regard différent, il se dit que voici le regard de son âme, dans une solitude où elle s'abandonne sans méfiance à une rêverie secrète et ingénue.

— Allons, — dit-elle; — il faut rentrer.

Le faut-il? Laffrey ne le voudrait pas. Il lui demande, comme une charité :

— Dites-moi quelque chose encore!

— Mais non! Que vous dirais-je?

Il n'en sait rien; ce lui serait une surprise. Et un enfant qui dit « encore! » à une histoire qu'on lui raconte n'a point deviné ce qu'on inventera pour son plaisir. Et il attend. Jeanine, l'enchantement où elle vit Laffrey lui fut agréable un instant, puis la troubla. Elle redit :

— Allons! Il est tard.

Il fallut la suivre. Laffrey semblait désappointé que de telles minutes ne fussent pas sempiternelles. Mais le grand zèle qu'il avait au cœur l'animait à ne pas celer plus longtemps son amour. Il hésitait pourtant à se déclarer. Tout ce qu'il osa fut de gémir :

— Dans quatre jours, je n'entendrai plus votre voix!

— Mais non, si vous partez!

Était-ce l'engager à demeurer dans son voisinage? Non : Laffrey la vit retourner à son étourderie. Elle riait et ne comptait avoir rien dit que pour rire. Alors, il se résolut de ne pas la laisser prendre ce biais pour lui échapper.

— Ne riez pas! J'en ai beaucoup de peine.

Si elle ne rit plus, cependant elle n'allait pas à la peine où il aurait voulu qu'elle lui fût docile. Pour en finir, — et l'on se dépêche, et l'on bâcle un ouvrage que l'on faisait avec un soin méticuleux, — il ajouta :

— Car je vous aime!

Elle ne parut pas étonnée; elle s'attendait qu'il vînt à le dire. Mais, avec un accent le plus sincère et jusqu'à l'évidence, elle répondit :

— Ah! c'est dommage.

Elle ne changea ni son allure ni son air.

— C'est dommage! — reprit-elle. — J'étais à me dire que nous aurions pu devenir des amis. Vous êtes un grand maladroit, monsieur de Laffrey!

D'ailleurs, elle ne montrait pas de colère, mais un regret bien vif. Et lui, Laffrey :

— Pourquoi?

— L'amour empêche l'amitié.

— Pourquoi ne puis-je pas vous aimer?

Elle éclata de rire :

— Mais je suis mariée!

Il n'eut pas l'air de consentir que ce fût là un empêchement si absolu...

— C'est pourtant quelque chose! — dit-elle.

Au moins, si elle en avait montré quelque tristesse... Mais non : et, au lieu d'une tristesse un peu gentille, une gaieté presque offensante. Quelle gaieté? D'une nymphe des bois, qu'on a poursuivie, elle se sauvait, l'on a cru l'atteindre : et la voici réfugiée dans une cachette où il faut qu'on renonce à elle, dans l'écorce d'un chêne, dans l'épaisseur d'un roc. Adieu, Jeanine! Et elle rit; l'on entend son rire, et qui vous agace, tandis qu'on sait qu'on ne pourra plus la saisir.

Jeanine a tout refusé, l'amour et l'amitié, l'amour par un fait, l'amitié par un aphorisme. Et Laffrey, s'il lui plaisait de disputer sa disgrâce, réfuterait l'aphorisme. Seulement, il n'a point envie de l'amitié, pour consolation de l'amour. Il veut l'amour et, à part lui, le réclame. Il ne risque pas le ridicule de le réclamer à haute voix, mais, à part lui, demande à Jeanine, assez rudement, si elle aime tant son mari, ce Russe qu'il ne connaît pas, qu'elle a laissé en Pologne, et qui ne l'aime pas... Qui ne l'aime pas : s'il l'aimait, l'aurait-il laissée partir?... Ou bien est-ce pour un scrupule ou moral ou mondain, que Jeanine fait si grand cas d'être mariée?...

Ce que Laffrey remue en lui-même de chicanes, de remontrances, ne se voit pas sur son visage. Il chemine, auprès de Jeanine, très sagement. Il la ramène à son hôtel, voilà tout. Il ne paraît plus savoir qu'elle est jolie et qu'il l'aime. Il l'accompagne et, des politesses recommandables, néglige tout uniment celle de lui parler. Elle, Jeanine, d'avoir bien répondu et, en quelques mots, réduit à se taire un amoureux si empressé, triomphe et, bientôt, n'est plus si contente. Elle a remporté sa victoire; mais sa victoire ne lui fait pas grand plaisir. Et Laffrey, qui d'avoir reçu le coup de la défaite se tait si obstinément, la gêne. Il se tait; et elle devine un peu comme il songe.

Elle répond à ce qu'il songe :

— Et puis, je ne vous aime pas, moi! Les hommes sont

tous à nous annoncer qu'ils nous aiment et ne s'informent pas de nos sentiments.

Si Laffrey, qui avait d'abord trop d'assurance, n'était point accablé de la réponse que lui fait Jeanine, Laffrey se dirait que Jeanine en dit beaucoup trop, qu'une telle défense, après l'avoir soumis à une obéissance rigoureuse, n'est plus contre lui, mais contre elle-même. Il balbutie :

— Pardonnez-moi!

Elle lui pardonne; et c'est afin de ne pas gaspiller les dernières minutes de leur promenade. Elle lui dit que le soleil décline et que c'est un joli moment, dans la campagne, cette heure où la tombée du jour fait du silence.

— Mais parlez-moi! — dit-elle encore.

Il l'aurait bien voulu; il n'était plus à bouder. Seulement, il sentait son esprit dévasté. Il se croyait abêti et ne trouva rien à dire, que sornettes : il n'en fallait pas davantage. Quel retour, d'une promenade si belle!

Quand ils furent arrivés devant le jardin de l'hôtel, Laffrey s'aperçut que Jeanine était souriante. Il aperçut aussi Olga : elle guettait le retour de Jeanine et la vit rentrer avec Laffrey. Il désira d'éluder sa rencontre.

— Alors, je ne vous verrai plus? — demanda-t-il à Jeanine.

Il était bien triste. Elle lui répondit avec un joli entrain :

— Mais si! Nous essayerons de l'amitié.

V

Cette amitié, est-ce une aumône que Jeanine accorde à Laffrey? Il ne l'accepte pas avec plaisir. C'est un cadeau charmant. S'il était sage le moins du monde, il en serait content : il ne l'est pas.

Dunois, quand il rentre à la maison, lui demande :

— Eh! bien, laquelle?

Dunois vous prend un air de badinage un peu nonchalant : que lui importe? et, s'il ne plaisante qu'à demi, c'est par égard pour ce Laffrey qui, dans une aventure assez folâtre, ne paraît pas frivole assez. Mais Dunois, en réalité, s'inté-

resse pour son ami et s'intéresse pour lui-même. L'idée s'impose à lui que le meilleur moyen de libérer de son cousin mademoiselle de Conches serait de rendre à ce garçon la belle Olga. Ce n'est pas une idée bien extraordinaire et digne des inventions les plus malignes de ce romancier. Seulement, il a, beaucoup plus qu'il ne l'avoue, son amour attristé, sa tendresse malheureuse : une inquiète jalousie commence de lui faire de la peine. Or, toute jalousie réduit son homme à une infirmité bien fâcheuse du caractère et de l'esprit; l'ingéniosité vous manque et le bon sens, au moment que vous en auriez le plus grand besoin : cette jalousie d'un vieillard contre un adolescent, plus elle est sotte et plus il faut que le vieillard en soit accablé.

Si Laffrey savait comme pâtit Dunois, — mais Dunois, qui a peur du ridicule, évite de le savoir lui-même tout à fait, — il entendrait que ce bonhomme a guetté son retour, ainsi que la belle Olga le retour de Jeanine, et se montre un peu indiscret pour dissimuler d'autres sentiments. Il ne s'en doute pas; et Dunois l'impatiente. Néanmoins, on n'éconduit pas M. Dunois avec une facile désinvolture. Laffrey, qui va céder à lui, se revanche des déboires de sa journée en ne cédant point à Jeanine. Et Dunois lui demande s'il a choisi Olga ou Jeanine, comme si le choix dépendait de lui!

— Jeanine! — répond-il, avec une impertinence pimpante.

Or, Dunois en est enchanté, plus que de raison bien apparente. Il serre la main de Laffrey, d'une façon très affectueuse.

— Vous saviez donc — lui demande à son tour Laffrey — que j'étais à la promenade avec la princesse Alexandre Makharov?

Dunois répond que oui, d'un clignement d'yeux.

— Comment le saviez-vous? Par qui?

— C'est Bouc, qui vous a rencontrés.

— Il me file?

— Peut-être. Et, si je ne me trompe, c'est au compte d'Emmanuele.

Dunois a tort de le dire à Laffrey. Seulement il s'est pris, contre Emmanuele, d'une détestation qui le mène à ce mauvais procédé.

— Par exemple, vous l'ignorez!

Le visage que fait Laffrey ne le rassure pas.

— Jurez-le moi! Vous n'allez pas recommencer une querelle qui n'était pas déjà si raisonnable. C'est promis?

En définitive, Laffrey s'en moque. A la prochaine occasion, s'il pince le baron Bouc, il aura bientôt réussi à s'en défaire. Et Dunois :

— C'est donc Jeanine? Je vous approuve!

Il le dit avec une effusion qui étonne Laffrey tant et si bien que Laffrey, les yeux écarquillés, lui demande :

— Pourquoi m'approuvez-vous?

Au fait, pourquoi? C'est une question que Dunois, s'il l'avait prévue, aurait examinée. Il rougit d'improviser sa réponse :

— En deux mots, le voici. Mais, si j'ai l'air de me mêler de ce qui n'est pas mon affaire, n'y voyez qu'une marque de mon amitié, s'il vous plaît. Jeanine est mariée. Donc, il ne s'agit pas d'un mariage. Eh! bien, j'aime mieux ça.

— Pourquoi?

— Je vais vous le dire. Ces deux jolies personnes ont, l'une et l'autre, bon genre; mais enfin, nous ne savons pas du tout qui elles sont.

— Vous les garantissiez, l'autre jour, avec un zèle...

— Je badinais!... Du reste, j'ai la meilleure opinion d'elles. Mais enfin, l'on a, pour un mariage, plus d'exigence que pour...

— Un caprice? Non : j'épouserai la princesse Alexandre Makharov.

Laffrey ne ment pas : s'il se trompe, il est dupe d'un entrain qui tout à coup l'anime, l'exalte et le lancerait aux plus folles entreprises.

— Mes compliments! — répond Dunois, et de tout cœur.

— Mais non, si vous n'êtes pas sûr...

— Je ne l'étais pas : je le suis. Je ne doute pas que la comtesse de Laffrey ne soit digne de mon respect, de mes hommages et de mes compliments.

Laffrey, alors, ne doute pas de son amour et du prochain succès de son amour. Voilà comme se livre à la fantaisie du hasard le cœur léger des amoureux.

Entre Jeanine et Olga, dès la rentrée de Jeanine, la causerie fut incommode, l'une et l'autre ayant résolu d'éviter le péril d'une extrême sincérité.

— Tu as rencontré monsieur de Laffrey? — demande Olga.

— Oui, — répond Jeanine; et, là-dessus, elle aurait tort d'être cachottière, du moment qu'elle a été vue qui disait au revoir à M. de Laffrey.

Pour éviter un interrogatoire, elle devance les questions d'Olga :

— Je l'ai rencontré comme je sortais. Il m'a conduite à une promenade très jolie, jusqu'à un étang de Saint-Victour. C'est à deux pas : je t'y mènerai.

Puis elle décrit l'étang, les arbres qui l'entourent, la solitude, le silence et la fraîcheur de ce bel endroit. Ce n'est pas ce que lui demande Olga. Peu lui chaut de ce paysage. Si elle écoute ce que lui dit Jeanine, c'est complaisance, et bien fûtée, dans l'espoir que Jeanine mêle à tant de poésie vaine le souvenir, l'aveu furtif d'un incident où M. de Laffrey paraisse. Jeanine, ce n'est pas le soin ni la précaution, mais l'instinct de sa défense, qui la préserve de commettre aucune imprudence.

Olga se résout de lui demander :

— Monsieur de Laffrey t'a fait la cour?

Elle sourit, avec un faux air d'innocence.

— Mais oui! Comme un garçon bien élevé.

— Il est aimable! — dit Olga.

— Très aimable! — répond Jeanine.

Elle est sincère, en le disant. Elle épie, en le disant, le visage d'Olga; et celle-ci l'épie également. Elles n'ont pas menti l'une ni l'autre, si ce n'est pas mentir de ne pas dire au delà de ce qu'on vous demande. Puis, ce que ne dit pas l'une, l'autre le sait à merveille, ou sait au moins le principal, qui est que toutes deux ont pour M. de Laffrey un sentiment bien éveillé. Elles sont claires l'une à l'autre et, cependant, soupçonnent l'une et l'autre qu'elles se cachent de grands secrets.

Jeanine aimerait à se taire. Olga préfère de parler :

— Il a de l'esprit?

— Beaucoup! Mais tu as dû t'en apercevoir, l'autre jour à la promenade, quand tu étais auprès de lui dans la voiture?

Elle entend que le sacrifice qu'elle a consenti, l'autre jour,

de laisser à Olga l'intime compagnie de Laffrey, lui valait sa revanche d'aujourd'hui. Ce n'est pas du tout l'avis d'Olga; et Jeanine pourrait bien le savoir, un de ces jours.

— Oui, — répond Olga; — beaucoup d'esprit! Est-ce qu'il t'a parlé de moi?

— Il s'est informé de toi. Il a regretté ton absence...

Seulement, ça, Olga n'en est pas sûre.

— Ah? — dit-elle. — Tu aurais dû venir me chercher, m'appeler...

— Non! tu étais lasse.

Olga se repent d'avoir trop dit et, sournoise, fomente ses représailles. Il s'agit pour elle d'obtenir de M. de Laffrey, sans que Jeanine s'en doute, une promenade comme il en a fait une avec Jeanine. Et ce n'est pas facile, à cause que Jeanine et elle ne se quittent presque jamais. Jeanine a eu de la chance! Olga se promet d'en avoir autant, par son habileté.

— Monsieur de Laffrey — dit Jeanine — part dans quatre jours.

— Oui, je le savais : il y a quatre jours, il partait dans huit jours.

Elle n'y pensait pas : elle y pense; il faut donc se presser!

— Et nous, — demande-t-elle, — combien de temps resterons-nous ici?

— T'y ennuies-tu?

— Non, pas encore.

L'une et l'autre seraient d'accord, si elles avouaient l'une à l'autre qu'après le départ de Laffrey ce pays aura fini de leur être bien agréable.

Le sentiment si éveillé qu'elles ont toutes les deux pour Laffrey n'est pas le même. Il a, chez Olga, plus de vivacité; il a, en Jeanine, à la fois plus de profondeur et plus d'incertitude. Olga est une jeune fille à qui l'amour semble joli. Jeanine, l'amour qu'elle a pour M. de Laffrey, il faut qu'elle le sépare de l'idée si laide qu'elle a de l'amour. Enfin la douceur de Jeanine l'empêcherait de faire à Olga une peine que celle-ci ne lui épargnerait point à son tour.

VI

Le lendemain, de grand matin, avant l'heure où Jeanine se levait, Olga sortit de l'hôtel et dit aux gens de service :

— Vous direz à la princesse que je suis allée me promener.

Elle eut à perdre du temps sur la plage et aux alentours, dans les petites rues et dans les boutiques du village, et puis à l'église. Elle n'était si tôt sortie que pour échapper à la vigilance de Jeanine. A son retour, elle dirait à Jeanine la vérité.

Sur les huit heures et demie, elle se présentait à la maison Tausend :

— Pour monsieur de Laffrey, — dit-elle, — dès son lever.

Elle remit au concierge la lettre que voici :

Vous vous êtes promené hier avec Jeanine. Vous m'en devez autant. Je vous attendrai devant la poste à neuf heures et demie. C'est dit?

Elle avait signé, tout simplement, Olga. Elle eut à perdre une heure encore, et qui lui parut d'une insupportable longueur. Impossible de rentrer à l'hôtel, où Jeanine la retiendrait. Que faire? Et, pour une heure, elle se sentit en vagabondage. Elle était aussi en vagabondage mental et moral, en bohème ou en déraison. Elle avait cru s'y plaire, et s'y déplaisait.

Laffrey, quand on lui remit la lettre d'Olga, son premier sentiment fut de gaieté. Il se dit : « Elle est folle! » Et il sourit à la folie de la fille espiègle, avec un vif contentement. Flatteuse folie! Car il ne doutait pas d'avoir, et dès le premier soir, touché le cœur d'Olga. Non le cœur de Jeanine; et il en eut quelque regret, dont l'entreprise d'Olga le consolait un peu.

Frivolité de cet amoureux! Laffrey s'aperçut de sa frivolité, qui le choqua et l'attrista, en diminuant à ses yeux l'idée qu'il se faisait du grand amour que lui avait inspiré Jeanine. Voire, un instant, il hésita s'il se rendrait à l'invitation d'Olga, ne fût-ce que pour démontrer à cette Jeanine, à lui-même aussi, que nulle tentation ne le détournait de sa tendre pensée. Car, s'il aimait Jeanine, aucune autre femme ne l'en devait dis-

traire. Et l'on s'entiche de ses devoirs, on se les figure impérieux et charmants : ce n'est pas une raison pour leur obéir à l'extrême rigueur. Laffrey sentait l'infidélité le séduire. Alors, il se demanda si peut-être Olga n'était pas de mèche avec Jeanine, prête à lui tendre des panneaux où il tomberait : si Jeanine s'avisait de le railler sur l'étourderie de son amour!... Allait-il craindre le danger, que Jeanine et Olga trouvaient amusant? D'ailleurs, Laffrey, tout en se consultant, se préparait à sortir et, afin de ne pas décevoir Olga, se faisait beau.

Il sortit et il rencontra Dunois, qui marchait à petits pas dans le jardin.

— De si bonne heure? — lui demanda Dunois.

Peu s'en fallut que, par un mouvement de sa gaieté, Laffrey ne tirât de sa poche, et ne l'offrit à Dunois, la lettre d'Olga. Il s'en repentit avant d'avoir commis cette indiscrétion; mais il ne put moins faire que d'avouer :

— Cette fois-ci, c'est l'autre!

— Olga?

— Oui.

Et de rire, entre hommes? Dunois refusa de rire.

— Je n'aime pas ça! — dit-il seulement.

— Mais si! Plus j'excite la jalousie de la princesse Alexandre Makharov, plus je m'assure d'elle. Vous comprenez?

— Oui, mon petit! — répliqua Dunois, qui n'aimait pas qu'en telle aventure de femmes on eût l'air d'en savoir plus que lui. — C'est un vieux stratagème. Seulement, si Olga s'éprend de vous...

— Si je ne l'aime pas!

— En êtes-vous sûr?

— Mais je vous ai dit que j'aimais Jeanine!

— Alors, Laffrey, ne jouez pas ce jeu-là. Jouez franc jeu. C'est, en amour, la meilleure malice, de renoncer à toute malice.

Laffrey, qui, sur l'heure fixée par Olga, était en avance, craignit pourtant d'être en retard, craignit surtout que Dunois ne lui embrouillât son propos. Avait-il donc, si bien résolu, le projet de ne voir Olga, ce matin, que pour exciter la jalousie de Jeanine? En le disant, et au moment qu'il le disait, il le croyait. Principalement, il répondait à l'appel d'une fille jolie.

Et il tâcha de s'esquiver. Mais Dunois :

— Une seconde! Écoutez-moi. Vous êtes bon garçon; vous avez de la chance, un grand succès, le seul qui vaille que l'on vive : les femmes vous recherchent. Eh! bien, n'en prenez qu'une, Jeanine; et laissez l'autre à ce petit Emmanuele qui en est féru. Je le sais : mademoiselle de Conches me l'a dit.

Laffrey, au bout du compte, répondit :

— C'est convenu.

Mais il mentait : et le plaisir de taquiner ce gamin, son rival présomptueux, un tel plaisir ajouté au plaisir qu'il y a toujours à la conquête d'une fille jolie, tentait Laffrey le mieux du monde.

— Ah! — dit Olga; — je me demandais si vous viendriez.

— Vous n'en doutiez pas?

— Si! Mais vous êtes là : je suis contente. Où allons-nous?

— Je ne sais pas. A votre guise! N'avez-vous pas choisi aussi la promenade?

Comme elle avait choisi l'heure et le rendez-vous! Comme elle avait pris sur elle toute la décision de leur rencontre! Si Laffrey le lui donne à entendre, d'une manière un peu ironique, c'est que, d'abord, elle lui a déplu. Elle ne lui a pas déplu, à vrai dire : elle lui a montré un empressement qui n'est pas ce qu'un homme apprécie dans une femme, et une jeune fille. Elle lui a fait trop vite son cadeau. Elle s'en aperçoit. Seulement, pour rivaliser d'ironie avec Laffrey, de finesse et d'ingéniosité, elle n'est pas de force. Elle y renonce, et à toute feintise. Elle passe; elle va tout droit, sans adresse, au but :

— Si vous me conduisiez à l'étang de Saint-Victour? Jeanine m'a dit que c'était un endroit bien joli.

Elle a du toupet : voilà ce que Laffrey se dit.

— Non, — répond-il. — Ce n'est pas l'heure. L'étang de Saint-Victour a le plus d'agrément à la fin de l'après-midi, à l'heure où j'y ai conduit la princesse. Le matin, ce n'est rien du tout, qu'une mare.

C'est bien, Laffrey! Il ne veut pas que l'erreur où il s'aventure lui profane le souvenir des minutes les plus charmantes que Jeanine lui ait données. En outre, il s'amuse à déconfire

cette petite impertinente; et, son tendre sentiment pour Jeanine, cette malignité le lui relève.

— Alors, — dit Olga, — menez-moi où il vous plaira.

Il aurait la méchanceté de lui bâcler, de lui rater sa promenade. Pourquoi? Elle est gentille : elle ne l'est que trop; voilà son imprudence. La déception de ne pas être, par Laffrey, aussi bien traitée qu'elle suppose que l'a été Jeanine ajoute à son entrain quelque tristesse : elle ne l'a que trop montré. Les hommes sont mauvais; ils ne le cachent plus, dès qu'on leur a ôté le meilleur plaisir de l'amour, qui est un plaisir de chasse. Offrez au chasseur, toute rendue, la biche après laquelle il court et se dépense : il n'en veut pas. Ce que Pascal dit du chasseur, on le dirait de l'amoureux. C'est pourquoi les plus fins débauchés ont de la sévérité pour les femmes et vilipendent les catins.

Laffrey ne va-t-il pas mener Olga, tout simplement, sur les planches, ou dans la rue de Paris, sur la grand'route? L'idée d'y rencontrer le baron Bouc, et d'informer ainsi de son aubaine le jaloux Emmanuele, ne serait pas pour lui déplaire; ou d'y rencontrer peut-être Jeanine. Mais Olga n'accepterait pas d'être si mal récompensée de son audace. Il la mène, par de bons chemins et agréables, jusqu'à une ferme fort belle, qui a un grand portail de la Renaissance et, le bâtiment principal, orné de fenêtres Louis XIV, la coquille sur l'archivolte. Elle écoute ce qu'il lui promet; l'archéologie n'est pas son affaire : elle se fie à lui vaille que vaille.

Elle a son ardeur de l'arrivée un peu éteinte, quelque temps, et ne parle guère. Laffrey lui demande :

— La princesse a aimé l'étang de Saint-Victour?

— Oui. Elle a dû vous le dire!

— Parlez-moi d'elle?

— Non!

Telle est la vivacité de ce non que Laffrey, surpris, un peu effaré, consulte Olga d'un coup d'œil avant de lui demander pourquoi. Elle le dit :

— Mais non : je ne suis pas venue vous parler de Jeanine!

« La petite peste! » se dit Laffrey. Si Olga voulait parler, il ne doute pas qu'elle ne lui dît, de Jeanine, tout le mal pos-

sible et dont il est curieux. Elle n'y consent pas. Que faire? Et Laffrey se contente de rire; Olga aussi.

— C'est vrai! — dit-elle, avec une amertume qu'elle sut rendre mutine et gracieuse. — Il n'y en a que pour Jeanine! Pour sa beauté : moi, je suis laide. Pour son esprit : moi, je suis sotte. Jeanine par-ci, Jeanine par-là; et Jeanine partout. Moi, je ne compte pas. Jeanine, Jeanine, Jeanine!...

Elle feint de rire. Elle est jalouse de Jeanine. Laffrey, qui l'apprend, lui dénigrerait volontiers cette jalousie-là sous le nom de l'envie. Or, pendant qu'il regarde Olga si fâchée, il la trouve jolie. Mais il lui demande :

— Vous ne l'aimez pas?

Elle se pique au jeu; elle réplique :

— Et vous?

C'est bien répliquer. Laffrey, sa gaieté lui manque.

— Et vous? — redit-elle, sans barguigner.

— Moi, j'ai pour la princesse le sentiment le plus respectueux et l'admiration qu'il est imposssible qu'on n'éprouve pas dès qu'on l'a vue.

— C'est tout le sentiment que vous avez pour elle?

— Mais oui.

— Et pour moi?

Il faut rire. Laffrey n'a point envie de rire.

— Pour vous? Le même sentiment.

— Tout juste?

— Oui.

Et, de mentir, ce n'est pas ce qui vous égaye.

— Ah! c'est dommage! — dit Olga.

Et Laffrey, en somme, la laisserait dire; mais il craint de faire une sotte figure. Alors, il essaye de coller Olga et, rudement, l'interpelle :

— Pourquoi est-ce dommage?

Elle est en bataille; elle riposte :

— Eh! bien, je me serais vengée...

— De qui?

— De vous! Si vous m'aviez aimée le moins du monde, je vous aurais fait enrager : vous avez de la chance.

Ça, c'est malin. Laffrey suppose que, par un excès d'amitié pour Jeanine, Olga lui en veut d'aimer Jeanine et le cherche

afin de le tourmenter. Ainsi, elle l'amuse et l'attire au jeu qu'il se figure qui est le sien. Il lui demande :

— Vous me détestez?

C'est trop la méconnaître; et elle en a trop de chagrin.

— Non, — répond-elle, d'une voix dolente.

Pour donner à ce démenti plus de force persuasive, elle a posé — le sait-elle? — sa main tremblante sur le bras de Laffrey. Sans doute ne le sait-elle pas : elle l'y laisse, comme elle n'oserait pas le faire, si elle avait conscience d'avoir commis une telle faute contre la décence et le bel usage.

Ça, ce n'est pas malin. Car elle se donne ou montre qu'elle s'est donnée. Laffrey se souvient d'une petite, et qu'il aurait peut-être aimée, autrefois; mais, un jour, afin qu'il sût qu'elle avait de beaux cheveux, elle a fait choir tout l'équilibre de sa coiffure. Cela s'est déroulé en nappe d'or, légère et abondante. Il suffisait d'y plonger les doigts : et Laffrey ne l'a plus désirée. Pudeur des femmes, leur attrait le plus séduisant!

Mais Olga retire sa main, s'aperçoit qu'elle la retire. Elle n'est pas loin de pleurer, se taît, se confine dans son chagrin. La consoler? Laffrey n'y songe pas. Seulement il la trouve jolie; et il lui dit :

— Tenez, voici la ferme des Pâtures, où je vous menais.

Olga ne la trouve pas laide.

— Regardez! — lui dit Laffrey; et il lui montre les bâtiments d'un grand style, plus volontiers encore les murs de la cour, de beaux murs normands, bien bâtis, en pierre dure, un petit encorbellement vers le sommet, puis le faîte arrondi, où des mousses, des lichens, des narcisses, des bégonias sauvages poussent comme l'acanthe aux chapiteaux d'églises.

— C'est joli, — consent Olga.

Et Laffrey se demande ce qu'aurait dit de surprenant Jeannine pour enfermer en peu de mots et mémorables son fin émoi de ces merveilles. Ce ne sont plus alors les murs ni les fleurs, qu'il regarde, mais Jeanine en sa mémoire; il l'écoute, ne l'entend pas et rêve doucement à elle.

Pour ne lui paraître pas indifférente à ce qu'il admire, Olga renchérit :

— C'est magnifique! — assure-t-elle.

Et lui :

— Mais non, ce n'est pas magnifique. C'est juste et simple. C'est de la pierre sur de la pierre; et c'est un mur, très bien bâti, par des gens de mon pays et qui avaient un mur contre les maraudeurs : ils ménageaient seulement une place aux graines qu'apporte le vent, les graines ont fleuri. Seulement, vous, princesse, vous n'êtes pas de chez nous. Un vieux mur de chez nous, ça ne vous dit rien.

Tandis que Jeanine... Olga crut se fâcher. Elle fut mieux avisée de rire. :

— Vous êtes fats, vous, les Français. Voulez-vous que je vous emmène en Russie, ou bien en Pologne? Venez avec moi. Je vous montrerai des murs de chez nous, plus grands, plus beaux; et je vous dirai : « Seulement, vous n'y comprenez rien, pauvre de vous? C'est dommage, que vous soyez bête! »

Laffrey et Olga s'en retournaient à Menneville. Et Olga, de sa vive gaieté, passait à une mélancolie où elle fut charmante.

Elle dit :

— Je pourrais encore vous mener en Pologne. Non pas en Russie!... Car il n'y a plus de Russie. Elle est morte. Et, moi, je n'ai plus de patrie. Je n'ai plus de parents. C'est triste, allez! de n'avoir plus rien, que soi, et qui n'est pas grand'chose, en ce monde. Imaginez-vous cela? De se sentir à tout jamais dépaysée! De n'avoir nulle part son habitude!... Non, vous ne l'imaginez pas : et, tout à l'heure, vous m'avez prise pour une folle. Je ne suis pas folle : je suis d'un autre pays, et qui n'existe plus.

Laffrey lui répondit gentiment, comme une intelligente pitié le veut, plus gentiment et avec plus de sensibilité attentive parce qu'elle l'avait mis au défi de la comprendre. Mais il n'approuvait pas qu'elle eût appelé au secours de son entreprise amoureuse tous les morts de sa famille et les tribulations de la Russie. Elle ne s'était pas ménagée; elle ne ménageait absolument rien. Elle déroulait, pour ainsi dire, ses cheveux avec plus d'effronterie que n'avait déroulé les siens cette petite d'autrefois dont Laffrey ne gardait pas un attrayant souvenir. Cependant, il ne lui montra que ses bons sentiments, cachant les autres dans son cœur, dans les replis secrets et obscurs de son cœur d'homme. Si Olga s'y trompa, ce fut

avec plaisir. Elle dit qu'elle était un peu lasse et pria qu'on lui permît de prendre le bras de Laffrey, de s'y appuyer.

C'est encore une imprudence. Elle réussit. Laffrey, bien difficile à contenter, la petite main qu'il eut à son bras, l'épaule qui par moments touchait légèrement la sienne, l'allure mariée de la fille jolie avec lui, ce tendre voisinage l'émut de la plus agréable manière. Il songea qu'il avait tort de se chicaner sa bonne chance. Il fut aimable.

Puis, comme ils arrivaient aux abords de Menneville, Laffrey aperçut le baron Bouc, le nez au vent, l'œil aux aguets. Le baron Bouc les vit trop tard pour rebrousser chemin. Quand ils passèrent auprès de lui, sur le point de répondre au salut de ce bonhomme, Laffrey, taquinerie à l'adresse d'Emmanuele, affecta de serrer plus étroitement contre lui la petite main qu'il avait à son bras, d'être plus tendre, un peu langoureux, bien épris. Olga, sans nul souci d'Emmanuele ni du baron Bouc, aima ce témoignage. Elle se crut victorieuse; et le cœur lui dansait, d'allégresse.

Tout juste à ce moment, elle reconnut, à quelque distance devant eux et qui leur tournait le dos, Jeanine. Elle dit à Laffrey :

— Voici votre chemin, pour rentrer chez vous.

— Mais je vous accompagne?

— Non. Adieu. Laissez-moi. Je suis contente. Je vous reverrai bientôt.

Si elle avait été maligne, elle n'aurait pas fait mieux. D'ailleurs, ce ne fut pas une malice, mais le vif instinct, qu'ont les femmes comme les auteurs, de finir la scène à la bonne minute. Elle ne le sut pas; elle croyait seulement céder à son exubérance et au désir de raconter à Jeanine son grand bonheur, de le lui raconter et ainsi de se délivrer d'elle, de sa rivalité dangereuse.

Elle partit en courant, légère comme une chèvre; l'étoffe blanche de sa robe, son écharpe qui voletait au vent de la course, la faisaient ressembler aussi à une petite danseuse de Tanagra, une Victoire, une Niké antique.

Laffrey se dit :

« Elle était lasse! »

Il en souriait, sans méchanceté; il l'admirait et commençait

de la regretter. Mais il la vit bientôt qui abordait Jeanine. Voilà pourquoi elle s'était sauvée, se jouant de lui. Alors, ce fut à la seule Jeanine que sa rêverie tourna.

VII

Olga était un peu essoufflée d'avoir couru. Jeanine lui demanda :

— Mais d'où viens-tu?

— Ah! Jeanine, je suis heureuse!

— Qu'y a-t-il?

— Rentrons, Jeanine. Il faut que je te parle.

— Enfin, dis-moi!

— Non, pas maintenant. Tout à l'heure! Tu veux bien que nous rentrions? Je te dirai... Je ne peux pas te raconter ça, dans la rue... C'est impossible!

— Tu es sortie dès le matin?

— Oui. Je te raconterai... Ne me gronde pas, sans rien savoir...

— Si, je te gronde!

Elle lui dit qu'elle avait soin de la garder, qu'elle y mettait une extrême douceur et que ce n'était pas une raison de s'émanciper...

— Je te dirai... Attends de savoir, pour te fâcher!

Jeanine, sans tout deviner, en devinait assez pour qu'au souci d'Olga se mêlât une inquiétude où Jeanine pensait à elle.

Quand Jeanine et Olga furent dans la chambre de Jeanine, Olga, au moment de parler, sentit la difficulté de le faire et mille empêchements. Par où commencer? Elle hésita, prit son parti et demanda, d'une tremblante voix :

— Jeanine, je te dirai tout. Mais il faut d'abord que tu me répondes, sincèrement, à une question que je vais te poser. Tu le veux bien?

— Va.

— Jeanine, aimes-tu monsieur de Laffrey?

— Non, — répondit Jeanine.

C'est décence, de répondre ainsi. L'on n'a point à vous

demander vos secrets; si l'on vous les demande, on n'a pas le droit d'exiger tout le détail de la vérité, qui est à vous. Mais, dans un élan de joie, Olga se précipite vers Jeanine, l'embrasse et, avec une étrange effusion du cœur, la remercie.

— Pourquoi? — demande Jeanine, et le balbutie.

L'exubérance d'Olga ne suffit-elle pas à le lui dire? C'est au point que Jeanine, avec plus de présence d'esprit, tâcherait de rattraper ce non qu'elle regrette, essayerait d'en atténuer la rigueur, distinguerait l'amour et l'amitié, avouerait son amitié pour M. de Laffrey. Tout cela lui paraît trop difficile; et elle ne fait que demander pourquoi Olga la remercie.

— Parce que, moi, je l'aime! — répond Olga.

Et Jeanine en reste un peu éperdue.

Il faut pourtant se ressaisir. C'est une réplique ou une attaque, l'offensive pour se défendre, si Jeanine demande à Olga :

— Mais, lui, est-ce qu'il t'aime?

Olga n'hésite pas à répondre que oui.

Or, Jeanine sait que ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai? Non : hier, dans l'après-midi, M. de Laffrey se déclarait à elle, Jeanine, et lui jurait de l'aimer. Il ne le lui donnait pas à deviner, mais il le lui disait, comme ceci : « Je vous aime! » Jeanine entend sa voix le dire. Alors, il mentait? Ou bien est-ce à Olga peut-être qu'il a menti? Ou bien est-ce Olga maintenant, qui ment à elle, Jeanine? D'où que vienne la perfidie, Jeanine la sent qui l'environne, qui la presse de toutes parts et lui fait peur.

Mais, si tu as peur, allume la chandelle; si tu n'as peur que de la nuit, probablement, la lumière te rassurera. C'est ainsi que Jeanine a bientôt résolu de tout dire à Olga. Au surplus, ne doit-elle pas à Olga de l'éclairer sur la perfidie qu'elle attribue à M. de Laffrey, dans le cas où il serait le coupable? Et de toute manière, mauvaise ou bonne, elle se débat sous l'offense.

— Écoute, Olga, je ne crois pas que tu m'aies dit la vérité.

Olga protesterait; Jeanine ne lui en laisse pas le temps :

— Je ne crois pas que l'on t'ait dit la vérité. Je ne crois pas qu'il t'aime. Non, je ne le crois pas; j'ai une raison de ne pas le croire.

Plus elle le dit, plus à le dire elle s'en persuade.

— Quelle raison? — demanda Olga.

— Toute simple! — répond Jeanine. — Et c'est qu'hier, nous revenions de l'étang de Saint-Victour, il m'a dit, à moi, qu'il m'aimait. Il m'a menti? Ça, que veux-tu? c'est possible. Mais comment te dire, à toi, qu'il t'aime, après m'avoir dit, à moi, qu'il m'aimait, pas plus tard qu'hier? Il s'exposait à ce qui arrive, au démenti que notre loyauté lui inflige; au ridicule qui en est pour lui la conséquence. C'est trop bête!... Et je ne l'invente pas : il me l'a dit, avec l'accent de la sincérité, sur un ton...

— Je sais bien! — dit Olga.

— Il te l'a dit?

Et, à l'idée que Laffrey pût raconter à Olga leur entrevue, profaner leur secret, Jeanine rougit de confusion : ce qu'elle fait, sans plus d'égards pour lui, elle n'admet pas que lui l'ait voulu faire.

— Il ne me l'a pas dit! — répond Olga; — mais je m'en doutais. Je sais bien qu'il t'aime. Je l'ai vu d'abord; je l'ai mieux su hier, quand tu es rentrée de ta promenade avec lui. Je t'ai demandé s'il t'avait fait la cour. Ce n'est pas ce que tu m'as répondu, un oui comme un non, qui m'a renseignée : c'est ton air; ah! Jeanine, ça se voyait!... Seulement, toi, qu'est-ce que tu lui as dit?

— Que je ne l'aimais pas.

Jeanine veut qu'on le sache : si on ne l'aime plus, elle a pris les devants; elle a refusé l'amour qu'on feint de lui ôter!

— Alors? — dit Olga.

Et Jeanine éclate de rire, sans gaieté aucune :

— C'est ça, dis-le : alors, de quoi te plains-tu? Mais je ne me plains pas. Je t'avertis. J'ai pitié de toi, qui te laisses prendre aux hâbleries d'un menteur.

Olga réplique, et vivement, pour la défense de Laffrey :

— Non! Il n'a pas du tout menti. Je sais qu'il t'aime, j'en suis sûre. Et toi, si tu l'aimais, je n'irais pas à la traverse de ton amour. Tu ne l'aimes pas?

— Je te l'ai dit.

— Mais tout de bon?

— Quand je l'aimerais?... Je ne suis pas libre, je suis mariée,

je ne suis pas une femme de rien!... Puis, je ne l'aime pas; non, je ne l'aime pas.

C'est drôle, de voir comme il est difficile de mentir. Ce que l'on dit, ne l'eût-on pas dit selon l'exacte vérité, vous mène à le croire; il y a, dans les paroles que l'on prononce, une force convaincante et qui entraîne votre créance, de sorte que, si d'abord vous n'étiez pas tout à fait sincère, vous l'êtes bientôt. Jeanine est sûre de ne pas aimer M. de Laffrey : tout au plus aura-t-elle à effacer, dans son cœur, une trace de quelque émoi que donne, en passant, la seule idée de l'amour; et l'on aurait pu aimer, ce n'est pas aimer!

— Alors, — reprit Olga, — si tu ne l'aimes pas, il m'aimera.

— Tu me disais qu'il t'aimait déjà?

Olga, dans la modestie même, a de l'entrain :

— Il m'aimera! Il n'en est pas loin. Seulement, Jeanine, tu m'y aideras?

C'est beaucoup demander. Jeanine s'aperçoit que c'est trop lui demander. A ce moment, elle ne dirait plus qu'elle n'aime pas M. de Laffrey. Va-t-elle donc le disputer à Olga? Ce projet la révolte, lui chagrine et lui offense tout ce qu'elle a de délicate gentillesse dans l'âme. Puis, au bout du compte, c'est vrai, qu'elle n'est pas libre : elle l'a dit à Olga; et l'amour ne la tente pas, un tel amour et qui serait un adultère, un tel amour et tout mêlé de maintes vilenies.

— Tu m'y aideras, Jeanine!

Olga, plus tendre que jamais, cajole Jeanine et se rend maîtresse de sa bonté.

— Il faut m'y aider, Jeanine! Ou bien, je suis perdue. Mais, du moment que tu ne l'aimes pas, cela ne t'est pas difficile. Tu m'y aideras?

— Oui, — répond Jeanine. — A une condition : nous partirons demain matin.

— Non! — s'écrie Olga; — non : pourquoi?

— Si! demain matin. Sans l'avoir revu, ni toi ni moi. C'est convenu?

Olga ne dit pas qu'elle y soit résignée. Jeanine continue :

— Ah! j'y tiens. Nous irons, une semaine ou deux, chez mon père. Nous voyagerons un peu. Nous rentrerons à Paris. Et nous reverrons monsieur de Laffrey.

— Mais il part dans trois jours?

— Et nous demain. Il faut laisser un peu de temps sur tout cela.

— Pourquoi?

— Pour mieux faire. Autrement, j'y renonce.

C'est que Jeanine, au surplus, ne se sent pas toute prête à un sacrifice qu'elle ne voudrait pas appeler un sacrifice, et qui en est un. Faiblesse de son cœur! Et l'on gagne du temps : sagesse, et notre lâcheté! Jeanine a conscience de bien agir : à ce délai qu'elle réclame, elle s'obstine comme à un caprice.

— C'est convenu, Olga?

Si Olga s'y résigne, c'est de sentir sa destinée aux mains douces de Jeanine.

VIII

Le départ des princesses causa, dans la maison de madame Tausend, un vif étonnement, mêlé d'ombrage. On l'apprit, vers la fin de la matinée, par une petite lettre de Jeanine à madame Tausend : son grand regret de s'en aller sans dire adieu ni merci; une dépêche, reçue la veille au soir, les obligeait, Olga et elle, à partir sans retard pour le pays d'Anjou. Olga et elle comptaient bien revoir, à Paris, dès l'automne, madame Tausend; elle ajoutait : et son aimable compagnie. On l'apprit par le baron Bouc : il le tenait de madame Tausend.

On ne fut pas sans remarquer la coïncidence de ce départ et du prochain départ de Laffrey, qui seul n'y trouvait rien de si flatteur pour lui.

— Où allez-vous, Laffrey, en nous quittant? — lui demanda le duc de Millefiore.

Tout le monde pensait, et le duc : au pays d'Anjou!

— Je rentre à Paris, tout bonnement.

Et l'on pensa que les princesses y rentraient aussi.

Laffrey ne croyait rien de ce genre. Il ne comprenait pas cette aventure. Il cherchait, dans sa mémoire, les incidents qui pouvaient un peu l'expliquer, ne trouvait pas qu'il eût offensé Jeanine ou Olga, mais non! l'une, si prompte à lui offrir de l'amour; l'autre, si gracieuse à lui promettre de l'amitié! Il y aurait de prendre pour la simple vérité la lettre

de Jeanine : c'est ce qu'on ne fait pas, de croire le plus simple! Mais Laffrey se souvint d'Olga : elle le quitte, elle court, elle aborde Jeanine... Elle a tout dit à Jeanine; alors Jeanine se fâche : elle ne veut pas qu'il aime Olga. Pourquoi ne le veut-elle pas? Si elle ne l'aime pas?... Elle l'aime! Voilà ce que découvre Laffrey, dans une manigance qui autrement lui paraîtrait incompréhensible. Tant on se croit aimé, dès que l'on aime!... Et Laffrey se trompe; mais, comme il arrive, son erreur le mène, et l'y promène, aux alentours de quelque vérité.

Emmanuele, plus que personne, eut l'assurance que son rival avait partie liée avec les princesses, avec Olga précisément et, fût-ce à Paris ou ailleurs, la rejoindrait. Le fidèle rapport du baron Bouc l'avertissait de sa disgrâce. Il en éprouvait d'autant plus de peine que son chagrin lui valait plus d'attention de la part de sa cousine. Elle, mademoiselle de Conches, ne le détournait pas de son idée, ne la croyant pas fausse et, d'ailleurs, s'y plaisant, pour y trouver l'occasion d'être compatissante. Elle négligeait Dunois, ne croyant pas qu'il eût besoin d'elle au même point que le triste Emmanuele : elle ne lui donnait qu'un peu de temps par-ci par-là, ce qu'elle pouvait grapiller d'instants à la compagnie d'Emmanuele. Dunois n'osait pas le lui reprocher. Il estimait un grand prix le cadeau qu'elle lui faisait de sa gentillesse et d'une amitié qui était une sorte d'amour.

Mais il dit à Laffrey :

— Vous m'avez trompé!

— Moi?

— Je vous demandais à qui vous en aviez; et vous : Jeanine!

— Eh! bien?

— Ce n'est pas ce qu'on dit. On vous a vu...

— Ah! oui, le baron Bouc? Il a bien de la chance, que je m'en aille.

— Quand partez-vous?

— Après-demain.

— Moi aussi! J'en ai assez : je m'ennuie, dans cette maison.

— Vous n'aviez pas l'air de vous y ennuyer?

— Je viens de m'en apercevoir. Seulement, je m'en aperçois d'une façon qui ne me laisse aucun doute : et je m'en vais.

La mère Tausend criera tout à sa guise. Je n'ai plus l'âge de gaspiller mes journées... Je n'étais venu que pour Gisèle. Et voilà qu'elle m'abandonne... Si j'en ai du chagrin? Mais oui : probablement, un peu moins que je ne le crois, beaucoup plus que je n'aime à le dire. Ne riez pas : c'est votre faute! Elle ne quitte plus son cousin, lequel, si vous lui aviez laissé Olga, me ficherait la paix le mieux du monde. Mais vous, c'est Jeanine et c'est Olga, c'est l'une et c'est l'autre. Le diable d'homme que vous êtes! Où sont-elles, vos deux princesses?

— Ma parole, je n'en sais rien.

— Bon! N'en parlons plus.

Et Laffrey eut l'assurance que Dunois ne l'avait pas cru.

A la nouvelle que Dunois s'en allait aussi, madame Tausend fit une scène :

— Non, Dunois! Vous êtes venu pour un mois. Il y a deux semaines que je vous ai : je vous garde encore deux semaines.

— Je vous jure qu'il faut que je m'en aille.

— Non! C'est justement ce qu'il ne faut pas.

— Si! L'air de la mer ne me réussit pas. Les nerfs me font mal. J'étouffe. J'ai le cœur qui danse. Il faut que je voie mon médecin.

— Bouc! Envoyez une dépêche au médecin de monsieur Dunois. Qu'il vienne, demain, sans faute. Je le payerai ce qu'il voudra.

— Mais non, mais non! J'ai besoin d'être à Paris, chez moi, tout seul, de m'y reposer, en silence, tout seul, tout seul, tout seul!

— Mon Dunois, si vous me faites ça!...

— Tant pis! je vous le fais.

— Il n'y a qu'une explication, Dunois; il n'y en a qu'une. Ma maison vous embête. C'est la seule explication.

Comme Dunois était excédé, il répondit, et bravement :

— Si c'est la seule explication, je l'adopte.

Et il sortit, laissant madame Tausend en fureur. Bouc était là. Il essaya de sortir, en même temps que Dunois; elle le vit et le rappela :

— Bouc!... Eh! bien, vous avez entendu! On s'embête, dans ma maison.

— Je m'y plais beaucoup, madame.

— Oui; seulement, vous, ça m'est égal. Vous n'êtes pas chez moi pour votre plaisir, baron. Vous êtes chez moi pour qu'on s'y amuse. Si on s'embête, dans ma maison, ça vous regarde, c'est votre faute.

Bouc tenta de se révolter.

— Mais non, madame, ce n'est pas ma faute!

— A qui la faute?

— A ces princesses de malheur, que nous avons eu grand tort de faire entrer chez vous. Je m'en doutais; je vous l'ai dit.

Madame Tausend lui permit de débagouler ses prévisions, ses rancunes, le commentaire de son déboire. Quand il eut fini, elle s'écria :

— Il est fou! Il était gâteux : il est fou. Je ne veux pas d'un fou dans ma maison, je n'en veux pas. Allez-vous en! Je vous casse aux gages, cette fois : j'ai dit. Vous partez demain; je vous paye huit jours. Fais tes malles, Bouc, fais ta petite malle!

TROISIÈME PARTIE

I

Voilà nos amants séparés. Par la volonté de Jeanine, Laffrey, qui l'aime ou croit qu'il l'aime, — et n'est-ce pas à peu près la même chose? — ne la verra pas de sitôt; ni Olga ne le verra, lui, Laffrey, pour qui elle a tant de vivacité. Pareillement, Emmanuele, qui s'attendrit sur l'amour qu'il prétend accorder à Olga, le voilà déçu de l'espérance qui l'affriolait, de bien reprendre l'avantage, une fois que Laffrey serait parti. Laffrey s'en va; mais Olga aussi, et la première. Il ne lui reste qu'à déplorer son infortune, dans la douce compagnie de Gisèle, sa cousine. De son côté, Dunois comptait, après le départ de Laffrey, retrouver une mademoiselle de Conches à lui consacrée, du moment qu'Emmanuele retournerait à Olga désormais libre d'accueillir son empressement. Tout cela s'est détraqué, par cette initiative de Jeanine, dont elle ne savait pas toutes les conséquences. Dunois est parti, par un coup de tête : son air de sagesse ne le dispense pas de toute impétuosité.

Les voilà séparés, nos amants. Il n'est plus que de savoir comment ils vont supporter l'ennui de la séparation, le seul ennui d'amour : ses autres inconvénients, voire ses chagrins, se compensent de maints divertissements et qui, même douloureux, ont leur plaisir par la présence de l'objet aimé.

Si nos amants supportent bien l'absence, il faut les plaindre : c'est que leur amour ne les occupe guère; s'ils supportent bien l'absence, ils la supportent mal. Vont-ils refuser de souffrir? Sans le refuser, qu'ils y parviennent tout simplement, le dommage sera pire encore.

Dunois fut le plus habile à goûter le plaisir de sa peine. Il avait, en connaisseur, l'art de l'amour et, bien qu'il aimât surtout la gaieté, savait qu'on peut à l'occasion la remplacer par le chagrin. Il écrivait à mademoiselle de Conches, tous les jours et, souvent, plus d'une fois le jour, de petites lettres qu'il avait soin de ne pas lui faire parvenir, où il mettait complaisamment toute sa vérité, avec plus de facilité que si mademoiselle de Conches eût été à même de le lire; bref, il composait, sinon pour elle, mais pour lui, le journal de sa mélancolie dans l'absence.

Il écrivait à son amie :

Ma gaieté, voici que vous n'êtes plus ma gaieté! C'est que je suis loin de vous. Ce n'est pas votre faute; et c'est faute de vous. Ma gaieté, vous êtes encore et serez toujours ma gaieté; mais vous êtes, en ce moment, ma gaieté absente. Par instants présente, si je vous revois en imagination : rares instants. Et vous êtes loin. Je n'ai pas de nouvelles de vous; je ne sais plus rien de vous, depuis avant-hier que je suis parti...

Le lendemain :

Est-ce-que j'ai eu tort, de partir? Je crois que oui. Dans les moments que mon regret me fait le plus de peine, je me reproche ce départ. Je suis parti comme un vieux fou. C'est probablement ce qu'on dit; je le dis à moi-même, quand j'ai le cœur de me blâmer. Non : je suis parti comme un jeune homme dépité. Est-ce ridicule? En ce cas, vous auriez la jolie bonté de ne pas vous en apercevoir. Mais je suis parti, et me voilà tout seul. Si j'avais eu quelque patience, je serais, sinon auprès de vous, au moins dans la maison que vous habitez. Vous me donneriez vos petits ins-

tants, qui ne suffisaient pas à mon bonheur, quand j'étais à les recueillir, et dont un seul à présent ferait le bonheur de toute ma journée. La triste journée! fastidieuse dès mon réveil. Il est bien vrai que j'ai agi comme un vieux fou : je vous l'avoue, Gisèle, parce que vous ne lirez pas mon aveu...

Un autre jour :

M'écrirez-vous bientôt? Ce n'est pas sûr. Si vous m'écriviez, j'en aurais, il me semble, autant de joie que de vous voir. Si vous ne m'écrivez pas, j'aurai le soin de ne pas vous en vouloir. Il y a maintes raisons pour que vous ne m'écriviez pas : aucune d'elles ne vous rend moins aimable... Ma gaieté, qui êtes, malgré vous, mon chagrin!... Depuis que je vous ai quittée, j'use mon temps. Et je gaspille mes journées, comme si j'en avais à revendre : et pourtant je n'en ai guère. J'en donnerais beaucoup, Gisèle, pour une de vos minutes, que vous avez, et vos journées, en magnifique provision. Voilà ce que je vous donne : et le présent n'est pas digne de vous!

Un autre jour :

Je suis malade, mon amie. J'ai passé une nuit la plus détestable, à ne pas dormir, à sentir mon cœur battre vite et fort. Je n'aurais pas eu besoin de me tâter le pouls : j'entendais, l'oreille sur l'oreiller, le battement de mon cœur. Je vais mieux, cette après-midi; mais je ne vais pas bien. Il faut me reposer, obtenir un peu de tranquillité et de silence. Je tâcherai d'être seul jusqu'au soir; et je penserai à vous. Mais il y a, pour me persécuter davantage, un malheur : c'est que j'ai perdu votre image; il en résulte, pour moi, le difficile et douloureux effort de la chercher. Je me rappelle tout ce que vous m'avez dit; et il n'est pas un mot de vous que j'aie oublié. Surtout je me rappelle votre âme fine, votre âme exquise, avec une parfaite exactitude. Je la dessinerais, votre âme, de mémoire, comme d'après nature. Ce qui m'échappe, c'est votre visage. Moi, je le cherche : et il me fuit. Par une malechance, il est le seul, de tous ceux que j'ai vus là-bas, qui ne soit pas fixé dans mon souvenir. Je n'ai qu'à le vouloir, aussitôt je revois, je les vois, les visages de vos parents, de vos oncles et de vos tantes, le visage du baron Bouc et de M. de Laffrey, les deux visages des princesses, le visage de madame Tausend. Je n'en ai que faire! Je n'en veux pas, de ces visages.

C'est le vôtre, que j'aime, et qui se perd dans mon souvenir. Est-ce étrange! Alors, moi, je lutte contre la malveillance ou taquinerie du hasard, qui me prodigue ce dont je n'ai pas envie et qui me prive de mon trésor. Il arrive que je vous aperçoive : et c'est comme si vous étiez venue; mais vous disparaissez tout aussitôt. Vous me laissez déconcerté d'un bel instant qui s'est évanoui. Depuis deux jours, Gisèle, vous n'êtes pas venue. Je me fatigue à vous chercher, d'une terrible façon. J'ai inventé un stratagème, de reformer autour de vous des circonstances, de sorte que vous y apparaissiez, dès qu'il ne manque plus que vous. Et tout se retrace, tout se ranime : non votre visage! Si vous saviez comme j'en souffre!... Ai-je perdu votre visage? Comment le retrouver, le revoir? Il arrive aussi qu'au lieu de votre visage, un autre se présente, qui n'est pas le vôtre : et j'ai grand'peine à m'en défaire... Ni mon chagrin ni ma fatigue à vous chercher, qui vous sauvez, ne me rendent injuste pour vous, ma gaieté!

Un autre jour :

Je me demande si je suis jaloux de vous, Gisèle. Non, ce n'est pas cela. Je ne suis pas jaloux de l'amitié que vous avez pour votre cousin. Vous m'avez dit que ce n'était qu'amitié : si c'est amour, à votre insu, je ne suis pourtant pas jaloux. Qu'irais-je faire, à m'établir le rival de ce jeune homme? Il a des agréments que je n'ai plus, que je n'ai jamais eus comme il les a : de mon temps, on n'était pas si beau, si alerte, si jeune; de mon temps, je n'étais pas jeune! Mais enfin, j'ai d'autres attraits, sans doute, qui vous ont rendue mon amie. Je ne suis pas le rival de ce petit Emmanuel, ma foi, non!... Je serais le rival de Laffrey, si vous l'aimiez, parce que, tout jeune qu'il est, moins jeune que l'autre, encore bien jeune, il a cependant un peu d'analogie avec moi. Tout différents que nous sommes, on peut nous comparer, jusqu'à préférer lui, ou moi. Tandis qu'entre votre cousin de vingt ans et moi... Vous ne lirez jamais ce que j'écris là : eh! bien, si absurde que semble, ou que soit, de la part d'un vieux, cette émulation soudaine contre un bel adolescent, je le confesse — non pas à vous, petite enfant, mais seulement à moi, — je serais volontiers, je suis, le rival d'Emmanuel. Ne vous récriez pas; du reste, vous seriez en peine de le faire... S'il vous a plu, ce n'est point à cause de sa beauté, ni de sa jeunesse. Il vous a plu,

à cause qu'il vous paraissait à plaindre. Et moi? Ne suis-je pas à plaindre? Je le suis plus que lui, et par votre abandon... Bref, il ne fallait pas m'en aller, mais bien lutter. C'est mon tort; et c'est toute ma faute. Il fallait demeurer là-bas : et ainsi j'attrapais encore, quoi qu'il advînt, vos petits instants!...

Mademoiselle de Conches lui écrivait :

Mon grand ami, vous avez mal fait de partir. Je vous regrette bien souvent. La vie me paraît, sans vous, la moindre chose. Je ne pense plus rien qui me donne aucun plaisir, maintenant que vous n'êtes plus là pour animer mon esprit. Le beau temps m'attriste; je me dis que vous l'auriez trouvé charmant, et il me semble que c'est de la beauté perdue, en votre absence. Pourquoi êtes vous parti? Je ne m'y attendais pas. J'en ai eu beaucoup de peine, et qui dure après le premier moment de surprise et, j'allais dire aussi, d'une espèce de déception. Vous m'avez caché la véritable raison de votre départ. En effet, je ne puis compter que pour témoignages de votre gentillesse à mon égard les motifs que vous inventiez, parmi lesquels je ne paraissais pas. Et je suis sûre qu'il y a autre chose, où je suis, mais qu'il vous a plu de ne pas dire, et surtout à moi. J'ai dû, en quelque façon, vous offenser. Entendez-moi, je ne parle pas d'une offense à votre amour-propre : seulement à votre cœur. Et vous êtes parti. Je ne vous en veux pas : votre dureté même a, pour moi, toutes sortes de douceurs; et je suis touchée de l'effort que vous a coûté votre silence, plus que votre silence votre aménité si gracieuse, quand vous auriez eu des reproches à me faire. Quels reproches? S'il faut l'avouer, je n'en sais rien. Je ne puis croire que j'aie perdu, à vos yeux, l'humble mérite que vous appeliez mes attraits. Pauvres attraits, qui n'étaient pas en moi, mais dans votre imagination si bonne et généreuse! Je ne crois pas que votre imagination me soit devenue infidèle et, après m'avoir tant prêté, me refuse toute indulgence... Adieu. J'aurais encore beaucoup à vous dire. Mais voici qu'Emmanuel me réclame. Nous devons nous promener ensemble jusqu'au dîner. Il est toujours bien triste et bien gentil.

« Ah! Gisèle!... » se disait Dunois.

Il ajoutait à part lui :

« Elle n'y comprend absolument rien! »

Il l'avait voulu, s'étant une fois et à jamais promis que son amour garderait un soin parfait de ne rien prétendre, ni reprocher, d'être content, de le paraître, enfin de ne laisser voir qu'un remerciement pour l'amitié, la tendresse et tant de patience que lui accorderait mademoiselle de Conches. Eh! bien, Dunois, félicitez-vous d'une réussite accomplie!... Dunois, qui s'en félicite, en éprouve cependant quelque amertume. Et il songe :

« C'est merveille, comme les femmes sont naturellement préservées de ce qui leur serait l'ennui d'un remords! Petites chattes blanches, qui vous ont griffés par mégarde, qui vous pardonnent de saigner, pourvu qu'elles ne voient pas votre sang, pourvu que vous ne tachiez pas de votre sang leur robe blanche. Elles font mieux que de vous pardonner, elles vous aiment! »

Dunois répondit à mademoiselle de Conches :

Vous avez bien raison, j'ai eu tort de partir. Mais j'ai cru que j'étais malade; mes étouffements augmentaient; j'ai pensé que je vous serais un impossible compagnon. Je vais mieux, quasi bien. Si je n'étais pas séparé de vous, j'irais le mieux du monde...

Il la complimentait d'une lettre si jolie, la remerciait de penser à lui et, pour finir, la priait de lui conserver ses doux sentiments.

Il écrivait à mademoiselle de Conches, mais pour lui tout seul :

La semaine dernière, à pareil jour, je vous ai quittée. Huit jours seulement, et qui m'ont paru si longs et qui, maintenant, ne me paraissent pas avoir pu tenir dans l'espace d'une semaine! Au moment de mon départ, vous aviez du chagrin, plus qu'il ne vous convenait de l'avouer. Cependant, j'avais encore deux minutes avant de partir; vous n'avez pas attendu ces deux minutes, parce qu'Emmanuel vous appelait. D'ailleurs, je ne désirais pas de vous voir davantage : puisque je partais, j'étais parti, autant dire... Je suis injuste : vous ne m'avez pas oublié. Je suis injuste : c'est de chagrin!

Puis, un autre jour :

Depuis un mois, je ne travaille plus. C'est votre faute!

J'allais écrire un conte assez méchant : vous m'avez enchanté d'une douceur qui n'est pas ce qu'il me fallait pour être méchant. Maintenant, je le serais volontiers. Seulement, je pense à vous, je ne fais que penser à vous. Je me dis que notre aventure, qui ne sera pour vous qu'une petite aventure, est pour moi immense, une des étapes de ma vie, et ma dernière étape. Vous me changez mon caractère. Ce que j'allais écrire, je ne l'écrirai certainement pas. Autre chose? Il faut d'abord que le changement de mon caractère finisse de s'accomplir et que vous ayez modifié ma rêverie. Dépêchez-vous : il serait trop tard! Je crains que vous ne sachiez pas ce que vous êtes pour moi. Cela vaut mieux, du reste, vous en seriez effrayée... Vous n'imaginez pas l'abondance et la violence des sentiments que votre souvenir anime en moi, dans cette solitude où je suis laissé par vous et pour longtemps...

Un autre jour encore :

Si évasive, ma chère Gisèle!... Il vous plaît de ne dire qu'à peine vos sentiments. Je ne crois pas que vous les disiez tout à fait à vous-même. Et c'est l'un de vos charmes, quand je suis près de vous. Je vous regarde; et il me semble que je devine, à votre air, plus que vous ne savez de vous. C'est, de loin, mon supplice. Vos petites lettres ne me donnent que vos pensées du dehors, pour ainsi dire; et il me faudrait votre visage, vos yeux, votre sourire, pour deviner le reste, qui est le principal. Si seulement votre image était devant moi, vivante et remuante!... Je ne fais que vous apercevoir, dans mon souvenir : et vous vous envolez. C'est une chose bizarre, et très douloureuse, que votre souvenir ne me quitte pas, et que votre image me fuie. Chère Gisèle, si mobile!... Si évasive... Pourtant, votre lettre d'hier, en vingt lignes, m'a fait un malin plaisir. Aux derniers mots, j'ai reconnu votre voix. Ce ne sont pas les mots, qui m'ont ravi : c'est votre voix que j'y entendais; vous y aviez laissé votre voix, comme une rose laisserait son odeur dans une chambre, même après qu'on l'en eût retirée. Alors, tel a été mon bonheur, qu'une tremblante gaieté m'a pris : j'en riais. Gisèle, ma gaieté, je vous remercie!...

Au bout d'un mois :

Il y a un mois que je ne vous ai vue : tout un mois! Les derniers temps que j'étais auprès de vous, c'est à peine si je vous voyais de courts moments, et rares : vos petits instants, réunis,

ne feraient pas une demi-journée. Cruelle enfant! mais, cruelle, sans le savoir... Maintenant, je suis sans vous, Gisèle, toutes les heures et toutes les minutes. Ça n'en finit pas; c'est long, c'est dense et continu... Ce matin, je vous ai écrit une petite lettre; vous l'aurez demain : je l'ai portée moi-même à la poste. Une toute petite lettre. Évasive, comme vous. Je l'ai voulue ainsi, pareille à vous, bien discrète. J'ai mis en peu de mots toute ma pensée, tout l'essentiel de ma pensée. En peu de mots, qui vont peut-être vous paraître secs, si vous n'entendez pas tout ce qu'il y a sous les mots. Vous l'entendrez : vous êtes fine!... A moins que vous ne soyez plus la même, depuis un mois. C'est l'un de mes tourments, de n'être pas sûr que vous soyez tout juste la même. Quand je m'examine, je m'aperçois que, pendant ce long mois, mon amitié pour vous a pris un tour que vous ne savez pas. J'ai maintenant pour vous une amitié que vous ignorez tout à fait, dont le peu de lettres que vous aurez reçues de moi ne vous donne pas une idée. Ce n'est plus celle que vous avez connue, ou devinée, que vous avez acceptée. C'est une autre amitié, un peu triste, plus profonde que l'autre. Ou bien c'est la même, un peu attristée, approfondie. Mais la vôtre? Je n'en sais presque plus rien. Elle a dû changer, comme la mienne, ou autrement. Je suis à me demander si vos deux amitiés ont pris le même chemin, de manière à pouvoir, quelque jour, se rencontrer, se reconnaître et se contenter ensemble... Gisèle, vous aurez été ma dernière passion; et puis je m'enfoncerai dans la vieillesse!...

Ainsi, le vieux Dunois élaborait son chagrin, l'ornait de littérature et enfin lui donnait la forme sous laquelle il le pouvait le plus sensiblement aimer. Mademoiselle de Conches lui devenait un personnage de roman; ce roman, le sien, deux fois le sien, car il en était le héros et l'auteur.

II

Laffrey, sincère avec plus de simplicité, — mais Dunois l'est aussi, à sa manière compliquée — montre, à l'égard de son amour, plus de désinvolture. La fiction qu'il s'est composée d'abord, d'une Jeanine éprise de lui et qui se sauve pour écarter de lui Olga, cette fiction plaisante ne lui dure pas.

Et il se dit que ces jolies personnes sont tout bonnement parties sans nulle attention particulière à lui, par un caprice analogue à celui de leur venue : bon voyage! Il ne compte pas les revoir; elles n'ont fait que passer dans sa vie, tenez, comme passe dans le ciel ce petit nuage blanc et rose, plus rapide que les autres et qui, avant de disparaître absolument, s'éteint déjà, se décolore : il est passé.

Seulement, le ciel oublie le petit nuage plus vite que Laffrye son amour. Il a d'excellentes raisons pour s'attendre que son amour ne lui laisse pas un long souvenir : d'autres amours ne sont, dans sa mémoire presque rien; d'autres amours, plus véritables ou dont il avait le témoignage et l'assurance. Il songe qu'il a cru aimer Jeanine, Olga peut-être, et Jeanine de préférence; mais, quoi! si elles ne l'ont pas du tout payé de retour, c'est la preuve que son amour ne méritait pas leur crédulité. Elles lui ont donné le juste exemple de ne pas être dupes. Il se promet de ne pas l'être. Cependant, il lui reste au cœur une déception. C'est d'avoir compté que la destinée allait lui sourire? C'est tout ce qu'on voudra : c'est aussi de l'amour.

En quittant Menneville, les premiers jours de septembre, il vient à Paris et ne sait pas encore ce qu'il fera. Il a son père et sa mère en Bourgogne, dans une maison de campagne sur les bords de l'Yonne, sa sœur auprès d'eux, son beau-frère et leurs deux enfants : c'est assez pour que l'on n'ait pas besoin de lui. Peut-être, au surplus, ira-t-il rejoindre cette famille, la sienne, et qui lui ferait grand accueil. Mais il s'entiche d'une idée qui le retient chez lui : c'est que les princesses, l'une d'elles, peut-être Olga, ou Jeanine de préférence, vont lui écrire; avant de se résoudre à bouger, il attend leur lettre et, qui sait? leur appel, où il se rendrait volontiers.

Mais il ne reçut pas de lettre. Il en eut de l'amertume.

C'était aux premiers jours de septembre, qu'il n'y a personne à Paris. Peut-être qu'au plein de l'hiver, où l'on a ses amis sous la main, le divertissement facile, Laffrey se fût accoutumé sans trop de peine à son abandon, l'aurait trouvé commode, au moins de petite importance. Notre fidélité, notre futilité, qui dépendent de nous un peu, dépendent aussi de l'occurrence. La saison ne se prêtait pas à la dissi-

pation, dans Paris. Alors, Laffrey se décida de voyager. Il choisit la Hollande.

C'est un pays de grande énergie, mais périmée, pour ainsi dire : le travail est fait. Conquis sur les eaux, le pays tient debout; les habitants n'ont plus qu'à veiller aux pilotis, aux remblais et aux écluses. Le voyageur a de terribles soirées de nostalgie, devant des horizons de toutes les couleurs, devant des départs de navires, devant la mer et ses voyages.

Que Laffrey s'éprît de ces paysages il le fallait, et qu'il les attristât de la mélancolie que suscitait en lui la solitude.

Il avait cru qu'il aimerait la solitude; il l'aima, il s'en grisa jusqu'à une souffrance de la pensée qui lui devint souffrance du corps, malaise de tous les membres, douleur des jambes et des bras, à en crier.

Il se disait, en même temps, que la beauté d'une petite ville, ou d'un tableau dans un musée, d'une minute parmi d'autres, lui serait un délice à l'esprit et au cœur, si Jeanine était là, pour en être touchée comme lui, plus finement que lui, plus souverainement, d'une façon qu'elle saurait dominer tant d'émoi, le fixer, le régir. Alors, tout bas, mais avec une véhémence qui aurait dû traverser tout l'espace, il appelait Jeanine : elle venait, Olga aussi... Elle ne venait point, Olga non plus.

Dans la maison de M. Lormeau, non loin d'Angers, Olga et Jeanine menaient une existence inquiète et sage; une apparente sagesse de toutes les journées voilait de grands orages qui n'avaient leur grondement que dans les âmes. Les deux princesses n'étaient pas moins amies que jamais : voilà, du moins, leur apparence; mais Jeanine impose à Olga une discipline que celle-ci tolère mal. C'est d'attendre; c'est de ne pas écrire à M. de Laffrey. Tant de rigueur, de la part de Jeanine, Olga le devine, prouve qu'elle ne se résigne pas sans peine à une abnégation qu'elle a promise. Elle donne de bons arguments, de prudence, de jolie tenue, d'élégance parfaite et que Laffrey appréciera. Mais Olga se dit que, si elle avait consulté Jeanine, elle n'aurait pas fait, avec Laffrey, la promenade au cours de laquelle pourtant elle a pris son espoir d'être aimée. Alors, elle se plaint secrètement que Jeanine l'empêtre. Et va-t-elle se révolter? Non pas : elle a besoin du renoncement de Jeanine, que Jeanine lui fait payer cher.

Jeanine et Olga ne savent pas que Laffrey, de loin, les appelle. Jeanine songe qu'il les a peut-être oubliées : elle le voudrait, plutôt que d'être aimée de lui et de le donner à Olga. Et Olga la soupçonne de pires desseins.

Elle lui dit, un jour :

— Si tu aimais monsieur de Laffrey,... oui, je sais que tu es mariée, que tu n'es pas libre,... cependant, si tu l'aimais, il faudrait me le dire.

Jeanine contraint son impatience de sourire :

— Que ferais-tu?

— Ce que tu fais pour moi : je renoncerais à lui.

Jeanine réplique :

— Je n'en suis pas sûre.

— Ni moi! — dit Olga. — Seulement, tu ne l'aimes pas : de sorte que ce n'est pas un sacrifice?

— Mais non, — répond Jeanine.

Olga feint de n'en pas douter : faute d'une certitude, elle a ces mots d'un démenti par lequel, vaille que vaille, Jeanine est engagée.

Là-bas, en Hollande, Laffrey, s'il a pensé distraire son amour, il se trompe; l'indolente rêverie le dispose à plus d'attention pour cet amour qui, de lui manquer, lui devient désir. C'est Jeanine, qu'il aime : Olga lui serait bien venue. Il aime Jeanine, et aimerait Olga. Il aimerait ou l'une ou l'autre, qui le délivrerait d'une solitude où la misère de son cœur lui est horrible. Futilité, de ne savoir si l'on appelle ou l'une ou l'autre? Futilité sans doute; et un chagrin qui, la rendant si douloureuse, l'embellit!

Au pays d'Anjou, Jeanine essaye également de distraire Olga. Mais l'esprit d'Olga, plus il est excité par les promenades, et plus il s'élance à une passion qu'il s'agirait de tenir coite un peu de temps.

— Jeanine, laisse-moi lui écrire!

— Non! — répond Jeanine.

Elle y met une fermeté singulière. Olga est bien obligée d'obéir, à cause de la menace que Jeanine serait pour elle et quel ennui!

ANDRÉ BEAUNIER

(A suivre.)

UN HOMME D'ÉGLISE ET D'ÉTAT

DU COMMENCEMENT DU XVIIE SIÈCLE[1]

Certains épisodes de cette existence jettent une singulière clarté. Le cardinal paraît dans nombre de cas animé d'un profond esprit de suite et armé d'une volonté qui va jusqu'à la rudesse.

Le Conseil du Roi avait dépêché auprès du cardinal de la Rochefoucauld, le sieur de Mauroy, intendant des Finances, pour lui faire part d'un projet dont le Conseil avait été saisi. Il s'agissait de réunir au domaine du roi toutes les justices ecclésiastiques et les censives. Cette opération représentait un très gros profit pour le trésor royal. Le cardinal, indigné par cette manœuvre en contradiction absolue avec tous les efforts qu'il avait faits jusque-là pour revenir sur le Concordat de 1516, répondit au sieur de Mauroy : « Dites, s'il vous plaît, à ceux qui vous ont envoyé que, si eux-mêmes jugent que cette proposition soit juste ou honorable au roi, je suis content de l'écouter, mais parce que je suis très assuré qu'elle n'a ni l'une ni l'autre de ces qualités, je vous prie, afin que vous n'ayez pas la peine de revenir une autre fois pour le même sujet, de leur dire tout de suite que j'aimerais mieux qu'on m'eût coupé la tête en Grève tout présentement que d'y avoir donné consentement, et que les exemples que vous m'avez allégués de ceux qui y ont déjà consenti ne m'obligent point à un tel sacrilège,

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet.

contre lequel je me parerai de trois qualités : de celle de prêtre, de la dignité d'évêque et de celle de cardinal qui m'obligent de perdre plutôt la vie que de faire une si grande lâcheté, et que j'en ai encore une quatrième qui m'oblige aussi étroitement que les autres à la décharge de la conscience de Sa Majesté, qui est la qualité de son grand aumônier, et que c'est pour celle-là que la religion et la piété du Roi mieux informé délivreront l'Église d'une si impie proposition. »

Voilà un homme qui ne manque pas de vigueur lorsqu'il s'agit de faire opposition à un vœu qui lui semble inutile. Évidemment il obéit à ses principes, il sert l'idée religieuse; mais la fermeté, l'autorité, que ce soit pour une cause ou pour une autre, existent.

Il nous apparaît comme indifférent en matière politique. Il n'a pas brigué la place de chef du Conseil du Roi, il s'y trouve en remplacement du cardinal de Retz, comme prélat, et, s'il précède les ministres, il ne cherche pas à s'immiscer dans la direction des affaires de l'État; il ne tient pas à ce rôle; il est dévoué au monarque, mais sans ambition personnelle; l'idée d'accroître ses bénéfices, d'augmenter la puissance de sa famille, ne l'intéresse pas; ce qu'il voit, c'est l'intérêt supérieur de la morale, auquel il voudra tout sacrifier, et comme on constatera plus tard, même sa fortune personnelle. Ce désintéressement au milieu de toutes les intrigues étonne et déroute, c'est ce qui a souvent à notre avis détourné l'observation de l'exactitude.

Mais on comprend qu'il était de toute importance pour certaines ambitions de canaliser l'activité du cardinal de la Rochefoucauld dans les questions religieuses. A 4 heures du matin il est levé; la matinée est employée partie aux exercices de piété et de religion, partie à l'étude. De 2 heures à 4 heures il s'occupe de ses affaires tant spirituelles que temporelles, et donne des audiences. De 4 heures à 6 heures, de nouveau prières et exercices de piété. Il s'accorde ensuite une heure de récréation, qu'il passe en entretiens familiers. De 8 heures à 9 heures, lectures spirituelles. De 9 heures à 10 heures, examen sur l'emploi de la journée. Puis il se couche à 11 heures. Pendant les repas, il s'entretient des pauvres et des malades.

Ainsi chacun voit avec plaisir le cardinal de la Rochefoucauld s'intéresser à la réformation; et il n'est pas surprenant de constater que l'on songe à lui pour un champ d'activité plus vaste, plus digne de lui.

« Deux grands amis (si les bonnes intelligences pouvaient être de longue durée à la cour), l'un et l'autre grands personnages, et qui honoraient beaucoup le cardinal, mais qui tendaient diversement à leurs fins, voyant que son inclination naturelle était, après avoir mis la raison de son côté, de s'attacher fermement à ce qu'il désirait, lui firent proposer la réformation des ordres de Saint-Benoît, Saint-Augustin, Cluny et Cîteaux, comme matière digne de lui, afin qu'il eût trop de quoi s'occuper sans s'arrêter aux affaires de cour, où l'un plus que l'autre ne voulait point de compagnon, crainte qu'il devînt maître. Ils firent exagérer cette matière devant le roi. Sa Majesté promet son assistance, et, en effet, ne sachant pas le secret de ce conseil, elle fit obtenir en son nom de Sa Sainteté les brefs nécessaires. »

Le 8 avril 1622, Grégoire XV conférait au cardinal de la Rochefoucauld, pour six années, puissance entière et absolue, avec droit de coercition ecclésiastique, à l'effet de réformer en France les ordres de Saint-Augustin, Saint-Benoît, Cluny et Cîteaux. Le roi reçut le bref à Saint-Jean-d'Angély le 28 avril; le 15 juillet suivant, il signait à Carcassonne les lettres patentes qui donnaient force de loi civile à l'acte pontifical, et établissait juges des différends qui pourraient s'élever, le cardinal de Retz, l'archevêque de Bourges, les évêques d'Angers et de Senlis, les conseillers d'État Châteauneuf, Jannin, de Caumartin, de Roissy, de Marillac, d'Aligre, avec deux maîtres des requêtes, La Poterie et Lezeau.

Le cardinal commença donc l'exécution des brefs de réformation. Il s'entoura tout d'abord d'un conseil formé de tous les supérieurs des monastères les mieux réglés de Paris. Il fit des ordonnances applicables à tous les ordres qu'il devait réformer, nomma des visiteurs, le Père Faure et le Père Baudouin, qui avaient joué un rôle important à Saint-Vincent de Senlis. Puis il décida de s'attaquer en premier lieu à l'ordre des chanoines de Saint-Augustin, et à l'abbaye de Saint-Victor de cet ordre; c'était moins impor-

tant, plus facile, plus rapide à réaliser que la réformation de Sainte-Geneviève qu'il ne se considérait pas encore comme susceptible d'entreprendre.

Les supérieurs des monastères dépendant de Saint-Victor ou se rattachant à cette maison furent convoqués à Sainte-Geneviève pour nommer un supérieur général. La convocation était adressée aux monastères de Saint-Victor de Paris, de la Victoire près de Senlis, de Château-Landon, de Chage près Meaux, de Saint-Lazare de Paris, de Saint-Maurice de Senlis, de Saint-Sauveur de Melun. On procéda à l'élection et ce fut le prieur de Saint-Victor qui fut élu supérieur général à l'unanimité.

Mais « l'obligation sous laquelle le cardinal avait accepté l'abbaye de Sainte-Geneviève le pressait intérieurement, et cette maison si célèbre tombait de tous côtés en décadence »; les religieux étaient arrivés à oublier la règle canonique et la culture intellectuelle; même le dépôt littéraire et scientifique de l'abbaye, si péniblement amassé, avait été dispersé; l'abbaye ne possédait plus dans sa bibliothèque ni manuscrits ni imprimés. Le cardinal envoya chercher à Saint-Vincent de Senlis douze chanoines réguliers. Ensuite il obtint avec l'appui de Michel de Marillac que le roi se démît de son droit de collation à l'abbaye, et que la dignité d'abbé fût élective de trois ans en trois ans; c'était une nouvelle dérogation au Concordat de 1516, et elle était conforme aux idées développées devant le secrétaire des commandements de Seaux, lorsque le roi avait nommé le cardinal abbé de Sainte-Geneviève. Le cardinal choisit pour coadjuteur le même Père Faure qui l'avait aidé dans la réformation de Saint-Vincent de Senlis, et lui transmit une partie de ses droits à l'abbaye.

Dans le but de jeter les premières bases d'une congrégation de chanoines réguliers comprenant les maisons se trouvant dans les diocèses avoisinant Paris, de nouvelles convocations furent envoyées. Le supérieur général de cette congrégation devait être en même temps abbé de Sainte-Geneviève.

Une ordonnance du 23 décembre 1624 prononça l'érection de la Congrégation générale des chanoines réguliers de

l'Ordre de Saint-Augustin. Le succès de cette œuvre dépassait déjà les espérances de son fondateur.

Le cardinal de la Rochefoucauld réforma ensuite son abbaye de Tournus. Il obtint de Rome « la mutation des bénédictins en chanoines séculiers »; d'ailleurs il regretta dans la suite de n'avoir pas attendu quelque temps pour pouvoir y introduire des religieux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur, qui parurent bientôt après en France. Il eût été préférable de conserver des bénédictins, mais il était encore plus utile de rétablir la discipline.

La réformation de Sainte-Geneviève et celle de Tournus, arrivant l'une après l'autre, « étaient assez opposées l'une à l'autre pour faire parler les contrôleurs des actions d'autrui », dit Desbois. Et c'est grâce à Hennequin, conseiller au Parlement, qui présenta les deux réformations, et à ses habiles discours, que l'enregistrement fut réalisé. Deux des plus anciens conseillers ne voulurent « opiner » qu'en ces mots « témoins de respectueuses considérations : où Monsieur le cardinal de la Rochefoucauld connaît que la régularité se peut garder, il l'établit comme nous l'avons vu depuis peu de jours à Sainte-Geneviève, et où il sait qu'elle ne peut être observée, il en change les obligations par les formes; il entend ces affaires-là mieux que nous, nous sommes d'avis de l'enregistrement ».

La réformation devait continuer; tout le monde y avait intérêt et le cardinal de la Rochefoucauld, stimulé par sa réussite, s'y attachait de plus en plus. Tandis que le roi allait mettre le siège devant la Rochelle, « chenillère de l'hérésie », il ordonna au cardinal de la Rochefoucauld d'établir la réformation dans le prieuré de Sainte-Catherine du Val des Escoliers à Paris.

Quoique cela sorte de notre sujet, il nous paraît cependant nécessaire de jeter un rapide coup d'œil sur l'historique d'un des ordres à réformer. On s'apercevra ainsi qu'en dehors de la réforme qui pouvait être indispensable au point de vue disciplinaire, il était urgent de codifier ces organisations religieuses dont la diversité s'accusait à la fois dans les origines et dans les ressources. On s'explique, devant la difficulté de ce travail, les raisons pour lesquelles

le cardinal s'y était adonné complètement. Prenons l'exemple du Val des Escoliers.

Cet ordre avait été fondé dès 1201 par quatre célèbres professeurs de Paris, Guillaume, Richard, Évrard et Manassès. Ils s'établirent dans une vallée profonde et sauvage du diocèse de Langres, sur les confins de la Bourgogne et de la Champagne. Ils bâtirent d'abord quelques masures avec un oratoire, et se soumirent à l'observance des chanoines réguliers de Saint-Victor. Ils furent bientôt rejoints par un grand nombre d'écoliers : d'où le nom donné à leur institut d'Ordre des Escoliers ou du Val des Escoliers. Ils eurent l'approbation du Saint-Siège et de l'évêque de Langres. Cependant les intempéries, l'abondance des neiges, les inconvénients provenant du dégel au printemps, le vent et les tempêtes qui sévissaient dans cette région, leur firent quitter ce premier séjour.

Robert de Torote, évêque de Langres, les transféra dans une autre vallée réputée plus agréable et plus tranquille, où ils élevèrent une église et un monastère. Mais ils ne se contentèrent pas de cette seconde organisation, et ils résolurent de chercher un établissement à Paris. Ce fut Manassès qui fut chargé des négociations. Un certain Nicolas Gibouin, bourgeois de Paris, possesseur hors des murs de la ville, près de la porte Baudeer ou Baudez, de trois arpents de terre, en fit don à la congrégation du Val des Escoliers, à la prière de Jean de Milly, « ci-devant trésorier du Temple ». Cette portion de terre relevait « en proche » de Gui de Nanzi et en arrière-fief de l'archevêque de Reims. Un autre champ, voisin du premier, fut donné par Pierre de Braine.

Ainsi, jusqu'ici il y a trois créations de résidence, un accroissement; mais voici qu'au moment du dernier établissement se produit un fait nouveau. Les archers de la garde du roi, ou sergents d'armes, avaient fait un vœu à la bataille de Bouvines, lorsque, gardant le pont de cette place et voyant Philippe-Auguste en danger, ils avaient promis de construire une église à l'honneur de sainte Catherine si Dieu délivrait heureusement le roi. Le vœu avait été exaucé et un succès avait été remporté. Ils n'avaient pas encore trouvé l'occasion de s'acquitter de leur promesse. C'est

ainsi qu'ils édifièrent l'église de Sainte-Catherine dans le lieu appartenant aux chanoines du Val des Escoliers. La reine Blanche, mère de saint Louis, Grosflay, archidiacre de Reims, Hébert, aumônier du roi, et Chrestien, chevalier du Temple, firent des donations. Comme les sergents d'armes étaient en quelque sorte les premiers auteurs de cet établissement, ils convinrent entre eux de faire, avec la permission du roi, à l'église Sainte-Catherine une certaine redevance. Vers 1365 ils s'érigèrent en confrérie; tous les mardis de la Pentecôte les confrères dînaient dans l'église, et ils avaient droit de sépulture dans le cloître ou le chapitre. Après les funérailles de chaque sergent d'armes son écu et sa masse étaient suspendus dans l'église. On voyait encore sous Henri III plusieurs de ces tombes, avant que le cloître eût été rebâti.

On comprend que l'anarchie aurait pu se propager assez rapidement dans ces organismes compliqués, d'origines si variées, si l'on ne s'était conformé qu'au droit coutumier, sans rétablir une unité de discipline.

Le Cardinal entreprit donc cette réformation : « Il mande le général de l'ordre, assemble les pères des couvents réformés de Paris, entend les religieux du prieuré de Sainte-Catherine, leur fait lecture en sa présence des brefs de Sa Sainteté et lettres patentes de Sa Majesté, leur en donne copie, fait ses ordonnances, leur prononce après un délai compétent sa sentence, et enfin par toutes les formes juridiques et canoniques, fait introduire audit prieuré plusieurs bons religieux de l'ordre de Saint-Augustin, pris dans son abbaye de Sainte-Geneviève par le sieur Sanguin, évêque de Senlis. »

Il continua la réformation par l'abbaye de Chaumont, chef-lieu de la congrégation du Val des Escoliers.

Ce ne fut qu'en 1637 que les religieux de la congrégation furent définitivement installés au Val des Escoliers.

Cependant la congrégation des chanoines réguliers de l'Ordre de Saint-Augustin, ou congrégation de France, n'avait pas cessé de s'accroître; elle comprenait Sainte-Geneviève, Saint-Vincent de Senlis, Sainte-Catherine de Paris, Saint-Jean en Vallée, Saint-Chéron, Saint-Martin de Nevers, Saint-Pierre de Rillé, Saint-Jean du Jard, Chancelade, Toussaint d'Angers, Saint-Denis de Reims, Notre-

Dame d'Eu, Saint-Ambroise de Bourges, Saint-Loup de Troyes, Notre-Dame de Livry, et de Saint-Acheul, Saint-Jacques de Montfort en Bretagne, Saint-Séverin de Château-Landon, Saint-Vincent de Chantel, Saint-Jean de Sens, Saint-Jean de Mélinais près de la Flèche, Saint-Éloi Fontaine au diocèse de Soissons, Saint-Lô de Rouen, Notre-Dame d'Hérivaux, Saint-Jacques de Provins, puis la prévôté d'Énaux diocèse de Limoges, Saint-Martin d'Amiens, Sainte-Madeleine de Châteaudun, Saint-Pierre d'Auxerre, Saint-Quentin-lès-Beauvais, Notre-Dame de Châtillon-sur-Seine, Sainte-Euverte d'Orléans; et plus tard s'ajoutèrent le chapitre de la cathédrale d'Uzès, Notre-Dame de Ham dont le Cardinal de Richelieu était abbé, Notre-Dame des Quarante au diocèse de Narbonne, abbaye qui se glorifiait d'avoir Charlemagne pour fondateur, Notre-Dame de Chatrices, Notre-Dame de Beaulieu-lès-Mans, Notre-Dame de Beaugency, Notre-Dame de Chage-lès-Meaux.

En 1630 le cardinal de la Rochefoucauld, parvenu à l'âge de soixante-douze ans, se démit de la charge de grand aumônier, et se retira de la cour.

Il reçut du roi l'abbaye de Moutiers-Saint-Jean, où, dès septembre 1635, il introduisit des religieux réformés de l'ordre de Saint-Benoît.

L'abbaye de Saint-Denis de l'ordre de Saint-Benoît attira spécialement les soins du cardinal. La réformation de cet établissement passait pour difficile, l'abbé de Saint-Denis étant Henri de Guise, un enfant, en même temps archevêque de Reims. Le Cardinal avait décidé que cette abbaye serait remise aux mains des bénédictins réformés; il fit donc venir à Saint-Denis le Père Tarisse de la congrégation de Saint-Maur avec trente-trois de ses religieux. Il se transporta lui-même sur les lieux avec l'évêque de Senlis, Sanguin, l'évêque d'Auxerre, Séguier, et les maîtres des requêtes Lezeau et Verthamon. Il entendit les religieux l'un après l'autre, puis le lendemain tous en chapitre, et put régler cette affaire entièrement en trois jours. Il installa ensuite le Père Tarisse et ses religieux, et fixa la pension des anciens moines.

Ce fut évidemment une grande satisfaction pour le cardinal de la Rochefoucauld d'avoir fait élire en 1634 le

Père Faure supérieur général de la Congrégation des chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin, en même temps que coadjuteur de Sainte-Geneviève. D'ailleurs le Père Faure fut réélu en 1637; mais en 1640, ne pouvant pas être élu une troisième fois, il eut comme successeur le Père Boulart, et ne fut élu de nouveau qu'en 1643. Ainsi fonctionnait normalement l'élection à laquelle le cardinal attachait tant d'importance, et à laquelle il avait consacré tous ses efforts.

Quant à Cluny, le cardinal avait prescrit sa réunion à Saint-Maur, l'abbé de Cluny devant être nommé général. Cette fusion ne put s'effectuer, et ce fut Richelieu, d'abord coadjuteur de cette abbaye en 1627, puis abbé en 1629, qui succéda au cardinal de la Rochefoucauld dans cette œuvre.

Mais la réformation ne rencontrait pas le même accueil dans tous les monastères; dans les uns elle était très aisée, ailleurs il fallait surmonter de grosses difficultés.

Ainsi en 1633, le cardinal de la Rochefoucauld appela à Paris l'abbé de Cîteaux et ceux de Clairvaux, de Morimond, de la Ferté et de Pontigny dépendant de l'abbaye mère, toujours dans le même but de réformation; mais ils opposèrent un très mauvais vouloir, si bien que le cardinal dut faire intervenir le roi. Croyant se ménager une échappatoire, l'abbé de Cîteaux proposa au cardinal de Richelieu de prendre le titre de protecteur et conservateur de l'ordre de Cîteaux. Mais c'était une erreur de psychologie de s'imaginer qu'il existait entre les cardinaux de la Rochefoucauld et de Richelieu un antagonisme dont on pourrait bénéficier. Richelieu ne l'entendit pas ainsi, il refusa. L'abbé de Cîteaux dut alors lui proposer l'échange de son abbaye contre celle de Luçon; le cardinal de Richelieu accepta, mais à la condition que la réformation serait poursuivie. D'ailleurs il n'était presque plus possible d'y faire obstacle; l'élan qu'avait donné François de la Rochefoucauld était tel que la réformation s'accomplissait même en dehors de lui. Ainsi, à la mort du Père Faure, en 1644, la Congrégation de France groupait plus de quarante monastères.

François de la Rochefoucauld était presque arrivé à la fin de sa vie; il ne sortait plus guère de son abbaye de Sainte-

Geneviève; il n'allait plus à la cour, n'étant plus grand aumônier. La contemplation l'attire. Le Père Rouyer et le Père Baugny, de la Compagnie de Jésus, viennent tous les jours le voir, ils assurent sa direction spirituelle. Ses médecins lui ont bien ordonné le repos; mais, malgré son grand âge, le cardinal ne peut demeurer inactif. Après le repas de midi, il doit demeurer sans travailler « ni de corps ni d'esprit, mais sans dormir »; aussi passe-t-il ce temps à se remémorer le passé, à se souvenir de ceux de ses projets, même anciens, qu'il n'a pu réaliser.

Cette nature ne parvient pas à se contenter de la contemplation. Elle y puise bien comme auparavant sa force et sa certitude, mais elle s'inquiète toujours du résultat tangible. Chez cet homme religieux, la vie intérieure est continue, mais on dirait qu'elle ne suffit pas.

D'où vient le besoin d'extériorisation qui nous apparaît comme la caractéristique de cette âme consciencieuse? Comment le prêtre parvenu aux honneurs tant ecclésiastiques que politiques, et n'y ayant pas attaché une constante importance — ce qui prouve un désintéressement entier, — comment n'a-t-il pas, avec une semblable tendance, trouvé sa joie complète dans la méditation? Les biens de la terre, il n'y tient guère; les plaisirs de la vanité, il semble les dédaigner; la puissance de sa maison ne le stimule pas. Comment trouver l'explication de cette apparente anomalie d'un prêtre fait pour être religieux, et religieux contemplatif, qui continue, malgré l'âge, à rechercher l'apaisement dans l'action? Peut-être la réponse est-elle fournie par la situation sociale du cardinal. Il comprenait fort bien qu'en s'abandonnant à ses goûts personnels, il rendrait de moindres services à la cause qu'il chérissait que par sa grande influence. A notre avis, et sa vie entière le prouve, il essayait perpétuellement de se libérer des charges qui s'amoncelaient sur sa tête, afin de retrouver la liberté, qui l'attirait sincèrement, et de mener une existence de méditation; puis, lorsque par un moyen ou un autre il supprimait une de ses fonctions, il avait sinon du remords, du moins des troubles de conscience. N'amoindrissait-il pas sa force d'utilité? Il était d'ailleurs entouré, comme tous les grands de la terre, de cette multitude de conseil-

lers, d'amis, dont le but inavoué est de stimuler l'énergie de ceux qui peuvent les aider. Ceux-là ne désiraient certes pas le voir renoncer à toute activité en faveur de la vie contemplative.

Il avait eu, quelques années auparavant, divers entretiens avec l'abbé François Joulet qui s'était trouvé auprès du cardinal Duperron lorsque ce dernier fut envoyé auprès du Pape pour négocier sa réconciliation avec Henri IV et « l'accommodement » des Vénitiens avec le Saint-Siège. Ce Joulet avait fait part au cardinal de la Rochefoucauld des « sentiments qu'il avait pour le soulagement des malades de maux incurables, en quelque lieu destiné à cet effet, comme il l'avait vu à Rome ». L'idée plut au cardinal, mais ses charités très nombreuses restreignaient sa fortune, et il ne pouvait rien entreprendre de nouveau. Joulet, qui avait connu la misère, — sa famille ayant été ruinée par la guerre civile, et lui-même étant entré dans Paris avec dix sols dans sa poche, — n'osait pas lui non plus mettre à exécution son idée, tant à cause de son âge que des craintes de diminuer sa fortune, dues sans doute aux souvenirs désagréables de sa jeunesse. Le Cardinal l'y encouragea cependant; si bien que, quelques mois après, Joulet de Châtillon fit une donation à l'Hôtel-Dieu, « par forme de fondation et dotation sur ce sujet ». Il mourut avant que la construction de l'hôpital fût entreprise, et laissa par testament tous ses biens à l'Hôtel-Dieu pour aider à l'établissement de l'hôpital des Incurables.

Le Cardinal, de son côté, cherchait comment participer à cette création et en assurer la continuité. Il lui revint à l'esprit que le roi lui avait alloué une pension « à prendre sur Maistre Étienne Brioys, fermier général des aydes de France, en vertu d'un mandement de M. Gaspar de Fioubet, trésorier de l'espargne », et que cette pension ne lui avait pas été versée pendant quelque temps. Il réclama auprès du cardinal de Richelieu en disant « qu'il serait injurieux à lui qui était doyen des cardinaux si les autres étaient payés et qu'il ne le fût point; que s'ils ne l'étaient point il était raisonnable qu'il soulageât les finances de Sa Majesté et essayât de se passer de ladite pension; mais qu'il savait fort bien qu'il n'était rien dû non seulement aux cardinaux mais encore à tous les

parents et amis du surintendant ». Le cardinal de Richelieu répondit : « Je vois bien qu'il est meshuy temps que je m'en mêle. » Et le cardinal de la Rochefoucauld toucha le même jour 18 000 livres et promesse d'être bientôt payé du surplus.

Il affecta cette somme, à laquelle il ajouta deux années de cette même pension qui lui étaient encore dues et 2 000 livres de rentes qu'il avait sur les aides, à la construction de l'hôpital des Incurables, qui fut édifié « aux faubourgs Saint-Germain sur le chemin qui conduit de l'hôpital des Petites-Maisons à Vaugirard ».

Impatient de voir commencer l'hospitalité, il donna 36 lits, 18 pour les hommes, 18 pour les femmes, et l'hôpital fut ouvert sous la direction de Perrot, seigneur du Chesnart, un des administrateurs de l'Hôtel-Dieu, qui habita l'hôpital, et auquel succéda Robmirau, également administrateur de l'Hôtel-Dieu.

Entraînés par l'exemple du cardinal de la Rochefoucauld les donateurs furent nombreux; parmi eux on trouve Roger du Plessis, seigneur de Liancourt et de la Roche-Guyon, Pierre Viole, président aux enquêtes, Marie-Catherine de la Rochefoucauld, marquise de Senecey.

Puis, pour procurer aux malades « les consolations spirituelles et faire faire le service divin dans cet hôpital », le cardinal donna, par contrat du 6 août 1636, 38 000 livres, tant pour bâtir la chapelle que pour y entretenir le service. L'autel de cette chapelle fut consacré le 11 mai 1640 par Jean de Passelaigue, évêque de Bellay.

On raconte que le cardinal, étant allé prier dans la chapelle, remarqua ses armes, que les administrateurs de l'Hôtel-Dieu avaient fait mettre sur les vitraux; le cardinal demanda qu'elles fussent ôtées, et, comme les administrateurs ne voulaient pas lui obéir, il fit prier Nicolas Le Jay, premier président, chef du grand bureau de l'Hôtel-Dieu, de l'ordonner. On les supprima donc là où il pouvait les voir, mais on les laissa subsister sur la vitre derrière l'autel.

Il y avait dans cet effacement un sentiment singulièrement en contraste avec ce goût légendaire de « l'accroissement » que l'on prête à l'ancienne noblesse. Beaucoup s'imaginent que l'amour de l'humanité est moderne; il nous semble que

François de la Rochefoucauld par sa large compréhension du christianisme nous offre un exemple contraire. Elle est belle, cette œuvre des Incurables, elle dénote un grand besoin de pitié et de générosité, elle correspond à une nécessité, très différente en cela de beaucoup d'autres où les intentions ont été supérieures aux résultats.

Cette modestie sincère, si éloignée de la vanité habituelle aux fondateurs, devait, comme nous l'avons vu déjà, le ramener vers une vie plus retirée.

Il ne reçut plus autant de visites; il voyait encore le premier président Molé, le président Bailleul, les nonces, les ambassadeurs et ses proches parents, le duc et la duchesse de la Rochefoucauld, ses nièces, la marquise de Senecey et madame de Chandenier, « lesquels lui rendaient de temps en temps les respectueux devoirs que sa dignité pouvait attendre d'eux, avec néanmoins tant de circonspection que, sachant bien que tout son temps était limité par ses heures de retraite et de dévotions, ils regardaient quelquefois leurs montres d'horloge pour se retirer s'il ne les prévenait par l'ascendant qu'il prenait sur eux de leur dire allez-vous en, mais avec une façon si attrayante et si douce qu'ils sortaient toujours d'auprès de lui le cœur attendri de l'amour cordial qu'ils lui portaient ».

Jusqu'au terme de son existence, le cardinal persévéra dans la voie qu'il s'était tracée. Il pratique même avec plus d'ardeur qu'auparavant la charité; ainsi, pour secourir les pauvres de la ville, il vend presque toute sa vaisselle d'argent; il va plus loin : pour aider les marchands ouvriers, il leur achète des marchandises dont il n'a nul besoin; il donne ensuite dans son entourage toutes ces choses qui lui sont inutiles. Sa seule préoccupation est de finir ses jours « sans intérêt quelconque que celui de l'amour de Dieu ». Il veut avant sa mort avoir distribué toutes les curiosités qu'il avait amassées; mais ceci ne lui suffit pas : quand on lui dérobe de l'argent, des vêtements ou des objets de valeur, il ne laisse jamais poursuivre les voleurs.

Ici, on le voit, la bonté tourne un peu à la faiblesse; le cardinal semble oublier que le pardon des offenses faites par des malandrins, poussé à ces limites, est une atteinte à la vertu

des honnêtes gens. Mais le privilège des convictions profondes n'est-il pas de masquer parfois à ceux qui les professent leur naïveté? Puis, suivant la règle générale, avec la vieillesse le caractère s'accentue au point de devenir littéraire; nous connaissons Harpagon dans ses dernières années. Le cardinal de la Rochefoucauld n'est pas une exception à cette loi. Ainsi ses biographies nous signalent que la chasteté de ce digne homme s'était accrue avec l'âge au point qu'il ne put tolérer les ébats de deux tourterelles qu'on lui avait offertes pour le distraire.

C'est peut-être dans des traits de ce genre que l'on trouve la raison de l'accusation de mollesse que nous avons signalée, et par quoi s'est attachée à lui une réputation de bonté, de générosité, plutôt que d'intelligence et de volonté. Mais dans le cas du cardinal de la Rochefoucauld, comme dans beaucoup d'autres, il faut se méfier de la légende. Les hommes qui ont joué à leur époque un rôle important sont voués à la malignité publique, doublée le plus souvent de l'ignorance. Richelieu lui-même a subi un sort semblable. Personne ne lui a dénié la volonté et l'intelligence, on lui a accordé le génie; mais en revanche, la légende le représente cruel, vindicatif et féroce, « le cardinal rouge ». M. G. Hanotaux, dans son magistral Richelieu, a remis les choses au point lorsqu'il dit : « En m'approchant, j'ai vu s'évanouir le spectre vêtu de rouge qui passe au cinquième acte de *Marion Delorme*, le sphinx impassible et muet qu'évoque la page, d'ailleurs admirable, de Michelet. » L'idée a été reprise ensuite dans un article fort curieux de M. L. Battiffol.

Nous ne pensons pas avoir apporté par cette courte étude autre chose qu'un peu d'ordre et de clarté, de manière à mettre en lumière le caractère particulier de cet homme d'Église dont l'unité a dû être obtenue par une volonté allant jusqu'à la contrainte. Nous entendons par là que le cardinal de la Rochefoucauld, qui a subi l'ascendant de saint Charles Borromée, et qui a toujours été très sensible à tous les exemples qui venaient de Rome, s'est forgé un idéal. Cet idéal qu'il perfectionnait lui-même sans cesse ne se laissait pas facilement atteindre; comme une ombre insaisissable il s'agitait devant lui. N'est-ce pas le sort de ceux qui connaissent la vie inté-

rieure? En tout cas on sent que le cardinal a voulu être un saint, et on comprend aussi que pour lui la sainteté était du type de celle de saint Charles Borromée. Ceci n'est nullement dans notre esprit une atteinte portée à l'indiscutable personnalité dont il a fait preuve; mais est-ce affaiblir un personnage que d'essayer de découvrir en lui ses buts, ses espoirs et ses admirations? Tous les êtres, quels qu'ils soient, grands ou petits, intelligents ou stupides, ont un modèle, et ils sont obligés de le chercher plus ou moins loin.

Dans l'excès de ses vertus, on peut trouver l'indice d'une attention constante à réfréner ses penchants naturels; et on reconnaît à certaines violences que ce prêtre aurait été très différent s'il n'avait pas été animé par le désir de se sanctifier; la redoutable unité de conduite de toute sa vie nous assure de la présence d'une volonté inflexible, la volonté de ceux qui ne regardent ni d'un côté ni de l'autre afin de ne pas apercevoir les précipices. Il appartenait à la grande et puissante famille des mystiques; mais il était discipliné, maintenu par une règle qu'il avait rendue lui-même difficile à enfreindre : le christianisme. A ce propos il nous semble utile d'ouvrir ici une parenthèse. Au milieu de ces bouleversements moraux qui se manifestent par les guerres religieuses, la nécessité d'une croyance pure, désintéressée, en un mot chrétienne, devenait chaque jour plus évidente. Deux partis en présence : le catholicisme et le protestantisme, se dressaient l'un contre l'autre avec fureur. Dans ce tumulte apparaît, grave, mais bienveillante, la belle figure de ce grand chrétien qu'était le cardinal de la Rochefoucauld. Il s'était cependant joint à la Ligue, c'était un catholique militant, il était formellement opposé à l'influence huguenote. Au risque d'affaiblir la puissance de sa caste, de heurter des habitudes, des traditions, de blesser des susceptibilités, il s'est efforcé d'appliquer la vraie doctrine du Christ. C'est en cela qu'il est particulier, différant des autres hommes d'Église de cette époque qui furent surtout de grands catholiques, au sens politique du mot.

Desbois a subi le charme de cette générosité à la fois morale et matérielle; ne nous dit-il pas : « Ces bontés-là sont capables de mouiller les yeux de ceux qui s'en souviennent ». En

effet la liste des actions bienfaisantes jusqu'à la fin de la vie du cardinal s'accroît chaque jour. Malgré son grand âge, ayant appris la misère des captifs chez les infidèles, et les mauvais traitements qu'ils en reçoivent, il se préoccupe de cet état de choses. L'Ordre des Mathurins, fondé pour la rédemption de ces misérables, ne s'inquiète sans doute pas suffisamment de sa destination. Le cardinal fait écrire par Sa Majesté à son ambassadeur à Rome afin d'obtenir les brefs du pape permettant de presser le général des Mathurins de rendre raison « des diligences, députations et emploi de deniers de contribution, des maisons de son ordre ». Armé de ces autorisations, le cardinal ordonna que le tiers du revenu de tous les monastères de l'Ordre des Trinitaires serait affecté pour la rédemption des captifs selon l'institution de l'Ordre.

Désireux de parachever l'œuvre commencée, le cardinal pensa qu'à son décès il serait possible au roi de disposer de la partie des revenus de l'abbaye de Sainte-Geneviève dont il jouissait encore. Nous avons vu qu'il avait auparavant donné certaines prérogatives à son coadjuteur, et qu'il avait par la réformation doté l'abbaye de l'élection triennale du supérieur général. Il chargea donc le sieur Cousturier, l'un des quatre secrétaires de la cour et célèbre avocat, de dresser les actes nécessaires, puis il supplia la reine régente d'agréer sa démission. A la suite de quoi le père abbé, qui était alors coadjuteur, prit l'entière possession de l'abbaye du vivant du cardinal.

Ce fut pendant la visite de son ami Pinon, président au Parlement de Metz, qu'il ressentit, selon la pittoresque expression de Desbois, puisqu'il s'agit d'une dernière maladie, « un peu d'émotion ». Le vieillard se coucha, mais la fièvre se montra rebelle aux remèdes. Le Père Blanchard, successeur du Père Faure, et abbé de Sainte-Geneviève, dut lui apporter les sacrements. Le cardinal, sentant que sa fin était proche, donna sa bénédiction au Père Blanchard, à tous les religieux, ainsi qu'à l'abbé de Chandenier, son petit-neveu; il passa ensuite le reste de la nuit son chapelet à la main, tandis que son aumônier lui récitait de temps en temps ce verset qu'il aimait : *In te Domine speravi, non confundar in aeternum,*

auquel il répondait d'une voix de plus en plus affaiblie : « Je vous entends bien. »

Le lendemain matin, l'archevêque d'Athènes, Bagny, nonce du pape, vint le voir et lui donna sa bénédiction au nom de Sa Sainteté. Le cardinal était entouré de ses nièces, la marquise de Senecey et madame de Chandenier, du duc et de la duchesse de la Rochefoucauld, ses cousins, et de la princesse de Marcillac. Ce fut le soir à 9 h. 1/2 qu'il mourut, âgé de quatre-vingt-sept ans.

On exposa son corps pendant trois jours sur un lit de parade, après l'avoir revêtu des habits de sa dignité. Le monde ne cessait de défiler devant lui. Le cardinal Mazarin, suivi de vingt-cinq ou trente carrosses, vint jusqu'à Sainte-Geneviève afin de jeter de l'eau bénite sur le défunt. Accompagnée de la princesse de Condé, la reine Henriette d'Angleterre, que le cardinal avait tenue sur les fonts baptismaux, et qu'il avait mariée à Charles Ier roi d'Angleterre le 11 mai 1625, vint prier auprès de lui; le nonce du pape revint encore une fois, puis peu à peu défilèrent tous les seigneurs et dames de la cour.

La mort de cet homme de bien avait profondément touché les religieux. Ils voulurent garder le souvenir tangible de celui qu'ils considéraient comme un saint. Ils s'efforcèrent d'en sauver des reliques en lui coupant la barbe et les cheveux. Ceux qui ne purent avoir quelque chose de lui touchèrent son corps avec du linge qu'ils conservèrent. Évidemment ils ne doutaient pas qu'il fût un jour béatifié et peut-être canonisé. Ils étayaient leur conviction sur la sincérité chrétienne de celui qui, parvenu à tous les honneurs, fit preuve d'humilité et d'abnégation, et qui, à cette époque où la politique cherchait ses chefs dans l'Église, avait au contraire quitté la politique pour l'Église. Et ils savaient, tous ces religieux, pourquoi le cardinal avait agi ainsi; ils le savaient parce qu'ils étaient la plupart animés par le sentiment qui avait toujours dirigé leur chef, leur réformateur : la foi.

GABRIEL DE LA ROCHEFOUCAULD

LE 14 DÉCEMBRE 1825

EN GUISE D'ÉPILOGUE

DE « LA FIN D'ALEXANDRE Ier »

Le roman d'Alexandre Ier[1], tel qu'il est écrit par Merejkovsky, a pu paraître à nombre de nos lecteurs sans conclusion. Roman historique et non de pure fiction, il semble qu'il devrait nous fixer sur le sort final des adversaires du tsar défunt, tout au moins sur celui du colonel Pestel et du prince Valérien Golitsine.

Remarquons, en premier lieu, que c'est le roman d'Alexandre Ier que Merejkovsky avait eu en vue d'évoquer et le terme s'en imposait naturellement avec la mort du héros. D'autre part, l'auteur a repris l'histoire de personnages de premier plan dans son roman *Quatorze Décembre*. Toutefois, comme il s'agit de faits historiques, il convient de résumer ici l'épisode du premier soulèvement politique contre le tsarisme, épisode où Pestel et Ryleïev ont joué un rôle dominant. C'est ce que nous nous efforcerons de faire ici, en nous servant de la documentation directe, — exhumée en abondance en ces dernières années. En ce qui concerne Golitsine, acteur de moindre importance de ce drame historique, notre seule source d'information est le roman même : *Quatorze Décembre*.

LE 14 DÉCEMBRE 1825

Ayant quitté le colonel Pestel pour se rendre de Vassilkov à Pétersbourg, le prince Golitsine s'arrêta à Moscou, dans

1. Paru dans les livraisons de la *Revue de Paris* des 1er et 15 avril, des 1er et 15 mai et du 1er juin 1924.

l'intention d'y rencontrer un membre de la Société Secrète du Nord, Ivan Poustchine, chez qui il descendit. Deux dames qui se rendaient à Pétersbourg, Nina Tolytchev et sa fille Marie, âgée de dix-huit ans, parentes éloignées de Poustchine, s'y étaient également arrêtées. Jadis propriétaire foncière opulente, madame Tolytchev avait l'habitude de voyager, selon la coutume des gens de la noblesse, dans sa voiture personnelle. Mais, depuis la mort de son mari, sa fortune avait notablement diminué et elle avait dû se résoudre, pour la première fois de sa vie, à recourir à la diligence. Golitsine et les deux dames continuèrent ensemble le voyage.

La diligence contenant quatre places, on s'arrangea de façon à permettre à madame Tolytchev de s'étendre sur la banquette de devant pour se reposer le jour; on plaça la femme de chambre à côté du postillon, et Golitsine occupa avec mademoiselle Marie la banquette de derrière; à la tombée de la nuit, la jeune fille revenait auprès de sa mère. Ce voisinage permit aux jeunes gens de se mieux connaître et de se manifester une sympathie qui ne fit que croître. Golitsine se laissa même aller à nommer la jeune fille de son surnom familier Marinka, tout en pensant à son premier amour pour Sophie Narischkine : « Ce premier amour sera mon dernier. Alors même que j'aimerais Marinka, je ne trahirais pas Sophie. Toutes deux, l'une céleste, l'autre terrestre, ne font qu'une. Aux bornes de l'horizon, le ciel et la terre se confondent : ainsi Sophie et Marie. » Il se sentait, en effet, « aux bornes de l'horizon », à l'approche du jour où sa vie allait être en jeu...

Madame Tolytchev et sa fille se rendaient à l'invitation d'une arrière grand'tante, Nathalie Rjevsky, dame fort riche, possédant à Pétersbourg une vaste demeure rappelant les châteaux des grands seigneurs du temps de Catherine II. Connaissant la situation gênée de sa parente et le projet de mariage de mademoiselle Marie avec un haut fonctionnaire quinquagénaire de Pétersbourg, madame Rjevsky proposa à la mère et à la fille de venir habiter chez elle en attendant. Voyant arriver Golitsine en leur compagnie, la vieille dame tint à le garder aussi chez elle : la maison était vide, dit-elle, et il n'était pas admissible de préférer une « auberge » à une maison honnête. Golitsine accepta d'autant plus volontiers

que cela arrangeait doublement ses affaires : il aurait la faculté de parler plus souvent à Marinka et dépisterait plus aisément la police, à l'abri d'une vieille demeure dans un quartier éloigné.

En ces jours de fièvre qui suivirent la mort d'Alexandre Ier, l'intimité de Golitsine avec la jeune fille se resserra et progressa de façon si rapide que les jeunes gens se fiancèrent dès le 13 décembre, c'est-à-dire le jour même où les conspirateurs, réunis chez Ryleïev, décidèrent de faire éclater, dès le lendemain, le soulèvement contre le nouveau tsar Nicolas Ier.

Ignorante des graves événements qui se préparaient, mais sentant le danger mortel qui menaçait son bien-aimé, Marinka n'hésita pas à lier désormais son sort à celui de Golitsine.

***

Une circonstance imprévue, favorable aux projets des chefs de la Société Secrète, décida les conjurés à faire éclater la révolte sans plus tarder. L'abdication de l'héritier présomptif Constantin en faveur de son frère Nicolas avait été tenue secrète jusqu'à la mort d'Alexandre Ier; il résulta de là une période d'interrègne qui jeta un trouble profond parmi les populations et dans l'armée. Frère puîné de l'empereur défunt, Constantin était héritier de droit et avait toujours été nommé comme tel dans les actes publics. Seuls l'Impératrice-mère, Marie-Féodorovna, le prince Alexandre Mikhaïlovitch Golitsine [1], le comte Araktchéïev et l'archevêque de Moscou, Philarète, connaissaient les termes de l'acte d'abdication de février 1822, et du manifeste d'Alexandre le sanctionnant à la date du 16 mars 1823. De ces deux documents il existait trois copies : l'une était déposée au Conseil de l'Empire, l'autre au Sénat, et la dernière au Saint-Synode. Quant aux textes originaux, écrits de la main d'Alexandre Golitsine, ils étaient conservés sur le maître-autel de la cathédrale de l'Assomption, à Moscou. Les paquets portaient l'inscription de la main d'Alexandre : *A ouvrir immédiatement après ma mort.*

Le grand-duc Nicolas n'ignorait pas non plus l'existence de la lettre d'abdication en sa faveur. Il connaissait le fait

1. Ancien ministre des cultes d'Alexandre Ier, oncle de Valérien Golitsine.

depuis 1819, depuis que l'empereur Alexandre lui avait confidentiellement annoncé sa résolution de renoncer prochainement à la couronne, ainsi que celle de l'héritier Constantin d'abdiquer en faveur de son frère. Quoiqu'il en soit, non seulement celui-ci ne fit pas ouvrir les enveloppes à la réception de la nouvelle de la mort du Tsar, mais il fut le premier à prêter serment et à le faire prêter à son entourage au « Souverain Empereur Constantin Ier », sans se mettre d'accord avec celui-ci, qui se trouvait alors à Varsovie où il exerçait les fonctions de Vice-Roi de Pologne.

S'étant rendu le jour même où ilapprit la mort d'Alexandre (27 novembre) auprès de sa mère, Nicolas lui annonça l'acte qu'il venait d'accomplir, afin d'obéir à « la loi fondamentale de la succession au trône ».

— Nicolas, qu'avez-vous fait? — s'écria l'impératrice Marie Féorodovna. — Ne savez-vous donc pas qu'il y a un autre acte qui vous nomme héritier présomptif?

— S'il y en a un, — répondit le grand-duc Nicolas, — il ne m'est pas connu, personne ne le connaît; mais nous savons tous que notre maître, notre souverain légitime, est mon frère Constantin et nous avons rempli notre devoir : arrive ce qui pourra[1]!

Et lorsque l'acte de l'abdication de l'Héritier et le manifeste du Tsar furent lus au conseil de l'Empire, Nicolas déclina derechef la couronne, disant aux conseillers : « Je vous prie, messieurs, je vous en conjure en faveur de la tranquillité de l'État, de prêter le serment d'allégeance fidèle au Souverain Empereur Constantin Pavlovitch. Je n'accepterai nulle autre proposition. »

A la vérité, il se rendait parfaitement compte de son manque de popularité, tant auprès de l'armée que dans l'élément civil, et de la sympathie dont jouissait son frère Constantin en raison de ses idées libérales. De là le souci chez Nicolas Pavlovitch de « la tranquillité de l'État » et son désir de provoquer la venue de Constantin Pavlovitch à Pétersbourg; il espérait, en effet, que celui-ci y confirmerait solennellement son abdication.

1. Dialogue cité en français dans le volumineux ouvrage du général N. K. Schilder : *L'Empereur Nicolas Ier. Sa vie et son règne*. Saint-Pétersbourg, 1903.

Les événements montreront que ces inquiétudes étaient singulièrement justifiées.

De son côté, persuadé qu'il avait fait tout le nécessaire pour rendre son abdication définitive, le césarevitch Constantin refusa de se livrer à toute confirmation démonstrative de l'acte lu au conseil de l'Empire, et ne quitta pas Varsovie, répondant à toutes les demandes d'ordres de la part des autorités par leur renvoi « à qui de droit à Pétersbourg ».

Que son renoncement au trône fût sincère, il n'était pas permis aux initiés d'en douter. Parmi les témoignages de l'époque qui l'attestent, il en est de particulièrement probants, tels que les *Souvenirs* du grand-duc Michel Pavlovitch sur les événements du 14 décembre 1825 [1].

Michel Pavlovitch était le dernier des quatre fils de Paul Ier et le favori de Constantin Pavlovitch. Un an avant de signer l'acte d'abdication, celui-ci fit à son frère, au cours de l'été 1821, cette confidence :

— Tu connais la confiance que j'ai en toi, — dit soudainement le césarevitch. — Je vais t'en donner une nouvelle preuve en te dévoilant le grand secret de mon cœur. Que Dieu nous préserve du plus grand malheur qui puisse frapper la Russie : la perte de notre souverain. Mais si cet événement devait se produire de mon vivant, je me suis juré de renoncer, pour toujours et irrévocablement, à mes droits de succession. Premièrement, j'honore et j'aime trop l'Empereur pour me voir sur le trône qui était occupé par lui autrement qu'avec chagrin et même avec horreur. Deuxièmement, j'ai épousé une femme qui n'appartient pas à une maison régnante, bien plus, qui est Polonaise [2]. Il s'ensuit que la nation ne saurait nourrir envers moi une confiance absolue et nos rapports demeureraient toujours ambigus. J'ai donc fermement résolu de céder le trône à mon frère Nicolas, et rien ne me ferait revenir sur ma détermination.

Le césarevitch pria son jeune frère de révéler sa confidence

1. Publiés dans la revue *Minouvchié Gody* (*Les années passées*), d'octobre 1908, revue paraissant à Saint-Pétersbourg.

2. Constantin avait épousé, en secondes noces, la fille d'un simple gentilhomme polonais, avec l'autorisation d'Alexandre Ier qui accorda à sa nouvelle belle-sœur le titre de princesse Lovitch.

à Nicolas Pavlovitch. Mais le fond de sa pensée, il le révéla à des amis moins intéressés à la redoutable succession : il ne se souciait guère de monter sur un trône dont les occupants risquaient trop souvent l'égorgement. L'exemple de son père Paul Ier ne fut pas, en effet, une exception. On connaît, à ce propos, le mot de Joseph de Maistre : la Russie est sous un pouvoir autocratique, tempéré par l'assassinat. On conçoit la sincérité de Constantin renonçant à ses droits; on conçoit de même les précautions anxieuses de Nicolas pour s'assurer contre les contestations que devait provoquer son accession au trône.

Nicolas avait donc dépêché auprès de Constantin leur frère Michel afin de le décider à venir à Pétersbourg confirmer publiquement sa renonciation à la couronne. De retour de Varsovie, le jeune grand-duc alla tout d'abord rendre compte de sa mission à l'Impératrice-mère, et voici comment Nicolas conte lui-même la scène qui suivit, dans ses *Souvenirs*, écrits en 1835, sur les événements du 14 décembre 1825.

« Maman s'est enfermée avec Michel Pavlovitch, tandis que j'attendais dans une pièce voisine la décision de mon destin. Minute inoubliable! Enfin, la porte s'ouvrit et maman me dit : « Eh bien, Nicolas, prosternez-vous devant votre » frère, car il est respectable et sublime dans son inaltérable » détermination de vous abandonner le trône. »

L'impérial mémorialiste ajoute : « Aujourd'hui encore, dix ans après, j'ose penser que mon sacrifice moral, le vrai, était bien plus grand. Je répondis à ma mère : « Avant de » me prosterner, Maman, veuillez me permettre de savoir » pourquoi je devrais le faire, car je ne sais de qui le sacri- » fice est le plus grand, de celui qui refuse, ou de celui qui » accepte dans de pareilles circonstances. [1] »

Constantin Pavlovitch s'obstinait, en effet, à ne vouloir rien ajouter à sa lettre d'abdication de 1822 et Nicolas Pavlovitch finit par s'écrier devant sa mère et son jeune frère : « Cette obstination causera certainement des malheurs dont je serai sans doute la première victime! » Et les courriers continuèrent à faire vainement la navette entre Pétersbourg et Varsovie.

1. Le dialogue est en français dans le texte russe de Nicolas Pavlovitch.

Mais voici qu'un autre fait grave vint surprendre Nicolas et ajouter à sa « terrible situation ». Il était complètement ignorant du complot que tramaient les Sociétés Secrètes, et il venait seulement d'en être instruit, le 12 décembre, par le rapport du général Dibitch, le fameux rapport qui, envoyé à « l'empereur Constantin », lui avait été retourné non décacheté à Taganrog, comme nous le savons déjà. L'anxiété de Nicolas fut d'autant plus vive que des mesures immédiates contre les conspirateurs s'imposaient, et cela à l'instant précis où l'État était toujours sans tête, où « le trône était occupé par un cercueil ». Aussi, quand, le soir du même jour, une nouvelle lettre de Constantin, toute farcie, comme les précédentes, de bons conseils, lui arriva, Nicolas prit la décision de rédiger et de promulguer le manifeste de son accession au trône. Et dans sa réponse au général Dibitch, lui donnant pleins pouvoirs pour agir contre les conjurés de la Société du Midi, il ajouta : « Après-demain matin, ou je serai souverain, ou j'aurai cessé de vivre. »

Le manifeste annonçant l'avènement de Nicolas Ier fut rédigé le 13 décembre, promulgué le 14, jour où l'armée était appelée à prêter serment au nouveau Tsar. Ce fut le prétexte que saisirent les conjurés pour soulever les troupes.

***

Les chefs du complot avaient eux-mêmes été surpris par les événements. L'un des « Décembristes », Nicolas Bestoujev, a laissé d'intéressantes notes sur les conciliabules des conjurés à la veille du 14 décembre. C'est par lui que Ryleïev avait appris la mort d'Alexandre Ier et le serment prêté à Constantin. Étonné de voir le chef de la Société du Nord ignorant tout de faits aussi graves et devant précipiter l'action, Bestoujev le questionna sur le nombre des conjurés et sur leur plan. Après un long silence, Ryleïev dit enfin :

— Cela nous montre clairement à quel point nous sommes ignorants de tout. Je me suis moi-même leurré. Nous n'avons aucun plan établi; aucune mesure n'est prise; le nombre de nos membres n'est pas grand à Pétersbourg. N'importe, nous allons nous réunir dès ce soir.

Les réunions chez Ryleïev se suivirent sans grand résultat. On se mit bien d'accord sur l'urgence de l'action, la répugnance des soldats à renouveler le serment de fidélité servant de motif imprévu au soulèvement. Mais il manquait un chef militaire ayant le prestige voulu pour commander les insurgés. Ryleïev n'étant que lieutenant en retraite, le choix tomba sur le prince Serge Troubetskoï, commandant le régiment de la garde Préobrajensky. On pensa, enfin, à l'établissement du plan d'action. Le nouveau « dictateur » proposa le sien : le premier régiment qui refuserait de renouveler le serment en faveur de Nicolas quitterait la caserne tambour battant et se rendrait auprès d'un régiment voisin, lequel, après s'être joint au premier, irait avec lui en soulever un autre, et ainsi de suite. Dès que l'on aurait réuni des forces suffisantes, on s'emparerait de l'Arsenal, de la forteresse Pierre et Paul, et l'on concentrerait ensuite les troupes sur la place du Sénat; là on contraindrait les sénateurs à promulguer un manifeste instituant un Gouvernement provisoire et annonçant la réunion des représentants du peuple qui décideraient du régime.

A la réunion ultime du 13 décembre, Ryleïev exposa son plan à lui : chaque régiment soulevé serait conduit droit sur la place du Sénat par les officiers membres de la Société Secrète, et là on se concentrerait. On arrêterait le Tsar et l'on présenterait à la signature des sénateurs un manifeste sanctionnant le coup d'état. La réunion paraissait pencher en faveur de ce dernier plan; mais Troubetskoï étant absent, rien ne fut décidé de façon précise, alors que l'insurrection avait été déjà fixée au lendemain matin.

Valérien Golitsine, assistant à ce dernier conciliabule, se dit : « Rien ne sera réalisé... Peut-être si, cependant. Des fous, des somnambules, des faiseurs de plans... ou des prophètes, peut-être; peut-être n'est-ce pas la réalisation immédiate; peut-être n'est-ce qu'un pronostic, un éclair sans tonnerre; mais là où l'éclair a brillé, le tonnerre grondera. »

***

Le « jour fatal » du 14 décembre, selon le terme du nouvel Empereur, se leva. Ciel morne, brume et gelée de 10 degrés.

Le souverain se leva de bon matin et dit à son aide de camp et confident favori, le général comte Benkendorf : « Ce soir nous ne serons peut-être plus de ce monde, tous les deux; du moins mourrons-nous en accomplissant notre devoir. »

Dès les premières heures de la matinée, il assembla dans son palais tous les généraux et colonels de la garde et leur annonça sa détermination d'accepter la couronne. Il leur donna connaissance du manifeste d'Alexandre Ier et de la lettre d'abdication du césarevitch et leur demanda s'ils avaient des doutes à exprimer sur la légalité de sa décision. Sur leur réponse négative, il leur ordonna d'aller prêter serment, puis d'aller faire prêter serment à leurs troupes.

Nous empruntons ces détails aux notes personnelles de Nicolas Ier, que nous avons déjà citées tout à l'heure [1]; et nous ne saurions mieux faire que d'en reproduire textuellement les passages essentiels, en confrontant cette relation avec les récits non moins vécus venant de la partie adverse, les « Décembristes ».

Peu après le départ des chefs de corps de la garde, quelques-uns revinrent et rapportèrent au souverain que le serment avait été prêté par leurs hommes sans incidents. Mais le général Soukhozanete, commandant de l'artillerie de la garde, vint annoncer qu'il avait dû faire arrêter plusieurs officiers de l'artillerie à cheval, qui avaient exprimé des doutes sur la validité du nouveau serment. Le Tsar dépêcha auprès d'eux son frère Michel, qui venait d'arriver de Varsovie et était à même de certifier l'authenticité du renoncement du césarevitch.

« Quelques instants après, poursuit l'Empereur Nicolas, arriva le général Neydhart, chef de l'état-major du corps d'armée de la garde, et s'approchant de moi tout ému, me dit : — Sire, le régiment de Moscou est en pleine insurrection, Chenchin et Frédéricks (alors commandants de brigade et de régiment) sont grièvement blessés et les mutins mar-

1. Ce document est entièrement inédit en France et peu répandu en Russie même, n'y ayant été utilisé que dans deux ouvrages, tous deux devenus introuvables : *l'Avènement de Nicolas Ier*, par le baron Korfl (livre tiré à un petit nombre d'exemplaires), et *l'Empereur Nicolas Ier*, du général Schilder.

chent vers le Sénat; j'ai à peine pu les devancer pour vous le dire. Ordonnez, de grâce, au régiment Préobrajenski et à la garde à cheval de marcher contre ces insurgés [1].

» Cette nouvelle me frappa comme un coup de tonnerre, car je n'avais vu, au début, dans cette désobéissance, que la suite d'un simple doute. Mais, connaissant l'existence du complot, je compris que j'étais en présence de sa première manifestation. »

Afin de n'alarmer ni l'Impératrice-mère ni sa femme, le Tsar alla trouver celle-ci et lui dit simplement : « Il y a du bruit au régiment de Moscou; je vais y aller » et, suivi du général aide de camp Koutouzov, il se rendit à la caserne du corps de garde de la Cour, en fit sortir la compagnie des tirailleurs de la garde et les conduisit en personne vers la porte principale du palais.

« Les personnes invitées au palais pour la prestation du serment arrivaient déjà et toute la place du palais était pleine de monde; de nombreuses voitures s'y croisaient. Nombre de curieux regardaient par la porte de la cour et me saluaient jusqu'à terre. Ayant posté les soldats devant la porte, je m'adressai au peuple, lequel, en m'apercevant, accourut et se mit à crier « hourra! » Je fis un geste de la main pour obtenir le silence. A ce moment vint me trouver le comte Miloradovitch [2] qui me dit : « Cela va mal, ils marchent sur » le Sénat; mais je vais leur parler. » Il partit, et je ne l'ai plus revu qu'au moment de lui rendre les derniers devoirs [3].

» Il me fallait gagner du temps afin de permettre aux troupes de se rassembler; il fallait détourner l'attention de la foule par quelque chose d'extraordinaire; ces pensées me sont venues comme par une inspiration d'en haut, et je me mis à parler au peuple en lui demandant s'il connaissait mon manifeste; devant les réponses négatives, il me vint l'idée de le lire. Quelqu'un dans la foule m'en remit un exemplaire; je le pris et je me mis à lire très lentement en commentant chaque mot. Mais mon cœur se serrait, je l'avoue, et Dieu seul m'était un soutien. »

1. Ces paroles du général Neydhart sont en français dans le texte.
2. Gouverneur général de Saint-Pétersbourg.
3. On verra par la suite comment le comte fut mortellement blessé en haranguant les insurgés.

Enfin, l'empereur est informé que le premier bataillon du régiment Préobrajensky est rangé devant l'entrée du logis du commandant de place du palais. Fendant la foule, Nicolas Pavlovitch s'approche du bataillon et demande aux hommes s'ils sont prêts à le suivre partout; un cri unanime part de toutes les poitrines : « A vos ordres! » Et l'auguste narrateur marque dans son journal : « Moment unique dans ma vie; nul pinceau n'aurait pu peindre l'aspect de grâce, d'honnêteté et de calme de ce bataillon, premier en effet dans le monde, en un instant aussi critique! » A son commandement, le bataillon le suit jusqu'au coin du boulevard de l'Amirauté; on lui amène un cheval sur lequel il monte.

« A ce moment, reprend le Tsar, nous entendîmes des coups de feu et, aussitôt après, accourut l'aide de camp colonel prince Golitsine qui m'annonça que le comte Miloradovitch était mortellement blessé. La foule affluait de toutes parts. Je donnai l'ordre de placer des tirailleurs sur les deux flancs du bataillon, et m'avançai ainsi jusqu'au coin de la rue Voznessenskaïa... Nous entendîmes alors les cris de « Hourrah pour Constantin! » venant de la place du Sénat, et où l'on aperçut une chaîne de tirailleurs qui ne laissaient passer personne.

« Je remarquai à ce moment, en face de moi, un officier du régiment de dragons de Nijni-Novgorod, dont la tête était entourée d'un bandeau noir; ses grands yeux noirs, sa moustache et tout son aspect avaient quelque chose de particulièrement repoussant. Le faisant approcher, j'appris de lui qu'il s'appelait Yakoubovitch[1]. Ne connaissant pas la cause de sa présence, je lui demandai ce qu'il désirait. Il me répondit avec aplomb : « J'étais avec *eux*; mais, apprenant qu'ils étaient pour Constantin, je les ai abandonnés, et me voici devant vous. » Je le pris par la main et dis : « Merci, vous connaissez votre devoir. »

1. Le capitaine Yakoubovitch, qui avait été blessé pendant la campagne du Caucase, venait aux réunions de la Société Secrète du Nord et était au courant de tous ses projets sans avoir été reçu membre régulier. Il était connu plutôt comme éloquent hâbleur que comme un conjuré convaincu, et en voulait surtout au défunt Alexandre Ier à la suite d'un passe-droit.

« Nous avons appris par lui que le régiment de Moscou participait presque en entier à l'émeute, et qu'il avait marché avec lui le long de la Gorokhovaïa où il l'a abandonné. Mais nous avons su par la suite que son intention véritable était de se renseigner sur ce qui se passait chez nous et d'agir en conséquence. »

Le Tsar raconte ensuite comment il s'avança sur la place en compagnie du général aide de camp Benkendorf, et y fut salué par des coups de feu.

« Me rendant compte que l'affaire devenait très grave, j'envoyai Adlerberg avec l'ordre à l'écuyer de la Cour, prince Dolgorouky, de tenir prêtes les voitures pour maman et ma femme afin de les transporter avec les enfants, en cas extrême, à Tsarkoïé-Selo. Puis, après avoir envoyé chercher l'artillerie, je me suis avancé sur la place du palais pour y organiser la défense du palais. Avant d'arriver au bâtiment de l'état-major général, j'aperçus le régiment des grenadiers de la garde marchant en plein désordre et sans officiers. Ne pouvant deviner leurs intentions, je m'approchai d'eux afin de les mettre en rangs. Mais à mon cri : « Halte! » ils me répondirent : « Nous sommes pour Constantin. » Je leur montrai alors la place du Sénat et dis : « S'il en est ainsi, voici votre chemin »; et toute cette cohue défila devant moi, à travers mes troupes, et alla rejoindre, sans être gênée par nous, les camarades égarés.

» Heureusement que les choses se sont passées ainsi; autrement le sang aurait coulé sous les fenêtres mêmes du Palais, et notre sort aurait été plus que douteux. Mais de pareilles réflexions viennent après; au moment même, Dieu seul m'avait inspiré...

» Revenu vers nos troupes, je m'approchai de l'artillerie qui venait d'arriver, malheureusement sans munitions. L'émeute ne faisait que croître; à la malheureuse masse des Moscovites s'étaient joints les marins de la garde. A l'autre flanc, se tenaient les grenadiers. Le bruit et les cris devenaient assourdissants et les coups de feu des émeutiers passaient au-dessus de nos têtes. Enfin, le peuple lui-même commençait à passer de leur côté. En un mot, il devenait clair que ce n'était point le doute sur la légalité du serment

qui était la vraie cause de l'émeute, mais qu'il existait bien un complot prémédité. « Hourrah pour la Constitution! » entendait-on crier par la populace qui croyait saluer ainsi l'épouse de Constantin Pavlovitch! »

Cependant, le régiment d'Izmaïlov, puis le Semionovsky arrivèrent successivement pour appuyer les troupes gouvernementales. Le Tsar était allé s'assurer de leur bon ordre, de leur fidélité. Il ajoute :

« Sur ce arriva le métropolite Séraphin que j'avais mandé du Palais d'Hiver. Il était revêtu de ses vêtements sacerdotaux, et avait la croix à la main. L'honorable pasteur, accompagné d'un seul diacre, était sorti de l'église du Palais et, élevant la croix au-dessus de sa tête, avait marché tout droit vers la foule [1]. Il voulut parler, mais le prince Obolensky et les autres de la bande l'en ont empêché, en menaçant de tirer s'il ne s'éloignait pas. Michel Pavlovitch me proposa d'aller auprès de la foule, croyant qu'il saurait faire entendre raison aux égarés, l'affection de Michel Pavlovitch pour Constantin étant connue de tout le monde. Bien que je redoutasse que mon frère fût victime de quelque acte de trahison, car l'émeute s'étendait visiblement, je voulus quand même essayer de tous les moyens, et je consentis à son offre, mais en le faisant accompagner par le général aide de camp Levaschov. Ses efforts de persuasion n'eurent pas de meilleur résultat, bien que les matelots l'écoutassent avec sympathie. Les émeutiers s'interposèrent; Kuchelbeker leva le chien de son pistolet et visa mon frère; mais trois matelots l'empêchèrent de tirer [2]. Mon frère revint à sa place, et moi, après avoir contourné la cathédrale de Saint-Isaac, je vins retrouver nos troupes postées de l'autre côté, et j'y retrouvai le régiment nouvellement arrivé des chasseurs de la garde.

» Le temps devenait assez froid et le terrain de plus en plus glissant. La nuit commençait à descendre, car il était

1. Il convient de rappeler ici le fait, omis par l'auteur de ces *Souvenirs*, de la présence, à côté de Séraphin, du Métropolite de Kiev, Mgr Eugène, qui attendait, lui aussi, à l'église du Palais, la célébration de l'action de grâces à l'occasion de l'avènement de Nicolas.

Il s'agit de Guillaume Kuchelbeker, ancien camarade de lycée de Poustchine.

déjà trois heures de l'après-midi. Les cris de la foule devenaient plus violents et de nombreux coups de feu avaient blessé maints cavaliers de la garde. Je m'avançai sur la place afin de chercher à encercler la foule et la forcer à se rendre sans effusion de sang. A ce moment, les rebelles tirèrent une salve, les balles sifflèrent au-dessus de ma tête et par bonheur ne blessèrent personne. Les ouvriers qui travaillaient sur les échafaudages de la cathédrale de Saint-Isaac se mirent à nous jeter des bûches. Il fallait se décider à terminer tout cela; sinon, l'émeute s'étendrait à la populace, et dès lors les troupes qu'elle entourait se trouveraient dans une situation des plus critiques...

» Le général aide de camp Vassiltchikov se tourna vers moi et dit : « Sire, il n'y a pas un moment à perdre; on n'y » peut rien maintenant; il faut de la mitraille. » Je pressentais bien cette nécessité, mais, je l'avoue, je ne pus me résoudre à cette mesure le moment venu, et la terreur m'envahit. « Vous voulez que je verse le sang de mes sujets le premier jour de mon règne? répondis-je à Vassiltchikov. — Pour sauver votre Empire », fit-il.

» Ces paroles me firent revenir à moi : je voyais clairement que, ou bien il me fallait prendre la responsabilité de verser le sang de quelques-uns pour sauver presque certainement *tous*, ou bien me sauver en sacrifiant le pays. Ayant envoyé une pièce de la première batterie légère à Michel Pavlovitch, afin de renforcer sa position à lui, où était le seul endroit de retraite possible pour les émeutiers, je fis poster les trois autres pièces devant le régiment Préobrajensky en ordonnant de les charger à mitraille. Tout mon espoir était de voir les émeutiers, intimidés par ces préparatifs, se rendre. Mais il n'en fut rien. Finalement, j'envoyai le général Soukhozanete leur déclarer qu'au cas où ils ne mettraient pas immédiatement bas les armes, j'ordonnerais de tirer. De nouveau, les « hourrah pour Constantin! » lui répondirent, suivis d'une nouvelle décharge. Alors, ne voyant plus d'autre moyen, je commandai : « Feu! ».

» Le premier coup de canon frappa le haut du bâtiment du Sénat; les émeutiers y répondirent par un cri assour-

dissant et des coup de feu nourris. Un deuxième, puis un troisième coup de canon de notre côté, et un de la pièce postée auprès du régiment Semionovsky frappèrent en plein la foule qui aussitôt se débanda vers le quai Anglais, vers la Néva, la Galernaïa et se jeta même au-devant de la canonnade de la pièce du régiment Semionovsky.

» Donnant l'ordre à l'artillerie d'avancer, nous avons mis en marche les régiments Préobrajensky et d'Izmaïlov à travers la place, tandis qu'une partie de l'escadron des pionniers de la garde et des cavaliers de la garde poursuivaient les fuyards le long du quai Anglais... »

L'artillerie décida du sort de l'insurrection. Ce fait est attesté de même par les Décembristes dans leurs Mémoires, mais ils insistent davantage sur la cause dominante de l'échec : le manque d'une direction cohérente de leurs opérations militaires.

Entraînée par les deux frères Bestoujev, Michel et Alexandre, une notable partie du régiment de Moscou était arrivée la première sur la place du Sénat. A 11 heures du matin, elle s'y forma en carré de bataille devant le bâtiment du Sénat, à proximité de la statue équestre de Pierre le Grand, le cavalier d'airain semblant leur montrer le chemin et s'élancer à l'assaut de son rocher de granit. Plusieurs membres civils de la Société Secrète, notamment Kahovsky, Poustchine, Golitsine, Kuchelbeker se joignirent aux insurgés militaires. A peine le carré s'était-il formé qu'on vit galoper vers lui le gouverneur militaire de Pétersbourg, le comte Miloradovitch, ancien compagnon d'armes de Souvorov, surnommé le « Bayard russe », pour l'intrépidité qu'il avait montrée au cours de trente batailles sans avoir été jamais blessé; étant fort populaire parmi les soldats, il ne doutait pas du succès de son intervention. Ses paroles parurent en effet, impressionner les troupes insurgées; aussi l'un des chefs des conjurés, le prince Obolensky invita-t-il le général à s'éloigner. Comme celui-ci persistait à parler, Obolensky chercha à piquer de sa baïonnette le cheval du cavalier et blessa par mégarde ce dernier. Soudain, un coup de feu retentit, Miloradovitch chancela, sa tête s'inclina vers l'encolure de la bête, et celle-ci l'emporta jusqu'à la

demeure de l'officier à qui elle appartenait. C'était Kahovsky qui avait tiré et blessé mortellement le comte Miloradovitch. « Nulle balle ennemie ne m'ayant touché, il a fallu une balle russe pour me tuer », dit le vaillant soldat en mourant.

Pendant ce temps, les marins de la garde, conduits par Nicolas Bestoujev, les grenadiers, par les lieutenants Panov et Southof, vinrent renforcer le régiment de Moscou. A ce moment, les insurgés comptaient au total environ deux mille soldats, avec une vingtaine d'officiers à leur tête. Une foule de vingt à trente mille hommes les entouraient et les encourageaient en criant : « Hourrah pour Constantin ! » Visiblement conscients du but poursuivi par les insurgés, nombre d'hommes du peuple étaient accourus armés de vieux sabres, de couteaux, de haches, de pieux de fer, de gourdins; d'autres arrachèrent des pavés, ramassèrent des bûches qui traînaient alentour. Au surplus, les troupes jugées fidèles au nouveau Tsar ne montraient nul entrain à l'attaque, et les régiments d'Izmaïlov et Semionovsky, en particulier, leur faisaient transmettre le conseil : « Tenez seulement jusqu'à la nuit; on vous rejoindra... »

Les chances étaient donc visiblement du côté des insurgés, et seule leur inertie finit par compromettre leur cause. C'est que le « dictateur » Troubetskoï, qui devait les commander, était absent et parmi les autres officiers, de grades subalternes, nul ne se décida à le suppléer.

Ryleïev partit à la recherche de Troubetskoï et ne parvint pas à le découvrir. Il ne put se douter que le « dictateur », jugeant l'entreprise « prématurée », et certain d'avance de son échec, s'était rendu de bon matin le même jour à l'état-major général et y avait prêté le serment de fidélité à Nicolas Ier. Troubetskoï erra toute la journée d'une maison amie à une autre et, tout abattu, se réfugia enfin chez son beau-frère, l'ambassadeur d'Autriche. C'est là qu'au soir, il fut retrouvé par un envoyé de l'Empereur, qui l'amena au palais impérial.

La longue inaction des insurgés, — « la révolution pétrifiée », suivant le mot de Kahovsky, — finit par réveiller l'ardeur des troupes gouvernementales. Sur l'ordre du Tsar,

la cavalerie de la garde chargea à cinq reprises, mais, chaque fois, elle vint se briser contre le carré inébranlable des fantassins et des marins. C'est alors que, sur l'instance des généraux de la suite de Nicolas, l'artillerie fut amenée et son action mit fin au combat avec les résultats que nous connaissons par le récit de l'Empereur.

Les insurgés qui fuyaient par le quai Anglais descendirent sur la glace de la Néva dans l'espoir de gagner la rive opposée. Mais la glace céda sous le poids des hommes, et un bon nombre d'entre eux se noyèrent. D'autres, fuyant sous le feu de la mitraille, réussirent à atteindre la terre ferme.

La nuit était descendue. Des incendies, allumés autour du Palais d'Hiver, illuminaient des monceaux de cadavres et de blessés gisant pêle-mêle sur la place du Sénat, sur la glace du fleuve, le long des rues. Le « jour fatal » du 14 décembre s'achevait par l'écrasement de l'insurrection de Saint-Pétersbourg. Dans la nuit même, les principaux membres de la Société Secrète du Nord étaient arrêtés.

***

Valérien Golitsine s'attendait à être pris à son tour. Il avait passé la journée parmi les troupes révoltées. Au moment où l'artillerie entra en jeu, il se trouvait auprès de la grille du monument de Pierre le Grand, et il assista à la débandade des Moscovites. Des balles trouèrent sa pelisse, abattirent son chapeau. Il ferma les yeux, attendant la mort. Entre deux coups de canon, il entendit un léger claquement et rouvrit les yeux; il vit Kahovsky qui, accroché d'une main à la grille, armait de l'autre un pistolet. Golitsine chercha le point de mire que l'autre visait et aperçut, à la gauche de la batterie, au milieu d'une épaisse fumée, Nicolas, monté sur un cheval blanc. Kahovsky fit feu, mais manqua le tsar. Il sauta de la grille, tira de sa poche un autre pistolet et s'élança. Golitsine le suivit en armant aussi son pistolet : il voulait aussi « tuer la Bête ».

Mais à peine eut-il fait dix pas qu'un courant de la foule le sépara de Kahovsky, le renversa, et il reçut un coup de

botte si violent sur la tempe qu'il perdit connaissance. Lorsqu'il revint à lui, la foule s'était dispersée; il put se lever et partir au hasard en chancelant comme pris d'ivresse. Parvenu dans une rue étroite où la fusillade était plus nourrie, il fut de nouveau bousculé par les fuyards et tomba dans une mare de sang. A côté de lui, un homme eut la tête fracassée par une balle. L'idée lui vint que tous ses camarades avaient été tués, et il appela la mort; il appuya son pistolet sur sa tempe, lorsque l'image de Marinka lui apparut, et sa main retomba. Tard dans la nuit, il fut découvert par Guillaume Kuchelbeker qui le transporta chez un membre de la Société Secrète, le prince Odoïevsky. Après s'être réchauffé et avoir dormi jusqu'au matin, il se leva, et, ne trouvant personne dans l'appartement, il résolut d'aller revoir Marinka une dernière fois avant leur séparation, qu'il ne pouvait croire qu'à jamais définitive. En chemin, il rencontra des charrettes transportant des cadavres qu'on allait jeter au fond des trous pratiqués dans la glace du fleuve : l'ordre avait été donné de nettoyer tout avant l'aube. Rentré chez lui, il se coucha tout habillé, et son valet de chambre le trouva bientôt sans connaissance, pris d'un violent accès de fièvre.

Traité par un médecin habile, soigné surtout par Marinka qui se fit sa garde-malade de tous les instants, Golitsine reprit sens le quatrième jour. Il aperçut la jeune fille assise auprès de son lit. Il la questionna sur la date et, ayant appris qu'on était le 18, il la regarda longuement, cherchant à deviner si elle savait ce qui s'était passé le 14. Elle comprit, et, sans attendre la question, lui dit qu'elle savait tout par le maître d'hôtel de sa grand'mère, qui avait vu Golitsine sur la place du Sénat. Elle se pencha, le prit dans ses bras, et se mit à pleurer.

— Ne pleurez pas, Marinka, ma petite fille chérie... je suis avec vous et jamais plus nous...

Il n'acheva pas, sentant qu'il ne pourrait la tromper : elle connaissait déjà, non seulement le passé, mais aussi l'avenir.

Golitsine se rétablissait, reprenait peu à peu des forces par la seule vertu de la présence de sa bien-aimée. Un jour, madame Tolytchev se décida à lui demander si l'affaire du

14 décembre se terminerait sans dommage pour lui, et quel sort serait réservé à sa fille dans le cas contraire. Il lui répondit aussi franchement : « Je serai découvert, arrêté, jugé, condamné, sinon à la peine de mort, du moins à la prison ou aux travaux forcés. »

Toute bouleversée, madame Tolytchev demanda : « Que faire? Aidez-moi, prince, conseillez-moi. » Golitsine baisa tendrement la main de la mère et dit : « J'ai de grands torts envers vous, Nina Lvovna, mais je vous en donne ma parole : je ferai tout pour que Maria Pavlovna m'oublie; quant à vous, partez avec elle d'urgence pour les Merisiers. »

Les Merisiers étaient la propriété familiale des Tolytchev. La conversation s'en tint là.

Golitsine avait d'abord accepté le projet de fuir à l'étranger, que lui avait proposé Kuchelbeker, et pensait, après avoir épousé Marinka, l'emmener avec lui. Mais après son entretien avec madame Tolytchev, il comprit qu'il ne saurait ni s'évader ni épouser Marinka, s'il était banni en Sibérie.

La jeune fille le surprit abîmé dans ces pensées. Elle l'interrogea, et, apprenant qu'il refusait de fuir parce qu'il ne saurait exister sans la Russie et sans elle, elle riposta tout d'un trait :

« — Mais j'irai avec vous!

» — Et Nina Lvovna? — demanda-t-il.

» — Maman ira aussi avec nous, et si elle ne veut pas, cela m'est égal, j'irai sans elle. N'importe où vous irez, je vous suivrai... Où va l'aiguille, le fil la suit.

» — Mais, Marinka, on m'arrêtera.

» — Eh bien, il m'arrivera ce qui vous arrivera, — répondit-elle, comme si sa résolution était déjà prise depuis longtemps.

» Ils restèrent silencieux pendant un moment. Puis, rassemblant ses forces, il dit d'un ton résolu :

» — Partez le plus tôt possible pour les Merisiers.

» Elle le regarda longuement, toujours calme, cherchant à comprendre.

» — Et comment ferez-vous sans moi?

» — Ce me sera plus facile.

» — Plus facile d'être seul?

» Il fit un signe affirmatif de la tête.

» — Ce n'est pas vrai.

» Elle le regarda plus attentivement encore et, soudain, comprit.

» — Bien. Mais dites-moi seulement que vous ne m'aimez pas autant.

» — Comment cela, pas autant?

» — Voici comment. Si l'on vous serre très fort la main, cela fait très mal, et si l'on touche à la meurtrissure, la douleur est insupportable. C'est ainsi que je vous aime. Et vous? Dites seulement deux mots : « Pas autant » et je partirai.

» Son visage et sa voix exprimaient une résolution tranquille. Il comprit. Il lui suffirait de dire ces deux mots : « Pas autant », elle partirait, et tout serait fini.

» Elle demeura silencieuse, attendant. Soudain, elle se leva, s'approcha de lui, prit sa tête entre ses mains, et le baisa au front.

» — Petit bêta. Dieu! que vous êtes bêta [1]. »

. . . . . .

Le 7 janvier, le premier jour où il était permis de se marier après le jeûne de Noël, Golitsine épousa clandestinement Marinka, dans la chapelle du vieux château de la grand' mère. La nuit suivante, on vint l'arrêter.

***

Le soulèvement déclenché par les Sociétés Secrètes ne s'acheva point avec la journée du 14 décembre. Il reprit dans le Midi, mais sans le chef, le colonel Pestel, qui avait été arrêté dès le 13 décembre, à Toultchine, où il était venu de Vassilkov, mandé par le commandant de la deuxième armée. Son nom était inscrit, en effet, en tête de la liste des conjurés, découverte par le général Dibitch, parmi les papiers d'Alexandre 1er.

Pestel fut aussitôt interrogé par le chef de l'État-Major de la deuxième armée, le général Kissilev, un de ses meilleurs amis, par aventure. Le questionnaire avait été établi

1. Passage cité d'après le roman *Quatorze Décembre*, de Merejkovsky.

d'après la dénonciation du capitaine Maïboroda, officier du régiment de Viatka que commandait Pestel. Ce dernier répondit en niant toute participation aux Sociétés Secrètes, et, de même, ne nomma aucun de leurs membres. Mais la dénonciation était bien précise; au reste, les autorités de la région méridionale étaient au courant depuis longtemps du rôle de Pestel dans la conspiration; aussi fut-il envoyé sous bonne garde à Pétersbourg, où il fut emprisonné à la forteresse Pierre et Paul, en attendant le jugement.

D'autres conjurés de marque étaient recherchés, tels les deux frères Mouraviov-Apostol, Serge et Matthieu, ainsi que Michel Bestoujev-Rioumine [1]. Tous trois avaient été avertis de la découverte du complot et de leur prochaine arrestation dont était chargé le colonel Gebel, commandant du régiment de Tchernigov, dont l'un des bataillons était commandé par le lieutenant-colonel Serge Mouraviov-Apostol. Le colonel Gebel découvrit les deux frères Mouraviov dans le village Trilessy, situé à peu de distance de Vassilkov, et il les arrêta dans la nuit du 28 au 29 décembre.

Quelques officiers du régiment de Tchernigov, Kouzmine, Soukhanov, Soloviov, chefs de compagnies du bataillon de Mouraviov et membres de la Société des Slaves, ayant appris cette arrestation, arrivèrent à Trilessy avec la compagnie de Kouzmine et libérèrent de force les deux frères. Gebel fut grièvement blessé. Bestoujev — Rioumine, arrivant sur ces entrefaites, il fut décidé de se mettre en marche immédiatement, afin de s'emparer de Vassilkov, puis, avec les troupes qui ne manqueraient pas de se joindre aux premiers insurgés, de pousser jusqu'à Kiev. Le colonel Mouraviov-Apostol, très aimé de ses hommes, assumait le commandement suprême.

Il quitta Trilessy avec ses camarades, à la tête de la compagnie de Kouzmine, et, dans l'après-midi du 30 décembre, les insurgés se trouvaient devant Vassilkov.

Laissons ici la parole au plus sûr des témoins oculaires, Matthieu Mouraviov-Apostol, auteur de *Souvenirs* sur cet épisode [2].

1. Rappelons que Serge Mouraviov-Apostol était l'auteur du *Catéchisme* qui, avec la *Vérité Russe* de Pestel, formait la Charte des Sociétés Secrètes.
2. Condamné aux travaux forcés en Sibérie, il vit sa peine commuée en

« Nous trouvâmes devant nous une chaîne de tirailleurs. Lorsque notre compagnie s'approcha d'elle à une distance qui nous permettait de distinguer les visages des soldats, ils accoururent en criant « hourrah! » et se joignirent à nous. Nous entrâmes ensemble à Vassilkov. Dès notre entrée dans la ville, mon frère libéra le baron Soloviov, Soukhinov, et Stchepine qui était rentré la veille de Trilessy. L'ordre fut donné de ne laisser personne entrer dans la ville ni en sortir sans l'autorisation de mon frère. La nuit se passa sans incidents.

» Le 31 décembre, le deuxième bataillon tout entier du régiment de Tchernigov se joignit à nous, à Vassilkov, de bon matin. Deux compagnies du premier bataillon firent de même. Après de longues hésitations, l'aumônier du régiment de Tchernigov consentit à célébrer l'office et à lire, devant les rangs alignés des soldats, le « Catéchisme » composé par mon frère. Y étaient exposés les devoirs du guerrier envers Dieu et la Patrie.

» Mon frère décida de se mettre en marche afin de faire la jonction avec la 8e division d'infanterie, campée devant Jitomir. Un grand nombre de membres de la Société Secrète et de la Société des Slaves-Unis y servaient, et parmi eux, plusieurs commandants de régiments, sur le concours desquels on pouvait compter; y campaient également plusieurs compagnies du régiment Semionovsky qu'on avait incorporées dans cette division. Lorsqu'ils avaient appris la mort de l'Empereur, les officiers de la 8e division avaient fait savoir à mon frère que tout était prêt chez eux pour la campagne, et que les chevaux étaient déjà ferrés à glace.

» Après l'office, nos troupes allaient quitter Vassilkov. A ce moment arriva une troïka de poste, et notre frère Hippolyte tomba dans nos bras[1]. Il venait de passer brillamment les examens d'officier d'État-Major et était affecté à l'État-Major de la 2e armée. C'est en vain que nous le suppliâmes de poursuivre son chemin jusqu'à Toultchine, siège de l'État-Major de cette armée; il demeura avec nous.

simple bannissement en 1836, et, gracié en 1856, il écrivit ses *Souvenirs* en 1883, trois ans avant sa mort.

1. Un jeune homme de dix-neuf ans.

» Le 31 décembre, nous arrivâmes au village de Motovilovka où nous nous arrêtâmes pour passer la journée du nouvel an.

» Le 2 janvier, mon frère projetait de marcher dans la direction de Berditchev, afin d'utiliser un chemin abrité par des forêts. Mais, apprenant que le 18e régiment de chasseurs, posté à Belaïa-Tserkov, avait été envoyé contre nous, il obliqua sur la route de Jitomir, en passant par Trilessy.

» Le 3 janvier, nous apprîmes qu'un détachement de cavalerie, avec une compagnie d'artillerie à cheval, barrait la route de Trilessy. Joie générale. La compagnie de l'artillerie à cheval était commandée par le colonel Pikhatchev, membre de la Société Secrète. Ce n'est qu'en 1860 que j'ai appris qu'il avait été arrêté la veille. Nous poursuivons notre marche en colonne de compagnie. Nous entendons un coup de canon, puis un autre; un obus passe au-dessus de nos têtes. Nous marchons toujours. On ouvre contre nous un tir à mitraille. Quelques-uns des nôtres tombent. Serge Ivanovitch[1] décide d'arrêter un combat inégal, afin de préserver nos hommes d'une perte immanquable... Il se met à agiter son mouchoir blanc; mais au même instant, il tombe, frappé par la mitraille. Notre frère Hippolyte, le croyant tué, se brûle la cervelle... On nous installe dans des traîneaux... La cavalerie entoure les soldats du régiment de Tchernigov.

» A Trilessy, on nous enferma dans une auberge en postant autour d'elle des hussards de la Russie Blanche. La blessure de mon frère n'avait pas été bandée et il n'y avait rien pour le panser. Nos effets, notre linge avaient été pillés par les hussards.

» La nuit descendit; on apporta de la lumière. Kouzmine, couché sur la paille en face de moi, me demanda de m'approcher de lui. Je lui montrai la tête blessée de mon frère qui reposait sur mon épaule. Kouzmine, gravement atteint lui aussi, fit un effort pour se traîner vers moi, me pressa la main selon la coutume convenue entre les Slaves Unis, me dit adieu, se traîna vers sa botte de paille et se tua à l'aide

1. Le frère du narrateur.

du pistolet qu'il avait dissimulé dans la manche de son manteau... »

Cette fois encore, l'artillerie décida du sort de l'insurrection. Mais celle-ci, à vrai dire, échoua parce qu'elle avait été insuffisamment préparée. De même les insurgés avaient négligé l'âme populaire; ils n'en apercevaient point la profonde simplicité.

A Saint-Pétersbourg les soldats acclamaient Constantin, parce que Tsar légitime, et la Constitution, parce que femme du vrai tsar. A Vassilkov, les soldats brandissaient les armes aux cris de « Hourrah pour Constantin! » et voulaient aller le délivrer. La formule du catéchisme de Mouraviov-Apostol : « Qu'il n'y ait qu'un tsar sur la terre comme au ciel Jésus-Christ » qu'on leur lut sur la place, ne leur disait rien.

L'auteur du *Catéchisme* s'en était douloureusement convaincu par la suite et confessait : « Lorsque les soldats me demandèrent de « piller un tout petit peu » et que je le leur défendis, on commença à murmurer : « Ce n'est point pour le tsar Constantin que Mouraviov agit, mais pour on ne sait quelle liberté... Un seul Dieu au ciel, un seul Tsar sur la terre... Mouraviov nous trompe! » Il concluait : « Alors je compris la chose la plus terrible : pour le peuple russe, liberté signifie violence, débauche, fratricide. L'esclavage est avec Dieu, la liberté avec le diable. »

Les deux frères Mouraviov-Apostol, Bestoujev-Rioumine et les autres membres des Sociétés Secrètes qui combattaient à leurs côtés furent menés à Pétersbourg. Les conjurés des autres villes méridionales n'ayant pas pris part à l'insurrection étaient expédiés à Moghilev, où les tribunaux se montrèrent plus pondérés qu'à Pétersbourg. La ville de Moghilev faisait partie du royaume de Pologne, administré par le vice-roi Constantin.

***

Le 17 décembre 1825, un Comité d'Instruction fut institué à Pétersbourg par un ukase de Nicolas 1er, afin de rechercher tous les affiliés aux Sociétés Secrètes, et le 1er juin 1826 commença à siéger le Tribunal Suprême, composé de repré-

sentants du Conseil de l'Empire, du Sénat et du Saint-Synode, auxquels furent adjoints des généraux et de hauts fonctionnaires. L'instruction fut inaugurée dans la nuit même du 14 décembre, au Palais impérial, et c'est Nicolas en personne qui la mena, en tortionnaire plutôt qu'en juge.

Le Tribunal Suprême répartit les cent vingt et un condamnés en douze catégories. La première comprenait ceux devant subir l'écartèlement; la deuxième — la décapitation; et les autres peines allaient des travaux forcés à perpétuité aux travaux à temps et jusqu'au simple bannissement en Sibérie, avec la dégradation préalable pour tous.

La première catégorie comptait cinq condamnés : Pestel, Ryleïev, Serge Mouriaviov-Apostol, Bestoujev-Rioumine et Kahovsky. Pestel allait donc être livré au bourreau uniquement parce que, chef supposé de l'insurrection du Midi, il était inscrit le premier sur la liste de la dénonciation; il ne prit, en effet, aucune part au soulèvement même, puisqu'il avait été arrêté avant d'agir.

Dans la deuxième catégorie, nous trouvons, également en première place, Serge Troubetskoï, condamné à être décapité, lui que nous avons vu, au matin du 14 décembre, prêter serment de fidélité au nouveau tsar et se refuser non seulement à diriger les opérations des insurgés, mais même à y prendre une part quelconque. Maints autres condamnés, dont la culpabilité n'a pu être établie, n'en furent pas moins condamnés à des peines odieusement disproportionnées avec les crimes dont on les accusait.

C'est que le Tribunal Suprême avait prononcé ces sentences avec une sévérité calculée, afin de laisser au tsar Nicolas Ier une large latitude de grâce. Et voici comment il l'exerça. Ayant formellement promis à sa mère Maria Féorodovna et à sa femme Alexandra Féodorovna, qui l'avait imploré à genoux, de ne pas laisser verser le sang, il commua la peine de l'écartèlement (supprimée d'ailleurs en Russie depuis deux siècles) en celle de la pendaison; puis, toujours « afin d'éviter toute effusion de sang », il changea la peine de la décapitation en celle de travaux forcés à perpétuité, et continua, dans le même esprit de « grâce », l'examen des catégories suivantes. Il avait promis au duc de Wellington

de manifester des « sentiments de mansuétude qui étonneraient le monde », et il étonna le monde, en effet, mais ce fut par l'absence de tout sentiment humain.

Dans la nuit du 13 juillet 1826, on éleva deux échafauds sur le glacis de la forteresse Pierre et Paul : l'un pour les condamnés à la pendaison, l'un pour tous les autres, au nombre de cent seize, qui devaient subir la dégradation sous la potence. A l'aube, ils furent extraits des casemates dont le séjour les avaient délabrés au point de les faire ressembler à des spectres sortant de leurs tombes, et ils furent conduits sur le lieu de l'exécution. Les cinq condamnés à mort, chargés de lourdes chaînes, durent attendre sur l'échafaud, des heures durant, la fin du long défilé des dégradés. Ils ne conservèrent pas moins leur calme d'hommes qui, depuis longtemps, s'étaient faits à l'idée du martyre. Mais ils ne s'attendaient certes pas à être exécutés deux fois...

Un modeste agent de police qui, étant de service, assista à l'exécution, en a fait le récit dont voici le passage final dans sa simplicité poignante :

« ... Nous avons pu très bien distinguer leurs visages. Ils étaient tous calmes, mais gardaient un air sérieux, comme s'ils réfléchissaient à quelque chose d'important... Ils se préparaient à la mort, n'est-ce pas? Ils regardèrent une dernière fois le ciel, et d'un tel regard que toutes nos entrailles en furent bouleversées... Tu ne saurais comprendre ce que c'était, et moi, je ne saurais le raconter... Les sacs dont on allait les couvrir leur déplurent. Ryleïev dit : « Mon Dieu, à quoi bon? »

» Quand tout fut prêt, on leur passa les nœuds au cou et l'on abaissa la planche sur laquelle ils étaient placés. On l'avait agencée ainsi. Ils restèrent pendus, s'agitèrent, se convulsèrent. Et voici que les trois du milieu tombèrent. Les cordes s'étaient cassées. Seuls, aux deux extrémités, Pestel et Kahovsky demeuraient pendus.

» Alors, étant tombés, ils se meurtrirent jusqu'au sang. C'est bien de tout leur poids qu'ils s'écrasèrent!... Le sac de Ryleïev était retombé et l'on voyait du sang sur son arcade sourcilière et derrière l'oreille droite. Il était assis

recroquevillé, car il était tombé à l'intérieur de l'échafaud. Il dit : « Quel malheur! »

« Qu'on les pende! Qu'on les pende! » cria Koutouzov. Et il se mit à hurler et à jurer. On releva la planche; on remit les nœuds autour de leur cou. Alors que la planche était relevée, Pestel et Kahovsky la touchèrent de leurs pieds. Pestel était encore vivant. Quelques-uns gémissaient, sans doute de douleur. *On les pendit à nouveau.* Cependant, on dit que ce n'est pas permis. C'est la faute du même Koutouzov... »

Et le sang que Nicolas tenait à épargner a été quand même versé...

Pour les autres condamnés commença le long supplice du bagne. Plusieurs, parmi eux, tout jeunes encore, ont expiré dans les ténébreuses prisons de la Sibérie, bien avant le jour de la grâce réelle des Décembristes, de l'annulation totale des peines des vivants et des suites infamantes pour les morts, proclamée par le fils de Nicolas Ier, Alexandre II, lors de son couronnement, le 26 août 1856.

Compris dans la huitième catégorie des condamnés, Valérien Golitsine fut relativement favorisé : il fut simplement banni, et Marinka, fidèle à son vœu, le suivit en Sibérie, avec les autres femmes des Décembristes que le poète Nekrassov magnifia.

E. HALPÉRINE-KAMINSKY

LE GRAND PROBLÈME DU PACIFIQUE

ET

LA PAIX FUTURE

Je viens, une fois de plus, d'accomplir une mission en Extrême-Orient, en cette Chine si vaste, si diverse, à laquelle je consacre depuis vingt-trois ans toute ma capacité d'effort et d'étude.

Elle mérite, d'ailleurs, pareille attention, cette Chine, tant du point de vue scientifique que du point de vue politique et économique.

Sous ce dernier aspect, si important pour la paix future, quelle est la situation présente? En un mot, que va devenir la Chine? Car c'est là le grand problème du Pacifique, celui qui domine tous ceux récemment débattus à Washington. Qui dominera cette masse, l'utilisera pour ses fins politiques ou économiques, ou plutôt l'acheminera, dans la liberté, vers l'ordre, la paix intérieure?

La Chine, cette immensité ethnique, ne saurait se révéler au premier venu; elle ne se livre qu'à l'homme d'une forte culture générale scientifique qui, patiemment, des années durant, observe, médite, classe dans le contact direct avec les peuples, les choses, les réalités géographiques et économiques. Même la connaissance de la biologie est indispensable pour connaître ces races, peser leur valeur physique et psychique, leur « potentiel » réel et, par suite, leur capacité d'évolution, capacité qui nous fournira une vraie base de prévision pour nos combinaisons de politique étrangère.

Hors de ces conditions, pas de politique rationnelle possible, point de directives sûres. On marche au hasard, dans l'incohérence et la contradiction.

Beaucoup de gens, ces temps derniers, ont parlé de la Chine, en particulier un historien étranger bien connu, écrivant dans un grand journal français. Voulant frapper l'imagination de ses lecteurs, n'a-t-il pas déclaré pompeusement, sur les plus vagues données, que le salut pour l'Europe actuelle, si déréglée, ne pouvait se réaliser que par l'adoption absolue de la morale chinoise, une morale qu'il semble connaître bien mal, surtout dans son action sur l'âme chinoise? N'a-t-elle pas été si insuffisante pour modeler cette âme que, pour maintenir l'ordre en Chine, les gouvernants durent toujours appliquer les plus barbares sanctions, d'effrayantes peines, dont le « ling che » bien connu, ou supplice des 10 000 morceaux?

La moralité chinoise offerte au monde en exemple, mais c'est là une plaisanterie mauvaise entre toutes!

Ma nouvelle exploration, consacrée à la Chine du Nord, m'a enfin fixé sur l'avenir de ce grand pays, m'a fourni les éléments d'un aperçu complémentaire de mes longues études en Chine centrale et occidentale. Il s'ensuit que j'atteins aujourd'hui à une vue d'ensemble, étayée sur des faits précis, de l'avenir économique du vieil Empire : d'où peut se déduire sans peine son avenir politique.

Cet avenir causera à l'Europe et à l'Amérique bien des surprises et des déceptions.

Le monde anglo-saxon, ces dernières années, s'est grisé devant l'immensité de la Chine, de la perspective d'une exploitation généralisée intensive de tout le territoire sous un régime nouveau, libéral, ou supposé tel : celui issu de l'instauration de la République, en 1911.

Malheureusement, on a considéré surtout la façade, calculé sur des possibilités, ou encore sur certaines études des plus superficielles. Parce que la Chine est vaste, possède une énorme main-d'œuvre, toute la presse aux États-Unis, plus encore qu'en Angleterre, a célébré à l'unisson les immenses ressources, les hautes potentialités, les fabuleuses richesses de la Chine.

C'était là l'Eldorado tant de fois rêvé, l'énorme, fantastique marché, qui allait permettre de résoudre toutes les crises économiques, d'enrichir toute nation capable de s'y faire une large place.

Même le désordre politique, la guerre civile issue du nouveau régime ne firent réfléchir personne. C'était du délire, un véritable mysticisme d'appétits commerciaux.

Aussi, les convoitises se sont-elles vite aiguisées, exaltées. Les États-Unis, en particulier, tentaient un effort immense en vue d'aboutir à une rapide domination dans l'ordre économique.

Une campagne de conquête morale s'organisait en même temps, énergiquement menée par la voie des missions religieuses et de la Y. M. C. A.

Mais il y avait l'Angleterre aussi, avec une forte situation commerciale depuis longtemps acquise qu'il s'agissait de défendre, de maintenir; cela semblait d'autant plus nécessaire que l'Inde causait de vives déceptions, menaçait de n'être plus le grand marché extensible capable de satisfaire pleinement l'industrie britannique. Cela est si vrai que toute une campagne a été entreprise, il y a deux ans, par la presse compétente pour inviter l'industriel anglais à tourner de plus en plus ses regards vers la Chine, plus peuplée, disait-on — ce qui n'est pas sûr — et plus riche en espérances que l'Inde: ce qui n'est pas plus certain.

Mais ce n'est pas tout : il y a encore le Japon, le Japon qui étouffe dans ses îles, se trouve dans la nécessité absolue, non seulement d'essaimer sur le continent asiatique, mais encore d'alimenter celui-ci en produits de son industrie, tout en lui demandant le plus possible de matières premières. Or, la Chine est son vrai marché, le plus commode, sinon le meilleur, celui dont les rivages couverts par ses flottes, lui restent toujours accessibles, tandis que la Corée, la Mandchourie lui ouvrent les voies directes intérieures.

C'est là une position des plus solides, des plus fécondes en réalisations de l'ordre vital, une position unique que le Japonais défendra envers et contre tous avec l'indomptable énergie qui le caractérise. Agir autrement serait pour lui faire « harakiri ».

N'a-t-il pas le droit de vivre, ce peuple si vaillant dans la guerre, si courageux également dans sa lutte pour le riz quotidien?

Donc, en face de la Chine, pour la domination de son marché, trois compétiteurs, dont le moins riche en réserves financières se trouve, par contre, en possession d'une situation géographique, stratégique, formidable. Donc, trois compétiteurs : mais c'est encore trop peu, sans doute, pour le vieil Empire déliquescent des Ts'in, que la République n'a pas su rénover, que sape au contraire et disloque l'anarchie.

Voilà que le Russe réapparaît sur la scène sous l'aspect brutal, dominateur du bolchevik, plus ardent, plus impérialiste encore que les tsars : Tamerlan en gestation.

Tout de suite l'envoyé extraordinaire de Moscou s'est posé en *champion* de la Chine, comme de la Turquie, l'an dernier, et a lancé un défi à tous les peuples présents, à l'Américain surtout, le grand courtisan actuel de la République chinoise.

Le bolchevik se pose donc en *champion* de l'Asie pour mieux duper la Chine et l'amener à se dresser de plus en plus contre l'Europe et l'Amérique, sans se soucier des conventions ni des traités antérieurement signés.

C'est là le fait saillant, le danger de l'heure présente. Et il importe d'en tenir compte : car jamais encore le Chinois ne m'avait paru aussi excitable qu'aujourd'hui, si bien préparé à perdre allégrement son solide équilibre mental : je parle de la masse elle-même pourtant si profondément conservatrice.

Quelle en est la cause? Surtout l'enseignement de certaines doctrines démocratiques, excellentes du point de vue philosophique, mais détestables, dissolvantes pour des peuples encore plus près de l'enfance que de la maturité. Aussi serait-il vain de nier qu'elles ont fortement contribué à créer le désordre social, l'anarchie grandissante où se débat présentement la nouvelle République.

Quoi qu'il en soit, comme toute la question du Pacifique gravite autour de la Chine, il importe d'exposer clairement, sans ambages, la situation réelle de ce grand pays.

En somme, depuis le jour où quelques Jeunes-Chinois

sortis des universités d'Europe et d'Amérique et fortement soutenus par des organisations étrangères puissantes, réussirent à renverser la dynastie des Ts'ing; depuis le jour où un régime qualifié de « démocratique » fut brusquement substitué à l'absolutisme ancien, la Chine a cessé de jouir de la paix intérieure. Le gouvernement central a perdu graduellement toute autorité sur les provinces, pendant que celles-ci tombaient l'une après l'autre sous le joug de « tou kiuns » ou dictateurs militaires. Si bien que le désordre des premières années de la République s'est vite mué en anarchie sous le plus dur des despotismes.

La confusion des partis, le conflit suraigu des intérêts de clans, de leurs appétits plutôt, sont tels que rien d'ordonné, de quelque peu durable ne peut s'établir. Jamais encore je n'avais vu dans les provinces, le Chansi excepté, autant d'indiscipline, d'immoralité publique dans la méconnaissance, le mépris absolu de l'intérêt général.

Même la famille, si fortement organisée cependant, si génératrice d'ordre, de paix sociale, est atteinte. Il n'y a plus d'autre autorité que celle que confère le sabre, celle des « tou kiuns ».

Même désordre presque partout, sur l'immense territoire, quand ce n'est pas la guerre civile. Mais c'est dans le Sud principalement, au Kwang Tong où Sun Ya Tsen exerce sa dictature, que toute loi est violée, les propriétés publiques ou privées, sont saisies, les pagodes, les reliques sacrées — œuvres d'art accumulées par la piété bouddhique — sont mises à l'encan.

D'un autre côté, au mépris des traités, le dictateur cherche à accaparer les recettes des douanes et de la gabelle, seule garantie des emprunts faits par la Chine à l'Europe.

On s'étonne, sans doute, que le docteur Sun sur lequel se fondèrent tant d'espoirs, ait montré si peu de sens politique, si peu de modération surtout. Il a subi, en effet, tous les entraînements, y compris l'influence avérée de Moscou. Je l'ai connu, un jour, plus soucieux de l'intérêt de son pays. Mais pourquoi faut-il que notre haut enseignement, nos concepts politiques et sociaux aient pour résultat de déséquilibrer ces pauvres Asiatiques? C'est qu'ils n'ont pas

encore atteint l'âge « biologique » de l'assimilation réelle et féconde. Pleins d'enthousiasme, voulant transformer leur pays du jour au lendemain, ils le lancent brutalement dans le progrès, faisant fi de tout le passé. Le châtiment ne se fait pas attendre; il est immédiat, car les lois de l'évolution n'endurent aucune violation.

Il y a trois ans, les États-Unis tentèrent un effort qu'ils crurent décisif pour rétablir l'ordre en Chine, y ramener la paix sociale et, par suite, diminuer les chances de conflit dans le Pacifique. Une Chine réorganisée, ressaisie par un gouvernement assagi, cesserait, en effet, d'être pour certains une proie tentante. Les ressources si variées du vaste territoire pourraient enfin s'exploiter judicieusement, suivant les procédés modernes, et, pour le bien de tous, entrer plus largement dans le courant des grands échanges mondiaux. L'Amérique, avec ses capitaux, soutiendrait ce mouvement, l'activerait de toute sa formidable puissance. Altruisme et égoïsme marchaient ainsi de pair, et chacun trouvait son compte dans cette combinaison.

Tous les droits souverains furent reconnus à la Chine : mesure intempestive, cause de tant de maux à l'heure actuelle, fardeau trop lourd pour une nation valétudinaire, incapable pour longtemps de toute réaction saine.

Bref, la conférence de Washington, dans son imprudente générosité, oublia toutes les leçons du passé, tentant une expérience impossible : celle de refaire une virginité à une vieille matrone, d'exiger un effort de titan d'un être qui n'est que décrépitude, sénilité profonde. Je fais allusion aux tares anciennes, à cette morbidité politique et sociale bien connue qui, au lieu de s'atténuer avec le régime dit « républicain », ne pouvait que croître jusqu'à saper tous les fondements du vieil édifice.

Une transformation est évidemment possible, normale, mais à la seule condition d'être lente, graduelle. Comme l'a dit Ovide *Natura non facit saltus.*

Les Américains ont donc fait un faux pas. Jusqu'ici, d'ailleurs, ce grand peuple si bien doué, si pratique, semble incapable de comprendre certaines vérités et continue de ménager ce qu'il appelle un peu naïvement la *grande démo-*

cratie jaune. L'Américain, à part d'heureuses exceptions, semble d'une ignorance grande à l'égard de tout ce qui est asiatique : aussi ne pouvait-il être qu'un très mauvais guide lors de la conférence de Washington. Même les cruelles aventures, pourtant si probantes, qui ont atteint récemment ses concitoyens à Ling Tcheng et ailleurs ne semblent pas l'avoir éclairé. Il reste même sourd à tous les graves avertissements de ses chambres de commerce.

Une grande démocratie, la Chine! Mais elle en est encore aux temps moyenageux comme évolution sociale, mentale. C'est pourquoi ses « tou kiuns » nous rappellent si complètement les barons féodaux.

Et si l'on cherche une preuve tangible, indéniable de l'état social de la Chine, de ses tendances nouvelles, nettement xénophobes, donc génératrices de complications, il n'y a qu'à examiner, analyser l'affaire de Ling Tcheng du 8 mai 1923, l'attentat contre l'express Tien Tsin-Pou Keou. Rien de plus démonstratif de l'état social et politique du Vieil Empire que cette affaire qui a causé si peu d'émoi en Europe et en Amérique parce qu'on ne pouvait en comprendre la troublante *signification.*

C'est d'autant plus regrettable, en ce qui nous concerne, que c'est un fait d'une immense portée, la meilleure preuve de l'écroulement total du prestige de la race blanche dans l'Orient lointain, et par répercussion dans toute l'Asie. Et cet écroulement est surtout l'œuvre de Washington, de la fameuse conférence : constatation pénible à faire, mais qui ne répond que trop à la réalité pour tout esprit averti des choses de Chine, du milieu social, du degré d'évolution des races qui s'y meuvent.

L'affaire de Ling Tcheng : mais c'est le plus grave attentat encore commis par le Chinois contre la race blanche, depuis 1900, depuis l'époque Boxer. N'a-t-il pas osé, le Chinois, — ce qui est inouï et montre bien en quel dédain il nous tient, aujourd'hui, nous, les traités et conventions internationales, les principes humanitaires — n'a-t-il pas osé attaquer un grand express, tirer des feux de salve sur le train stoppé où des femmes, des enfants, et quelques hommes de race blanche mal éveillés étaient susceptibles de riposter, paraît-il!

Mais surtout n'a-t-il pas osé, le Chinois, emmener comme

un vil troupeau, nu-pieds et en chemise, des petits enfants américains, de pauvres femmes, arrachés de leur couchette, en pleine nuit, frappés de coups de crosse, et, finalement parqués dans un repaire de montagne?

Voilà la Chine nouvelle, autrefois si tolérante, si hospitalière; la voilà celle enfantée par les imprudentes concessions faites à un peuple plus près encore du Moyen Age que de l'époque du « sans fil ».

Et voyez l'ironie des choses : c'est le peuple qui a le plus flatté, gâté le Chinois, l'Américain, qui compte le plus de victimes dans cette affaire. Et ce sont les luxueuses voitures fournies par lui qui ont failli devenir le tombeau de ses concitoyens, de femmes et de pauvres enfants.

L'affaire de Ling Tcheng n'est pas qu'un brutal incident, un acte de sauvage banditisme; c'est tout autre chose, c'est, sans aucun doute, une manœuvre complexe, une machination d'où il est impossible d'exclure la politique. Ce qu'il faut y voir, avant tout, c'est un avertissement de première grandeur : un symptôme, un signe des temps; un « effet », comme disent les philosophes.

L'Européen si respecté, autrefois, en Chine, depuis 1900 surtout où il montra toute sa puissance, ne compte plus, aujourd'hui. Si on continue de l'appeler « *iang koui* » (démon étranger), on a cessé de redouter ce diable.

Pourquoi? Parce que l'Européen ou l'Américain s'est déclaré, à Washington, l'égal du Chinois — ce qui est une faute, étant donné l'inégalité d'évolution, très accusée, existant entre les deux races. La réaction, à notre égard, a été immédiate : le Chinois qui par son stade évolutif ne peut avoir qu'une compréhension limitée de certaines questions, celles de l'ordre international surtout, s'est conduit en grand enfant terrible qu'il est. Il ne s'est plus connu que des droits, des droits souverains, et surtout celui de traiter l'Européen comme il le traitait, il y a un siècle, avant les dures leçons à lui infligées par la France et l'Angleterre.

Il agit maintenant avec l'homme de race blanche, comme avec une race inférieure, encore barbare par beaucoup de côtés, qui, trop longtemps l'a dominé lui, le seul civilisé, le seul grand peuple au monde.

Car, psychiquement parlant, le Chinois porte toujours la queue, la *pigtail* : il n'a guère évolué, sauf dans le domaine physique, mécanique, et encore fort peu. Il trône quand même toujours, l'« unique sous le Ciel », suivant sa devise; et autour de lui ne se meuvent que des races inférieures, des *Man Tze* (Barbares). C'est l'évidence même; et ne peuvent en douter que ceux qui, ayant étudié superficiellement le Chinois prennent les apparences pour les réalités.

N'est-il pas courant que dans nos pays d'Europe, on nomme évolution, progrès, transformation psychique même, l'adoption de notre « melon », de notre complet veston par un nègre ou un Jaune?

Comme si l'on pouvait changer d'âme comme de chemise!

Le Chinois a donc retrouvé depuis Washington toute son arrogance, toute son insolence à l'égard de la race blanche. L'Européen ayant perdu son prestige, n'étant plus craint surtout, devient taillable à merci. Ni sa personne, ni ses biens ne sont tabou, comme autrefois, alors que la plus grave offense devant le gouvernement central était de toucher à un Européen quelconque. C'était si grave même que les sociétés secrètes, les organisations de bandits si communes en Chine, ne cherchaient noise aux missionnaires qu'aux heures où elles n'avaient pas d'autre moyen d'atteindre un mandarin, un vice-roi détesté. C'était le plus sûr moyen de faire destituer celui-ci par un gouvernement tout de suite anxieux des suites certaines d'une agression contre un Européen. Seulement, ce moyen comportait de tels risques, des sanctions si cruelles, qu'il était très rarement employé. Aujourd'hui il n'en est plus de même : le Gouvernement central n'est plus qu'un *fantôme* et son autorité, sa capacité de sanction si redoutée, s'est évanouie, a passé aux mains de multiples dictateurs au petit pied, les *tou kiuns*.

Aussi des ambitieux, d'accord avec des chefs de « Grandes Compagnies », comme le jeune officier Suen Mei Yao, l'auteur de l'attaque de Ling Tcheng, n'hésitent-ils plus à utiliser cyniquement l'Européen, comme un atout, un moyen d'atteindre des fins personnelles.

Suen Mei Yao, pour aboutir, n'eut qu'à se mettre à la tête d'une de ces bandes de brigands qui sont la plaie sociale de la

Chine, un mal chronique, qui a pris la forme d'une véritable institution et joué un rôle politique de grande importance dans la suite des siècles.

Cela est si vrai que tous les partis, tous les clans dans le Vieil Empire ont utilisé ces organisations de bandits, les ont dressées contre l'autorité au pouvoir, ou contre certaines classes sociales dont les richesses étaient convoitées.

Suen Mei Yao fit donc le calcul très simple, avec ses complices, que, s'il réussissait à capturer, avec un millier de soldats-bandits, quelques Européens de diverses nationalités, il provoquerait une telle émotion au delà des océans que les gouvernants chinois n'ayant pu, malgré tout, oublier la leçon de 1900 en seraient affolés et céderaient à ses sommations.

Il voyait même plus loin, ce Suen Yao, ou plutôt le clan politique qui exploitait son ambition et son audace : le parti au pouvoir, celui reconnu par les puissances, serait, sans doute, si fortement touché par cette attaque brutale contre d'inoffensifs Européens qu'un certain « tou kiun » verrait s'ouvrir pour lui les portes d'une très haute magistrature.

Car il ne faudrait pas s'illusionner : l'affaire de Ling Tcheng, l'attaque de l'express, ne pouvait réussir qu'avec des encouragements, des complicités : des complicités haut placées, de pouvoir étendu, capables de neutraliser une riposte gouvernementale.

Pour qui connaît la Chine, une affaire comme celle de Ling Tchen ne peut avoir rien de spontané; elle est l'objet, au contraire, d'une longue préparation, de longs *chang liang* (pourparlers). Elle provoque de multiples interventions dans le sens de l'action et surtout de l'abstention. L'affaire est si grave, comporte de tels risques, que tout doit être discuté, pesé cent fois, même avec le secours du géomancien qui joue un si grand rôle dans tous les milieux chinois.

Même dans les cas les plus insignifiants, le Chinois n'est jamais l'homme de la délibération rapide, encore moins de l'action prompte, audacieuse : je le sais par une longue expérience. Il est toujours hésitant, vacillant, ne se résout qu'après de long délais.

Une puissante influence a donc dû s'exercer pour qu'un Suen Mei Yao se soit décidé à commettre le crime de Ling Tcheng,

cette attaque si audacieuse. Sans doute, la vanité du jeune ambitieux, cabotin comme tout bon Chinois, s'est trouvée exaltée lorsqu'il s'est vu choisir pour un acte d'un pareil retentissement; mais il a fallu que la pression exercée, les complicités, les facilités offertes fussent bien fortes pour le décider.

Reste le gouvernement de Pékin, ce fantôme toujours à la recherche de son « moi »; lui, naturellement, n'ignorait pas le complot, ne pouvait l'ignorer.

En Chine, rien ne demeure secret, même les documents les mieux gardés, les *chang liang* les plus intimes.

Mais que pouvait le gouvernement contre certains « tou-kiun », dictateurs véritables sur tout le vaste territoire traversé par la voie ferrée Tientsin-Pou Keou? Dans leur impuissance, gouvernement et ministère prirent pour guide le vieux proverbe « qu'il est imprudent de sortir la tête (nous disons « montrer le nez »), s'il y a quelque risque (*pou te tch'ou t'eou*).

Ne pouvant prendre les mesures nécessaires, le gouvernement de Pékin fit le mort, comptant, de cette manière, esquiver toute responsabilité.

Ainsi agit, dans une sphère plus modeste, l'officier commandant la garde militaire du train : il était, naturellement, au courant de ce qui se tramait, comme tant d'autres fonctionnaires. Aussi prit-il le soin d'enlever son uniforme, au moment critique, et de faire entendre aux bandits qu'ils n'avaient rien à craindre de lui ni de ses hommes.

Comment l'Europe, l'Amérique ont-elles répondu à cette provocation? Par une note avec menaces de sanctions si vagues, si éloignées, que leur effet sera nul, pire que nul : il encouragera l'arrogance des *tou kiuns*, de leurs clans, suscitera de nouvelles attaques non moins graves.

L'Européen ne s'est jamais assuré la paix, la sécurité en Chine par des notes : reportez-vous à l'histoire récente de l'Empire.

L'Asiatique respecte, avant tout, une chose : la force, la puissance et, par suite, celui qui la détient. Il a le mépris du faible, comme du miséreux. C'est un fait dont aucune argutie ne saurait diminuer la portée.

La note actuelle des Puissances est plus que médiocre, elle

est ridicule par certains côtés. Ce décompte d'indemnité par jours de captivité est simplement absurde, humiliant : c'est un compte de mercanti, alors qu'il s'agit de la plus grande offense encore commise à l'égard de la race blanche et de l'humanité civilisée. La fameuse note des Puissances se réduit donc à une piteuse réclamation d'indemnité et à d'imprécises menaces.

Or, on n'ignore pas que le Chinois, durant son existence sociale dans le cours des siècles, a toujours vu une sanction impitoyable, immédiate, suivre la faute. Aussi comprend-il mal la sentimentalité, la pitié. Jadis existait même la terrible sanction *collective*, où tout un groupe social, toutes les générations vivantes d'une famille expiaient l'erreur d'un seul homme.

La proclamation de la République n'a pas changé l'âme chinoise, qui ne peut que persister longtemps encore dans ses formes ancestrales. D'où il s'ensuit que l'Europe et l'Amérique commettent une grave faute en n'exigeant pas des sanctions réelles, correspondant à la grandeur du crime, d'un crime qu'il serait inexact de vouloir juger, peser à la mesure d'un acte de banditisme dans nos pays.

Point de sanctions? Mais alors le crime de Ling Tcheng n'est qu'un commencement. L'avenir est chargé de menaces.

Sans doute, il n'y a plus qu'une ombre de gouvernement central en Chine, sans autorité, donc sans responsabilité. Mais n'y a-t-il pas les dictateurs de provinces, de grands territoires, les « tou kiuns »? Ils ont des troupes, de nombreux soldats : pourquoi ces armées ne servent-elles qu'à des fins personnelles, politiques, au lieu d'être utilisées pour réprimer le brigandage si général, l'anarchie, assurer le respect des traités ou tout au moins, garantir la sécurité des étrangers? Seulement, pour que cela soit possible, il faudrait que les « tou kiuns » paient leurs soldats, au lieu de fermer les yeux sur leurs rapines, leur collusion constante avec les bandes de brigands.

Quoi qu'il en soit, puisque l'affaire de Ling Tcheng et tant d'autres plus récentes donnent la mesure de notre sécurité en Chine, pourquoi ne pas tenir pour personnellement responsables, conformément à la tradition chinoise, les « tou kiuns »,

les clans politiques qui non seulement tolèrent, mais provoquent secrètement, dans des buts inavouables, la violation des traités, et des principes les plus élémentaires de toute civilisation?

La misère, l'anarchie si étendues, aujourd'hui, en Chine sont l'œuvre de ces clans et des armées ou plutôt des « grandes compagnies » qui constituent leur instrument de domination, d'oppression.

L'immoralité publique est croissante : le monopole si rémunérateur des tripots, de la contrebande d'opium, morphine et autres narcotiques, d'opium surtout, est le privilège que se disputent les hommes au pouvoir, dans chaque province. Pareillement les recettes des voies ferrées nationales sont, en grande partie, accaparées par les « tou kiuns », et le trafic est à la merci de leur caprice, ainsi que l'a prouvé, récemment, Tchang Tso Ling retenant tout le matériel roulant d'une grande voie sans se soucier des droits de l'Angleterre, bailleuse de fonds, ni... des commerçants chinois.

Ces même dictateurs militaires ont encore un autre moyen de remplir leurs caisses : ils fabriquent de la fausse monnaie, ou plutôt émettent d'énormes quantités de billets, sans, naturellement, aucune couverture métallique ou garantie d'aucune sorte. Et c'est le cours forcé. Seules les grandes corporations de marchands et banquiers arrivent, plus ou moins, à se dérober à pareille servitude. Mais ce à quoi ils échappent rarement, c'est aux lourdes contributions que leur imposent, de temps en temps, les armées des « tou kiuns ». Ces contributions sont la rançon obligatoire d'une paix cependant précaire.

Naturellement le gouvernement de Pékin ne peut rien empêcher, son autorité ne dépassant pas les portes de la capitale.

D'ailleurs le ministère qui le représente est le ministère de qui, l'émanation de quelle autorité? Du Président de la République actuel? Il compte si peu, balloté entre les factions. Celui qui le précéda dut prendre la fuite, l'an dernier.

Le Parlement? Mais cette étrange assemblée, à nulle autre pareille, amusement des Chinois et des étrangers, n'a jamais été capable de légiférer, n'a jamais rien représenté, sauf les ambitions, les intérêts des dictateurs militaires qui les rétribuent et les entretiennent.

Récemment, en août 1923, un grand nombre de députés et de sénateurs, 250 environ, ont abandonné la capitale pour Shanghaï : dans cette ville ils ont organisé un nouveau gouvernement, un troisième gouvernement, faudrait-il dire, car il en existait déjà deux, l'un à Pékin, l'autre à Canton. Ces « honorables » ont, tout de suite, lancé une proclamation qui a été reproduite en anglais, la langue internationale en Extrême-Orient : « Nous sommes sans péché, déclarent-ils, et nous n'avons qu'un souci : faire le bonheur du peuple. Seulement, pour atteindre ce but, il nous faut de l'argent. Combien pouvez-vous payer? Nous avons l'espoir que vous enverrez, sans délai, votre quote-part, de telle sorte que nous pourrons nous mettre à l'œuvre aussitôt. »

C'est ce parlement qui n'arrive jamais à réaliser le « quorum », parce qu'au dernier moment, le clan politique menacé par le vote se charge d' « impressionner » un groupe. Et, ainsi, par la « vertu » de ce groupe, le vote est renvoyé *sine die*.

Ce parlement s'est, d'ailleurs, scindé en quatre assemblées, s'accusant, mutuellement, de toutes les turpitudes et siégeant dans quatre cités différentes, à certaines époques, suivant les revirements politiques, et les avatars des grands patrons qui leur assurent le riz quotidien et les menues jouissances charnelles dont tout Chinois est si friand. Les cités qui ont vu siéger des fractions dissidentes du Parlement en même temps ou alternativement, sont Pékin, Shanghai, Tien Tsin et Canton; certaines de ces villes sont éloignées les unes des autres de milliers de kilomètres.

Il n'y a donc dans la république chinoise ni vrai président, ni vrai ministère, ni vrai parlement. Aucun Européen vivant en Chine ne contestera cette réalité. En somme le pays est plongé dans la plus complète anarchie.

Inutile d'ajouter que la situation économique s'aggrave de ce fait, que la misère devient générale. Les bandes de brigands ne peuvent donc que grossir au détriment de toute sécurité dans la production comme dans les échanges.

On estime, à l'heure actuelle, à près d'un million et demi le total des soldats mercenaires — des « tou kiuns », et au double le nombre des bandits organisés.

Ces « Grandes Compagnies » sont la terreur des cités comme

des villages; elles pillent sans merci, et enlèvent jeunes femmes et jeunes filles.

Mais ce qui est grave du point de vue international, c'est qu'elles s'en prennent depuis deux ans aux navires européens, japonais ou américains circulant sur les grands fleuves, Yangtze ou Si Kiang et mitraillent à plaisir les vapeurs de commerce et les canonnières qu'elles ne peuvent songer à enlever.

Dans le delta de Canton, on ne compte plus le nombre de petits cargos ou de grands steamers à passagers qui ont été pillés à fond, — pillage accompagné de tueries, les officiers anglais de la marine marchande n'étant pas épargnés.

Donc, tout le commerce étranger comporte de grands risques et des capitaux considérables sont en péril. Le Japon s'inquiète, l'Angleterre est anxieuse, les États-Unis, eux, pratiquent le « wait and see », malgré toutes les sommations de leurs citoyens travaillant en Chine.

Et l'eau devient si trouble que le bolchevik se hâte frénétiquement d'y pêcher, en alléchant le Chinois par des concessions, des engagements qu'il ne tiendra jamais, parce qu'ils seraient la négation même, la ruine de sa politique impérialiste.

Ce qu'il vise pour le moment, c'est la reprise de l'important tronçon ferré, appelé l' « Est Chinois », long de 1 700 kilomètres, construit par les tsars et qui constitue le terminus en Chine du Transsibérien, à travers la Mandchourie.

Cette voie n'intéresse pas moins le Japon, puisque sa ligne Tchang Tchouen-Port Arthur, dite « South Manchuria railway », se soude étroitement à l'Est Chinois; de même son réseau coréen relié depuis des années à Moukden.

Inutile d'ajouter que ce système de chemin de fer n'est pas moins important du point de vue économique que du point de vue stratégique : son développement prévu rend possible l'exploitation d'une vaste région d'un grand avenir.

Que représente en effet la Mandchourie? Rien moins qu'un territoire de 800 000 kilomètres carrés d'étendue. La moitié méridionale, seule cultivée à l'heure présente, est d'une fertilité proverbiale.

La partie nord n'est pas moins intéressante en raison de ses pâturages, de ses vastes forêts et de la richesse de son sous-sol.

Cette Mandchourie apparaît donc bien tentante : qui en sera l'heureux bénéficiaire? Qui contrôlera cette Mandchourie, puissant atout politique et économique, précieux bastion qui domine la Chine du Nord, le golfe du Nord, le golfe de Petchili et même la mer du Japon par la voie de la Corée.

Qu'on réfléchisse à l'importance de cette Mandchourie, pour le Japon surtout qui étouffe dans ses îles, à son importance aussi pour la Russie qui considère cette région comme la couverture stratégique de la Sibérie et la meilleure voie de pénétration en Chine.

Il y a bien la Mongolie facilement accessible et déjà dominée par les Soviets, mais elle est loin d'avoir les ressources d'avenir de la Mandchourie.

Il y a donc opposition flagrante d'intérêts entre Russie et Japon. Cependant les deux nations, sous le régime tsariste comme sous le régime actuel, n'ont cessé de chercher un terrain d'entente, surtout depuis que les États-Unis ont jeté leur dévolu sur la Chine et engage une lutte âpre pour conquérir ce marché.

Abandonné il y a trois ans par l'Angleterre sous la pression de Washington, menacé de plus en plus par l'Amérique, le Japon ne peut que tenter un rapprochement avec les Soviets, chercher un compromis d'autant plus nécessaire qu'aucune emprise politique japonaise en Chine n'est viable s'il y a opposition, hostilité de la part de la Russie.

Ce compromis serait le partage possible de la Mandchourie, la moitié méridionale déjà contrôlée par Tokio lui restant comme sphère d'action, d'exploitation.

Déjà des accords préliminaires sur des questions d'importance moindre sont l'objet de négociations entre Japonais et Russes, ainsi va se trouver tout naturellement amorcée l'étude de combinaisons et d'ensemble. On peut prévoir en somme entre Russie et Japon une véritable entente d'ordre politique. Mais une telle entente peut entraîner les complications les plus graves. Elle représenterait en effet un véritable bouleversement mondial, la rupture de tout équilibre.

Elle permettrait en effet de mettre la main sur la Chine, c'est-à-dire sur un immense réservoir de matières premières et de matériel humain. Ce serait le plus redoutable amalgame de puissance militaire, sinon économique, qu'on aurait encore vu dans le cours de l'histoire. Pour l'Angleterre, ce serait non seulement ses colonies du Pacifique, l'Australie directement menacée, mais encore l'Inde, déjà si disposée, au cas d'une aide étrangère, à un soulèvement de grande envergure.

L'Inde est d'ailleurs vulnérable par les frontières chinoises non moins que par le Turkestan russe et l'Afghanistan.

Quant à l'Amérique, c'est tout son effort d'emprise récente sur le Pacifique occidental qui serait ruiné pour on ne sait combien de temps.

C'est bien un bouleversement mondial en perspective, d'autant plus que l'Angleterre, les États-Unis n'auraient d'autre alternative que de réagir aussitôt violemment. Ce serait donc la guerre, une nouvelle « Grande Guerre ». Et des plus compliquées, car les États-Unis, ayant négligé de se constituer des bases navales dans le Pacifique occidental, se sont par là même interdit toute action militaire en Extrême-Orient. C'est du moins l'avis des spécialistes.

D'un autre côté, même avec l'aide de l'Angleterre, les États-Unis ne pourraient se créer des bases d'opérations sur les côtes de Chine, lesquelles seraient tout de suite occupées aux points essentiels par les solides troupes du Mikado, le Japon, en cas de conflit avec l'Amérique, ne pouvant hésiter un seul instant à s'établir en certaines parties de la Chine.

En supposant même qu'une flotte ennemie puisse venir menacer les côtes du Japon, tenter de couper ses communications avec le continent, le résultat serait nul, le détroit de Tsoushima étant inabordable, intangible.

Donc le Japon, s'il bénéficie de l'aide ou même de la simple neutralité de la Russie, devient invulnérable dans une Chine facilement matée.

En désespoir de cause, l'Angleterre et les États-Unis tenteraient sans doute une attaque par le sud, au Koang Tong par exemple, mais l'entreprise serait formidable et d'un résultat incertain, surtout si la Russie, ouvertement ou secrètement soutenue par l'Allemagne industrielle, jetait tout le

poids de sa masse dans la balance côté Japon? Dans cette combinaison, coton et pétrole ne manqueraient même plus au Japon, au cas où la Chine ne pourrait en fournir suffisamment. La question ne se pose guère du reste en ce qui concerne le coton, largement cultivé par le Chinois.

Mais peut-elle se matérialiser dans un temps proche, cette entente? Pourquoi non? Est-ce que l'anarchie actuelle en Chine, grandissante chaque année, ne jette pas un trouble profond dans les transactions les plus légitimes des grandes puissances, ne porte pas une atteinte grave à leurs droits les moins contestables?

Or la Chine est totalement incapable de se libérer elle-même de ses « tou kiuns », de tous les « outlaws » qui la rongent, la conduisent, dans la misère et dans le sang, à la ruine économique.

Une intervention des puissances s'impose, est fatale; et si celles-ci reculent, elles seront contraintes un jour à des décisions autrement graves.

Intervention : c'est ici, devant cette perspective, que toutes les ambitions, les égoïsmes nationaux vont se dresser, s'affronter, que des luttes sourdes, déplorables vont s'engager entre anciens alliés.

Ce sera l'heure du bolchevik, l'heure de son effort décisif pour entraîner le Japon dans son orbite. Mais un moyen sûr de couper court à ses intrigues serait de charger le Japonais, qui a tant de moyens sous la main, de faire la pacification intérieure de la Chine, tâche sans grande difficulté, car le Chinois cède vite devant une volonté servie par des moyens qui l'impressionnent. En un mot, le Japonais deviendrait le *mandataire* de toutes les nations intéressées au relèvement de la Chine.

Il ne s'agit point d'expédition militaire, mais bien plutôt de l'organisation d'une police internationale puissante, efficace. Ainsi rassuré sur l'avenir et flatté par cette confiance dans son orgueil légitime, le Japon se détournerait du bolchevik dont les offres, les concessions n'auraient plus la même importance pour lui.

Dans ces conditions, on n'a aucune raison de craindre que le Japonais n'abuse de son mandat : les épreuves des dernières années l'ont vraiment assagi. Les revendications

actuelles de Tokio dans le domaine international sont des plus raisonnables. On peut même ajouter que la situation économique du Japon, si éprouvé par la nature, mérite tous les égards des autres puissances.

Il n'y a plus lieu, d'autre part, de lui reprocher certaine mainmise au Shan Toung : il a rempli loyalement ses engagements de Washington. Dans ces conditions, on est quelque peu étonné d'entendre certains Américains, heureusement très rares, qui, après quinze jours passés en Extrême-Orient, entre deux « liners », sonnent l'alarme en faveur de la Chine contre le Japon, criant à celui-ci : « Hands off! »

Plus de pondération et surtout une vue moins simpliste de la situation générale permettrait d'arriver, sans trop de peine, au règlement des questions urgentes.

Il faut même déclarer sans ambages que la situation est telle en ce moment, que le Japon si inquiet pour son avenir, que l'Angleterre ou la France, sinon les États-Unis, devraient prendre l'initiative d'une réconciliation en Extrême-Orient au lieu de continuer la lutte si risquée pour la domination économique de la Chine.

Il importe de s'entendre largement et d'urgence... pour la paix du monde.

L'Amérique elle-même, emportée par son dynamisme, le potentiel que confèrent 110 millions d'âmes et d'immenses richesses, poursuit en Asie, inconsciemment, pourrait-on dire, une politique franchement impérialiste, donc dangereuse, agressive par certains côtés.

Mais le jour où la masse américaine si pacifique, si raisonnable s'en rendra compte, aucun doute qu'elle ne se surveille, ne revienne vite à cette vertu de modération, d'altruisme qui caractérise si bien ce grand peuple.

Vous me direz : « Mais déjà n'existe-t-il pas une Entente du Pacifique, un véritable pacte liant pour dix ans États-Unis, Angleterre, France et Japon? »

Sans doute. Mais, dans la réalité, ce pacte se montre totalement inopérant. L'accord règne bien dans les textes, mais s'arrête là : tous les événements, en Chine comme ailleurs, sont là pour le prouver.

Envers la Chine, par exemple, c'est, de la part de tous,

une politique de faiblesse, de flatterie ridicule, surtout en un pareil moment, si bien que même les assassinats d'Européens inoffensifs restent impunis. C'est à qui fera sa cour à cette laide Chine d'aujourd'hui, lui cédera, par jalousie réciproque, sur des points de la plus haute importance.

Il convient d'en finir, de se réunir à nouveau, à Washington ou ailleurs, pour prendre les décisions nécessaires.

La tension actuelle, que si peu de gens savent percevoir, va devenir intolérable. Tous les anciens Alliés cependant veulent la paix ardemment : ils ne peuvent donc, à pareille heure, sacrifier l'avenir, la paix du monde, à des avantages illusoires, sans durée possible.

Il importe plus que jamais de se rendre compte que nous sommes aujourd'hui à un tournant de l'histoire de l'Asie, de toute l'Asie, peut-on dire : nations indépendantes et colonies étrangères (900 millions d'âmes); à un dangereux tournant de cette histoire et, par conséquent, de celle de l'Europe et de l'Amérique. Depuis quatre ans le recul de la race blanche est manifeste; partout sa bienfaisante emprise se relâche sensiblement.

Mais pourquoi perd-elle tant de terrain dans l'Orient?

Sans aucun doute parce qu'elle sacrifie trop à une certaine idéologie, à des principes excellents pour des groupes humains très évolués, mais néfaste pour des peuples qui n'ont pas encore atteint l'âge de la maturité psychique.

Concéder à ces peuples la « self-determination », n'est rien moins qu'une grossière erreur, fatalement génératrice de troubles sociaux et politiques.

Il y a cette raison de notre recul : l'idéologie, mais il en est une autre non moins sérieuse : notre désunion, nos rivalités apparentes ou cachées, conscientes ou non. L'impérialisme est une névrose très contagieuse, épidémique, qui n'a épargné aucune grande nation ces dernières années. Il n'est que temps de réagir et c'est au plus fort, au plus riche à donner le bon exemple, laissant faire les moins favorisés ou plutôt leur prêtant une aide efficace.

Faire cavalier seul aujourd'hui est une imprudence même pour les puissants. Afin de faire face aux multiples pro-

blèmes actuels, la solidarité entre anciens alliés reste autant que jamais une vertu nécessaire.

Pourquoi les États-Unis, jusqu'ici, ont-ils, par exemple, refusé de prendre place dans la Société des Nations? Est-ce que dans les grands conflits mondiaux, politiques ou économiques, les intérêts des deux grands troncs de la race blanche, européen et américain, ne se confondent pas étroitement? Le malheur de l'un saurait-il faire le bonheur de l'autre à aucun moment de l'avenir?

Surtout devant toute l'Asie en effervescence n'est-il pas urgent de faire l'union des âmes pour réaliser sûrement celle des efforts?

C'est un admirateur de l'Amérique, qui a souvent discuté cette question avec quelques-uns de ses meilleurs spécialistes, qui le lui dit avec plus de force que jamais.

En Chine, en particulier, notre conviction absolue est que les États-Unis font fausse route. Surtout ils s'illusionnent étrangement sur la capacité de la Chine à se transformer à leur image, en quelque vingt ans et, par suite, à *work out her own salvation*, comme ils disent.

Si les États-Unis ne reconnaissent pas leur erreur, la situation est *sans issue* : c'est là le fait grave de l'heure présente en Extrême-Orient, la troublante réalité indéniable, aggravée par les intrigues bolchevik.

En résumé, devant un problème qui, par ses répercussions, atteint le monde entier, il n'y a point trente-six solutions, mais bien une seule : l'entente effective, réelle, et non sur des papiers de chancellerie, des quatre nations signataires du Pacte de Washington, auxquelles s'adjoindrait l'Italie. Toute question de nationalisme étroit serait mise de côté et la situation, de nouveau, examinée à fond, cette fois par des gens compétents, tranchée sous le jour des réalités, et non sous l'impulsion d'un vague sentimentalisme doublé du vain espoir de s'attirer, pour soi seul, la reconnaissance de la Chine.

C'est que les événements ont marché depuis le temps de la conférence de Washington, des événements qui ont infligé, à l'Amérique en particulier, des démentis cruels, qui étaient faciles à prévoir cependant.

Mais en attendant les décisions de cette nouvelle conférence, il conviendrait de prendre immédiatement certaines mesures en Chine, d'accroître, par exemple, les flottilles de guerre et même les garnisons actuelles, car une explosion de boxerisme, autrement violente que celle de 1900, n'est en rien dans l'ordre des utopies.

En outre, une police internationale serait à créer sur le modèle de l'organisation des Douanes et des Postes, si efficiente comme on le sait, et à la vérité le seul organisme sain, à l'heure présente, sur tout le territoire.

Cette forme d'intervention, qui n'a rien d'agressif, causerait déjà une forte impression sur les divers clans politiques chinois, sur la masse de soldats mercenaires et de brigands à leur service. Les éléments sains de la population, c'est-à-dire l'immense majorité, si tyrannisés, si spoliés aujourd'hui, reprendraient courage, se risqueraient à produire à nouveau largement.

Ces mesures n'impliqueraient pour les puissances intéressées de lourde dépense. Leur action préventive serait pourtant considérable, peut-être décisive pour l'avenir.

Même en dehors de toute complication côté Russie, les puissances ne sauraient continuer leur politique de « wait and see » et ainsi courir le risque trop évident d'une grande intervention armée des plus difficiles qui, plus vite qu'on ne croit, peut devenir obligatoire.

Une intervention armée : mais ce serait payer de notre sang et de notre argent ce qu'on tentera d'appeler une fatalité, alors qu'il y aura eu faute, imprévoyance grave de la part des gouvernants. L'Angleterre, sur cette question, a prouvé qu'elle a une vision nette de la situation, la France, aussi, mais leurs suggestions restent lettre morte.

Ce sont les États-Unis qui détiennent la solution de la crise chinoise et de ses complications mondiales.

A ce propos, une idée souvent exprimée par la presse américaine est que la grande république doit prendre la direction des nations, conduire l'humanité vers la paix : c'est là un légitime objectif, une noble tâche, mais impliquant de bien lourdes responsabilités. Cette tâche, sans doute, n'est pas au-dessus de sa vitalité, de sa puissance débordante; elle

ne saurait effrayer son audace. Or, jamais occasion ne fut plus opportune que celle qui s'offre aujourd'hui : pour commencer, que le gouvernement de Washington veuille bien prendre l'initiative du rétablissement de l'ordre en Chine. Ce sera là tout d'abord une grande œuvre humanitaire : car si l'altruisme, la pitié ne sont pas de vains mots, il n'est que temps de mettre fin à une hécatombe d'existences qui dure depuis 1911, depuis le renversement de la dynastie mandchoue.

Sait-on, en effet, quel est le bilan social de la république chinoise? Une immense, poignante misère, et... vingt millions d'hommes au moins disparus en treize ans par l'effet de la guerre civile et de la famine.

Les États-Unis prendraient donc l'initiative d'en finir avec cette pitoyable situation.

Et voyez les conséquences de pareil acte de charité internationale réalisé sous l'égide des Alliés de la Grande Guerre, enfin unis à nouveau en un pacte qui se prolongerait bientôt dans la Société des Nations; les conséquences, ce serait, sans aucun doute, l'avortement de la redoutable combinaison de Moscou, de son espoir d'alliance avec le monde jaune contre ces grandes puissances de race blanche que le bolchevik a tant poursuivies de sa haine en Asie, de ses mensonges si néfastes à leur prestige.

Mort-née serait cette alliance.

Et qui sait si le bolchevik, assagi par ce coup si rude, ne brûlerait pas enfin ses idoles, — celles du Communisme, cette régression sociale?

Dr A.-F. LEGENDRE

RÉPARATIONS ET TRANSFERTS

Le rapport des Experts et la Conférence de Londres ont amené l'histoire des réparations à un nouveau tournant. Sera-ce, cette fois, le tournant décisif? Pourrons-nous persévérer dans l'orientation que les événements d'hier ont donnée à la solution du problème des paiements allemands? Peut-être. Il faut, dans tous les cas, ne rien négliger pour qu'il en soit ainsi.

Ce n'est pas que nous croyions possible d'aller jusqu'au bout des réalisations escomptées sans avoir à soutenir bien des luttes et à vaincre bien des obstacles. Le plan Dawes, accepté comme base de compromis, se heurtera, dans l'application, à des résistances tenaces dont il ne sera pas toujours facile d'avoir raison. Mais il faudra y parvenir, quitte à remanier au besoin, en cours de route, les modalités d'exécution, pour les adapter aux contingences économiques et politiques. S'il en était autrement, si les oppositions et les intérêts égoïstes devaient continuer d'empêcher les transactions raisonnables, nous serions acculés, à bref délai, aux solutions de violence ou d'abandon.

Des solutions de violence, la France ne veut pas. « *Vive la paix; à bas la guerre* », disait au début de son grand discours au Sénat, le 10 juillet, M. Poincaré, Président du Conseil d'hier. Dans son exposé du lendemain, M. Herriot, Président du Conseil d'aujourd'hui, faisait écho à cette même préoccupation. Elle est dans l'âme et la volonté du pays.

Mais si la France est opposée aux solutions de violence, elle ne pourrait accepter une solution d'abandon. Trop souvent,

jusqu'ici, ses droits ont été mutilés. Elle ne veut plus que la peau de chagrin se rétrécisse. Et elle ne le veut plus parce que sa situation financière, fortement obérée par la carence volontaire du Reich, exige impérieusement qu'elle réclame et qu'elle obtienne son dû.

Elle s'est ralliée, sans arrière-pensée, au plan des Experts, dans un grand désir de conciliation et malgré qu'il en dût résulter une nouvelle réduction de sa créance. Elle n'en est que plus fondée à demander qu'on organise la mise en œuvre de ce plan de telle sorte qu'on en obtienne le rendement maximum. Or cette organisation ne suppose pas seulement qu'on multipliera les précautions contre l'Allemagne, pour l'obliger à prélever sur ses ressources propres de quoi payer sa dette; elle suppose aussi que les créanciers prendront toutes dispositions pour assurer le transfert des sommes que le débiteur aura centralisées à leur profit.

C'est là, en effet, l'innovation capitale. Dans les systèmes antérieurs, les responsabilités restaient confondues; et cette confusion était extrêmement propice aux échappatoires. Débiteur et créanciers se rejetaient mutuellement la responsabilité de la non-exécution : le Reich accusait ses créanciers de faire obstacle à sa volonté de payer en mettant toutes sortes d'entraves au développement de ses exportations, à l'affermissement et à la mobilisation internationale de son crédit; les créanciers reprochaient au Reich de ne prendre aucune des mesures qui auraient pu le mettre à même de se libérer, de favoriser les évasions de capitaux et la désorganisation économique qui devaient faire tomber à rien sa capacité de paiement.

Le plan Dawes départage les responsabilités pour l'avenir et il les précise. Le Reich devra recouvrer sur ses ressortissants les annuités destinées à l'acquittement de sa dette. Une fois ce recouvrement fait et les fonds centralisés, à Berlin, entre les mains de « l'Agent des paiements de réparations », ce versement sera considéré comme « *l'acte définitif du Gouvernement allemand, dans l'accomplissement de ses obligations financières* ». La responsabilité du transfert incombera aux créanciers. Ou ceux-ci s'organiseront pour que le transfert devienne possible et, alors, ils seront effectivement payés;

ou ils ne feront pas le nécessaire pour cette organisation et ils n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes s'ils ne reçoivent pas ce qui leur revient.

D'aucuns trouveront que cette division est artificielle et injuste; qu'on fait la part vraiment trop belle à l'Allemagne en transformant sa dette, *portable* jusqu'ici, en une dette désormais « *quérable* ». C'est un fait. C'est la conséquence du système que les gouvernements intéressés sont d'accord d'adopter. Il ne servirait donc à rien d'ergoter indéfiniment, chacun de son point de vue propre, sur ce qui serait préférable. Il faut aboutir. Et, aboutir, c'est s'installer au mieux, afin d'en tirer le meilleur parti possible, dans la situation qu'on a acceptée.

Ce sont les conditions de cette installation, plus particulièrement en ce qui concerne la France, que nous voudrions examiner dans la suite de cet article.

***

Rappelons d'abord les directives essentielles du plan des Experts, dans la partie relative aux paiements allemands[1].

Le rapport du premier Comité prévoit qu'après un moratoire partiel de quatre années, l'Allemagne sera en mesure de verser aux Alliés, une annuitée de 2 500 millions de marks-or, susceptible d'augmentation ou de réduction, selon que certains indices permettront de présumer un accroissement ou une diminution de la prospérité du débiteur.

Ces 2 500 millions de marks-or, plus ou moins, seront pris à trois sources différentes :

a) Prélèvements sur les fonds ordinaires du budget, avec garantie collatérale des revenus des douanes et des impôts sur l'alcool, le tabac, la bière et le sucre;

b) Prélèvements sur la taxe des transports et sur les recettes des chemins de fer, transformés en Société anonyme et fonctionnant sous un certain contrôle international;

c) Contribution des entreprises industrielles.

En période normale, les prélèvements de la catégorie *a*) doivent fournir 1 250 millions de marks-or;

1. Voir, pour plus de détails, *Revue de Paris* du 15 juillet 1924.

Ceux de la catégorie *b*) 950 millions, dont 660 millions à prélever sur les recettes des chemins de fer et 290 millions sur le produit de la taxe des transports;

Ceux de la catégorie *c*), 300 millions.

Les 660 millions de la catégorie *b*) et les 300 millions de la catégorie *c*) correspondent à l'intérêt, au taux de 5 p. 100 et à 1 p. 100 d'amortissement sur 11 milliards de marks-or d'obligations des chemins de fer et 5 milliards de marks-or d'obligations industrielles. Ces deux sortes d'obligations doivent être livrées à la Commission des Réparations, dès la mise à exécution du projet. Dans la suite, il pourra être émis également des obligations correspondant à la taxe des transports et à la contribution budgétaire, soit à une annuité normale de 1 540 millions de marks-or [1].

Ces obligations, — aussi bien celles qui *doivent* être créées, que celles qui *pourront* l'être plus tard — sont destinées à permettre aux Gouvernements créanciers la réalisation, par la vente aux particuliers, du capital de leur créance.

Durant les quatre années du moratoire, les versements à effectuer par le Reich seront réduits dans d'assez notables proportions. Compte tenu d'un emprunt extérieur de 800 millions de marks-or, dont une partie seulement doit servir à réorganiser la Reichsbank, les créanciers du Reich recevraient, la première année, 1 milliard de marks-or; la seconde année, 1 220 millions; la troisième année, 1200 millions et la quatrième année, 1 750 millions. C'est seulement la cinquième année que jouerait l'annuité totale de 2500 millions de marks-or.

Tous ces versements seront faits à la Banque d'Émission, au crédit de l' « Agent des paiements de réparations ». Ils constitueront, comme nous l'avons souligné plus haut, *l'acte*

1. Les experts n'auraient pu fixer, dès à présent, le montant de ces dernières obligations sans négliger cet élément incertain qu'est l'augmentation de la redevance annuelle, déterminée en fonction du mouvement des indices de prospérité; sans assigner, d'autre part, une durée à l'amortissement, ce qui les eût amenés à prendre position sur le total de la dette, ce qu'ils n'ont pas voulu faire. Ainsi restent ouvertes les possibilités d'atténuation résultant indirectement d'une conjugaison des arrangements interalliés au sujet des dettes de guerre, avec un abandon partiel des créances réparations.

définitif du Gouvernement allemand dans l'accomplissement de ses obligations financières. L'Allemagne sera donc libérée après qu'elle les aura effectués.

Mais ces sommes, une fois réunies il faudra les transférer aux États à qui elles sont destinées et qui en ont besoin pour payer leurs propres dettes tant intérieures qu'extérieures. Comment le plan Dawes envisage-t-il ce transfert?

Sur ce point, les experts n'ont prétendu donner aucune solution définitive : « L'emploi et le retrait des fonds ainsi déposés, seront contrôlés par un Comité composé de l'Agent des paiements de réparations et de cinq personnes compétentes, représentant les cinq puissances alliées et associées. Ce Comité réglera l'exécution du programme pour les livraisons en nature et les paiements prévus par le *Réparation Recovery act* de manière à éviter la perturbation des changes. Il effectuera, également, des transferts directs aux Alliés au moyen d'achats de devises et, d'une manière générale, il s'efforcera d'obtenir le maximum de transferts sans compromettre la stabilité de la monnaie. »

On trouve bien dans le rapport d'autres renseignements sur le rôle de ce Comité et le détail de ses attributions; mais il n'en résulte pas, à vrai dire, des précisions éclairant beaucoup plus cette question délicate et complexe du transfert.

C'est un problème qui reste à traiter à fond, a déclaré M. Herriot au Sénat. Et c'est tout à fait vrai. Les experts se sont préoccupés surtout d'organiser les obligations du Reich en fonction du double objectif que la Commission des Réparations leur avait assigné : « rechercher les moyens d'équilibrer le budget et les mesures à prendre pour stabiliser la monnaie de l'Allemagne ». Ils ont laissé aux créanciers le soin de régler entre eux les conditions du transfert, se bornant à les prévenir que, s'ils ne trouvaient pas de solution satisfaisante et s'ils laissaient les fonds s'accumuler à la Banque au delà d'une certaine limite, les versements du Reich pourraient être réduits et même suspendus.

Nous ne pouvons, dans ce bref résumé, examiner par le menu tout le système. Retenons, seulement, que l'opération du paiement est bien, comme nous l'avons observé au début,

coupée en deux : d'une part le recouvrement qui incombe à l'Allemagne, et pour lequel les créanciers lui demandent d'organiser certains gages; d'autre part, le transfert, qui incombe aux créanciers et pour lequel ils devront prendre les initiatives appropriées, de manière à « éviter la perturbation des changes » et à « ne pas compromettre la stabilité de la monnaie allemande ».

Les manquements éventuels de l'Allemagne ne peuvent donc concerner que le recouvrement et le versement des annuités. Tant que « l'acte définitif » qui doit libérer le Reich n'est pas accompli, la Communauté des créanciers a tout intérêt à faire peser sur le débiteur la menace d'une pression collective. C'est à elle à décider sous quelle forme et dans quelles conditions seront appliquées la saisie des gages et, le cas échéant, telles autres sanctions.

Mais après que l'Agent des paiements de réparations a été crédité du montant des versements prévus, le rôle du Reich est terminé. La Communauté des créanciers n'a plus dès lors, les mêmes raisons de subsister dans la seconde phase de l'opération; et la question qui doit faire décider du maintien ou de l'abandon de la Communauté dans cette seconde phase est la suivante : le transfert sera-t-il plus facilement assuré si les avoirs constitués par le Reich sont maintenus dans l'indivision, ou si, ayant été attribués aux divers créanciers, chacun a la charge de réaliser sa part?

Nous croyons, quant à nous, *la répartition préférable à l'indivision*, en ce sens qu'elle mettra plus directement en jeu les initiatives et la responsabilité.

Qu'il s'agisse du placement des obligations, c'est-à-dire de la mobilisation d'une partie de la créance en capital, qu'il s'agisse du transfert des sommes recouvrées par le Reich et versées au compte de l'Agent des paiements de réparations, la solution sera plus simple et plus certaine si chaque créancier, sous la pression de son intérêt propre et de ses besoins, reste libre de s'organiser au mieux.

A quoi bon méconnaître que plus on s'éloigne de la guerre et moins les intérêts des créanciers de l'Allemagne sont liés? Ils sont même souvent totalement dissociés sinon en opposition formelle. On le sent bien chaque fois qu'il est question

d'une action solidaire à exercer contre le débiteur pour le forcer à exécuter ses obligations. Pourquoi, dans ces conditions, s'obstiner à maintenir l'indivision au delà de ce qui est strictement nécessaire? Mieux vaut laisser chacun régler à sa guise la réalisation de son avoir, quitte à s'imposer tels sacrifices qui lui permettraient d'en tirer le meilleur parti.

Si l'on considère l'extrême difficulté d'un contrôle des opérations internationales de l'Allemagne, la quasi-impossibilité de surveiller les sources multiples de créances et de dettes extérieures susceptibles d'influencer l'équilibre de sa balance générale, on est très vite amené à s'apercevoir qu'en réalité le débiteur pourra faire échec aux transferts, *parce que risquant de compromettre la stabilité de la monnaie et du change*, chaque fois qu'il en aura le volonté.

Les échappatoires sont innombrables. Il suffirait, par exemple, à l'Allemagne, d'appliquer les excédents de balance qui viendraient à se produire, à la liquidation des nombreux crédits qu'elle s'est fait ouvrir dans divers pays, depuis l'armistice, pour absorber ces excédents et rendre impossible tout transfert. Dans un précédent article nous avons montré quelle lourde hypothèque les opérations de la *Banque allemande d'escompte-or* faisaient peser sur l'avenir, au profit précisément, de certains de nos cocréanciers[1]. Inutile d'insister; on voit l'importance de l'objection.

Encore une fois, nous restons convaincu que l'individualisation des avoirs donnerait à chaque créancier de plus grandes facilités pour obtenir, en tout état de cause, une fraction importante, sinon la totalité, de ce qui lui est dû.

*
* *

Quelle serait plus spécialement la situation de la France s'il était procédé, d'une part, à la répartition des obligations de chemins de fer et des obligations industrielles qui doivent être créées immédiatement; d'autre part, à la

1. Voir *Revue de Paris*, n° du 1er juillet 1924. — *Dollar contre livre sterling*. Qu'on veuille bien examiner, à la lumière de nos conclusions, l'attitude, en marge de la Conférence, des représentants de Wall Street et de Lombard Street et l'on s'expliquera bien des choses.

répartition des versements faits par le Reich et, provisoirement, portés au crédit d'un compte ouvert à l'État français dans les écritures de la Banque allemande d'Émission?

En ce qui concerne les obligations industrielles et des chemins de fer, il n'est pas douteux que la mobilisation en serait grandement facilitée. L'État français pourrait les émettre sur son propre marché en y ajoutant, s'il était besoin, son aval, garantissant ainsi aux porteurs le paiement régulier des intérêts et l'amortissement.

Dans ce dernier cas, apparemment, sa situation ne serait pas, il est vrai, très différente de ce qu'elle est aujourd'hui, lorsqu'il émet des valeurs à long ou à court terme portant sa signature. Les engagements qu'il prendrait, vis-à-vis des porteurs, seraient du même ordre que ceux qu'il prend vis-à-vis des porteurs d'obligations du Crédit National. Mais il aurait l'avantage appréciable de pouvoir couvrir ses décaissements par des prélèvements sur son avoir en compte à la Banque allemande d'Émission.

Il est prévu, en effet, dans le plan des Experts, qu'au cas où il faudrait en venir à limiter les versements du Reich, c'est sur les prélèvements budgétaires que porterait la réduction et non sur les sommes destinées à assurer le service des obligations émises. En outre, le transfert de ces sommes doit jouir d'une priorité à partir du moment où lesdites obligations seront dans les portefeuilles privés. L'aval de l'État français ne jouerait donc que de façon tout à fait accidentelle et seulement jusqu'à concurrence du solde qui n'aurait pas été récupéré.

Notons qu'il s'agit d'obligations-or, c'est-à-dire d'une valeur à revenu fixe, dont les intérêts devront être payés sur la base de la parité du mark-or. N'est-ce pas précisément la catégorie de titres que réclament certains capitalistes, en vue de soustraire leur patrimoine aux évolutions du franc et se constituer des revenus dont la puissance acquisitive suivrait d'aussi près que possible celle de la monnaie? Enfin, un attrait spécial s'ajouterait à ces obligations si les divers marchés financiers se mettaient d'accord pour en favoriser la négociation.

C'est ce qu'a demandé la *Conférence Parlementaire inter-*

nationale du Commerce, réunie récemment à Bruxelles et où 35 nations étaient représentées. A l'unanimité elle a émis le vœu *que les titres représentatifs de la créance réparation soient rendus négociables sur le plus grand nombre de marchés possible et qu'on donne à la négociation de ces titres les plus grandes facilités.* C'est à cela qu'il faut viser si l'on veut avoir vraiment une formule pratique et souple de réalisation.

Il sera plus facile d'obtenir qu'un marché s'ouvre à la négociation des obligations allemandes, une fois que celles-ci auront été émises, que d'obtenir de ce même marché qu'il absorbe, par émission directe, une tranche déterminée desdites obligations.

Toute une série d'objections peuvent être opposées à cette seconde demande, qui ne sauraient s'appliquer à la première, notamment les objections de possibilité et d'opportunité qui sont les plus générales. Elles tombent devant cette constatation que, *seul, le change décidera de la répartition des titres.* Leurs déplacements seront réglés uniquement par l'intérêt de l'arbitrage; ils ne sauraient, par suite, à aucun moment, constituer une gêne pour personne.

Est-il besoin de développer les avantages de stabilité que procurerait à notre devise ce portefeuille de valeurs internationales, venant justement remplacer celui que les nécessités de la guerre et de l'après-guerre nous ont obligés de sacrifier et qui constituait, pour notre change, un volant régulateur si précieux? Et puis, le rapatriement en Allemagne de ces titres ne serait-il pas automatique, en quelque sorte, chaque fois que la balance allemande des paiements tendrait à devenir créditrice?

Nous n'insisterons pas, n'ayant pas l'intention d'étudier à fond, aujourd'hui, les actions et réactions qui résulteraient de la mise en œuvre de cette combinaison. Nous nous bornons à l'indiquer.

On dira peut-être : mieux vaudrait que l'Allemagne plaçât elle-même ses obligations et, à défaut, la Commission des Réparations, pour compte de la Communauté des créanciers et sans que nous ayons à donner de garanties spéciales.

Peut-être cela vaudrait-il mieux, en effet; mais est-ce pos-

sible sans de plus gros sacrifices? D'ailleurs, la Commission des Réparations a-t-elle jamais placé un seul des bons-or qui lui furent remis au début par l'Allemagne? A-t-elle jamais placé une seule des obligations A et B créées en conformité de l'état des paiements de Londres? A aucun moment ces titres n'ont quitté les coffres de l'Hôtel Astoria.

Veut-on qu'il en soit de même pour les obligations nouvelles? Allons-nous rester indéfiniment devant le néant des réalisations, sous le prétexte qu'on est toujours à la recherche du mieux? Il faut en finir avec les hésitations et les atermoiements. Notre situation financière exige que nous fassions argent au moins d'une partie de notre créance et cela le plus rapidement possible.

Pour ce qui est des avoirs en marks-or, dont nous serions crédités, après répartition, nous aurions également des possibilités de transfert qui n'existeraient pas, ou qui n'existeraient qu'à un moindre degré, si les sommes versées par le Reich étaient maintenues dans l'indivision.

Ces possibilités, il nous appartiendrait de les faire naître, *en accordant un régime douanier préférentiel aux acheteurs français de marchandises allemandes qui viendraient demander à notre trésorerie le change nécessaire au paiement de leurs achats.* Il s'agirait, en somme, de favoriser l'addition *d'actifs supplémentaires* à la balance allemande, mais sous condition que ces actifs supplémentaires aient comme contre-partie un transfert équivalent de nos avoirs-réparations.

Le mécanisme pourrait être des plus simples. Il suffirait de conjuguer la remise de *bons d'importation* donnant droit au tarif réduit, avec la vente des assignations du Trésor sur son avoir en marks-or. L'opération n'influencerait pas le cours de la devise allemande puisque, à aucun moment, il n'y aurait intervention sur le marché de cette devise; elle se résoudrait en une simple compensation intérieure.

Ajoutons que ce système n'intervenant que dans des cas où, actuellement, les importations allemandes sont impossibles, à cause des droits élevés, presque prohibitifs, qui leur sont appliqués, on ne saurait prétendre que les ventes du Trésor pèseront sur le change, puisqu'elles seront toujours

balancées par un actif correspondant et qui, sans elles, n'aurait pas été créé.

Nous nous doutons bien que cette suggestion n'ira pas sans provoquer de violentes critiques. Nous l'avons déjà produite dans cette Revue, le 1er décembre 1922, à propos de l'organisation des prestations en nature. C'est dire que nous avons fait l'épreuve des oppositions auxquelles elle va se heurter. Nous la reprenons néanmoins, parce qu'elle nous paraît raisonnable et, qu'au surplus, elle fournirait un moyen d'aplanir les difficultés que soulève le transfert.

Les oppositions, du reste, ne changeront rien aux principes. Elles ne briseront pas l'indissoluble solidarité des paiements allemands et des exportations allemandes, d'une part; du recouvrement des sommes qui nous sont dues et d'un accroissement correspondant de nos importations, d'autre part.

On a beau tourner autour de la question, on est toujours ramené à la même règle : un pays débiteur de l'étranger ne peut s'acquitter de ses dettes qu'en exportant des marchandises ou des services; réciproquement, un pays créancier de l'étranger ne peut transférer à l'intérieur de ses frontières ce qui lui est dû qu'en acceptant de recevoir marchandises ou services. Quoi qu'on fasse, cette vérité fondamentale dominera tout régime imaginé pour faire payer l'Allemagne. Elle rétablit d'ailleurs, sur son plan véritable la question des paiements en nature et des paiements en devises qui a donné lieu à tant de controverses.

Paiements en nature, cela signifie que nous accepterons de recevoir directement de l'Allemagne des marchandises ou des services; *paiements en devises*, cela signifie qu'elle nous déléguera le produit de ses ventes dans d'autres pays. Mais une fois en possession de ces devises qu'en pourrons-nous faire? Nous ne pourrons les utiliser à la satisfaction de nos besoins, à l'allégement de nos charges qu'en nous en servant pour régler des achats de marchandises ou des services fournis par l'étranger.

Si, par hypothèse, le Comité des transferts versait au Gouvernement français des dollars, des livres sterling, des florins, par exemple, qu'en ferait notre Trésorerie? Elle serait forcée de les réaliser, de les transformer en francs pour acquitter ses

dépenses à l'intérieur. Or, qui achèterait tout ce change, sinon ceux qui auraient à payer à l'étranger et seraient débiteurs, soit de marchandises déjà importées ou à importer, soit de services?

Il faut donc bien voir le problème tel qu'il est : notre débiteur a deux moyens de se libérer envers nous : par des fournitures directes, par la livraison de devises. Nous, *nous n'avons qu'un seul moyen de recevoir paiement, c'est d'importer des marchandises et d'accepter des services pour un montant égal à celui de notre créance.* Dès lors, pourquoi ne pas exploiter jusqu'à la dernière limite la capacité d'exporter de l'Allemagne, *si le règlement de ces exportations doit faire rentrer dans les caisses du Trésor un montant de francs équivalent à la valeur des marchandises introduites?*

Un régime douanier préférentiel n'était-il pas prévu dans les accords de Wiesbaden et de Berlin? Les importations, faites en atténuation de la dette de l'Allemagne, avaient droit au tarif minimum. Pourquoi ne pas reprendre ce même principe?

Nous ne proposons pas d'abaisser en tout état de cause les barrières qui, actuellement, arrêtent toute importation allemande ou presque. Il s'agit uniquement de consentir des atténuations douanières, *dans la limite de la protection normale jugée nécessaire à nos industries* et seulement pour les importations réglées par un prélèvement sur notre avoir réparations, l'acheteur versant au Trésor français la contre-valeur de son achat.

Ceci revient en somme à admettre, *dans ce cas particulier*, les produits allemands *sur un pied d'égalité avec ceux des autres pays* bénéficiant, à leur entrée en France, de notre tarif réduit.

Cette suggestion n'a rien d'exorbitant. Elle pourrait même fournir une arme dans les négociations qui se poursuivent avec nos alliés ou qu'il va falloir engager avec l'Allemagne. La crise que traverse ce pays a fait disparaître, en très grande partie, les avantages exceptionnels qu'il a, un moment, retirés de sa politique monétaire et du non-paiement des réparations. Aujourd'hui, ses prix intérieurs tendent à s'ajuster aux prix mondiaux. Les versements qu'on lui demande

d'effectuer d'une part et, d'autre part, les demandes qu'entraînerait la mise en œuvre de notre système, compléteraient assez vite cet ajustement.

***

Le problème des réparations est essentiellement un problème d'affaires. C'est donc avec l'esprit des affaires qu'il en faut chercher la solution.

Jusqu'ici, nous avons essayé de le résoudre par des moyens politiques; nous n'avons guère réussi qu'à l'enliser dans les formalités et les complications. Le plan Dawes représente un gros effort pour le ramener dans le domaine économique, qui est spécifiquement le sien. C'est un progrès. Mais ce progrès demande à être complété par un changement de méthodes : il faut s'affranchir de l'esprit administratif qui s'ingénie surtout à multiplier les stratifications bureaucratiques.

Un dialogue très suggestif s'est engagé au Sénat entre M. Herriot et M. Poincaré, au sujet des causes de l'échec des réparations en nature. Qu'on nous permette de le reproduire :

M. HERRIOT. — En 1922, nous n'avons pas reçu toutes les prestations en nature que nous pouvions recevoir.

M. POINCARÉ. — Accusez-en les circonstances et l'Allemagne.

M. HERRIOT. — Je mets en cause aussi la méthode suivie, qui a été improvisée.

M. POINCARÉ. — Je demande la parole.

M. HERRIOT. — Il y a eu de la part des industriels français des résistances que je comprends, car je ne suis pas insensible au danger du chômage. (Très bien!) On *n'avait créé qu'une commission qui devait ne se réunir qu'une fois par semaine. Il faudra créer des offices nationaux des prestations en nature, ayant un caractère permanent et qui seront en relations avec un office interallié.*

M. POINCARÉ. — Il convient de reprendre le problème en tirant du passé toutes les leçons qu'il est possible d'en tirer. En 1923, nous nous sommes servis nous-mêmes de prestations en nature dans la Ruhr et en Rhénanie.

En 1921 et en 1922, il y avait eu des difficultés avec l'Allemagne : l'accord Loucheur-Rathenau avait créé des organes centralisateurs en France et en Allemagne, *mais les sinistrés ne voulurent pas passer sous les fourches caudines de ces organes centralisateurs.*

Alors furent conclus les accords Bemelmans et Gillet. Les indus-

triels français poussèrent peut-être trop loin le souci de leurs intérêts; le Gouvernement défendit contre eux les intérêts généraux du pays. Une conciliation était d'ailleurs possible; mais l'Allemagne fixa, pour les prestations en nature, des prix d'exportation si élevés que les sinistrés français n'avaient, en aucun cas, aucun avantage à s'adresser à elle. Il en fut ainsi notamment pour les peaux que nous prétendions obtenir au titre des réparations; et au même moment les particuliers français recevaient de l'Allemagne toutes les peaux qu'ils demandaient parce qu'ils les payaient en francs.

Ce qu'il faudra donc obtenir demain, c'est que les prix d'exportation fixés par l'Allemagne pour les prestations en nature ne dépassent pas les prix pratiqués à l'intérieur du territoire allemand et que l'Allemagne ne spécule pas à nouveau sur les besoins et la misère de nos régions dévastées. (*Très bien! Très bien! — Vifs applaudissements.*)

M. HERRIOT. — C'est pour cette raison que je disais qu'*il fallait constituer un office interallié des réparations en nature.*

Fin 1924, nous en sommes encore à envisager cette question des prestations en nature dans le cadre où elle se présentait au début de la reconstruction, tandis que nous avions tout à refaire dans les départements dévastés et qu'un énorme débouché pouvait faciliter à l'Allemagne ce mode de libération!

Aujourd'hui, la restauration du Nord et de l'Est est très avancée et la capacité d'absorption de ces régions va sans cesse diminuant. Elles n'offriront, à l'avenir, aux exportations de l'Allemagne qu'un exutoire de plus en plus réduit. Si donc nous voulons vraiment être payés, il faudra élargir ces possibilités; ne plus limiter seulement aux besoins des sinistrés les livraisons en nature du débiteur, mais les étendre à l'ensemble du territoire et même aux colonies. Ce n'est pas un régime spécial qu'il convient d'organiser; *c'est un régime général applicable à toutes les fournitures que pourra faire l'Allemagne en vue de l'acquittement de sa dette.*

Comment organiser ce régime général? *Le plus possible, dans la liberté.*

Nous avons fait l'essai des formules complexes, imaginées par l'Administration. Elles n'ont réussi qu'à paralyser tous les systèmes. Les « organes centralisateurs » établis à la suite de l'accord Loucheur-Rathenau n'ont rien donné de bon. M. Poincaré l'a reconnu : du côté des sinistrés, ils ont arrêté les demandes; du côté de l'Allemagne, ils ont facilité les

manœuvres destinées à empêcher ces demandes de se produire. Les accords Bemelmans et Gillet n'avaient pas suffisamment desserré le nœud coulant imaginé de part et d'autre, pour rendre le système réellement pratique.

Nous aboutirions au même résultat, si l'on confiait encore demain à des Commissions et à des Offices le soin de résoudre les difficultés que le plan des Experts laisse subsister sur la route des paiements allemands.

Les événements vont plus vite que nos adaptations. Les formules sur lesquelles on continue de discuter sont des formules périmées; elles ne valent plus pour la situation nouvelle. Il faut bien nous pénétrer de cette idée que les *transferts* et les *livraisons en nature* ne sont, au fond, qu'une seule et même chose. Les questions de modalités sont secondaires. Ce qui domine tout le problème, c'est le point de savoir si, oui ou non, nous sommes décidés à étudier et à mettre en œuvre une *politique douanière du paiement*. Tout est là.

Si l'on veut bien examiner les suggestions que nous avons exposées plus haut, sans les séparer de l'ensemble de nos préoccupations actuelles, on verra qu'elles se concilient avec l'intérêt bien compris de nos industriels. Nous ne prétendons pas apporter une solution idéale. Mais nos difficultés financières nous obligent à délaisser temporairement la poursuite de l'idéal pour essayer les systèmes immédiatement productifs. Il faut aboutir tout de suite à des réalisations. Pourquoi, dès lors, ne se rallierait-on pas à un compromis logique et raisonnable qui peut précisément nous assurer ces réalisations?

JULES DECAMPS

TABLEAUX DE PARIS

Concours Hippique. — Un matin de dimanche de juillet, entre des palissades de bois, devant l'École Militaire. Le sentiment de la province et d'attendre l'arrivée des « officiels ». Des drapeaux ont l'air peints sur zinc. Et il y a même, autour d'une piste, des tribunes avec banquettes. Tous les chevaux de ce concours d'*animaux reproducteurs, des espèces chevaline et asine*, organisé par la direction des Haras, ont défilé hier matin devant le Président de la République — plus d'un millier. Mais ce sont des choses qu'on ne sait pas, à Paris. Ou seulement le lendemain. Spectacle de peintre, spectacle de couleur, au paroxysme de l'été et qui a eu pour décor cette noble façade de Gabriel, l'une des plus pures de Paris avec celles des pavillons de la place de la Concorde et de la Monnaie,

Très Alfred de Dreux, le mouvement du cheval en action, présenté par un homme guêtré qui court, comme suspendu à la force du poignet au col de la bête (études d'après Tamerlan, le cheval blanc d'Abd-el-Kader; la croupe large, les reins creusés). Un spécimen de race postière à large encolure, tête petite, est présenté en ce moment sur une piste latérale. Groupe de campagnards robustes, endimanchés. Le cheval approche au galop. L'homme qui le mène fait des enjambées comme un compas grand ouvert et ne semble plus toucher le sol.

— Encore! demandent les spectateurs.

Le cheval repart, avec son palefrenier volant, suspendu au

col et qui ne semble ni essouflé, ni las. Le jour bleu nuance la large croupe gris mauve. Les muscles jouent. La crinière est nattée, mêlée de faveurs roses et de paille. Une coiffure d'Infante, un lendemain de bal dans la rue.

Une automobile est bien belle à voir, luisante, stricte, précise, rapide... Elle donne du temps présent l'évocation la plus réussie, la plus marquante, populaire... Mais le cheval, comme l'athlète, conserve au milieu des mœurs transformées, des évolutions invraisemblables, l'image d'une perfection première, éternelle, qui ne peut s'améliorer, ni se perdre.

Pour le citadin habitué aux autobus et aux derniers fiacres de gare, l'étalon incarne la force primitive, une harmonie, une vigueur sœur des éléments, qui s'apparente à la vague qui retombe, au fleuve, à l'ouragan...

Le public de ce dimanche matin, fort rare, ne se préoccupe que de savoir si la bête à vendre vaut le prix demandé... Mais nous! Nous ne sommes venus que pour le spectacle offert, les longues suites de boxes, les belles croupes moirées, les jarrets puissants, les reins cambrés, les crinières, les naseaux, cette noblesse et cette force instinctive. Nous nous enchantons de ces coquetteries enrubannées, de ces faveurs, de ces boucles et de ce qui féminise comme sur un ancien habit de mousquetaire, la mâle énergie de la bête, et nous complaisons à suivre l'allée dont l'ourlet est fait de sable jaune soigneusement égalisé au ras de la paille et sur lequel des arabesques de briques pilée et même de fleurs de trèfle ou de losanges de couleur bleue brodent la fantaisie dans la régularité...

Je songe à la correspondance de Géricault, dont on célébrait hier le centenaire et qui est peu connue. On n'imagine Géricault que d'après ses cuirassiers et ses dragons deux fois grandeur nature. Et puis, il y eut après lui des peintres militaires, qui imposèrent à l'uniforme la tyrannie de leur conception du bouton de guêtre. Celui que nous a laissé la guerre, corrige dans sa simplicité plus sportive que « militaire » ce que le détail avait pris d'odieux dans la tenue. Géricault était un cavalier charmant, un instant dandy. Sa correspondance est d'un être sensible et complexe. Il y parle fréquemment de son amour pour le cheval et c'est pourquoi il nous accompagne pendant cette visite matinale, entre les alezans de pur sang

arabe ou les bais de sang anglo-arabe et les demi-sang normands ou charentais...

Il est agréable de faire à l'improviste, au hasard d'une suggestion, certaines visites en compagnie de certains morts. On comprend mieux ce qu'elles peuvent offrir de pareil et de différent dans la suite des générations.

***

Arabesques autour de la Loïe Fuller. — Ce soir, l'*Union interalliée* offre sur sa pelouse les danses de Miss Loïe Fuller et de son ballet. A gauche, à droite, arbres, parc; au fond, les Champs-Élysées et, dans le velours des massifs, la broderie lumineuse, empâtée, des guirlandes des *Ambassadeurs*. Les arbres de l'avenue Gabriel sont demeurés les plus beaux de Paris, ils sont noblement élancés, coiffés de plumes vertes : sycomores, acacias, vernis du Japon, marronniers, flore importée, luxe, qui n'a plus la sévère grandeur de nos arbres aux petits feuillages aisément taillés, orme, charme, tilleul, espèces citadines et châtelaines, auxquelles on a substitué les « souvenirs » de voyage de Jussieu, l'influence de Bernardin de Saint-Pierre se substituant au despotisme de Le Nôtre. Mais l'exotisme, l'orientalisme sont des privilèges, des modes, des goûts français. Nous les retrouvons aux arceaux de nos cloîtres, aux rosaces, aux chapiteaux de nos cathédrales... Alors, les Maures et les Asiatiques même ont inspiré les architectes. Vézelay, c'est Cordoue et, de la Perse à Byzance, de Byzance à la France, en passant par Ravenne, on suit cette grande pénétration de l'Orient chez nous.

Lorsqu'on put faire voyager et qu'on eut acclimaté quelques arbres d'origine transméditerranéenne, puis sud-américaine, l'aspect de la France civilisée, de la demeure aristocratique changea. Au-dessus des parcs se dressèrent bientôt les obélisques géants du Wellingtonia, les branches dentelées et les luisantes raquettes du palmier et du caoutchouc et la senteur sucrée des cornets d'ivoire du magnolia se répandit dans les soirs d'août autour des habitations bourgeoises.

L'internationalisme a commencé par les plantes – les Croisés nous ont rapporté des roses et les Phocéens sont allés cueillir

le premier œillet chez les barbares d'Alger..., — puis par l'écriture de la musique : un *la*, un *ré*, sont toujours les mêmes, pour n'importe quel musicien d'Europe ou d'Amérique... Ce qui prouve qu'on n'a fixé le son, en Occident, que bien longtemps après que la parole servait aux hommes...

Miss Loïe Fuller demeure l'initiatrice qui utilisa la puissance et les diversités de la lumière électrique à la scène. Ce qu'elle a fait, personne sans doute ne l'a recommencé après elle, ni même prolongé ou continué. Il semble, cependant, que le théâtre — et aussi — le cinéma, pourrait étendre le champ de ses réalisations, bien au delà des limites actuelles et se renouveler à ces sources.

Le programme de Miss Loïe Fuller est varié, mais il est établi à peu près une fois pour toutes. Elle l'a promené avec un égal bonheur à travers le monde. Il se déroule de nouveau ce soir sur le gazon de l'*Union interalliée*, après un dîner de quelques centaines de convives par grandes et petites tables, de toutes nationalités, depuis les Japonais minuscules (aux femmes vêtues à la dernière mode, les cheveux coupés courts! ce qui est bien imprévu) jusqu'à ce qu'on peut appeler toutes les nuances de l'anglo-saxon et de l'hispano-américain et Dieu ne doit même plus pouvoir les dénombrer!

L'*Union interalliée*... Cette formation, née des premières heures de la paix ou des dernières de la guerre, c'est le *Palace* fermé ou plutôt entr'ouvert. Les temps actuels l'exigeaient. Les êtres en évolution, les élites, ont favorisé de tout temps le mélange des races. Il n'est pas vrai que les rois aient jamais épousé des bergères, mais il est certain qu'ils devaient accepter des fiancées étrangères et, par là, donner l'exemple de l'internationalisme et leurs sujets devaient être bien profondément ancrés dans les mares stagnantes de l'habitude pour ne les avoir pas imités davantage. L'Europe ne formerait plus aujourd'hui qu'un seul peuple qui ne parlerait plus qu'un seul idiome...

Voilà bien des variantes pendant que tournent et courent avec grâce sur des airs de Mendelssohn ou de Grieg des jeunes filles américaines devant un parterre mosaïqué de spectateurs des cinq parties du monde. Pourtant, par extraordinaire, je n'ai pas vu de nègre.

Mais j'ai entendu, en français comme en anglais, des remarques déconcertantes de simplicité, décourageantes aussi. Les aristocraties du sang ou de l'or ont un penchant cérébral constant pour l'irréalisable, elles ont la nostalgie de quelque chose, mais elles ont, pourtant, le nouveau en aversion. Le peuple tient moins à ses préférences. Il est plus primesautier. Il adopte avec un visible plaisir toute innovation. Dans la Société, il faut des références. Pendant qu'on se demande par qui se faire présenter quelqu'un d'agréable, mais inconnu, ce passant a disparu.

— Autrefois, on n'aurait jamais osé faire le rapprochement du vert et du bleu! dit gravement un monsieur qui a les meilleures façons, en suivant l'alternance des projections sur les danseuses.

Évidemment, les fleurs n'osaient point pareille audace, et ni le bluet, ni l'hortensia, ni la pervenche, ni le delphinium ne portaient de feuilles et Corot, ni aucun paysagiste, n'ont peint sur l'azur d'un ciel d'été, les ondulantes frondaisons des arbres!

— ... J'ai la musique moderne en horreur! riposte une dame.. qui s'écrie, presque aussitôt, avec un soupir de soulagement, comme sa mère disait « Gounod » : Ah! voici du Debussy!...

Pour cette dame, Debussy n'est plus moderne. Et la pensée de ce que prononçaient sur Debussy les même lèvres, il y a vingt ans, me fait sourire...

Chère miss Loïe, aux grandes lunettes, je voudrais vous emmener, vous et vos nymphes, à la clairière d'un bois ou plutôt sur les terrasses combinées, voulues, filles de la réflexion et de la volupté, d'une villa méridionale. Et que, sur des accords de Chopin ou de Poulenc, de Rameau ou de Germaine Tailleferre, pour cinq ou dix spectateurs, vous fissiez danser la lumière, se mouvoir les jeunes bras et les jeunes jambes, se contourner les écharpes tandis qu'au loin sur la mer passeraient des voiles et scintilleraient des colliers de villes.

... Mais notre solitude dans cette foule *interalliée*, ce public « tir aux pigeons » de 1924, un peu plus *inter* et certainement moins *allié* que celui qui dînait et bostonnait au Bois de Boulogne vers 1905, notre quasi-solitude sous le ciel moite de Paris, les feuillages immobilisés des arbres exotiques, avec

au loin quelque écho de klaxon ou bien, porté par un subit et fugitif courant d'air plus frais, la rumeur de l'orchestre des *Ambassadeurs*, ne valent-ils point par l'atmosphère, le mélange et tout ce que l'imagination y apporte, le même spectacle, en aucun autre lieu du monde?

La nuit est bleue, pas un souffle d'air ne fait remuer une feuille et, peut-être, à la cantonnade, un orage se prépare, pour après minuit... Des arbres de juillet, immobiles, qui révèlent entre leurs sombres feuillages le regard insensible d'une étoile. Une saveur aux lèvres, qui a le sucré du chèvrefeuille et des fadeurs d'étuve. Et des mélanges de parfums imprévus, apportés par chaque spectatrice, sachets étroitement réunis devant l'ombre, exhalant leur douce saveur comme une veilleuse donne sa flamme.

Les fêtes nocturnes ont une atmosphère particulière, aux jardins de Paris. On ne saurait réunir plus d'agréments, ni plus de mélancolie. C'est le salon, remis pour quelques heures, quelques instants précaires, aux soins des arbres et du ciel. Il y a toujours un peu de l'étoile des mages et du chant de *Tannhauser* dans ce regard tremblant de l'étoile qui défie, qui est éternel, qui n'a plus les complaisances d'un plafond, fermé, bas, accoutumé à la banalité des rapports entre hommes. Ce qui est grand n'est que sous le front des penseurs et des poètes et ne s'exprime point dans le brouhaha d'une fête, mais dans une solitude douloureuse, tragique et un complet abandon, une absence de tout faste ou mise en scène. — Une cellule sera toujours l'image la plus véritablement exacte de ce qu'il faut à l'écrivain pour recréer l'immensité des mers et des espaces, les foules et les abîmes du cœur et de l'âme...

Une fête du soir dans un jardin de Paris, aujourd'hui que l'électricité permet de réaliser toutes les débauches de l'imagination, offre un spectacle que ne connurent certainement jamais celles qui les ont précédées.

Ce sont les peintres, dessinateurs, graveurs, qui nous ont laissé des nuits de Louis XIV ces aspects d'une si harmonieuse grandeur, mais qui se passent en plein jour et ressemblent à des geisers d'encre et non pas à des embrasements et des empanachements de lumière. J'ai vu du campanile qui surmonte le dôme de l'Intitut, le soir de ce 14 juillet où les troupes

alliées défilèrent sous l'Arc de Triomphe, treize feux d'artifice s'élever au-dessus de Paris, tandis que la Seine, à chaque pont embrasée, roulait à nos pieds des flots mêlés d'écailles de sardoine et de topaze. Je ne crois pas que le roi Louis XIV, ni le Régent, ni le Bien-Aimé, ni Leczinski dans sa blanche capitale de fer ouvrée, aient jamais contemplé pareille féerie...

***

Pierre Bonnard. — Un appartement à l'entresol d'une maison sinon récente, du moins neuve, c'est-à-dire qui a plus d'apparences que de confort, tandis que les immeubles récents, n'ont plus guère d'*apparences* sous leur simplicité, mais sont pourris déjà de confortable!

Aux limites de Paris vers Boulogne, la dernière maison d'une avenue à tramway. Devant les fenêtres, se mêle aux feuillages compacts de la banlieue la verdure des sycomores espacés dans l'asphalte. Fin de journée orageuse. Grandes nuées couleur de robe de tourterelle. La clarté s'assombrit dans les chambres peu élevées de plafond et précédées de l'écran des feuilles vertes.

Le désordre est celui d'une tardive rentrée à Paris, avant un nouveau et prochain départ.

Désordre aussi d'un ménage d'artiste.

L'été, le lieu, ce brillant capharnaüm, ces murs comme déshabitués du maître et ces maîtres qui semblent en visite chez eux, et dans les coins, une débauche de toiles fraîchement peintes dans tout l'éclat encore de leur nouveauté, donnent à cette visite impromptue, une saveur dont on voudrait rendre à la fois la finesse et l'originalité.

Il y a d'apparentes banalités qui frisent l'extravagance et il existe des semblants de pittoresque d'une effrayante insipidité. Mais, lorsqu'on perçoit le naturel, quelle sorte d'ivresse nous attend!

Il est toujours amusant de pénétrer pour la première fois dans un logis. On y étudie les êtres sur le vif, dans la fraîcheur de l'impression produite. Nous ne connaissons un individu qu'après l'avoir vu chez lui. Qui n'a éprouvé de déception en

pénétrant chez un ami de peu d'ancienneté, mais ami tout de même, sympathique et qui perdait, qui perdait progressivement, de chambre en chambre, par le mauvais choix et l'arrangement de ses meubles, par trop d'afféterie ou d'ignorance, la vulgarité de son goût en peinture, son mépris des livres, etc. Nous connaissons des intérieurs modestes, crépis à la chaux et décorés de quelques très rares photographies de toiles célèbres ou peu connues, dont l'atmosphère est légère, frémissante, agréable à respirer et qui fait bénéficier le locataire de tout ce que le logis suggère d'agréable au visiteur.

L'ordre n'est pas nécessaire pour nous enchanter. Il ne faut point tomber non plus dans une de ces torsades où les choses cessent d'être ce qu'elles sont, perdent tout semblant de réalité, pour devenir épaves et paraître dans une sorte de torpeur cadavérique, un laisser-aller qui évoque les corps tombés inanimés pendant l'orgie.

Cet appartement qui forme pied-à-terre est encombré par une arrivée après une longue absence, et les préparatifs d'une double exposition.

Dans la salle à manger, les toiles sont déjà prêtes, encadrées, celles de la pièce voisine encore pour la plupart fixées au mur avec des punaises ou bien étalées comme des serviettes qui sèchent, les unes sur les autres, molles, sans châssis, non tendues, lourdes, montrant leurs colorations de plein air, leurs verdures, leurs ciels, ces verts intenses de Bonnard, nourris de jaune et qui alternent avec des gris si délicats, des tons bleuis, froids, ces feuillages du Midi qui reflètent le ciel, qui détaillent l'horizon et dont chaque palme, chaque luisante feuille de laurier, est comme enduite de cobalt.

Les paysagistes ont émigré vers le sud. En cette saison même ils pullulent sur la côte, entre Marseille et Toulon. C'est à Grasse que Bonnard a passé l'hiver et le printemps. Le miel des six derniers mois de travail recouvre ces toiles. Vuillard, Bonnard, deux artistes qui ont mis près de trente années à s'imposer au public. Se représente-t-on trente années d'efforts, de patience? Le résultat n'a jamais fait de doutes pour certains, mais lorsqu'on songe à la fortune de quelques portraitistes « élégants », n'est-il pas déconcertant qu'il ait fallu trente

années de labeur pour faire admettre le talent de deux des plus originaux, des plus indiscutables talents de peintres de ce temps! Le même fait ne s'est-il point passé pour Manet, Degas et Renoir?

Bonnard ne peint pas toutes ses toiles exactement d'après le vif. Il va regarder la nature, puis il rentre après avoir fait son choix et peint sur une toile piquée au mur par quatre punaises, sans châssis; la grandeur n'en est jamais tout à fait aux dimensions accoutumées. Toutes sont là, voisinant. Et, travaillant à l'une, le peintre fixe les yeux sur l'ensemble des autres, y retouche, y ajoute quelque chose...

La modestie de ce grand artiste est touchante. Il parle ingénument de ses progrès, il reconnaît son évolution, il s'inquiète de savoir s'il ne s'est pas trompé. Et, discrètement, à notre insu, il retire du tas de toiles mollement empilées celles qu'il ne veut pas montrer encore...

***

La dame du Magazine. — Le « Grand moment des Vacances », c'est sa saison. Elle part. Elle ne va jamais très loin. Mais elle quitte Paris. Ce qui est bien à considérer. Elle abreuve ses amis de détails sur sa villégiature, sur ses déplacements. Il serait à craindre qu'elle ne bougeât que pour pouvoir en parler. Elle se remue aussi beaucoup à la pensée des gens qu'elle va connaître. En réalité, les vacances se résument pour elle à peu près à ceci : donner des coups de filet sur une plage, afin d'en retirer quelques relations nouvelles pour l'hiver. C'est pour des individus qu'elle ne connaît pas encore, qu'elle ne connaîtra peut-être ou sans doute pas, qu'elle combine des toilettes, qu'elle observe de magasin en magazine — et de quel œil! — tout ce qui se fait, se porte, se portera.

Ce qu'on entreprend pour des êtres réels, aimés de tout cœur est spontané, par conséquent imprévu, renouvelé, vif, chaleureux, éprouvé, éprouvable. Mais ce qu'on voue à des chimères est compliqué, stérile, destiné à s'effondrer comme un château de cartes, au moindre choc, au moindre souffle...

La dame du magazine est ambitieuse et insatiable à sa manière. Elle est affamée de riens. Ce qu'elle désire le plus se trouve sur tous les catalogues. Il ne s'agit que de choisir et de payer. Son rêve est de ressembler le plus possible à cette créature schématique, affublée de tout ce qui se porte de plus récent, de plus dernier cri, qui dissimule toute personnalité, ponce tout caractère, donne à certaines femmes la même ressemblance, la même écharpe, du même ton, le même manche d'ombrelle grotesque, les mêmes bas, des boucles d'oreilles identiques, sous les mêmes cheveux coupés court, etc.

Munie de cette apparence, elle pourra passer partout, croit-elle, honorablement, flatteusement. Elle ne recherchera que des modèles de femmes calqués sur elle-même. Ce n'est pas par la naissance, l'éducation, les préférences artistiques, un attrait, une sympathie quelconques, qu'elle se cherche des amitiés, mais par catégories de fournisseurs, communauté de soumission à la mode. Soyez persuadé que vous mangerez chez elle, si vous devez finir par accepter une de ses invitations, la même selle d'agneau, les mêmes petits fours que chez toutes ses semblables et — comble de l'horreur — servis par le même maître d'hôtel loué, qui vous fera un petit clin d'œil de connaissance à la porte, comme pour vous dire : « C'est encore moi » ou : « Toujours vous ! »

Elle ira prendre le thé, emmenée par une amie *qui a une automobile*, ou une amie *dont le mari est le fameux X*, au polo ou au golf... Elle en parlera plus tard, comme si ce goûter s'était renouvelé deux douzaines de fois...

Elle a pour *Littré* le *Bottin Mondain*, sa mémoire n'est qu'un livre d'adresses, elle connaît même celles de certaines femmes qu'il est peu probable qu'elle fréquente jamais, mais dont elle dit, pour les avoir vues aux courses : Henriette ou Marguerite. Elle sait des naissances devant lesquelles hésitent les gens du gratin et elle connaît de même le meilleur teinturier de Paris et une femme qui copie pour cinq cent francs les modèles de l'avenue Montaigne...

Madame de Sévigné a vu des « petites dames » analogues, mais qui portaient de grands noms, madame de Girardin en approche d'autres par la suite, toujours semblables... Puis Gyp...

La race n'en est pas près de disparaître. Au contraire, elle s'est accrue.

Jamais les femmes ne semblent avoir subi l'influence de la mode si humblement et avec une telle unanimité.

Observez bien la petite dame du *Magazine*, regardez-la tendre la main, écoutez-la parler, lancer dix fois de suite le mot « formidable »... Elle est toute petite, toute mince, elle se croirait déshonorée d'avoir des seins. Elle est formidable, en effet!...

***

Sur un toit. — Ou plutôt sur une grande plate-forme cimentée, qui surmonte un immeuble voisin de la Bourse, une fin d'après-midi de juillet. De Montmartre, la vue sur Paris est connue, et aussi de quelques autres points des environs, Bellevue, par exemple, mais du cœur de la ville même, il faudrait avoir fait l'ascension de monuments dont les voyageurs étrangers seuls se réservent l'empire.

Une large terrasse, surmontée de deux dunettes superposées en maçonnerie, avec chaises de bois dispersées, public parisien buffet et *jazz-band*, prend au soleil du haut de la dunette supérieure, un air de plage. Plage solide, aérienne, entourée de l'Océan-Paris, houle de toits gris piqués de centaines de pots de fleurs roses, qui sont des cheminées d'autrefois.

Autrefois! Comme il subsiste, cet autrefois, d'en haut; beaucoup plus que de la rue. Les maisons s'actualisent, se mettent à la mode par le bas. Leurs boutiques se transforment sans cesse. Le commerçant doit faire sa cour au public, l'attirer d'un sourire, c'est-à-dire d'un ton plus ou moins vif, plus ou moins frais, le flatter par une forme nouvelle, une courbe qui lui parle au cœur, des airs de plus en plus aisés, *up to date*... Autrefois, la mode durait plusieurs années, elle ne se modifiait qu'insensiblement. Elle change aujourd'hui chaque saison. On pourrait presque dire tous les mois et, dans sa frivolité trépidante, il semble que toutes les branches de l'activité parisienne se soient prises d'émulation. Chacun doit rivaliser avec le voisin dans le but d'émerger de la concurrence effrénée qui noie les mauvais nageurs.

Les toits demeurent ce qu'ils étaient, naïfs, simplets, charmants, mélancoliques, et sous des tuiles, avec leurs fenêtres à lucarnes, où quelque géranium, quelque capucine piquent une cocarde, ils évoquent encore Mimi Pinson, tandis que le rez-de-chaussée fait penser à une chanson nègre au *Sonora* : *Malinda Brown*..., ou à la cantatrice aux accents sauvages du bar voisin de l'avenue de l'Opéra, qu'il est à la mode de fréquenter passé une heure du matin. Dans les quartiers neufs, le toit n'offre plus cette bonhomie, mais dans le centre, rue Réaumur, sur l'emplacement de l'ancienne Cour des Miracles!

La terrasse est celle de l'*Intransigeant*, un après-midi d'inauguration; un choix, cette sorte de triage, de sélection que l'on peut rarement réaliser à Paris, qui était peut-être l'ancienne atmosphère de certaines répétitions générales, mais qui n'est plus... Et puis, une journée exceptionnelle est nécessaire. Et la fin de saison, l'approche des départs, rendent une agglomération plus aimable, presque plus familière... Puis l'imprévu, le sentiment de se trouver tout à fait ailleurs. Et la musique scandée d'un orchestre qui fait penser à l'influence des gaz hilarants, ce *jazz* du *Perroquet*, avec ses instruments inaccoutumés et mêlés, harmonium lilliputien et accordéon, saxophone et violon, stridences, fausses notes, rythmes lointains, océaniques et virginiens; face de noir américain à col ouvert moucheté de pois multicolores..., l'orchestre avec ses évocations de bar à San Francisco devant les cheminées — pots de fleurs de terre rose, aux lucarnes de tuiles brunes qui font penser à Paul de Kock!

M. Raymond Poincaré regarde ce Paris qu'il n'a peut-être jamais eu le temps de voir de si haut ni l'occasion d'embrasser ainsi depuis l'arc de l'Étoile, qui semble s'engloutir dans le remous des bâtiments neufs, jusqu'aux verdures du Père-Lachaise, évoquant au-dessus de la ville une oasis sous le soleil... Des femmes élégantes aux robes claires, des dames de l'aristocratie, amusées de l'imprévu des mélanges, se font montrer à la fois le maréchal Joffre et Maurice Chevalier. Tout à l'heure, aux accords du *jazz*, deux des peintres les plus recherchés de l'heure présente, Marie Lau-

rencin et Van Dongen se mettront à danser un fox-trott, sous le regard amusé, le sourire de Jeanne Granier, tandis que mademoiselle Sorel désigne dans la nue un groupe de cinq avions qui approche, mêle à l'air le bourdonnement de ses moteurs, ajoute au *jazz* une autre sonorité, et ennoblit la symphonie moderne... L'escadrille avance, dessine une boucle... Elle est venue saluer d'en haut, elle aussi, le directeur d'un journal qui s'intéresse à toutes les manifestations de la vie contemporaine et les soutient de ses efforts. Après avoir doublé deux caps invisibles et fait leur amicale démonstration, les avions sont repartis vers Montmartre. L'ambassadeur d'Espagne, M. Paul Morand, le duc de Guiche, M. Philippe Crozier, mademoiselle Marthe Davelli, ailleurs la comtesse de Noailles, dont on imagine les accents devant le panorama qui court du dôme des Invalides à celui du Val-de-Grâce, pour remonter au Panthéon que flanque Saint-Étienne-du-Mont..., offrent dans cette foule brillante et amusée des coins d'album de Sem.

Mais les invités de M. Léon Bailby se répandent à travers l'immeuble construit par M. Pierre Sardou, dans le grand escalier rond aux neuf étages, où le jour pénètre calmé par les vitraux monochromes, mats et argentés, blancs, sur lesquels Henri Navarre a tracé, étage par étage, tous les moyens de locomotion employés par les nouvelles, depuis le télégraphe et le « sans fil » jusqu'au navire et à l'avion. Ils s'arrêtent à ces machines perfectionnées qui « composent » le journal lettre à lettre, ligne à ligne, dans le plomb, au simple pianotage des mains sur un clavier, pour finir au sous-sol, à l'imprimerie devant les doubles-rotatives, avec leur plate-forme circulaire évoquant le navire, leurs glissières de papier imprimé, coulant à des vitesses folles, tandis qu'une main d'acier plie le journal qui s'élève en piles tièdes, vers le rez-de-chaussée...

Les journaux sont les véritables collaborateurs du progrès. Ils préparent demain à l'aide d'aujourd'hui. Leur besogne n'est jamais terminée, ni au point. Ils nous offrent le reflet le plus exact comme aussi le plus déformant de l'heure. Ils ont la sensibilité d'une femme, l'impulsivité d'un adolescent, les générosités de saint Vincent-de-Paul,

l'esprit de Rivarol et, tout à coup, des fureurs de mégère enivrée, des élans de séraphins et de mâles soubresauts. Ils prient, ils invectivent, ils commandent, ils persiflent, ils ont à la fois tout le bon sens que permet la pratique de la vie et l'ingénuité des novices... Ils donnent tout et refusent tout, le pain et la gloire, et atteignent pareillement, dans le pire comme aux sommets de la perfection, le coupable et le héros. Sans eux, toute puissance est vaine... Avec la finance, le journal est le maître des temps modernes. Tantôt il le sait trop, tantôt il l'ignore. Il n'a pas encore atteint, il ne doit jamais atteindre sa forme définitive.

C'est pourquoi il est heureux de voir la maison d'un quotidien, aménagée avec la volonté d'y faire collaborer l'artiste et non pas l'ornemaniste en série... L'artiste, comme jadis, au temps de ces grands bâtisseurs du Passé, qui ont dressé vers le ciel leurs flèches mystiques et orgueilleuses, ciselé la pierre, forgé le métal, et donné leur personnalité à leur temps, par ces monuments innombrables qu'on voit, en grand cercle, de la terrasse de l'*Intran*, émerger de l'atmosphère gris-rose du Paris d'été....

***

Départ. — Tableau mélancolique, combien de fois retrouvé, dans une atmosphère toute pareille. Départ! Désir usé d'aller respirer les mêmes fleurs. Ivresse périodique. Nature, n'es-tu pas aussi grande dans mon jardin? Les plus beaux paysages ne sont-ils pas comme les grandes amours, le jeu d'un seul? N'existent-ils pas mille fois plus vastes au fond de mes prunelles qu'aux courbes des golfes, ces horizons que je regrette et que je m'en vais reprendre au rêve?

Maison engloutie sous un flot de papier et des vagues de housses. Silence criblé d'appels de merles et de pépiements de moineaux.

Que la vie est inutilement encombrée! L'Arabe, qui voyage avec ses chevaux et quelques tapis, n'a-t-il pas plus de sagesse que nous, qui nous sommes créé avec cette société inanimée que sont les objets, des liens si tenaces?

Ces réflexions, que de gens pourraient les faire devant les fantômes que deviennent les choses sous les enveloppes, dissimulées à nos yeux comme de blanches musulmanes! Nous portons le poids d'un passé trop lourd. Il nous enchante, mais nous embarrasse. On en connaît qui se sont affranchis de la puissance des choses familières. Ils ont la liberté d'agir de ce petit explorateur qui s'appelait, je crois, Savage Landor, qui traversa l'Afrique en veston croisé, les mains dans ses poches et coiffé d'un simple canotier.

Voilà, devant les choses empilées, rangées, bastionnées, nous voudrions, puisqu'il faut partir, ne plus rien laisser en arrière et nous en aller, comme ce petit Landor, les mains dans les poches tout droit devant nous!

ALBERT FLAMENT

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

La Conférence de Londres s'est réunie le 16 juillet et a siégé toute la fin du mois. Ses travaux se trouvent ainsi coïncider avec l'anniversaire même de la guerre. Il y a dix ans que l'Allemagne a déchaîné sur l'Europe et sur le monde la guerre qu'elle avait préparée et préméditée; il y a dix ans qu'elle a violé la Belgique et commencé la série des dévastations méthodiques qu'elle n'a pas encore réparées. Il y en a cinq que, battue militairement par les Alliés, elle a signé le traité de Versailles, qu'elle n'a pas encore exécuté. Ces souvenirs ont été sans aucun doute présents à l'esprit des délégués de la Conférence et ils ont dû leur inspirer bien des réflexions.

L'objet même de la Conférence est de régler les difficultés pendantes durant cinq années. Depuis 1919, on peut dire qu'on a essayé de tous les systèmes, et qu'on a éprouvé les inconvénients de tous. Le plus clair résultat de ces tentatives diverses est d'avoir mené peu à peu les esprits à l'idée des solutions moyennes. En présence des grands problèmes politiques, les peuples rêvent d'abord des solutions absolues : c'est la période mystique où les opinions publiques sont réfractaires aux compromis, où la mémoire des souffrances endurées, le sentiment de la justice, la logique des volontés et des imaginations l'emporte, où les sages paraissent des faibles, où les habiles sont suspects de timidités. Puis le temps passe, les illusions s'usent, les énergies se détendent, les patiences se lassent : c'est l'heure des résignations et des transactions. On voit alors paraître des conclusions modestes, qui auraient semblé inad-

missibles jadis et qui sont souvent moins acceptables que celles qui ont été repoussées : mais la fatigue des controverses prolongées, l'impatience d'aboutir inclinent aux concessions et tout finit par des compromis.

On peut dire, sans vouloir désobliger personne, qu'en ce qui concerne le problème des réparations, nous sommes arrivés au jour de la liquidation. La Conférence de Londres, venant après tant d'autres conférences, est apparue comme la dernière chance qui restait aux alliés d'aboutir à un accord. Dès sa réunion elle a eu ce caractère particulier que son échec était impossible et que sa réussite ne l'était pas moins. Il n'était pas vraisemblable qu'elle arrivât à régler d'une manière satisfaisante ce qui n'avait pu être réglé en cinq années. Mais il était évident que, si les alliés laissaient passer cette occasion d'arriver à un résultat, même médiocre, ils ne le retrouveraient pas de longtemps. Le sentiment qui a inspiré les gouvernements est qu'il fallait à tout prix sauver la conférence et finir par un accord. Ces dispositions d'esprit étaient d'autant plus puissantes que le Cabinet travailliste en Angleterre, et le Cabinet radical-socialiste en France, tous deux privés de force réelle, tous deux aux prises avec de grandes difficultés intérieures, avaient besoin l'un et l'autre d'un succès au moins apparent qui leur donnât quelques semaines ou quelques mois de prestige. Si le problème des réparations lui-même était, de par son histoire, prêt pour les solutions moyennes, les gouvernements, en raison de leur caractère et de leur situation politique, étaient voués aux œuvres de transactions et de liquidation.

Nous indiquons ici le caractère général des travaux de la Conférence de Londres. Nous ne saurions examiner en détail les clauses multiples dont le texte officiel ne nous est pas encore connu. On pourra sans doute discuter longuement sur les conditions de l'accord, les articles, les paragraphes, les annexes. On pourra y trouver des stipulations qui nous lèsent et d'autres qui nous sont favorables; on pourra commenter les possibilités que les unes et les autres nous laissent pour l'avenir. Toutes ces controverses, toutes ces argumentations serviront un jour peut-être. Mais à l'heure présente, ce n'est pas ce qui nous paraît le plus intéressant. Qu'a-t-on voulu

au juste, et a-t-on fait ce qu'on a voulu? Il nous semble que la conférence s'efforce de débarrasser la vie internationale du problème de la Ruhr et du problème des réparations. Et il nous semble qu'elle y parvient en nous faisant accepter la fin de l'occupation de la Ruhr et le plan des experts, c'est-à-dire au fond en fixant un programme international de paiements et en rendant à peu près impraticable toute action personnelle pour faire appliquer ce programme. L'Allemagne est invitée à payer : mais les Alliés font confiance à sa bonne volonté et se réservent de prendre des décisions si elle ne paie pas.

Il serait injuste de faire peser sur le nouveau gouvernement français la seule responsabilité de ces résultats. Nous avons assez de critiques à adresser à la politique de M. Herriot sans y ajouter. M. Herriot trouvait certainement une situation difficile; il avait certainement à résoudre un problème très complexe, il était certainement obligé à quelques concessions : nous éviterons de le charger de tous les péchés en ce qui concerne les réparations et nous examinerons impartialement la situation spéciale où les circonstances le plaçaient. Depuis le Traité de paix jusqu'à la Conférence de Londres, la France, a essayé de deux politiques. Entre 1919 et 1923, elle a tâché, conformément au traité, d'agir avec les Alliés, et de maintenir même au prix de concessions l'entente franco-britannique : poursuivie à Paris, à Londres, à San Remo, à Spa, cette politique nous a conduits à Cannes, où M. Briand s'apprêtait à lui donner une conclusion, quand il a quitté le pouvoir. On se rappelle qu'en janvier 1922, M. Briand a donné sa démission parce qu'il ne se sentait pas suivi ni approuvé, en ce qui concernait les directions de sa politique : il paraissait alors trop conciliant. Si l'on avait les loisirs de philosopher, on pourrait comparer l'émotion nerveuse qui s'était emparée du public pendant la Conférence de Cannes et la résignation morne d'aujourd'hui. Les résultats de Londres sont-ils supérieurs à ceux de Cannes? Ce n'est pas certain et nous le verrons bien : ce qui est sûr, c'est que depuis Cannes deux années et demie ont passé.

Cette période a été remplie par l'essai de la seconde politique qu'a suivie la France et à laquelle le nom de M. Poin-

caré demeure attaché. M. Poincaré, après avoir consacré toute l'année 1922 à la recherche d'un accord avec l'Angleterre, a jugé que le différend était provisoirement insoluble et il a passé, en janvier 1923, à l'action isolée : il a occupé la Ruhr. Cette politique n'était pas souhaitée par toute l'opinion française : mais, une fois décidée, elle a été acceptée et soutenue, même par ceux qui n'en attendaient pas de résultats extraordinaires. En quoi consistait-elle? On a parlé de gages productifs, et on en a discuté. On a parlé d'arrangements industriels, et on en a essayé. Il y avait dans ces combinaisons et dans d'autres les éléments de solutions futures. Mais en réalité l'occupation de la Ruhr était essentiellement un moyen de pression sur l'Allemagne. Comment et quand aurait-elle abouti? C'est ce que personne ne sait. On a constaté avec étonnement qu'elle n'aboutissait pas en octobre, date jugée favorable parce que l'Allemagne cessait la résistance passive et semblait attendre notre programme. Aurait-elle évolué dans la suite? nous aurait-elle conduit à une solution? Toujours est-il que la condition de cette politique était d'être continue : elle ne pouvait durer que si la politique intérieure y était accordée. Or, le 11 mai, a surgi avec les élections une politique nouvelle qui ne permettait pas de poursuivre les directions de M. Poincaré.

Au moment où M. Herriot est devenu chef du gouvernement, le passé lui livrait une double expérience. Il pouvait connaître que la politique d'entente franco-britannique n'allait pas sans concessions. Il pouvait connaître aussi que la politique d'intransigeance nationale n'allait pas sans des risques d'isolement. Il devait choisir. Un fait nouveau rendait d'ailleurs le choix nécessaire. Le Plan des Experts, rédigé à la suite de l'occupation de la Ruhr et de la capitulation de l'Allemagne, offrait une occasion de négociation et d'accord, et marquait la rentrée en scène de l'Amérique. Non que les États-Unis eussent l'intention de sortir de leur réserve officielle : mais les représentants officieux des intérêts américains devaient être présents à la Conférence de Londres et y jouer un grand rôle. Il est certain que les États-Unis regardent encore une fois vers l'Europe, et qu'ils s'en

désintéresseraient s'ils constataient que l'Europe s'obstine à rester divisée. Mais ils songent à la nécessité de faciliter la reprise des affaires; ils veulent éviter la crise dont ils souffrent déjà et dont ils risqueraient de souffrir davantage, si la vie économique du continent ne se réorganisait pas; ils sont, en raison de leurs disponibilités en or, les grands prêteurs du monde entier. De là leur intention de collaborer officieusement à la conférence interalliée et d'aider à un règlement qu'ils désirent dans l'intérêt de la paix du monde, dans l'intérêt de l'Europe et dans leur intérêt propre.

M. Herriot a fait son choix et il l'a indiqué dans le discours qu'il a prononcé au Sénat. « La meilleure solution pour la France au problème des réparations, ne peut être en ce moment que la moins mauvaise. Deux méthodes s'offrent pour obtenir cette solution. La première consiste à vouloir éternellement agir seuls... Si nous adoptons cette méthode de l'isolement, c'est le retour des sévérités vis-à-vis de l'Allemagne; c'est la peau de chagrin qui se rétrécira toujours. Ou bien ce sera l'accord que prévoit le plan Dawes. L'union de l'Angleterre et de la France obligera l'Allemagne à chercher sa voie dans une évolution pacifique. Si, par malheur, ces deux pays complémentaires se désunissaient, ce serait l'Allemagne livrée aux hommes de la revanche et de la guerre. » Telle est l'idée directrice de M. Herriot, et il la complète par une déclaration générale, toute patriotique. « La France seule doit dominer le débat; ni les discussions sur le passé, ni les controverses de doctrine ne doivent nous empêcher de chercher, en dehors des questions de personnes, les seules solutions utiles au pays. » Cette méthode d'étroite collaboration entre les Alliés est celle que supposait le Traité de Versailles; c'est celle que symbolisaient les mots d'Entente Cordiale; c'est celle où vont nos préférences. La volonté affirmée par M. Herriot de « rechercher ce qui rapproche et non ce qui divise », ce rétablissement des relations cordiales entre la France et la Grande-Bretagne qu'il considère comme son premier devoir, les arguments qu'il invoque pour prouver la nécessité de la Conférence, la nécessité d'agir vite (et notamment le fait qu'en janvier prochain l'Allemagne reprend sa liberté économique) : tout cela est fort bien.

Mais la grande difficulté est de savoir précisément dans quelle mesure le rapprochement franco-anglais est possible sans rien enlever à la France de ses droits légitimes. Pour se rapprocher de nous, pour agir réellement de concert avec nous, quel prix, quelles concessions exigeront de notre part ceux qui, en Angleterre, ont décrété qu'il n'y avait plus d'entente cordiale? Depuis un certain temps déjà, s'est produite une évolution dans les rapports des deux peuples, évolution dont nul ne déplore plus que nous le caractère. Si amicales que soient les dispositions de M. Ramsay Mac Donald pour le présent chef de notre gouvernement, nous ne pouvons pas ne pas avoir été frappés par le ton sur lequel il s'est expliqué à la Chambre des Communes et par les explications qu'il y a fournies; nous ne pouvons pas ne pas être frappés par les commentaires des journaux britanniques, par la mauvaise humeur que leur cause ce qui peut être fait de concessions à notre point de vue, par le soin avec lequel ils appuient sur tout ce qui nous séparait encore à la veille de la Conférence. « Il faut convenir que tout demeure indéterminé, écrivait récemment encore le *Daily News*, la seule chose qui ait été déterminée à Paris, c'est le salut de la conférence; et sans doute était-ce l'essentiel ». C'était bien, au fond, l'avis de M. Herriot comme de M. Mac Donald : ils estimaient pareillement que, pour mettre au point et pour mettre en vigueur le rapport des experts, suprême chance qui s'offre aux Alliés d'obtenir enfin des réparations de l'Allemagne et de rétablir la paix en Europe, la Conférence s'imposait de toute urgence. La bonne volonté qui les animait personnellement leur était un gage qu'on finirait par s'y mettre d'accord complètement.

Cette bonne volonté, ce désir sincère et presque passionné de finir coûte que coûte par un accord, n'empêchaient pas M. Herriot de faire, avant d'aller à Londres, des aveux modestes qui donnaient à réfléchir. Sur la question des dettes interalliées, M. Herriot a reconnu très simplement qu'il n'avait rien obtenu, et que, l'Angleterre se refusant à lier cette question au plan des experts, ce plan mettait là-dessus en moins bonne posture que ne nous aurait mis le plan Bonar Law. Sur la question de la sécurité de la France, de la sécurité de nos troupes d'occupation, des délais d'évacuation des territoires occupés; sur

le respect intégral du Traité de Versailles et de la Commission des Réparations, à l'un et l'autre desquels on ne se saurait toucher sans que tout s'effondre et que le spectre de la guerre se dresse de nouveau devant nous; sur les pouvoirs de la Commission des Réparations, « qui ont été étendus et non pas seulement confirmés », sur le pouvoir qui lui est reconnu, en particulier, de présenter des suggestions à la conférence et de constater la mise à exécution du rapport Dawes, M. Herriot a soutenu les thèses traditionnelles de la France, sans avoir prouvé qu'elles se trouvent désormais ratifiées par l'Angleterre.

A Londres, M. Herriot a-t-il obtenu mieux? Nous constatons d'après les nouvelles parvenues au moment où nous écrivons que le résultat de la Conférence est que d'une part l'occupation de la Ruhr changera de caractère, et cessera, et que, d'autre part, le droit de prendre des sanctions se trouve soumis à toutes sortes de conditions qui pratiquement le réduisent à rien. Les articles sur lesquels la conférence a pris des décisions, en effet, ont trait à la composition de la Commission des Réparations lorsqu'il s'agira de constater un manquement de l'Allemagne; aux conditions dans lesquelles les gouvernements intéressés se concerteront alors pour déterminer les sanctions à prendre; aux garanties en faveur des prêteurs; aux droits qui demeurent réservés à chacune des Puissances signataires. Le point de départ se trouve dans l'Annexe II, à la partie VIII du Traité, dont l'article 2 prévoit que les gouvernements des Puissances nommeront leurs délégués, ainsi qu'un suppléant de ce délégué à la Commission des Réparations, et dont l'article 22 dispose que l'Annexe peut être amendée par décision unanime des Gouvernements représentés à la Commission. Le Gouvernement des États-Unis figurait à l'article 2 avec ceux de Grande-Bretagne, de France, de Belgique, d'Italie et du Japon. Le Congrès de Washington ayant refusé de ratifier le Traité de Versailles, le Gouvernement des États-Unis n'a pas exercé son droit. Aujourd'hui ce n'est pas son représentant officiel qui vient siéger à côté des représentants des autres Puissances en parfaite égalité avec eux. C'est un simple citoyen américain que son Gouvernement autorise à siéger à la Commission avec voix délibérative, dans les circonstances où il

y aurait à constater un manquement de l'Allemagne. Il représente moins les autorités politiques de son pays que les intérêts financiers américains engagés dans l'œuvre de reconstitution économique de l'Allemagne. Des mesures spéciales devaient donc être envisagées pour sa nomination. Il est convenu qu'il sera nommé par cooptation, par décision unanime de la C. D. R., dans les trente jours qui suivront l'adoption du présent amendement. Au cas où la C. D. R. ne pourrait se prononcer à l'unanimité, la nomination serait confiée au président en exercice de la Cour permanente de justice internationale de la Haye. Nomination valable pour cinq ans et renouvelable. Même procédure pour la nomination d'un successeur, en cas de vacance. Les pouvoirs de ce délégué spécial prendraient fin immédiatement, le jour où les États-Unis désigneraient un représentant officiel.

Aux termes du second article, « dans le cas où un manquement serait déclaré par la Commission des Réparations, aux termes des pouvoirs qui lui sont conférés par le paragraphe 17, annexe 2, les gouvernements intéressés se concerteront immédiatement pour déterminer la nature des sanctions à prendre, appliquées en vue de les rendre promptes et efficaces. Ces sanctions seront prises en tenant compte des propres intérêts des puissances appelées à recevoir des réparations en même temps que de l'intérêt des prêteurs ». L'article suivant vise à donner pleine sécurité aux prêteurs et à faciliter ainsi l'émission de l'emprunt de 800 millions de marks, prévu par le Comité des Experts, en en garantissant le service. Les sanctions qui seraient prises à la suite d'un manquement de l'Allemagne devront sauvegarder ces gages spéciaux. En second lieu, si les gages spéciaux ne suffisaient pas, le service de l'emprunt jouirait d'une priorité sur les ressources générales de l'Allemagne et sur les ressources ultérieures à provenir éventuellement de l'application des sanctions. Pour comble de précautions, « les sanctions qui pourraient intervenir à la suite d'un manquement constaté par la Commission des Réparations, seront prises après avis de l'Agent des Paiements et d'un représentant des prêteurs, lequel ne serait autre que le « Trustee ». C'est ce qui subsiste de la formule soutenue par M. Philipe Snowden et auquel celui-ci passait pour avoir renoncé.

M. Young, disait-on, estimait pareille stipulation superflue. Mais il paraît que son avis n'a pas été partagé par l'ambassadeur Keilogg, aux yeux de qui les cautions d'ordre exclusivement financier n'étaient point suffisantes. La formule « après avis » est et peut s'entendre de toutes sortes de manières. On affirme que l'Agent Général des Paiements et le représentant des Prêteurs interviendront à titre purement consultatif. La Commission des Réparations ne sera nullement liée par eux. Elle restera libre d'agir sans leur consentement. La décision qu'elle aura prise, à la simple majorité des voix, demeurera souveraine. Il n'y a là rien qui ressemble à l'arbitrage d'abord réclamé par M. Snowden. En théorie les pouvoirs de la C. D. R., le texte du Traité ne subiraient aucune atteinte. Il n'en est pas moins vrai, que cette sorte de veto suspensif marque un temps d'arrêt suprême dans les initiatives de la C. D. R. Il consomme et consacre l'opposition entre les intérêts financiers des prêteurs et les intérêts des Puissances créancières. L'Allemagne sera en mesure d'enfreindre à peu près impunément ses promesses, pourvu qu'elle ait soin de rémunérer et d'amortir l'emprunt que les capitalistes étrangers lui auront consenti. C'est après cela que nous est accordée la satisfaction un peu platonique dans un dernier article aux termes duquel tous les droits que les puissances signataires tiennent « du traité de Versailles et ensemble du rapport des experts sont réservés ».

M. Herriot après ces concessions se trouvait dans des conditions favorables pour réclamer des contre-parties. Il est le gouvernement le plus avancé qu'ait eu et qu'aura sans doute la France de longtemps. Il pouvait faire valoir que ce qu'il n'acceptait pas, personne ne l'accepterait. L'a-t-il dit? A-t-il reçu des satisfactions pour les intérêts de notre pays? A-t-il songé à la politique de l'avenir? La liquidation des réparations ne se fait pas pour nous sans perte. Appelons les choses par leur nom : ni le Traité, ni la Commission des réparations, ni notre droit à prendre des sanctions ne seront demain ce qu'ils étaient hier. Et le gouvernement a accepté cet arrangement avant même de savoir si l'Allemagne était prête cette fois à tenir sa parole. On ne lui reprochera pas d'avoir manqué de générosité ni de confiance On serait mieux fondé à se

demander s'il n'en a pas eu trop. La Conférence de Londres nous invite à compter sur la bonne volonté de l'Allemagne surveillée par les Alliés. Mais cette bonne volonté est incertaine; cette surveillance se fera sous une forme qui paraît fort douce; et en outre les conventions internationales, au moment où l'Allemagne est censée prête à un effort, interdisent à ses travailleurs de fournir des journées de plus de huit heures. On avouera que ce résultat n'est pas brillant et qu'il n'est pas de nature à faciliter l'amélioration de notre situation financière.

Où sont les aspects plus favorables des négociations? Quels avantages M. Herriot a-t-il obtenu en échange de ses concessions? Comment compte-t-il s'expliquer devant le Parlement? Nous n'en savons rien. La Conférence, il est vrai, nous fait entrevoir une collaboration plus étroite des Alliés : nous attacherions le plus grand prix à cette promesse, si elle était plus qu'une espérance et nous ne demandons qu'à recevoir les témoignages de l'amitié de nos Alliés. En dehors de ces avantages moraux, dont nous ne voulons certes pas diminuer la valeur, le plus clair de ce qui nous reste du traité de paix est cette occupation de la rive gauche du Rhin dont nous n'avons cessé de dire ici que c'était le plus sûr gage de nos réparations et de notre sécurité.

ANDRÉ CHAUMEIX

ERRATUM. — Dans notre livraison du 15 juillet 1924, page 297, ligne 27, il faut lire : *dès le* 30 *juillet au soir* et non pas *le* 31 *juillet* (article de **M. Grelling** sur **Le Grand État-Major allemand**).

CORRESPONDANCE

LA QUESTION TURQUE ET LE TRAITÉ DE LAUSANNE

La *Revue de Paris* du 15 juin a publié sous ce titre un article de M. Roger Labonne, qui a été très commenté, particulièrement en Orient. A ce sujet, nous avons reçu du Comité France-Orient la lettre ci-dessous, qui est signée du général Mahmoud Moukhtar Pacha, ancien ambassadeur ottoman. Notre collaborateur, M. Roger Labonne, à qui nous l'avons fait lire, nous a répondu qu'il n'avait rien à changer à ce qu'il a écrit dans son article, et qu'il donnerait dans ses études ultérieures, s'il y avait lieu, les précisions nouvelles que les événements pourraient lui suggérer.

Depuis fort longtemps, et déjà bien avant la guerre, la Turquie avait une mauvaise presse en France. Les raisons en sont multiples; entre autres, la propagande des peuples ennemis de la Turquie, Russes, Grecs, Arméniens, Sionistes, ils firent tout pour discréditer les Turcs. La Russie tsariste est morte avant d'avoir récolté le fruit que devaient porter ces dénigrements; mais l'agitation antiturque ne s'en trouve pas ralentie.

La France est un de ces pays où ces efforts subversifs trouvèrent nombre d'adhérents, à en juger par les publications tendancieuses qui continuent toujours.

La prochaine mise en discussion, au Palais-Bourbon, du Traité de Lausanne, semble avoir inspiré à un spécialiste des choses d'Orient l'idée de traiter la question de façon à documenter ceux qui voudraient combattre le traité.

L'Orient n'a malheureusement jamais péché par excès d'organisation. Aussi la Turquie n'a-t-elle jamais eu une organisation pour se défendre à l'étranger contre les innombrables attaques de ce genre. Cela coûte d'ailleurs si cher! On pouvait donc de tout temps dire ou écrire tout ce qu'on voulait contre elle sans risquer d'avoir une réponse, une réfutation. C'est vraiment miracle, si parfois il y eut des gens de cœur, parmi les Français mêmes, qui se vouèrent, par esprit de justice et spontanément, à la tâche de la défendre contre ses nombreux ennemis, parmi lesquels des hommes d'affaires désenchantés ou éconduits formaient légion.

Le Traité de Lausanne et la Question turque est le titre de l'article

dont j'ai parlé plus haut et où M. Roger Labonne développe avec une verve ironique et un vif mordant, ce qu'il appelle « la Question turque ».

Ce traité est pour lui une déception, un traité échafaudé sur un sol meuble, avec les matériaux des vieilles civilisations de l'Europe.

Une puissance infime, comme la Turquie, vaincue en 1913, s'effondrant en 1918 et se rendant à discrétion au vainqueur par l'armistice de Moudros, ne devait que subir la loi du vainqueur. Selon lui, c'est à la discorde européenne que les Turcs doivent les avantages obtenus par eux à Lausanne.

L'auteur ne cache point sa mauvaise humeur que l'on ait fêté en France, le retour, vis-à-vis de la Turquie, à une politique que l'on appelle traditionnelle, sans trop savoir de quoi il s'agit.

Un de ses griefs est que les Turcs ne veulent pas payer en or les intérêts de leurs dettes d'avant guerre quoiqu'ils ne fassent en cela qu'imiter les Alliés eux-mêmes vis-à-vis de leurs propres créanciers.

Il lui tient à cœur de voir s'ouvrir de nouveau les portes des écoles congréganistes (nos écoles, dit-il), puisqu'il est convenu que le cléricalisme est un article d'exportation et que la Turquie doit en subir les conséquences, sous peine d'être mise à l'index comme fanatique. La Turquie laïque a donc à se soumettre aux exigences de ces écoles confessionnelles que la France n'admet point chez elle.

Il déplore également que la justice en pays turc ne soit pas mise sous le contrôle — entendez l'ingérence — de l'étranger et que la langue du pays puisse supplanter toute autre langue en Turquie.

Le principal tort des Alliés consisterait à ne pas avoir tenu compte de la mentalité du Turc musulman, amoureuse de la brusquerie.

L'idéal de l'auteur, c'est le traité ou plutôt le verdict de Sèvres qui aurait divisé, morcelé et détruit l'empire Ottoman pour ne laisser qu'une toute petite Turquie cosmopolite contrôlée et dépendante. Comme cela elle aurait été incapable de commettre des excès et d'émettre des prétentions comme, par exemple : « La Turquie aux Turcs », elle, qui ose aujourd'hui vouloir soumettre les étrangers à ses lois, aux lois turques!

L'article semble regretter que « les débris de l'empire de Soliman » puissent encore servir à autre chose qu'à être « un vaste champ d'entreprise où s'entre-choquent les rivalités des grandes firmes mondiales». Pourquoi pas, d'ailleurs, puisqu'un vieux paysan d'Anatolie aurait personnellement affirmé qu'il préférerait vivre dans une Turquie soumise à l'étranger plutôt que de supporter un gouvernement national?

L'auteur arrive à cette conclusion, qu'il y a toujours une question turque à résoudre.

Voici en substance ce que dit M. R. Labonne, en Européen sagace, pour n'employer que ses propres termes.

Quoiqu'en voyage, et guère préparé à réfuter un réquisitoire de ce genre, je n'ai pu m'empêcher, dans l'intérêt de la concorde et des

relations amicales entre la Turquie et la France, de tracer quelques lignes pour stigmatiser un état d'esprit qui serait excellent pour arriver à des résultats négatifs. Tout homme sensé doit condamner une littérature qui fut déjà suffisamment malfaisante et causa les pires malheurs. C'est elle, en effet, qui éloignait systématiquement la Turquie et la poussait jusque dans le camp des Empires centraux en 1914. Quand on s'aperçut que cette « infime Turquie », comme se plaît à l'appeler notre auteur, n'était pas aussi infime qu'on voulait le croire, il fallut lui opposer sur plusieurs fronts des armées avec des effectifs dépassant de beaucoup deux millions de soldats; et quand on se rendit compte que, du chef de la participation de cette infime puissance, la guerre mondiale se prolongeait de deux ou trois ans, il était trop tard. Le sang d'un demi-million de combattants des armées alliées ne fut pas suffisant pour racheter ou réparer les fautes, que par malveillance, dilettantisme ou déceptions personnelles, on s'était amusé à entasser depuis des années [1]. Ce que cela dut coûter aux Turcs mêmes, inutile d'en parler ici.

L'histoire ne serait vraiment qu'un simple passe-temps, si l'on passait outre à toutes les cruelles corrections qu'elle inflige, et il serait profondément attristant de voir que des intelligences peuvent encore s'appliquer à recommencer le malheureux jeu d'antan.

Je suis cependant de ceux qui croient au triomphe du bon sens et le bon sens ne peut que recommander à la Turquie comme à la France d'entretenir des relations franchement cordiales, comme il ne peut en être autrement pour deux pays méditerranéens se touchant géographiquement et politiquement de très près.

Sous peine de retomber dans les interminables discussions de Lausanne, qui durèrent, hélas! plus de neuf mois, il m'est impossible de relever un à un les griefs et les arguments que dans son article l'auteur a entassés autour de la question. Il faut donc me borner à caractériser, d'une façon générale, les torts que l'on juge opportun d'imputer aux Turcs.

Quand il s'agit d'un pays qui commet la faute de décevoir des esprits spéculatifs, son sort est toujours d'être mis à l'index. Mais quel est le pays dont on ne pourrait pas dire du mal, ou le gouvernement qu'on ne pourrait pas conspuer? Pour cela on n'a même pas à avoir le mérite d'être véridique.

Les Turcs peuvent donc s'en consoler, d'autant plus qu'eux aussi ils s'étaient fait des illusions, et avaient espéré qu'à Lausanne par exemple les diplomates français ne serviraient pas simplement de « brillants seconds » à Lord Curzon. Malgré la composition de la délégation française, ils avaient cru pouvoir compter sur les assurances qu'ils avaient reçues à Angora.

Mais doit-on pour cela croire que la France ne songerait plus à

1. Dans un ouvrage intitulé *la Turquie, l'Allemagne et l'Europe*, qui va incessamment paraître, l'auteur de ces pages s'efforce de démontrer ces faits, arguments en mains.

reprendre en Orient, dans l'intérêt de l'équilibre mondial, sa place impérieusement désignée par une tradition glorieuse et des avantages politiques autrement plus précieux que de menues questions de finance ou plutôt de financiers?

Considérant la question objectivement, je ne vois pas de raisons pour ne pas l'espérer. Il suffit qu'au quai d'Orsay l'on sache ce que l'on veut et que l'on se garde de retomber dans les fautes de 1910, celles du temps de M. Pichon, qui permettaient à Helfferich d'écrire : « Du coup, l'Allemagne a regagné tout le terrain perdu et plus encore. »

Le premier pas dans cette voie serait certes une meilleure compréhension et une plus juste appréciation des Turcs, qui ne sont pas plus jaunes que les Russes, n'en déplaise à M. Labonne. On verra alors, qu'il est préférable de les avoir plutôt pour que contre soi, dût-il même en coûter quelques petits sacrifices. On ne sait jamais ce que l'avenir réserve.

J'avoue qu'il n'est malheureusement pas facile de dissiper les préjugés, de vaincre les partis pris. Il y en aura toujours qui persisteront, comme le fait l'auteur de l'article « Le Traité de Lausanne et la Question turque », à soutenir qu'une centaine de mille Grecs concentrés à Maritza fit peur aux Turcs, qui en avaient pourtant jeté trois cent mille à la mer, quelques mois auparavant, en moins de quinze jours.

Mais où le fond de l'article apparaît limpide, c'est quand l'auteur fait sentir que la population turque est désireuse, amoureuse même du joug étranger et que la satisfaire ne serait point commettre un délit d'impérialisme. L'exemple d'héroïsme patriotique donné à Tchanak par le soldat turc existe à peine pour lui.

Mais pour une fois nous devons lui donner raison lorsqu'il prend pitié de notre état de civilisation fruste et superficielle.

Ces pauvres Turcs, ils ne furent jamais assez habiles pour amasser du numéraire et participer activement à cette civilisation capitaliste, mercantile et de bien-être matériel qui offre tant de confort.

Fort heureusement l'article se termine par un sage avertissement pour la Turquie, qui trouverait le bonheur, paraît-il, en retournant au touranisme et en cherchant son bonheur chez les Euzbeks et les Kalmuks. Décidément l'auteur se surpasse, et je ne puis croire qu'il parle sérieusement.

Il nous rappelle en effet que, pour faire une cure, la Turquie malade, — d'après l'auteur — n'aura qu'à faire une promenade du côté de l'Asie centrale. Cette dissertation badine se termine par la formule: « La Turquie sera asiatique ou ne sera pas. »

J'avoue que j'ai admiré cet imperturbable humour qui me fait dire, sans trop me fâcher : Tout est bien qui finit bien.

MOUKHTAR-PACHA

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85 *bis, Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

a tristesse d'Elsie, par **André Savignon**. — Ils sont deux marins, deux pauvres bougres, sur un e anglais qui fait du cabotage le long des côtes d'Amérique du Sud. Et comme la température touffante, qu'ils vivent toujours ensemble et qu'ils aiment la même jeune fille, ils se mettent à se , et un beau jour ils en viennent aux mains — un étrange duel au couteau absurde et terrifiant... de ces deux hommes on ne parlera plus beaucoup, ils sont là seulement pour montrer jusqu'à point on peut aimer Elsie et donner la note d'étrangeté qui règnera dans le livre... C'est une fille de Plymouth cette Elsie; elle est très pauvre; ces deux marins qui ont tenté de s'entre- pour elle, elle les connaît à peine et s'en soucie peu; ce n'est point qu'elle soit heureuse : elle re, au contraire, tourmentée par une soif d'idéal. L'idéal d'Elsie est très vague; c'est simplement spiration confuse vers quelque chose de grand, de beau qu'elle ne sait pas. Elle croit que cette étude l'amour, un bel amour, peut l'apaiser. Mais à Plymouth, dans les docks — pas plus qu'ailleurs amour « dont on rêve » n'est facile à trouver. Autour d'elle, Elsie ne sent naître que des désirs tes. Cela ne la surprend pas trop d'ailleurs. Elle a déjà quelques données générales sur la nature aine : sa mère est toujours ivre et son père engrosse les jeunes filles du quartier. Soudain Elsie d en horreur ceux qui l'entourent et elle part... elle ne sait où. Des bourgeois très pieux — des istes — la recueillent. Ils habitent une blanche maison, paisible, silencieuse. Elsie se sent enve- ée par une atmosphère de joie mystique. Le bonheur, elle va le toucher, le bonheur, c'est la foi. elle découvre que la luxure a sa place dans cette maison de Dieu. Immense désillusion. Elsie est de l'école du « tout ou rien » quitte ses baptistes, laisse là ses rêves pieux et repart au hasard. chez une petite prostituée très jeune et très jolie qu'elle s'installe. Là le vice revêt des appa- es aimables et douces. Elsie, tentée, censure sans énergie, jusqu'à ce qu'enfin le désir à son tour ne la visiter. Ce n'est plus à l'amour qu'elle aspire, mais aux voluptés très positives. Elle a hor- de sa faiblesse, mais ne peut en triompher. Après des hésitations, des fuites, des luttes, elle jette dévolu sur un bellâtre professionnel qui lui inspire un profond dégoût et en même temps l'attire. a tant souffert déjà que le vertige est venu : Elsie maintenant a le goût de l'abîme. Cet amour nd à son attente : il est abject. Mais ces mêmes troublantes raisons qui ont attiré Elsie ne tardent t à la repousser. La volupté du malheur ne dure pas. Elsie lâche son homme à bonnes fortunes e lance dans une vie tumultueuse : elle court les bouges, et, plus ou moins ivre, vagabonde en ntant, la nuit, dans les rues de Plymouth; c'est une épave, mais elle est belle encore, et chaste... ant qu'elle peut, car, s'il s'affaiblit chaque jour en elle, il n'a pas disparu tout à fait cet étrange r, ce désir de vie pure et forte, de vie ailleurs, de bonheur de l'âme, de joies immenses et imprécises. Il y a de l'incohérence dans ce livre, et nous n'avons point cherché à le dissimuler, mais une nté étrange aussi, de la force, de l'émotion et, au total, c'est une œuvre remarquable. L'auteur a fixer ce qu'il y a de plus fuyant, de plus subtil, de plus contradictoire dans l'âme féminine, car ar quelques côtés, Elsie est une pauvre fille des bas-fonds anglais et n'est que cela, par d'autres bien plus nombreux — elle est la Femme. Dans cette vie qui semble d'abord se disperser si illo- ement il y a en réalité une unité profonde. Elle est une inquiète recherche d'un vague quelque se qui pourrait faire du bien à une âme malade : successivement Elsie tend au salut par le cœur, l'âme, par les sens : vaincue elle cherche encore et se demande si le but ce n'est pas la souffrance, tes les souffrances. Comment définir nettement Elsie? Elle est capable du pire et du meilleur, est insensible, et détestable, compatissante et délicate, elle est sauvage, mystique, elle est insai- able... Elle est folle, elle est véridique et elle fait beaucoup d'honneur à M. Savignon à qui l'on rait bien des louanges aussi pour la parfaite connaissance qu'il a des slums anglais.

Dans l'**Esprit de France** se trouvent réunies un certain nombre d'études critiques dues à **Corpechot**. Les deux premières, qui sont remarquables, sont consacrées à une analyse compa- ive du génie français et du génie allemand. Ce qui, d'après M. Corpechot, distingue le plus telligence française de l'allemande c'est que la première est différenciée tandis que la seconde l'est point, autrement dit il y a chez les Français une scission nette entre l'intelligence et la sibilité, tandis que chez les Allemands le cœur est le souverain maître du jugement. Les savants mands eux-mêmes ne se laissent point guider par le seul souci de la vérité. Ils exigent des docu- nts — quitte à les falsifier si cela est nécessaire — de servir leurs idées préconçues. « Les histo- ns allemands, remarquait déjà Fustel de Coulanges, forment une armée organisée... On sait y ir, on sait y être disciple... Ils ont la meilleure volonté d'être véridiques et s'entourent de toutes précautions de la critique pour être impartiaux. Ils le seraient, s'ils n'étaient Allemands. Ils ne vent faire que leur patriotisme ne soit pas le plus fort... » Quant à la philosophie allemande moderne est tout entière à base de pangermanisme. Pareillement les Allemands, toujours par manque telligence différenciée, confondent constamment leur conscience et leurs désirs, ce qui leur permet de ler de vertu en commettant les pires horreurs. Si l'on passe du privé au public, tous les crimes omplis pour la gloire du Vaterland sont considérés comme des actions méritoires, parce qu'ils ticipent à la grandeur sacrée de la patrie, cette invincible Allemagne dont les Alliés ne sont pas us à bout en 1918, car — chacun le sait — les Allemands n'ont été vaincus — ne peuvent être incus — que par eux-mêmes. Le Français lui, ayant une intelligence différenciée, conserve un juge- nt libre. Il ne croit pas nécessairement à l'infériorité de ses ennemis; s'il écrit une histoire de nce il peut l'écrire contre la France; ses propres actes il peut les railler. Cette intelligence, qui reste ltresse de toute la machine mentale, inspire au Français l'amour de l'ordre et de la clarté. Pour une belle œuvre est avant tout une œuvre qui satisfait l'intelligence. D'où son respect inné pour règle des unités, son goût pour les lignes nettes et pures, son appétit de géométrie. Entre toutes créations de l'esprit français, il en est une où toutes ces tendances se manifestent sous une forme rticulièrement concrète : c'est le jardin à la française tel qu'un Lenôtre le conçut. Nos parcs du XVIIe siècle en effet sont « purs jeux d'esprit, l'ordonnance seule intéresse; ils sont insulte à l'instinct. »

Suivent quelques portraits littéraires. A propos de Barrès M. Corpechot montre combien il est ique de passer du culte du moi au culte des morts et des ancêtres, puis il analyse très finement idées politiques et sociales de Remy de Gourmont avant de passer à Paul Adam en qui il voit le enseur du génie latin et le champion des hommes d'action. Quant à Robert de Montesquiou, Corpechot le considère surtout comme un homme de goût, c'est-à-dire un homme qui sut oisir... Pourtant M. Corpechot va plus loin lorsqu'il rapproche les mémoires de l'auteur des *Hor- sias bleus* de ceux de Saint-Simon. Si c'est des *Pas effacés* qu'il s'agit, nous trouvons la louange en excessive. L'ouvrage se termine par quelques chapitres sur la vie mondaine et l'influence du onde sur les lettres et les arts.

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4 fr. 50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.